

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

L'ASSOCIATION COMMUNALE AGRICOLE

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le samedi 8 Mars 1902

PAR

Joseph BOUTAUD



LYON

A. STORCK & C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, rue de la Méditerranée, 8

—
1902



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

L'ASSOCIATION COMMUNALE AGRICOLE

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le samedi 8 Mars 1902

PAR

Joseph BOUTAUD



LYON

A. STORCK & C^e, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, rue de la Méditerranée, 8

1902

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM. CAILLEMER (E.), O. *, I. Q, doyen, professeur de Droit civil,
correspondant de l'Institut.

MABIRE, *, I. Q, professeur honoraire.

GARRAUD, I. Q, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. Q, professeur de Droit romain.

FLURER, I. Q, professeur de Droit civil, assesseur du doyen.

THALLER, I. Q, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. Q, professeur honoraire.

COHENDY, *, I. Q, professeur de Droit commercial.

PIC, I. Q, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), A. Q, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, professeur d'Histoire du Droit.

BOUVIER, A. Q, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, professeur-adjoint (Droit public).

JOSSEMERAND, agrégé (Droit privé et Droit criminel).

BROUILHET, agrégé (Sciences économiques).

HUVELIN, agrégé (Histoire du Droit).

LÉVY (Emmanuel), agrégé (Droit privé et Droit criminel).

GONNARD (René), agrégé (Sciences économiques).

CAILLEMER (Robert), chargé de cours (Histoire du Droit).

BECQ (J.), I. Q, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

M. Paul PIC, *Président.*

MM. BROUILHET }
GONNARD } *Suffragants.*

INTRODUCTION

L'association communale agricole, tel est le sujet de cette étude.

Elle est divisée en deux parties : dans le livre premier j'expose un moyen de faire participer tous nos paysans aux bienfaits de l'association sans leur imposer ni conditions, ni obligations ; dans le second livre, je donne un rapide aperçu des différentes institutions que l'association communale peut organiser dans l'intérêt de l'agriculture comme « pour le relèvement des faibles ».

Dissertations et discours sur les questions agricoles viennent chaque jour s'ajouter aux nombreuses propositions de loi et aux débats parlementaires dont elles sont souvent l'objet. J'ai cru cependant que cette idée de commune économique, qui n'est pas nouvelle,

Nihil sub sole novum,

méritait une attention toute spéciale, un examen plus approfondi, en un temps où, presque partout, on parle d'une crise industrielle venant se greffer sur la crise agricole. C'est aussi le défaut de méthode, maintes fois cons-

taté, dans les différentes mesures adoptées en vue du perfectionnement de notre première industrie, qui m'a incité à chercher avant tout un instrument pour diriger l'initiative privée dans nos campagnes.

Mais pour juger une institution, il importe de connaître l'organisation dans laquelle elle doit entrer. C'est là l'objet de cette introduction, un peu longue il est vrai, mais qui permettra de mieux comprendre tous les services que l'association communale, telle que je l'entends, doit rendre à l'agriculture.

« Deux choses déterminent le degré de puissance et de richesse des nations : l'une, c'est leur force numérique ; l'autre, l'étendue des moyens de consommation dont elles jouissent ; or, ces deux choses dépendent entièrement de l'état plus ou moins prospère de l'agriculture (1). » Cette opinion réunit la grande majorité des économistes français ; et, si l'on envisage l'avenir, il paraît bien difficile de ne pas y adhérer. Chez nous surtout, l'agriculture doit rester la première industrie : tandis que le travail de fabrication tend à une limitation prochaine, notre sol peut, d'après M. Gasparin, nourrir 260 millions d'hommes. Sans nous arrêter, d'ailleurs, à ce chiffre fantastique qui aurait rempli de joie nos physiocrates du XVIII^e siècle, il faut, comme M. Baudrillart, « en regardant l'agriculture et l'industrie comme deux alliées et non comme des rivales dont les intérêts seraient opposés, reconnaître la supériorité de l'agriculture dans notre pays dont la vocation agricole s'est manifestée en tout temps parce qu'elle tient à la

(1) H. PASSY, *Nouveau Dictionnaire d'Économie politique*, de MM. Léon Say et J. Chailley. Mot : Agriculture.

nature des choses, et qu'elle est déterminée par la situation géographique de la France et son climat, comme par la constitution d'un sol qui, presque partout fertile, se prête aux productions les plus variées (1). »

Il ne faut donc pas négliger notre agriculture, d'autant moins qu'elle traverse une crise profonde qui, sans être périlleuse, a causé un certain trouble dans nos rapports économiques. Il serait injuste, à ce propos, de ne pas rappeler les nombreux efforts faits par le gouvernement, les savants, les économistes et des particuliers qui sont parvenus à éviter le découragement. Et, si l'on songe que cette crise a commencé presque au lendemain de notre désastreuse guerre de 1870-71, il faut rendre justice à notre troisième République d'avoir su, malgré des hostilités sans cesse renaissantes, grouper toutes ces forces pour écarter tout danger et même relever la France au rang qu'elle occupait jadis (2). Est-ce à dire que tout soit fait pour conjurer cette crise ? Hélas ! non, les mesures prises par le gouvernement ont eu, en général, un caractère plutôt provisoire ; la plupart des lois protectrices qui ont été votées depuis 1870 en faveur de l'agriculture, méritent bien le nom de lois « impressionnistes », que leur a décerné M. Leroy-Beaulieu. Je crois qu'il est urgent de

(1) H. BAUDRILLART : *la Population agricole de la France*, p. 6. Paris, Hachette, 1883.

(2) « Malgré l'accroissement de ses dépenses pour la libération du territoire, pour la défense de ses frontières réduites, pour la sécurité de ses possessions maritimes, pour l'amélioration de ses moyens de transport, de ses services postaux et télégraphiques, comme aussi pour l'élévation du niveau intellectuel de la nation, la France ne s'est pas appauvrie. » (Discours de M. le procureur général Renaud, aujourd'hui premier président à la Cour des Comptes. Audience solennelle de rentrée du 16 octobre 1890.)

concentrer les efforts non seulement de l'élite mais encore de toute la masse des travailleurs agricoles. Il y a douze ans, M. Lecouteux écrivait : « Jamais l'histoire n'accumula de faits plus imposants, plus saisissants pour rappeler à l'agriculture que rien ne saurait l'affranchir de l'action des lois économiques qui, dans un monde maintenant sillonné de routes rapidement parcourues par la vapeur, sur mer comme sur terre, commandent impérieusement à chaque nation d'équilibrer ses industries, ses productions : non pas seulement au point de vue exclusif de tel ou tel marché national mais au point de vue positivement calculateur du marché universel... Le marché, tel que peut le desservir la vapeur, est un fait colossal qui domine la situation économique de tous les peuples (1). » Aujourd'hui, statistiques, presse économique et politique, débats parlementaires, ouvrages scientifiques confirment cette évolution mais nous laissent la pénible impression d'une certaine infériorité de notre art agricole et des conséquences fâcheuses qu'elle pourrait avoir si nous n'y prenions garde.

« Cependant Xénophon conseille à l'homme comme travail d'ordre le plus élevé l'agriculture. il le fait dans un but moral, esthétique et dans l'intérêt de la cité, il dit que le travail agricole excite le courage (2). » A Rome, les écrivains présentent l'agriculture comme un remède à tous les maux, et, comme à Athènes, elle n'est point comprise dans les professions exclusivement réservées

(1) Ed. LECOUTEUX : *Cours d'économie rurale*, t. II, p. 447.

(2) M. Ch. BROUILHET, professeur à l'Université de Lyon, à son cours (Doctrines économiques) 1900-1901. Voir aussi : *Économiques de Xénophon*, Ch. V. ESPINAS.

aux esclaves. Chez les Francs, l'agriculture est mise en honneur et protégée contre toutes les atteintes comme on peut le voir par la loi salique (1).

J.-J. Rousseau exprime plus simplement cette opinion. « L'agriculture, dit-il, est le premier métier de l'homme, c'est le plus honnête, le plus utile, par conséquent le plus noble qu'il puisse exercer. » Est-ce bien là l'idée que s'en font nos paysans ? Avons-nous même réussi à détruire chez eux ce maudit préjugé de leur infériorité par rapport aux autres classes de la société ? Pas davantage, malgré la distance plus que séculaire qui nous sépare de la grande charte égalitaire. On en voit une preuve bien évidente dans ces fils de paysans enrichis qui quittent une exploitation productive pour aller chercher dans la ville un emploi subalterne et moins lucratif mais qui permettra aux parents de dire : « Nous n'avons pas fait de notre fils un paysan. » Sans doute nos paysans savent qu'il n'y a qu'une seule classe dans la société, la classe des citoyens ; le suffrage universel et l'organisation communale, avec la loi du 5 avril 1884, ont contribué mais insuffisamment à leur donner cette notion d'égalité. Le législateur n'a rempli que la moitié de sa tâche car il devra tôt ou tard doter l'agriculture d'une institution purement économique ou professionnelle qui donnera à nos paysans l'idée de leur force, de leur valeur, qui les rendra jaloux de cette indépendance complète que seuls ils peuvent avoir, et qui relèvera à leurs yeux la profession d'agriculteur.

(1) THONNISSEN : *la Loi salique*, ch. VI, p. 330 et suiv. Dommages causés aux champs.

« La passion d'agrandir les facultés civiles et d'accroître le rôle de la personne, voilà ce qui anima nos classes rurales, voilà le souffle qui les portera au succès définitif (1). » N'est-ce pas en effet pour satisfaire le besoin de se rapprocher et de se soutenir que se sont formés les villages et paroisses ? N'est-ce pas d'une commune aspiration à la liberté que sont sorties les chartes communales et toutes ces associations qui sous des noms divers étaient répandues dans tout le royaume ? Aussi pouvons-nous constater pendant ce développement de la liberté personnelle, de la propriété paysanne et cette conquête des droits civils par les paysans, des périodes de prospérité et de bien-être où on mangeait de la viande à volonté, dit le vicomte d'Avenel (2). Pourquoi une révolution « pacifique » a-t-elle aux *xvi^e* et *xvii^e* siècles ramené les classes rurales de la France aux pires jours de la féodalité naissante ? C'est que Richelieu, Mazarin, Louis XIV ne connaissent plus le paysan presque choyé par Charles V, Louis XII et Henri IV ; ils ne voient que la prospérité de l'agriculture, et, par elle, la grandeur de la France (3), s'efforçant ainsi de faire revivre la vieille théorie romaine : Tout pour l'État.

« Il arriva, dit encore le vicomte d'Avenel, que les

(1) H. DONIOL : *Histoire des classes rurales en France*, p. 296, Paris, Guillaumin, 1867. Voir aussi *Histoire des classes agricoles en France*, par DARESTE DE LA CHAVANNE, Paris, Guillaumin, 1858.

(2) Vicomte d'AVENEL : *Paysans et Ouvriers depuis sept cents ans*, Paris, Colin, 1899.

(3) La grandeur d'un pays n'a de valeur que dans la mesure où elle contribue à la sécurité de sa frontière et où elle favorise le bien-être ou la culture de ses habitants. Ch. SÉCRÉTAN : *Études sociales*, p. 304.

moments où la France était le plus heureuse furent souvent ceux où les Français étaient le plus malheureux. Le pays faisait l'admiration du monde et le désespoir de ses habitants (1). » C'est donc une erreur que de confondre le bien-être du paysan et les progrès de l'agriculture : Jamais la campagne ne fut plus malheureuse que sous Louis XVI et cependant la culture fit à cette époque de grands progrès. Le XIX^e siècle n'a pas complètement détruit cette erreur, car il y a encore des économistes qui désirent l'amélioration de l'art agricole pour accroître la richesse générale du pays et non spécialement et avant tout dans l'intérêt des classes paysannes. Certains, comme M. Dareste, souhaitent la formation d'une classe moyenne très riche. « Plus il y aura d'hommes riches et aisés éclairés dans les campagnes, plus on y verra l'aisance générale les connaissances hygiéniques se répandre, l'enseignement s'étendre, les *établissements charitables se multiplier* (2). » Mais cette classe moyenne existe en Angleterre, cela n'a pas empêché un véritable prolétariat agricole ; elle existe même chez nous et, pas plus que les *farmers* d'outre-mer, elle n'a empêché la formation d'une catégorie de paysans qui souffrent et vivent sans jouir d'une façon intelligente des bienfaits de la civilisation. A un tel spectacle, qu'il ne faut ni exagérer ni amoindrir, on en tenté de s'écrier avec M. Jaurès : « C'est chose étrange, c'est chose surprenante que la longue patience du travailleur paysan et de la souffrance paysanne (3) » ;

(1) Vicomte d'AVENEL, *op. cit.*, p. 349.

(2) DARESTE DE LA CHAVANNE, *op. cit.*, p. 550.

(3) *Journal officiel*, interpellation Jaurès, séance du 19 juin 1897, p. 1588, col. 3.

et l'on est plutôt étonné de l'optimisme de M. Deschanel dans sa réponse à l'orateur socialiste, optimisme qui rappelle le mot que l'on prête à Marie-Antoinette : « S'il n'y a pas de pain, on mangera de la brioche » ; optimisme qui d'ailleurs contraste avec cette conclusion : « les hommes de la terre doivent eux aussi se préparer à des pensées nouvelles, à des destins nouveaux... Oui ! nous croyons, nous aussi, à un ordre nouveau, à une organisation nouvelle du travail (1) ». Il faut en effet une organisation nouvelle du travail pour changer l'état moral et la situation matérielle de tous nos paysans ; et ainsi on conciliera les deux parties trop longtemps séparées du problème agricole, le bien-être du paysan et le progrès de l'agriculture ; on aura aussi trouvé le moyen d'inculquer dans l'esprit des travailleurs de la terre la notion exacte de l'égalité sans laquelle tout progrès est impossible. Nous verrons plus loin quelle peut être cette nouvelle organisation du travail et le rôle que peut y remplir notre institution de l'association communale agricole.

Au bien-être de nos paysans, M. Bernard (2) ajoute, comme condition essentielle du progrès de l'art agricole, la sécurité de la propriété. Mais puisque tout le monde est d'accord pour demander une nouvelle organisation du travail, les économistes comme les socialistes, il est peut-être bon d'indiquer sous quel régime de propriété elle pourra s'établir et porter les meilleurs fruits. C'est ici que l'on se divise ; et, sans m'attarder à réfuter les opinions divergentes, je n'hésite pas à déclarer que

(1) M. Paul DESCHANEL, *Journal officiel*, Chambre des députés, séance du 10 juillet 1897, p. 1943, col. 2.

(2) *Principes d'économie rurale*, p. 15, Paris, Masson, 1898.

notre propriété individuelle et quiritaire est le meilleur régime que nous puissions adapter à notre organisation sociale et à notre civilisation. M. Renouvier (1) la définit ingénieusement « une méthode historique de progrès social dont l'efficacité est prouvée par l'expérience ». C'est avec raison que Modeste appelle la propriété la personnalisation des choses et Bastiat, le prolongement de la personne humaine.

La propriété, dit encore M. Hauriou (2), « est une enceinte fortifiée garnie de munitions » et, ajoutons avec M. Baudrillart, elle intéresse l'âme aussi bien que le corps ; consacrée par la liberté, elle est pour la liberté le plus sûr rempart. Chez l'individu, elle apparaît comme une extension légitime des droits de la personne ; chez l'être collectif elle donne seule un corps à ce qu'on peut appeler la personne morale. Elle est non seulement la garantie sensible de tous nos droits, mais l'instrument de tous nos devoirs (3). On ne peut nier, il est vrai, que la propriété privée, même actuellement, est chargée quelquefois d'iniquités : les Pères de l'Église, Bourdaloue lui-même, des économistes de l'École classique et de l'École socialiste en ont avec quelque raison dénoncé l'origine injuste. Mais si l'on veut être sincère, il faut reconnaître qu'elle se purifie chaque jour de cette tache originelle, et qu'il arrivera un moment où elle ne représentera plus que le travail de celui qui la possédera ou l'aura librement transmise. Cette société « pourrie » s'améliore sans cesse

(1) *Science de la morale*, t. II, p. 27.

(2) HAURIOU : *Précis de droit administratif*, p. 221, Paris, Laroze.

(3) H. BAUDRILLART : *les Principes du droit*.

et, quoi qu'on dise, s'ouvre insensiblement aux idées de justice et de droit. Nous avons même le ferme espoir que chacun finira par comprendre qu'il faut aider à corriger les conséquences funestes d'une évolution trop rapide à laquelle les mœurs ne correspondaient pas. Concluons donc, avec M. Beauregard, que « le régime de propriété individuelle n'en est pas moins équitable dans son principe, et c'est au progrès des mœurs, surtout au développement du sentiment de dignité chez les individus, à en assurer le parfait fonctionnement » (1).

Malheureusement, ce droit de propriété, déjà incomplet par les nombreuses restrictions qu'y a toujours apportées la législation, devient souvent un fantôme de propriété par les charges hypothécaires et fiscales qui augmentent chaque année. Et il a fallu la passion de nos paysans pour l'épargne et le travail pour triompher de tous les obstacles et poursuivre peut-être plus lentement qu'on ne voudrait ce phénomène économique du morcellement de la propriété et de son passage de la classe aristocratique à la classe agricole. C'est qu'en effet ce que nous appelons communément la petite propriété, c'est-à-dire la propriété acquise par le paysan, ne date pas de la Révolution comme on l'a cru. « La Révolution, dit de Tocqueville, n'a pas créé la petite propriété, elle l'a libérée. » C'est, nous disent les historiens, dès le ^{xiii}^e siècle que les paysans ont commencé à réaliser cette petite propriété par l'arrentement, les ventes, les successions, puis vers la fin du moyen âge aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, à l'aide du bail à cens. Son développement se ralentit sous le régime de l'abso-

(1) *Éléments d'Économie politique*, p. 123, Paris, Larozé.

lutisme, mais sans s'arrêter. M. Baudrillart cite divers documents qui en font foi. M. Dareste dit aussi : « La petite propriété une fois affranchie des entraves de la législation féodale et plus ou moins débarrassée des servitudes de la directe originaire, trouva des conditions particulières de progrès et d'extension dans la culture du jardinage et dans celle des plantes industrielles principalement dans les grandes villes et dans la région du Midi (1). » On cite même une période de prospérité pendant le second quart du XVIII^e siècle. Mais la Révolution, qui n'était pas imbue de principes socialistes même sous la Convention, avait entrevu dès la nuit du 4 août la réforme importante qui s'imposait, et travailla avec ardeur à l'affranchissement de la propriété et à sa diffusion. La vente des biens nationaux, qu'on lui a reprochée bien des fois et que les socialistes à leur tour ont invoquée comme une confiscation au profit de la bourgeoisie, n'a été faite que pour favoriser le morcellement et multiplier la propriété. Ne trouve-t-on pas le même esprit dans nos lois successorales du 17 nivôse an II avec application rétroactive, du 14 juillet 1789, du 4 germinal an VIII et enfin dans le Code civil ? C'est d'ailleurs grâce à la législation du premier consul que le morcellement de la propriété s'est continué jusqu'à nos jours. L'observation, sinon la statistique, a découvert un fait nouveau pendant ces dernières années : de très petits propriétaires allant habiter la ville, et avant de partir, mettant leurs parcelles en vente pour s'en débarrasser à la première occasion et souvent à un prix inférieur. C'est ce qui a fait dire aux socialistes que

(1) DARESTE DE LA CHAVANNE, *op. cit.*, p. 228.

la grande propriété se reconstruit, qu' « elle chasse la petite » et que celle-ci est destinée à disparaître, ce dont ils se consolent aisément. Nous pouvons être rassurés ; malgré ce phénomène fâcheux mais accidentel, la propriété continuera son évolution, c'est-à-dire sa transmission entre les mains des paysans. « Aujourd'hui la science a fait son œuvre, dit M. Deschanel, la lumière est faite. Il est avéré, il est constant que le Code civil, cette machine à hacher le sol, ne cesse de transformer la grande propriété en propriété moyenne et la moyenne en petite. Ce n'est pas la grande propriété qui dévore la petite, c'est la petite qui dévore la grande (1). »

Ce morcellement a cependant des adversaires irréductibles ; les uns, comme Le Play, de Montalembert, Renan, Pinard, ont vivement attaqué dans nos lois successorales l'égalité des partages ; les autres se placent à des points de vue différents : c'est le cri d'alarme de Léon Faucher tant de fois cité : « La propriété tombe en poussière. » C'est Balzac qui prétend dans sa « Comédie humaine » que la France n'aura bientôt plus de chevaux et de bétail ; c'est M. Leroy-Beaulieu qui préconise la grande culture et par là veut le maintien de la grande propriété qu'il abandonne à des sociétés par actions. On a même soutenu à la Chambre que ces sociétés terriennes s'étaient multipliées depuis quelques années, ce qui a été réfuté par M. Deschanel dans son discours déjà cité. Or, malgré l'autorité des noms qui s'attachent à cette thèse, je crois qu'on doit combattre avec la dernière

(1) *Journal officiel*, Chambre des députés, séance du 10 juillet 1897, p. 1936, col. 1.

énergie l'envahissement de la terre par l'actionnariat et qu'on doit faire de la propriété foncière non seulement une propriété individuelle mais encore une propriété *personnelle*, c'est-à-dire exclusivement attachée à l'*individu* qui l'exploite ou la fait exploiter.

Nous ne saurions mieux nous adresser pour faire ressortir les avantages de la division de la propriété qu'à un adversaire même de la petite exploitation, A. Young, qui, on le sait, visita la France à la fin du XVIII^e siècle et fut tout étonné de voir nos petits paysans « changer le sable en or » selon ses propres expressions, c'est le célèbre économiste qui a dit : « L'industrie des *petits propriétaires* éclate d'une façon si remarquable, si méritoire qu'il n'y a pas pour elle de louanges trop grandes. Cela seul suffit à prouver que la possession du sol est le stimulant le plus énergique à un travail rude et incessant, et telle est l'éten due, la force de ce principe que je ne sais pas de moyen plus sûr pour mettre en valeur le sommet des montagnes que de les partager entre les paysans (1). »

M. Doniol, dont l'autorité en agriculture ne saurait être contestée, disait dans un rapport à la Société d'agriculture de la Haute-Loire : « Les faits nous prouvent que partout où il y a eu démembrement d'une grande propriété, partout le produit a doublé, triplé, partout le bien-être de l'ouvrier s'est accru, partout la position du petit propriétaire s'est améliorée, tandis que dans les contrées où elle existe encore, le peuple est pauvre, mal logé, mal vêtu, des familles entières sont obligées de s'expatrier pour aller chercher ailleurs dans les grandes

(1) A. YOUNG : *Voyages en France*, t. I, p. 76.

centres industriels des moyens d'existence qu'elles n'y trouvent pas toujours et d'où elles ne rapportent souvent que des vices. » La sincérité et la précision de cette observation, que nous pouvons tous faire encore aujourd'hui, nous dispensent de citer d'autres témoignages non moins importants mais aboutissant tous à cette conclusion brève de M. de Foville : « Plus la terre se divise, plus sa fécondité augmente (1) », attendu que « tout le secret de la petite propriété est que le paysan travaille sans compter, parce qu'il sait qu'il travaille pour lui et rien que pour lui et parce qu'il peine sur cette terre qui est sienne et qu'il aime (2). »

Au point de vue social, les avantages du morcellement ne sont pas moins considérables. Quel moyen plus propre d'attacher le paysan à la terre que d'établir par le droit de propriété une sorte de contrat de mariage entre elle et lui ? Il n'a pas échappé à la perspicacité de M. Baudrillart dans son enquête en Normandie. « Ces petits domaines, ces parcelles parfois, le moraliste ne doit pas l'oublier, c'est la famille, ayant un toit, quelques aliments, un revenu qui varie dans d'assez modiques proportions, mais suffisant pour permettre au travailleur qui loue ses bras de discuter son salaire. Le résultat n'est pas à dédaigner non plus pour l'économiste. Le plus grand revenu net n'est pas tout. Ce qui assure les existences individuelles et les met à l'abri au moins en partie des incertitudes de la main-d'œuvre est un bien incontestable. Sous ces toits qui paraissent pauvres, on souffre rarement de

(1) A. DE FOVILLE : *le Morcellement*, p. 14, Paris, Guillaumin, 1885.

(2) R. HENRY : *la Petite Propriété rurale en France*, Paris, Pédone, 1895.

la faim, du froid, du dénûment complet. Le mot de paupérisme ne trouve que peu à s'appliquer dans les campagnes. Souvent c'est une véritable aisance qui résulte du mélange du salaire agricole combiné avec ces jouissances assurées par la propriété (1). » L'École Le Play, qui se place sur ce terrain pour attaquer le morcellement, commet une erreur quand elle prétend que la propriété a détruit la famille. Je suis persuadé que, au contraire, plus il y aura de propriétaires, plus vite sera réalisée la « famille souche ». L'essentiel n'est pas de rayer de nos lois le régime égalitaire qui est entré aussi profondément dans nos mœurs, ni d'importer l'*anerbenrecht* qui, dans sa patrie, n'a fait que se substituer à de vieilles traditions absolument semblables, mais bien de chercher le lien, la force qui unira à jamais l'homme à la terre. Ce lien, cette force, peut-être l'association communale agricole pourrait nous la donner.

Nos législateurs de la Révolution paraissent avoir surtout considéré le point de vue politique. C'est bien à tort qu'on leur a adressé l'injure d'avoir voulu favoriser une classe de la société, car, nous l'avons vu, toute leur législation en cette matière est empreinte d'un esprit profondément démocratique. « La loi, dit de Tocqueville, partage, divise, dissémine les biens et la puissance. Il arrive quelquefois qu'on est effrayé de la rapidité de sa marche. Désespérant d'arrêter ce mouvement, on cherche du moins à créer devant elle des difficultés et des obstacles ; on veut contrebalancer son action par des efforts contraires. Soins inutiles. Elle broie et fait voler en éclats tout ce qui

(1) H. BAUDRILLART, *op. cit.*, p. 274.

se rencontre sur son passage. Elle s'élève et retombe incessamment sur le sol jusqu'à ce qu'il ne présente plus à la vue qu'une poussière mouvante et impalpable sur laquelle s'asseyait la démocratie (1). » Nous savons que les grandes propriétés aristocratiques de l'Angleterre n'ont réussi qu'à développer une classe ouvrière agricole tout acquise aux doctrines collectivistes ; et, si nous regardons l'histoire, nous voyons que les grandes concentrations de la propriété ont amené la ruine des plus grandes nations et que, malgré ses lois agraires, Rome a dû succomber sous le développement incessant de ses *latifundia*. En France, la division des biens nous a permis de résister à des crises économiques et politiques qui ont été plus terribles chez nous qu'en aucun autre pays. « Le suffrage universel, le *morcellement de la propriété*, l'avancement à l'ancienneté ou au choix dans toutes les carrières, ont fait perdre à la question sociale son caractère aigu (2). Un publiciste anglais, sir G. Campbell, le déclarait au congrès de l'association anglaise de la science sociale de 1874 : « La France a été en proie à des révolutions incessantes et elle a essuyé de terribles malheurs ; néanmoins, son crédit public reste ferme et les idées communistes y ont peu de chances de réussir. C'est que, dans ce pays, la grande division de la terre sert de contrepoids à l'instabilité des idées et des formes politiques (3). » Il y a bientôt trente ans que ces paroles étaient prononcées et, malgré le progrès des théo-

(1) *De la Démocratie en Amérique*, ch. V.

(2) T. FUNCK-BRENTANO : *la Politique*, p. 118.

(3) Cité par CAUWÈS, *Cours d'économie politique*, t. III, p. 477.

ries socialistes, et leurs concessions en faveur des petits paysans, la campagne ne s'est pas laissé entraîner à des idées absolument contraires à ses intérêts. Cela nous indique notre devoir, à savoir la démocratisation de la propriété. Si nous abandonnions ce principe de justice et de raison, il serait à craindre qu'il ne s'opérât en agriculture la même évolution, on pourrait presque dire la même révolution, que dans l'industrie. Mais l'Europe vient nous montrer que nous sommes dans la véritable voie en cherchant à détruire la propriété aristocratique partout où elle se trouve, surtout en Angleterre où les économistes contemporains se préoccupent vivement d'une réforme agraire, et en donnant une extension de plus en plus grande à la propriété de l'avenir, c'est-à-dire la propriété paysanne ou démocratique. « Le développement de la petite propriété rurale et urbaine, dit M^r Jannet, est un intérêt social de premier ordre. Presque tous les gouvernements européens s'en préoccupent. La Russie vient d'édicter des lois pour protéger les petites propriétés rurales contre la vente inconsidérée. L'Allemagne cherche à multiplier dans ses landes les *Reutengüter*. La Suède va donner le droit à tout cultivateur de s'établir sur les terres vagues appartenant aux communes. L'Italie veut coloniser la Sardaigne par les petits propriétaires. La Belgique met en œuvre son admirable loi du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières et, avec l'aide des comités de patronage, elle multiplie les habitations urbaines possédées par les ouvriers... Enfin l'Angleterre, sentant la nécessité de réparer les injustices du passé, qui ont été peut-être plus grandes chez elle que dans les autres pays de l'Europe occidentale, prépare des

mesures hardies pour reconstituer la petite propriété rurale (1).

La terre à celui qui l'exploite, voilà un mot, une formule qui a toute l'apparence d'un cri de guerre contre la propriété foncière. Il n'en est rien ; c'est la conséquence même de la doctrine que nous venons d'exposer sur le morcellement de la propriété. Elle a peut-être le défaut de prêter à l'équivoque, et serait-ce pour cela que certains économistes ne veulent pas en entendre parler ? Il y a longtemps déjà que Mathieu de Dombasle a déclaré que le progrès de l'agriculture était subordonné à la condition que la terre aille à celui qui l'exploite. Cette idée a fait du chemin et trouve des adhérents jusque dans l'école individualiste. « Il semble, dit M. Beauregard, que les perfectionnements du régime de la liberté soient favorables au développement du faire-valoir et que ce développement soit la loi de l'avenir... Les progrès de la civilisation doivent tendre, en effet, à faire prévaloir les arrangements les plus avantageux ; or, le système du faire-valoir nous paraît économiquement et même socialement très supérieur à celui de l'amodiation (2). » Les socialistes,

(1) Claudio JANNET : *le Capital, la Spéculation et la Finance au XIX^e siècle*, p. 455, Paris, Plon, 1892.

(2) BEAUREGARD, *op. cit.*, p. 131.

Dans son cours d'économie politique, à Montpellier (1860-1861), M. Frédéric Passy dit : « On doit être heureux de voir la terre, cette propriété qui semble revêtir, aux yeux de la plupart des hommes, un caractère spécial et avoir sur eux une influence particulière, se répandre dans toutes les mains, pour communiquer à tous les esprits ces sentiments de stabilité, de fermeté, d'énergie, d'amour de l'ordre qu'inspire, en effet, de préférence, la possession du sol. Il ne faut donc pas craindre, il faut désirer plutôt que, par la force des choses, chacun en vienne à posséder son champ ou son jardin, et que nul,

qui aiment beaucoup les formules brèves parce qu'elles sont un moyen sûr et facile de propagation, ne sauraient accepter celle-ci dans le sens que nous lui donnons ; ils ont d'ailleurs déclaré que la production individuelle devait être remplacée par l'exploitation collective. M. Gide dit qu'au point de vue de la production, aucun autre régime ne saurait mieux pousser au maximum l'activité productrice, puisque chacun travaille pour soi (1). Comme lui, nous admettons le grief de l'individualisme et de l'égoïsme qu'on reproche à ce régime, mais nous verrons qu'à l'aide de l'association communale agricole, on peut arriver à détruire cette objection. Enfin, notre formule réalisée amènera la suppression de la rente foncière et terminera ainsi les discussions qui se sont élevées si nombreuses autour de ce problème économique qui, certainement, n'est pas encore résolu. Dans une conférence à l'exposition universelle de Paris (1889), M. de Foville a raison de dire : « Ceux qui ont vu Jacques Bonhomme à l'œuvre savent que souvent il a mis dans sa terre depuis dix siècles bien plus d'argent qu'elle n'en vaut à l'heure qu'il est. » Mais c'est véritablement chez quelques économistes un parti pris de ne pas vouloir s'appuyer sur des faits, sur l'observation quand ils osent soutenir la thèse que l'augmentation de

même parmi ceux qui croient que la terre seule est la propriété, ne se sente privé du titre envié de propriétaire. » C'est la même idée qu'exprime M. Fouillée : « La propriété universalisée est le corollaire du suffrage universel. » Sans repousser cette opinion de donner à chacun son coin de terre, comme nous le verrons plus loin, je ne cache pas mes préférences pour « la terre au paysan ».

(1) Ch. GIDE : *Principes d'Économie politique*, 5^e éd., p. 372, Paris, Larose, 1896.

la valeur de la terre capitaliste ou amodiée correspond toujours à un capital d'améliorations foncières du propriétaire (1).

Avant d'examiner les inconvénients et les charges de la propriété morcelée, il faut bien s'entendre sur ce que signifient exactement les expressions grande, moyenne et petite propriété et cette autre expression, propriété paysanne qui fait le titre d'un excellent ouvrage de M. Souchon. Sur les trois premiers termes il est difficile de donner une indication puisque diverses classifications de la propriété ont pour base soit l'étendue, soit le revenu, soit le mode d'exploitation, soit la situation sociale du propriétaire. La plus communément acceptée paraît être celle établie d'après l'étendue de la propriété, c'est-à-dire de un à cinq hectares pour la petite, de cinq à vingt pour la moyenne et au-dessus de vingt pour la grande. Quant à la propriété paysanne de M. Souchon, elle a de cinq à vingt hectares. L'importance que j'attache à la formule : la terre à celui qui l'exploite, me fait adopter une classification plus simple ; la propriété cultivée par le propriétaire lui-même, ce que j'appelle de son vrai nom *la propriété paysanne*, et la propriété cultivée par le non-possédant, que j'appellerai la propriété capitaliste. On me reprochera peut-être d'accepter là une classification chère aux socialistes, qui opposent toujours les possédants aux non-possédants. Une telle objection ne suffit pas pour me faire abandonner une division qui correspond exactement à la valeur de l'exploitation ; on n'ignore pas que la

(1) M. CAIRNES démontre que la rente va toujours au propriétaire du sol. *Le Caractère et la Méthode logique de l'économie politique*, 2^e édit. trad. par Valran, p. 222.

grande propriété qui est affermée se démembre et tombe dans le domaine du faire-valoir (1) et que c'est à sa disparition que tendent tous mes vœux, or, si nous nous rappelons la citation de M. Doniol on comprendra pourquoi je ne range pas cette catégorie de propriété dans la véritable propriété économique de l'avenir. Il en est de même de la moyenne et de la petite propriétés qui sont affermées, elles ne remplissent point les conditions nécessaires au progrès de l'agriculture; c'est un fait avéré qu'elles sont beaucoup plus mal cultivées encore que la grande propriété, ce qui m'oblige à les classer en dehors de la propriété véritablement paysanne. Mais les avantages du morcellement ne doivent pas nous faire négliger les inconvénients que l'association communale agricole diminuera beaucoup, tant parce qu'elle facilitera le rapprochement entre les paysans que parce qu'elle leur suggérera le désir d'améliorer la culture.

Ces inconvénients sont le fractionnement parcellaire et la dispersion de la propriété. En 1851, on comptait 125 millions de parcelles; d'après M. Boutin, il y en aurait 152 millions. Ces deux chiffres montrent qu'on n'est guère fixé et qu'il n'est pas facile de l'être, et si l'on accepte le chiffre de 8 millions de propriétaires de M. de Foville, nous constatons toujours que la propriété est par trop divisée. On a accusé la jurisprudence de ne pas inter-

(1) M. JUSSERAUD, de Montpensier (Puy-de-Dôme), a constaté que pour Vensat, une commune de ce département, la grande propriété s'était divisée et annexée par parcelles au petit domaine des paysans. Il est certain que dans cette région, c'est-à-dire en pleine Limagne, la propriété paysanne a triplé de 1830 à 1880 aux dépens des grands domaines aristocratiques.

prêter les articles 826 et 832 du Code civil dans un sens plus favorable à l'exploitation. Il serait plus vrai de demander une légère modification de la législation ; mais non dans le sens du vœu de l'enquête de 1867 (1) qui va à l'encontre de notre but en encourageant indirectement l'émigration des campagnes. Les mœurs en s'améliorant, avec le partage anticipé, contribueront largement à faire suivre, pour la division des héritages, une voie dans laquelle d'ailleurs on est déjà entré.

Quant à la dispersion des propriétés, elle est, malgré H. Passy et de Laveleye, réellement défavorable à une bonne exploitation. M. de Foville (2) dit que cet inconvénient se faisait déjà sentir au XVIII^e siècle, il cite l'agronome Patullo, le protégé de Bertin et de M^me de Pompadour, le dénonçant avec énergie. Au siècle dernier, trois lois furent votées pour faciliter les échanges de parcelles : la loi de 1824 qui ne les soumettait qu'à un simple droit fixe, la loi du 27 juillet 1870 qui réduisit le droit proportionnel rétabli entre temps, mais moyennant certaines conditions, et la loi beaucoup plus large du 3 novembre 1884. Ces avantages ne suffirent pas à certains agronomes, MM. Mathieu de Dombasle, Tisserand, Gassin... qui préconisent les remaniements collectifs tels qu'ils ont été pratiqués en Suisse,

(1) « Modifier la loi et la jurisprudence relatives aux partages de biens ruraux en ce sens que, sans porter atteinte au principe de l'égalité, le père de famille et au besoin les tribunaux dans les partages judiciaires puissent faire l'attribution la plus avantageuse suivant l'intérêt et l'aptitude de chacun, en donnant à l'un des immeubles exclusivement et à l'autre des meubles, de manière à prévenir le morcellement des exploitations et à encourager la création et la conservation des exploitations agricoles. »

(2) DE FOVILLE, *op. cit.* p. 133.

en Écosse, en Suède, en Danemark et en Allemagne. Ces échanges forcés, outre qu'ils ne sont pas compatibles avec notre caractère et qu'ils seraient très difficiles à effectuer, supprimeraient une chose essentielle à nos yeux, l'attachement du paysan à sa terre, à cette terre qu'il finit par aimer, et qui, dit Michelet, attire ses regards tandis qu'il s'en éloigne. Il y a donc une raison majeure pour les condamner énergiquement.

Nous arrivons aux charges de la propriété paysanne. Les statistiques, auxquelles il faut accorder une confiance limitée tant qu'elles ne seront pas mieux faites, nous en donnent une idée et la crise économique de ces vingt-cinq dernières années n'a fait que les aggraver au point que, je l'ai dit, le développement de cette propriété a paru subir un arrêt. La dette hypothécaire est plus considérable dans la petite et la moyenne propriété que dans la grande. Or, s'il est vrai que pour l'ensemble de la propriété foncière, elle s'élève à 20 p. 100 de sa valeur, vous voyez combien elle est lourde pour la propriété paysanne qui ne comprend guère que de petites ou moyennes propriétés. On a dit avec raison que les droits d'inscription et de transcription étaient encore trop élevés, cependant une réforme importante vient d'être faite et dont bénéficiera tout spécialement la propriété paysanne : la loi du 27 juillet-7 août 1900 a transformé les droits fixes d'inscription et de transcription en une taxe proportionnelle basée sur les formalités requises au bureau des hypothèques et dont la valeur est déterminée dans les actes. Cette loi dégrève surtout les petits prêts et les petites mutations qui avec le système des droits fixes étaient extrêmement surchargés (Voir *Dalloz*, Rapport Boulanger, 4^e p., 1900, p. 57). Que

dire des charges fiscales imposées par l'État ? Il est incontestable que si nous avions un bon système d'impôts, la propriété foncière devrait payer comme les autres et la petite comme la grande, voilà pourquoi les dégrèvements opérés dans le XIX^e siècle qui s'élèvent à plus de 100 millions peuvent être critiqués car ils ont été remplacés par des centimes additionnels communaux et départementaux, ce qui a fait renvoyer la véritable réforme financière.

Dans notre système d'impôts intérieurs, dit M. Funck-Brentano, l'agriculture est traitée comme les objets de luxe dans notre système des droits douaniers et par une logique fatale, l'agriculture devient de plus en plus un objet de luxe, luxe que la haute finance seule peut se permettre (1). La loi de finances du 25 février 1901 a cependant réalisé un vœu cher à toute une école en reconnaissant la justice du principe de la progression : de quelque façon qu'on justifie cette progression dans les nouveaux droits de succession, le principe en est inscrit une fois de plus dans notre régime fiscal. Par la même occasion deux réformes inspirées également par le sentiment de justice, vont diminuer les charges de la petite propriété. La protection des incapables rentre absolument dans les attributions de l'État, qui, en France, a poussé ce devoir jusqu'au scrupule ; mais on lui a reproché et avec raison que cette tutelle coûtait trop cher, surtout en ce qui concerne la petite propriété. Enfin l'acquisition de la propriété foncière est soumise à des droits réellement exorbitants : environ 8 p. 100 ; si on y ajoute les frais de transcription pour consolider

(1) *Op. cit.*, p. 231.

son bien, on ne doit plus s'étonner que l'argent de nos paysans ait été détourné de sa véritable destination. Doit-on cependant abaisser les droits de mutation au niveau de ceux de la propriété mobilière ? Ce serait peut-être imprudent, ce serait en tout cas contraire au caractère que nous avons donné à la propriété paysanne. Cette question de la circulation des biens a depuis quelques années surtout attiré l'attention des économistes ; quelques-uns même sont allés jusqu'à proposer la mobilisation du sol. « Au travailleur qui aime la terre pour elle-même comme au spéculateur qui l'achète pour la revendre, il serait temps de faciliter définitivement l'accès de la propriété foncière en brisant la double haie de formalités et d'impôts qui en obstrue le seuil (1). » Nous devons reconnaître que « la bande noire », soutenue avec tant d'ardeur par Paul-Louis Courier, a rendu de grands services en découpant les grands domaines qu'elle a distribués à nos petits paysans ; mais ce n'en sont pas moins des intermédiaires dont l'utilité devient chaque jour plus contestable, et il semble bien que cette industrie a fait son temps car les marchands de biens diminuent et voient surtout baisser leur chiffres d'affaires. Il faut en effet reconnaître que « l'immobilité qui est un des caractères de la propriété sociale est incompatible avec la condition même de la propriété » et que la main-morte devrait être limitée au strict minimum, M. Baudrillart dit que « des propriétés éternelles affectées aux idées du passé ressembleraient à des vaste cimetières ». Aussi devons-nous répudier toute idée de propriété

(1) DE FOVILLE, *op. cit.*, p. 207.

collective ou inaliénable. Mais l'intérêt même de l'agriculture nous commande de ne pas rendre ce sol si exigeant trop facilement cessible ; aussi des réformes telles que la loi du 23 octobre 1884 (1), allégeant les charges qui s'opposent à la transmission de la propriété foncière sans les supprimer, paraissent bien conformes à la théorie que nous avons émise sur la propriété paysanne.

Mais M. Zolla, dans ses *Questions agricoles*, fait une distinction entre les charges de la propriété et les charges de l'agriculture ; elle nous paraît peu fondée, attendu que les impôts fonciers ne tombent pas exclusivement sur le propriétaire : l'incidence suit ici comme dans bien d'autres cas la loi de l'offre et de la demande. En tout cas il a raison de placer dans la dernière catégorie les prestations, car si elles profitent à la propriété, c'est bien le paysan qui les fait. Voilà donc une charge qui, comme le droit protecteur de 7 francs, ne profite en grande partie qu'aux riches propriétaires. L'éminent économiste conclut, chiffres à l'appui, que les charges de la population agricole ne sont en définitive que de 11 p. 100 de ses revenus, c'est-à-dire un peu moindres que celles des autres [classes de la société. Je constate

(1) Malgré les bonnes intentions du législateur, le but visé n'a été qu'imparfaitement atteint car la statistique relative aux ventes judiciaires renferme encore tous les ans des constatations de nature à éveiller de légitimes préoccupations, elle fait ressortir les charges écrasantes qui grèvent encore de ce chef la petite propriété. Pour les ventes où les prix ne dépassent pas 500 francs, la proportion entre les frais et le montant principal du prix d'adjudication varie entre 80 et 156 p. 100. Les chiffres extrêmes sont encore 32 et 62 p. 100 dans les ventes de 500 à 1.000 et de 20 à 34 p. 100 pour celles de 1.000 à 2.000. (*L'Économiste français*, Wilhelm, 3 février 1900, p. 135. « La petite propriété et les ventes judiciaires ».

tout d'abord que pour établir ce rapport il fait rentrer dans les revenus agricoles deux milliards du revenu net des propriétaires, alors que la population agricole n'en garde pas même la moitié. Je remarque ensuite qu'il a omis de comparer les six milliards de revenus qu'ont à se partager les paysans, c'est-à-dire la moitié de la population de la France, avec les vingt-cinq milliards que se partage l'autre moitié en supposant, comme M. Paul Leroy-Beaulieu, que le revenu de la France soit de trente à trente-deux milliards. En résumé, si l'on veut le développement de la propriété paysanne, il faut diminuer les impôts qui pèsent sur nos paysans, qu'ils soient réels ou personnels (1). En voyant que toute réforme pour diminuer les charges de la propriété paysanne avait comme conséquence de faire « un trou » dans le budget et ne trouvant guère le moyen de le combler, nos modernes législateurs ont imaginé et déposé sur les bureaux des Chambres parlementaires une foule de projets qui peuvent séduire à première lecture, mais qui en général, examinés à fond, offrent un intérêt médiocre. Nous allons en donner un simple aperçu : On a pu voir que certains États avaient eu recours à la concession gratuite, sous conditions, de petits lots de terre. Ainsi l'*Homestead law* de 1862 donne à tout Américain majeur ou à toute personne ayant déclaré conformément à la loi son intention de devenir citoyen des États-Unis le droit d'occuper gratuitement 160 acres de terre arpentée et lui en confère la

(1) Voir, dans les *Études d'Économie rurale* du même auteur, les chapitres des « charges fiscales de la propriété rurale et de l'agriculture ».

propriété après cinq ans de culture, et pendant ces cinq ans le colon ne peut ni aliéner, ni hypothéquer (1). Sur ce principe l'Angleterre a aussi fait ses *Alloments acts* 16 septembre 1887 (question des trois acres et une vache) et *Small Holdings act*, 27 juin 1892, qui étend le lot à cinquante acres. Les *Rentengüter* de l'Allemagne, lois de 1890 et 1891, sont encore établis sur le même principe. Ces exemples devaient trouver en France des partisans et des applications, notamment dans le projet Lemire du Homestead ou organisation en France du bien de famille. La loi américaine a eu, paraît-il, un grand succès puisqu'on a compté en moins de trente ans plus d'un million de propriétaires qui s'y étaient soumis. Les lois anglaises et allemandes ont également donné d'assez bons résultats. Est-ce suffisant pour établir ce régime en France? Répondre par l'affirmative serait ne point tenir compte de la différence des caractères des nations et de la situation économique de chaque pays. Notre petite propriété n'est point à créer comme dans ces États et d'autre part, j'estime que la propriété doit être acquise par le travail et l'épargne sous le régime de la pleine et libre concurrence. Cependant le projet Siegfried, qui étend à la campagne la loi de 1894 sur les habitations à bon marché, paraît mériter un meilleur accueil.

Mais le Homestead, qui a deux sens, avait reçu dès 1839 dans divers États de l'Union une application basée sur l'insaisissabilité et l'inaliénabilité. Ici il s'agit, dit M. Bureau (*op. cit.*), pour les pères de famille, sans modi-

(1) P. BUREAU: *le Homestead ou l'Insaisissabilité de la petite propriété foncière*, Paris, A. Rousseau, 1893.

fier leurs habitudes de dépense et tout en continuant à engager dans leurs entreprises la plus grande somme du capital, de soustraire leurs femmes pour toujours, et leurs enfants pour la durée de leur minorité, à l'aléa que fait courir la double éventualité de la mort et des mauvaises affaires du mari et père (*op. cit.*, p. 179). C'est surtout sous cette forme, le *Homestead-exemption*, qu'il a été importé en Europe et dans l'Inde : loi du Deckam du 29 octobre 1879; loi serbe du 24 décembre 1873, loi du 11 juin 1891, en Russie, et en France, projets Lemire et Leveillé. Or, il est peut-être utile de voir ce qu'en pense l'auteur à qui nous empruntons ces données prises sur les lieux mêmes, M. Bureau : « Nous avons vu que ce ne sont pas les lois du Homestead qui ont amené dans l'ouest des États-Unis le développement de la petite propriété rurale, et que dans un pays dont l'agriculture se trouve dans des conditions de tous points comparables, au Canada, où l'exigence d'une inscription permet de constater avec précision l'effet exact de l'institution du Homestead, cet effet est radicalement nul » (p. 330, *op. cit.*) : plus loin, « C'est pure utopie que de vouloir attacher artificiellement au sol des individus qui ne rempliraient pas les conditions nécessaires pour en conserver utilement la possession. Le paysan a besoin de se montrer capable de profiter des avantages de l'organisation économique moderne, tout en se préservant de ses inconvénients; car l'évolution dont nous parlons sera profitable à ceux qui auront assez d'aptitude pour en suivre les mouvements; et d'autre part la production sera débarrassée de la routine et des pratiques surannées qui en retardent les progrès. Quant à l'intérêt social, il ne réclame pas davantage

l'introduction de l'institution du homestead; il exige la transformation des incapables et il s'accommode mal de toutes les entraves apportées à la réalisation du grand desideratum économique: *the right man in the right place* (1). » Si nous nous séparons de cet auteur quand il prévoit la ruine de la petite propriété, nous sommes absolument d'accord avec lui sur l'inutilité de toute mesure légale qui tendrait à l'insaisissabilité, à l'inaliénabilité ou à l'indivisibilité de la petite propriété. C'est à l'association qu'il faut demander le développement de ce bien de famille qui existe déjà, il n'y a qu'à consulter les matrices cadastrales pour s'en assurer; et peut-être l'association communale agricole sera-t-elle l'institution nécessaire pour modifier sur ce point les habitudes de nos campagnes et aussi pour adapter les méthodes de l'art agricole à l'extension continue de la propriété paysanne.

On a prétendu que le morcellement de la propriété favorisait la dépopulation des campagnes. Nous allons voir que c'est une erreur et que tout au contraire il ne peut que l'empêcher. Il en faut chercher ailleurs les causes. Mais il a été constaté que, malgré cette dépopulation, la production agricole n'avait cessé d'augmenter. Faut-il alors conclure que cette question afflige bien à tort tous ceux qui s'en préoccupent et qui y voient, au contraire, un malheur pour la France? Non, assurément. Henri IV disait : « La force et la richesse des rois consistent dans le nombre et l'opulence des sujets »; et Rousseau s'écrie : « Il n'y a pire disette pour un État que celle des hommes. » Cette opinion est toujours vraie car, malgré

(1) P. BUREAU, *op. cit.*, p. 338.

la révolution économique du XIX^e siècle, « l'homme sera toujours la force productive par excellence, celle qu'il importe le plus de développer en quantité comme en qualité (1) » et particulièrement dans l'industrie agricole (2). L'observation montre en effet que c'est dans les régions où la population est la plus dense que la culture intensive domine et procure l'aisance aux habitants, aussi pouvons-nous affirmer que la propriété paysanne développée sans secousse violente par la seule évolution du progrès de l'agriculture et du bien-être des paysans, au lieu de favoriser la dépopulation, aidera à en faire disparaître les causes.

Ces causes, il faut les connaître, non pas toutes, car elles nous paraissent aussi nombreuses et aussi variées que les sentiments du cœur humain, mais au moins les principales pour diriger nos recherches dans la solution de ce grave problème et voir si la conception d'une association communale peut y aider. Pour mettre un peu de clarté dans cette démonstration, nous allons réunir toutes les causes autour de deux faits importants que chacun a pu constater : l'émigration intérieure (l'émigration exté-

(1) LECOUTEUX, *op. cit.*, t. I, p. 117.

(2) Dans un pays agricole, le développement de la population n'est favorable au développement de la production qu'autant que la culture du sol est encore très extensive, sinon les résultats obtenus pourront ne pas être en rapport avec l'augmentation du nombre des travailleurs ; dans un pays industriel, au contraire, la population en s'accroissant donne un élan de plus en plus fort à l'industrie nationale ; comme d'autre part les risques de famine semblent bien se présenter avec un caractère plus qu'hypothétique, nous pouvons conclure que pour la France, même au point de vue de la production, la dépopulation est plutôt un mal qu'un bien. (Gonnard, *la Dépopulation en France*, thèse Lyon, 1898, p. 94.)

rieure demande plutôt à être encouragée) et l'excès de la mortalité sur la natalité.

On a dit que « l'émigration des paysans vers la ville provient d'un seul sentiment inné chez l'homme : le désir d'acquérir une condition meilleure » (1). A mon avis, il faut voir plutôt la cause déterminante, ce qui nous amène à faire dériver toutes les causes d'émigration de deux sources principales : 1° l'attraction de la ville, par le progrès de l'industrie, la rapidité des communications, le militarisme, le luxe et le bien-être apparent de la population urbaine, etc. ; 2° le manque de travail rémunérateur à la campagne dont les effets moraux sont encore plus désastreux que les conséquences économiques, car quoi qu'en pense M. Deschanel (*Journal officiel*, loc. cit.), ceux qui possèdent ce « haillon de propriété » ne disent plus comme le personnage de la comédie :

Guenille si l'on veut, ma guenille m'est chère !

Nous l'avons vu, ils la mettent en vente en quittant le pays natal. Ce manque d'attachement au clocher du village et à la parcelle patrimoniale peut sembler un détail bien secondaire aux yeux de certains économistes, mais il constitue pour nous un mal très grave qui finirait par ronger notre propriété paysanne si on le laissait atteindre toute la classe rurale.

Il est une cause d'émigration que nous avons déjà signalée et qui mérite une mention spéciale parce qu'elle n'est point contemporaine et que par suite elle est entiè-

(1) G. GUÉRY : *Mouvements et Diminution de la population agricole en France*, p. 125, Paris, Rousseau, 1894.

rement entrée dans les mœurs. Bernard de Palissy est sévère pour ces « fols laboureurs » qui sortent leurs enfants de la culture et les envoient à la ville « y sucer la substance de la terre sans y travailler ». En 1855 M. Gossin (1) écrivait : « Quant à l'agriculture, elle fait aux capitaux et aux lumières un appel pressant qui n'est pas assez entendu. Des races de bestiaux à perfectionner, de précieuses variétés de plantes à créer et à propager, des terres à assainir, à irriguer, à planter et à marnier, des chemins à établir, des constructions rurales à refaire, de bons exemples à donner, que de bien à accomplir partout dans la campagne. Ça et là quelques hommes de cœur s'en occupent, mais en général, loin d'y avoir encombrement de capacités, pour ce bien si important, presque rien ne se fait ; car, dès que les cultivateurs à force de travail ont acquis quelque aisance, leurs fils abandonnent leur état et cherchent à devenir citadins. » Aujourd'hui, avec l'affaiblissement de la natalité qui entraîne une certaine concentration des propriétés à chaque génération, cet exode de la classe riche de nos paysans prend des proportions inquiétantes. Ce mal a d'ailleurs envahi le commerce et l'industrie où on constate chaque jour l'abandon du métier paternel pour les professions libérales ou les « ronds de cuir ». Je persiste à croire que c'est le résultat d'une notion fausse de l'égalité, dont nous, Français, nous avons toujours été plus épris que toute autre nation.

La mortalité est plus grande à la campagne qu'à la ville alors qu'elle devrait être moindre. Nos paysans en général se nourrissent mal, ne savent pas se soigner quand

(1) GOSSIN : *Introduction au cours classique d'agriculture.*

ils sont malades, reculent devant les dépenses jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour appeler un docteur. C'est un fait triste à constater qu'il y a encore des cantons qui sont dépourvus de médecins et il serait injuste de le reprocher à cette classe d'hommes qui ont besoin d'être rémunérés pour rendre les services que comporte leur profession. Le législateur a déjà fait un effort pour remédier à cette situation, il faut espérer que la loi de 1893 aura pour effet d'inspirer aux paysans une plus grande sollicitude pour leur santé et celle de toute leur famille. Les statistiques donnent aussi une plus grande mortalité pour les enfants en bas âge. Nous aimons à croire que les lois du 15 mai 1869, 23 décembre 1874 et 24 juillet 1889, qu'on veut encore améliorer, ainsi que l'instruction primaire diminueront les décès de ce côté. Enfin, il est préparé en ce moment une loi sur la protection de la santé publique qui certainement donnera d'excellents résultats (1). Sur ce terrain, il est impossible de contester l'intervention de l'État (2).

Il faut remarquer cependant que la mortalité est en voie de diminution, mais que la natalité diminue encore davantage. Le recensement de 1901 accuse une diminution presque générale dans la campagne. Ainsi prenons l'arrondissement de Brioude qui est surtout agricole et dans une région relativement fertile, en 1896 il comptait 76.602 habitants et en 1901 il voit ce chiffre baisser de 3.242 habi-

(1) Dans la séance du 16 décembre dernier, la Chambre des députés a voté le projet voté par le Sénat en mai dernier, mais en supprimant l'article 25, ce qui oblige à une nouvelle délibération du Sénat qui ne saurait tarder. — Dernière note : cette loi vient d'être votée définitivement, Sénat, séance du 4 février.

(2) Voir l'intéressante thèse de M. Marcel PESCHAUD : *De l'intervention de l'État en matière d'hygiène publique*, Paris, Lamulle, 1898.

tants. Or, si l'on tient compte de l'augmentation produite dans la partie industrielle de cet arrondissement, on arrive certainement à une diminution de 5.000 paysans environ dans l'espace de cinq ans. Ce chiffre est véritablement alarmant. Si d'autre part, il est vrai que la proportion des émigrants est restée la même dans cette région, il faut conclure que c'est l'insuffisance de la natalité qui est cause de cette dépopulation. Mais les villages ne sont pas rares où les trois quarts des mariages réduisent leur progéniture à un seul représentant. Ah ! nous sommes loin des hypothèses malthusiennes ! A quoi attribuer cette faiblesse progressive de la natalité ? A la volonté, disent tous les auteurs et, ajoutons, tous ceux qui ont observé de près ce phénomène. Et ce *restraint moral* n'est point tant déterminé pour éviter les soucis de l'éducation, comme pour satisfaire l'orgueil familial qui exige de plus en plus avec les progrès de la civilisation une ascension continuelle vers la fortune ou la considération. En France, dit de la Saussaye, la manie de s'élever les uns au-dessus des autres a gardé, malgré la Révolution, toute la hauteur des préjugés d'autrefois (1). Il faut tenir compte aussi de la lenteur des améliorations dans nos méthodes de culture qui contrastent avec la croissance des besoins due à la science et à l'art industriels, de là un plus grand nombre de célibataires, et comme l'a remarqué M. Tisserand dans son rapport sur l'enquête de 1882, l'abandon du travail agricole par la femme qui émigre aussi comme couturière, employée, servante ou fille publique, au point que les salaires de femmes dans les villes sont le plus souvent

(1) *De l'extinction du paupérisme*, p. 65, Paris, 1870.

dérisoires et ne sont qu'un voile pour la prostitution.

Pour expliquer cette diminution de la natalité, on a invoqué des causes physiologiques et particulièrement la dégénérescence que produirait l'alcoolisme, et l'État en a profité pour augmenter sa caisse. L'exemple de l'Allemagne et de l'Angleterre, qui consomment beaucoup plus d'alcool que nous, nous permet de répondre comme M. Levasseur que cette opinion est une erreur. Il n'en faut pas moins approuver la lutte que l'on soutient contre l'alcoolisme et qui, paraît-il, produit d'heureux résultats chez nos voisins. Il me semble cependant que toutes ces ligues anti-alcooliques et autres armes de guerre contre ce mal démoralisant et abrutissant ne sont pas d'une grande utilité et que l'instruction, mais une plus grande et plus solide instruction sera la seule solution dans cette question de l'alcoolisme. L'École Le Play a encore sorti à cette occasion son plan de réforme des lois successorales, elle ne considère pas que ce produit de notre grande Révolution a mis plus de vingt siècles à se créer, à se développer, à s'adapter à nos mœurs si bien qu'il ne faut pas de toute façon songer à les modifier.

Ce n'est pas chose nouvelle que cette crise démographique dans nos campagnes ; sous l'ancien régime on en relève plusieurs. L'antiquité elle-même en a eu puisqu'elle nous a laissé des essais de législation pour y remédier. Nous aussi nous nous sommes préoccupés de cette grave question et à l'heure actuelle la solution n'en paraît pas plus avancée que celle de la quadrature du cercle. L'édit de Colbert 1664 en vue d'encourager à avoir une nombreuse famille n'a donné aucun résultat. C'est plutôt un principe de justice qui a fait venir en aide aux

grandes familles ayant dépassé un certain nombre d'enfants (loi du 29 nivôse an XIII, loi de finances 1885, et loi « Javal » de finances 1889). Mais revenir aux lois Caducaires de Rome qui ont eu un échec complet, quelle absurdité, notre état de civilisation n'en supporte même pas la proposition. Faut-il rappeler encore les tentatives faites pour compenser la dépopulation par l'immigration ? Le million d'étrangers qu'il y a aujourd'hui en France doit plutôt nous donner à réfléchir sur les inconvénients de ce procédé surtout devant les justes plaintes des ouvriers et les faits encore récents où nous avons pu voir la nécessité de remanier notre loi de 1889 dans un sens plus restrictif. Toutefois si la législation a été, jusqu'ici du moins, impuissante à remédier à ce fléau qui sévit en ce moment avec une telle intensité, il ne faut pas, comme l'on dit vulgairement, se croiser les bras et laisser faire. En 1855 M. Payen, dans un rapport à la Société centrale d'agriculture à Paris, disait : « Tous les agriculteurs instruits, témoins des beaux résultats obtenus dans les industries rurales, véritables annexes de fermes, savent que ces industries utilisent les moments naguère perdus dans les campagnes, font disparaître les dangers de l'oisiveté, transforment les produits bruts des récoltes en produits de plus grande valeur exportables aux lieux de grande consommation ; qu'elles laissent à la ferme des résidus propres à la nourriture du bétail, augmentant bientôt la masse et améliorant la nature des fumiers, développant ainsi la puissance et la fertilité du sol. » Cette thèse a été reprise par M. Baudrillart qui constate (*op. cit.*) l'influence exercée sur l'état moral par le mélange du travail agricole et du travail industriel, par M. Cauwès qui

ajoute que « ce double travail contribue à accroître l'aisance des ouvriers, à les garantir contre les effets du chômage et à resserrer parmi eux les liens de la famille » (1).

Enfin M. Souchon, après avoir préconisé ce procédé dans son excellent ouvrage *la Propriété paysanne* (2), y revient dans une étude intéressante. « Pour avoir les femmes comme alliées dans la résistance contre la dépopulation des campagnes, c'est donc du côté du relèvement des industries paysannes qu'il faut appuyer ; et ici il ne convient pas de désespérer, car grâce aux transformations techniques, les industries nouvelles peuvent naître sous des formes nouvelles et inattendues (3). » Nous acceptons cet heureux augure, mais cela ne saurait nous empêcher de constater que malgré les exhortations des savants économistes, il n'a presque rien été fait pour créer, que dis-je, pour conserver les industries qui existaient. Il a manqué en ce cas, comme dans bien d'autres, quelqu'un qui résolut la question pratiquement, voilà pourquoi je pense qu'ici encore l'association communale agricole peut rendre d'immenses services. Mais le rôle de cette institution sera particulièrement important pour combattre la dépopulation des campagnes et surtout l'émigration vers les villes. M. Baudrillart attribue celle-ci à trois causes, trois besoins : le besoin d'industrie, le besoin de sécurité, le besoin de *sociabilité*. Or, quel moyen plus propre de satisfaire ce dernier besoin que de faire participer tous

(1) CAUWES, *op. cit.*, 79, t. III.

(2) SOUCHON : *la Propriété paysanne. Etude d'économie rurale*, Paris, Larose, 1898.

(3) *La Réforme sociale*, 1^{er} juillet 1901. « Le travail rural et les salaires des femmes de France. »

nos paysans aux bienfaits de l'association ? Je crois qu'il y a là une question intéressante à étudier dans la solution de ce grand problème démographique auquel s'attachent actuellement les noms de MM. Piot, Bernard, sénateurs du Doubs, et d'autres personnalités politiques ou économiques non moins dévouées à cette cause.

La dépopulation des campagnes a, dit-on, été accélérée par la crise agricole, phénomène économique qui se résume en un accroissement du prix de revient et une baisse des prix de production. On en parle depuis plus de vingt ans et les opinions les plus diverses ont été soutenues pour en déterminer les causes. Ainsi M. Zolla combat vivement « le préjugé qui attribue cette baisse à la concurrence étrangère, toutes les fois que les prix s'élèvent les importations augmentent et celles-ci diminuent au contraire lorsque les cours s'abaissent (1) ». Il est encore moins admissible de l'attribuer à une surproduction, car dans notre agriculture il peut y avoir de bonnes récoltes mais non surproduction ce qui n'est pas la même chose ; en effet, sans sortir de France combien ne voit-on pas encore de fermes, de hameaux où le pain est une mixture dégoûtante qui contient peu ou point de blé ? Mais notre tribune parlementaire a reçu à plusieurs

(1) D. ZOLLA : *Études d'économie rurale*, p. 16, Paris, Masson, 1896. Du même auteur dans le *Monde économique* du 3 février 1900 : « La crise agricole est avant tout une crise économique, elle se rapporte à des questions financières, à la réduction des profits, à la baisse des loyers agricoles, à la question si obscure des prix de revient dans leur rapport avec les prix de vente et non pas à l'état des récoltes que des intempéries, des maladies nouvelles auraient pu diminuer... » Du 7 avril 1900 : « Ce n'est point l'augmentation des récoltes en France et d'une façon générale l'abondance extraordinaire des produits qui peuvent avoir provoqué la dépression des prix. »

reprises l'écho des plaintes des bimétallistes, notamment de M. Méline, ancien président du Conseil des Ministres. Pour eux la démonétisation de l'argent et la dépréciation de ce métal qui a atteint 55 p. 100 est la grande cause de la baisse des prix. C'est là une question bien complexe, où l'on est loin de s'entendre, et où il semble difficile de donner une opinion précise : non seulement nous sommes en fait des monométallistes depuis la suspension de la frappe de l'argent dans les pays latins, mais encore notre stock d'or monnayé n'a pas subi la loi de Gresham comme on aurait pu s'y attendre, ce qui permet de croire que la dépréciation de l'argent n'a pas eu une grande influence sur la baisse du prix des produits agricoles. Cependant il y a une question monétaire à propos de l'agriculture, mais elle date du jour où la monnaie a remplacé les paiements en nature dans nos campagnes. Dès cette époque, c'est-à-dire vers le XVI^e siècle, le numéraire a fait augmenter la rente foncière et transformé l'agriculture en une véritable industrie entraînant avec elle ses aléas et ses misères. Aujourd'hui que le cultivateur règle tout son budget en espèces sonnantes, il est incontestable que, ses dépenses ayant augmenté alors que ses recettes diminuent, il n'y a plus les mêmes profits, quand la balance n'est pas en déficit.

Au surplus on s'est demandé avec raison si, en réalité, nous nous trouvions en face d'une crise agricole : le mot crise éveille plutôt l'idée d'un événement spontané qui produit sur les cours du marché des conséquences fâcheuses mais passagères. Or, la crise actuelle date pour les uns de 1875, pour d'autres de 1880, ce qui montre déjà qu'aucun événement frappant ne l'a déterminée ; et comme on n'en

prévoit nullement la fin, il faut admettre que c'est bien à tort qu'on l'a appelée une crise agricole. M. Bureau y voit « un déplacement des forces économiques auquel assiste notre époque; elle n'a rien des accès périodiques et passagers d'une crise, cette dépression agricole qui se développe au contraire dans sa majestueuse toute-puissance; on pourrait plutôt la comparer à un grand fleuve aux eaux paisibles qui, par la lente poussée de la masse de ses eaux, écarterait sans fracas les obstacles s'opposant à l'immersion lente et sûre de terres qui s'étendent le long de ses rives » (1). M. d'Estournelles dit de même : « Je crois que nous sommes en présence d'un mal permanent, d'un mouvement qui s'accroît, d'une évolution, la révolution économique, si vous voulez, résultat du progrès, du machinisme, de nos découvertes géographiques et scientifiques, résultat de nos inventions qui ont déchaîné la concurrence de tous les peuples et avec la concurrence, la surproduction et avec la surproduction, le nivellement général, le nivellement inexorable de la valeur du travail humain (2). »

D'ailleurs, elle n'atteint pas seulement notre pays; l'Angleterre, la Russie, l'Italie, les États-Unis, l'Allemagne... se préoccupent vivement de la nouvelle situation économique de l'agriculture. C'est donc en définitive une crise universelle ou si l'on aime mieux une transformation économique universelle. Ainsi étendue, on a imaginé qu'elle provenait d'un manque de débouchés, de l'insuffisance de la consommation, mais peut-on soutenir pareille

(1) BUREAU : *op. cit.*, p. 333.

(2) *Journal officiel*, Chambre des députés, séance du 6 novembre 1897, p. 2309, col. 3.

démonstration devant la fécondité prodigieuse des Allemands, Anglais, Américains et de quelques autres peuples (1), à moins que, comme M. Secrétan, on ne rattache la crise agricole à la question sociale (2), ce qui n'est vrai qu'en partie.

On l'a encore attribuée au développement du militarisme qui dévore chaque année plus de douze milliards. C'est un mal, sans doute, qu'il faut combattre énergiquement mais qui ne pèse pas exclusivement sur l'agriculture, il est antérieur à la crise et lui sera, on peut l'affirmer, postérieur, et au point de vue national, il ne faut même pas songer à le circonscrire. Nous sommes donc réduits à voir non pas une cause mais une foule de causes soit matérielles, soit morales, telles que le défaut de l'association chez nous. Seulement toutes ces causes, qui agissent différemment suivant les peuples et les circonstances, sont nées d'un fait économique considérable dans l'histoire de la civilisation, à savoir la révolution économique du *xix^e* siècle; tandis que la science a complètement transformé l'industrie et le commerce, elle a peu profité à l'agriculture, de sorte que l'harmonie des forces économiques a été troublée au détriment surtout des classes rurales. La main-d'œuvre agricole a augmenté

(1) On cite que les neuf dixièmes de la population du globe vivent plus ou moins mal. « Le fait capital mis en lumière par les statistiques, dit M. E. Reclus, est que 200 millions d'Hindous doivent tromper leur faim par une nourriture tout à fait insuffisante. » (*Nouvelle géographie universelle*, t. VIII, p. 639.)

(2) « L'outillage actuel permettrait une extension très considérable de la production industrielle et même agricole; ce qui l'arrête, c'est l'absence des débouchés, c'est-à-dire la pauvreté du grand nombre. » (*Études sociales*, p. 20.)

par suite de l'absorption par l'industrie, le commerce et le fonctionnarisme d'un nombre considérable de paysans, tandis que l'élévation du rendement a, sauf dans quelques régions, été insensible. Voyez l'Inde, les États-Unis qui ont dans ces dernières années encombré nos marchés de leurs produits obtenus sur des terrains neufs, ils commencent à se plaindre et à changer leurs méthodes de culture. On peut objecter que la crise n'a guère commencé de se faire sentir en Europe qu'après 1870, alors que l'évolution de l'industrie date du commencement du *xix*^e siècle, de 1825 surtout, mais on peut répondre que pendant ces trente dernières années, plusieurs pays, particulièrement l'Amérique, ont créé ou augmenté leur industrie, que d'autre part le perfectionnement de l'art industriel a partout fait baisser les prix de production et donné un grand essor aux marchandises à bon marché.

Une seconde raison est que les agriculteurs trouvent dans leur exploitation beaucoup de choses pour lesquelles ils évitent les frais de transport, d'intermédiaire et même quelquefois de fabrication ; tout le monde sait qu'un pécule de trois ou quatre cents francs est l'aisance pour nos paysans alors que c'est la misère pour les citadins : Si enfin on tient compte du changement opéré depuis 1850 dans les mœurs de la campagne par suite de la facilité des communications qui uniformise nos habitudes on ne trouvera pas étonnant que la crise n'ait pas éclaté dès les premiers progrès de l'industrie. C'est donc, sans aucun doute, à l'insuffisance du développement de l'art agricole que nous devons ce malaise qualifié de crise agricole. Et l'endettement du sol comme les charges fiscales n'en sont que des effets et non point des causes comme on a

voulu le dire (1). On voit par là que nous revenons à cette organisation nouvelle du travail qu'il s'agit d'établir sans retard pour améliorer notre agriculture. Pour cela que doit faire l'État ? C'est ce que nous allons examiner.

Nous n'avons pas à discuter ici quel doit être le rôle de l'État. Il faudrait entrer dans le détail de ses attributions car il n'est pas rare de voir employer les mêmes formules par des hommes qui sont loin de s'entendre. Je dirai simplement que le socialisme d'État d'un Bismarck (2) ou d'un Napoléon III ne me paraissent guère convenir à un État démocratique comme le nôtre. Aussi faut-il regretter de voir nos paysans se tourner constamment vers l'État, résultat de nos mœurs électorales ; ce qui les empêche de

(1) Toutefois des débats récents (interpellation sur la mévente des vins, novembre 1901) sembleraient prouver qu'il y a eu excès de production dans nos vignobles du Midi, mais nous nous trouvons ici devant une véritable crise due à l'extension trop considérable de cette culture depuis quelques années. Cela est si vrai que cette crise se produit au lendemain du vote de la loi si longtemps attendue du dégrèvement de l'impôt sur les boissons hygiéniques (loi du 29 décembre 1900), loi qui a presque doublé la consommation du vin. Ce sont en somme les débouchés extérieurs qui ont manqué, aussi les propriétaires viticoles n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes car ils ont largement contribué à nous doter de ce beau régime protecteur que des hommes avisés leur conseillaient de repousser.

(2) L'homéopathie ou socialisme d'État ne satisfait plus aujourd'hui la plupart des ouvriers allemands ; ils s'imaginent qu'ils arriveraient à plus de bien-être, pour moins de peine, au moyen d'une organisation nouvelle. Quant aux institutions patronales, c'est à peine s'ils les acceptent avec reconnaissance ; ils n'y voient que des sacrifices consentis de mauvaise grâce, destinés à détourner leur pensée ou à les endormir dans un bien-être relatif pour leur faire oublier ce qu'ils considèrent comme des droits. C'est par l'organisation des syndicats qu'ils espèrent arriver à leurs fins. (*Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociales*. « Les syndicats ouvriers en Allemagne », par G. BLONDEL, janvier 1902.)

compter avant tout sur eux-mêmes et de chercher les moyens de vaincre les difficultés, soit individuellement, soit en s'associant. « La vraie mission de l'État, dit M. Villey, est bien plutôt, lorsqu'il en est besoin, de stimuler l'individu à agir que de le paralyser en agissant à sa place », et j'ajoute en distribuant des subventions au hasard des influences politiques assez puissantes et assez heureuses pour les obtenir. M. Secrétan (1) exprime parfaitement mon opinion quand il dit : « Pour conjurer l'orage et pour résoudre graduellement les difficultés sociales, je compte sur les progrès de l'instruction populaire et sur l'association coopérative de consommation et de défense, de crédit et de production », et plus loin : « Le seul progrès véritable consisterait dans l'amélioration des volontés. » Et comme l'association communale agricole doit être avant tout éducatrice, il n'est pas sans intérêt de savoir jusqu'où doit aller le rôle de l'État en matière d'instruction et d'éducation.

Presque tous les économistes de l'école classique, depuis les physiocrates et Adam Smith jusqu'à M. Leroy-Beaulieu, reconnaissent que l'État doit s'occuper de l'éducation des citoyens et même y est plus apte que l'initiative privée. Cet aveu de plusieurs chefs de l'école libérale ne saurait nous surprendre : dans l'état de notre civilisation peut-on concevoir un État laissant à chacun la liberté de s'instruire ou de faire instruire les siens ? (2)

(1) *Du rôle de l'État dans l'ordre économique. Mon utopie. Nouvelles études morales et sociales*, Paris, Alcan, 1892, p. 155 à 204.

(2) Toutes les fonctions sociales sont enchevêtrées les unes avec les autres, donc solidaires. Le pays qui aura la plus grande activité intellectuelle aura la plus grande production économique. Un sur-

Mais les divergences se produisent quand il s'agit de déterminer dans quelle mesure l'État doit être éducateur. Je n'hésite pas à dire qu'il doit l'être pour toute la vie de l'individu. Tout d'abord je me demande pourquoi nous sommes dès l'enfance divisés en deux camps. Cette dualité d'enseignement est, on ne peut le nier, une des grandes causes de ces luttes intérieures qui épuisent nos forces au détriment du pays et de chacun de nous en particulier. De plus, j'estime qu'un enseignement intégral commun à tous les Français est la meilleure base de l'édifice social sous un régime démocratique. Je ne partage donc pas l'opinion de ceux qui trouvent notre enseignement trop uniforme et, comme M. Baudrillard, je pense que la « connaissance des procédés et des opérations d'un métier, même compliqué, d'une profession, même élevée ne dote l'esprit ni d'idées générales, ni de sentiments moraux, ni même de la faculté d'en acquérir ». Mais je ne verrais aucun inconvénient à la suppression du certificat d'études primaires. C'est dire que le certificat d'études agricoles créé dans certaines écoles congréganistes des syndicats de la région de Lyon me paraît absolument superflu et d'aucune utilité au point de vue économique. On a encore objecté que le programme de nos écoles primaires laïques est trop chargé. A cela je réponds par deux vœux. Celui de voir

croît de richesse produira une plus forte natalité et une plus faible mortalité, donc une croissance plus rapide de la nationalité. Or, que signifie avoir une plus grande activité mentale? Pouvoir assimiler le plus d'idées dans le temps le plus court. De même l'activité économique signifie l'emploi du minimum de temps pour la production du maximum d'utilités. (Novicow : *Les Gaspillages des sociétés modernes*, p. 325.)

reculer jusqu'à quatorze ans (1) la fréquentation de l'école primaire (2) et augmenter par suite ce minimum de connaissances et de développement nécessaire à tout individu pour pouvoir affronter les mille vicissitudes de la vie. Thiers, dans un rapport en 1844, admet la liberté de l'enseignement mais à condition que tous les régimes d'éducation d'un pays soient animés de l'esprit commun de la constitution du pays, tous conformes au génie de la nation. « L'État a *le droit*, dit-il, de faire élever l'enfant d'une manière conforme à la Constitution (3). » Or, cette Constitution est basée sur des principes qui sont ignorés et méconnus de la moitié de notre population française grâce à ce dualisme qui s'est formé dans l'enseignement

(1) Dans les deux dernières années on pourrait diminuer le nombre des heures de classe et supprimer les devoirs faits en famille, surtout en été, pour permettre aux enfants de commencer à s'associer au travail des champs.

(2) Ce qu'on devrait enseigner, outre les principes élémentaires et pratiques des sciences comprenant ce qu'un lettré même ne peut ignorer, ce sont les principes les plus spéculatifs et les résultats les plus généraux des sciences, en un mot leur philosophie. . Il faut développer la philosophie, c'est indispensable pour toute démocratie, aujourd'hui on en est à l'étude des caractères et à l'observation des mœurs. Tout dépendra de notre instruction philosophique, morale et sociale. » (*La Propriété sociale et la Démocratie*, par M. FOUILLÉE.)

(3) Il faudrait, dit Royer-Collard, prouver que l'instruction publique et, avec elle, les doctrines religieuses, philosophiques et politiques qui en sont l'âme sont hors des intérêts généraux de la société, qu'elles entrent naturellement dans le commerce comme les besoins privés, qu'elles appartiennent à l'industrie comme la fabrication des étoffes. (DE BARANTE : *Vie et opinions de Royer-Collard*, t. I, p. 320.)

M. Renouvier pose encore comme principe que l'État doit veiller à ce que « les familles n'inculquent pas abusivement aux enfants des croyances incompatibles avec la justice dont il est le représentant ». (*Science de la morale*, t. I, p. 601.)

national. Le second vœu est celui de voir enfin l'obligation qui est inscrite dans la loi devenir effective, au risque de blesser quelques susceptibilités. Et pour faciliter cette obligation on pourrait alléger les familles nécessiteuses de l'entretien et de la nourriture des enfants, car enfin la gratuité bien comprise consiste à lever les obstacles qui pourraient empêcher certains enfants d'acquérir le bagage scientifique qu'on a reconnu nécessaire pour tous les citoyens. Voilà résumé le problème de l'instruction publique, problème violemment attaqué par toute une école au nom de la liberté : ne pouvant invoquer la liberté de l'enfance, on s'attache à démontrer qu'il y a une liberté sacrée, celle du père de famille. Il nous est facile de répondre en rappelant qu'il y a quelque chose de plus sacré qui impose ce sacrifice, que nous ne pouvons découvrir, c'est l'avenir de chacun de nous, c'est l'avenir de la France. Il ne suffit pas, dit M. Fouillée, de modifier subitement le système social pour supprimer du coup les maux de la société : c'est la nature humaine qu'il faut modifier peu à peu en l'éclairant par la science, en la moralisant par l'éducation (*op. cit.*). Il faut vouloir être aveugle pour ne pas s'apercevoir combien nos paysans sont en retard pour l'instruction, malgré le zèle et le dévouement de tout le personnel enseignant de l'État ; mais dans cette étude, chaque fois que nous relevons un défaut de notre organisation sociale, en cherchant au fond des choses, on trouve qu'il est dû au manque d'instruction et d'éducation. Aujourd'hui plus que jamais l'agriculture demande des hommes éclairés, des hommes qui aient appris à réfléchir, à raisonner, des femmes qui puissent les seconder dans leurs travaux et dans la direc-

tion de l'exploitation, qui sachent apporter dans le ménage cette douceur, cette sentimentalité qui séduisent l'homme. Si donc la liberté d'enseignement est actuellement insuffisante à nous donner ce qu'exige notre civilisation, pourquoi s'arrêter à un système hybride qui a tous les défauts des deux seules solutions logiques sans en avoir aucun avantage ? Mais le rôle de l'État ne doit pas s'arrêter à l'instruction primaire. Nos paysans ont des loisirs occasionnés par les rigueurs hivernales, l'État doit en profiter pour augmenter leurs connaissances par des cours d'adultes qui devraient être obligatoires dans chaque commune ou mieux dans chaque école primaire. Enfin l'État a le devoir de rechercher, d'encourager et même d'établir toutes les institutions qui permettent de mettre directement à la portée de tout le public, et non d'une partie seulement, tout ce qui peut compléter son instruction et développer son éducation. Ainsi l'association communale agricole qui, nous le verrons plus loin, n'est pas autre chose qu'un instrument d'éducation, est une institution dont la création peut être imposée par l'État. Une circulaire ministérielle du 24 décembre 1885 dit en ce sens que « le gouvernement peut beaucoup pour aider les agriculteurs ; il a pour sa part une grande tâche à remplir. Il doit travailler à étendre et fortifier l'instruction agricole, il doit vivifier et développer l'esprit d'entreprise et de perfectionnement ; il doit éclairer la route à suivre par les agriculteurs pour diminuer leurs prix de revient, accroître leur production et pour vaincre par la qualité de leurs produits la concurrence dont ils souffrent aujourd'hui ». Cette circulaire, due à M. Hippolyte Gomot, recommandait précisément la pratique des champs

d'expérience qui n'a pas réussi parce qu'ici comme ailleurs on a voulu essayer de construire sans fondement.

En revanche l'État s'est fait le protecteur de la grande industrie, du grand commerce et de la grande culture. Ici M. Paul Leroy-Beaulieu a raison d'être sévère. « Il y a encore en France, cela est triste à dire, des industries considérées comme nobles et d'autres regardées comme roturières, taxables et corvéables à merci. Aux premières on veut accorder des faveurs, ce sont les raffineries, les filatures de coton, les hauts-fourneaux. On traite au contraire les secondes avec rigueur comme des personnes de peu noble condition et de peu de conséquence (1). »

On a cru devoir abandonner les principes libéraux qui avaient dirigé notre législation de 1860 (2) et on s'est jeté à corps perdu dans la voie opposée et, à mon sens, contraire aux vrais intérêt de la production française. Or, M. Zolla s'est attaché et a réussi à nous démontrer ce qu'il appelle une vérité fondamentale, à savoir que ce ne sont pas toujours les importations étrangères qui font baisser les prix, et, chiffres à l'appui, il a établi que la période de 1850 à 1873 se marque par une hausse générale de tous les produits et une importation qui fait plus que tripler, tandis que dans la période postérieure, il y a baisse générale et diminution d'importation. Cependant le but du législateur de 1892 est bien clair ; il veut dimi-

(1) *Science des finances*, 6^e éd., t. I, p. 764.

(2) Voir la *Liberté commerciale, la Douane et les traités de commerce*, par Paul ROUGIER, Paris, Guillaumin.

« Il résulte pour nous de l'étude attentive du commerce extérieur que l'économie générale aussi bien que la constitution intime des importations spéciales n'ont pas été profondément troublées par le régime libéral inauguré en 1860. » (ZOLLA, *op. cit.*, p. 310.)

nuer les importations, c'est-à-dire ressusciter le mercantilisme, mais, dit M. Leroy-Beaulieu, « si vous réduisez l'importation, vous réduisez du même coup l'exportation. Comment voulez-vous développer le commerce extérieur quand votre idéal serait qu'il n'entrât rien en France de ce que le sol français, ou les mains françaises seraient à la rigueur aptes à produire ?.. Si vous voulez commercer, il faut échanger et si vous tenez à échanger, il faut bien acheter aux autres, c'est-à-dire importer (1). » Le régime douanier inauguré le 11 janvier 1892, ce régime de cherté sur tous les objets destinés à l'alimentation publique (2), a-t-il empêché la baisse des prix ? A force de torturer les statistiques, on est parvenu à trouver que pour certaines périodes il y a eu une légère hausse. Mais il n'est pas rare d'entendre affirmer que les droits protecteurs n'ont apporté aucun soulagement à l'agriculture tandis qu'ils ont empêché le consommateur de profiter de cette baisse qui par contre avait atteint les produits industriels aussi bien que les denrées agricoles, les matières minérales comme les matières animales. « La plupart du temps, dit Zolla (*op. cit.* p. 23), une taxe établie à la frontière agit sur les prix à la façon d'un barrage construit au travers d'une rivière, dont il exhausse le niveau en amont sans empêcher toutefois le cours d'eau de couler et de débiter en somme le même volume par unité de temps. » Sans doute un régime de liberté absolue d'un libre échange unilatéral ne saurait satisfaire nos intérêts nationaux mais « une prospérité basée seulement sur des droits protecteurs, sur l'isolement des nations, serait bien

(1) *Économiste français*, 4 juin 1893.

(2) Cf. JANNET, *op. cit.*

précaire car il est manifeste que la tendance générale de l'humanité est au contraire d'augmenter les relations d'affaires, les échanges entre les peuples » (1). Il est donc impossible d'approuver les variations si nombreuses de notre régime douanier dans ces quinze dernières années. Les auteurs de ce bouleversement auraient dû relire un des leurs, Thiers, disant en 1834 : « Employé comme représailles, le système restrictif est funeste ; comme encouragement à une industrie exotique qui n'est pas importable, il est impuissant et inutile. Employé pour protéger un produit qui a chance de réussir, il est bon, mais il est bon temporairement, il doit finir quand l'éducation de l'industrie est finie, quand elle est adulte. » C'est dans le même sens que M. Roscher dit : « Avec un système protecteur bien dirigé, le sacrifice momentanément imposé à l'économie nationale pourrait avoir aussi le sens de frais d'éducation créant pour toute la vie des forces et des conditions très profitables... Un droit protecteur de branches spéciales de l'agriculture peut être exceptionnellement et temporairement utile, là où une transformation considérable du régime de l'économie rurale est de nécessité absolue, quand il s'agit de passer de l'intensité du travail à celle du capital ou d'un anneau externe à un anneau interne dans le régime des zones de *Thünen* et que, soit la pauvreté et l'état obéré, soit le découragement ou en général la faiblesse de la population rurale empêchent la réalisation de ce qui est devenu nécessaire (2). »

(1) M. P.-P. DEHAIRAIN, Conférence à l'exposition de 1889 : *la Culture rémunératrice du blé*.

(2) *Traité d'économie politique*, par G. ROSCHER, traduit par VOGEL, p. 667, Paris, Guillaumin, 1888.

C'est List qui déclare que le protectionnisme est nuisible à l'agriculture. La protection, dit M. Piret, est un artifice dangereux qui profite d'abord à certaines classes de commerçants, d'industriels ou de cultivateurs, puis qui finit par ne plus profiter qu'aux propriétaires fonciers qui réunissent les bénéfices d'un monopole naturel, la terre, à ceux d'un monopole artificiel, la protection. C'est de Cavour qui déclare que le protectionnisme procède en ligne directe du socialisme, car le protectionnisme, c'est l'État garantissant pour le capital le droit au profit et le socialisme, c'est l'État garantissant pour le travail le droit aux salaires élevés (1). Concluons donc : 1° que les droits protecteurs doivent constituer un régime de transition propre à favoriser l'éducation agricole, ce qui rentre parfaitement dans nos vues sur le rôle éducateur de l'État ; 2° que la liberté du commerce est bien le but définitif vers lequel les nations doivent marcher ; et ce n'est pas seulement dans l'intérêt du consommateur, mais tout autant dans celui du producteur, comme l'ont très bien démontré Ad. Smith et les autres maîtres de la science. Toutefois, le but ne peut être atteint que progressivement et de manière à ne pas compromettre les intérêts qui se sont constitués dans une autre voie (2). Nous devons toutefois constater qu'un courant favorable au libre échange s'accroît chaque jour : à tout instant on s'aperçoit que le protectionnisme à outrance dans lequel nous ont lancés les

(1) *Essai sur l'organisation et l'administration des entreprises agricoles*, p. 40, t. I.

Cité par Ed. Lecouteux, *op. cit.* Voir aussi le pamphlet de Bastiat adressé à Thiers, intitulé *Protectionnisme et Communisme*.

(2) *La Liberté commerciale*, par Paul ROUGIER, p. 661.

syndicats agricoles fait un tort considérable surtout à notre agriculture ; et les États-Unis, cette forteresse du protectionnisme, ne viennent-ils pas de déclarer au monde, par la voix de leur ancien président Mac-Kinley, que la protection doit être toujours limitée et temporaire.

Mais en attendant ce régime de liberté commerciale avec l'étranger, ne pourrait-on pas l'établir d'une façon définitive dans l'intérieur même du pays. La liberté du commerce intérieure a bien été décrétée le 5 novembre 1790, mais les barrières douanières entre les villes et la campagne sont restées debout et fonctionnent avec des charges toujours croissantes pour l'agriculture. Le législateur cependant s'en est occupé ; il a déjà de lui-même enlevé les droits sur les boissons hygiéniques et enfin a donné aux villes la faculté de supprimer leurs octrois et d'y suppléer par certaines taxes dites de remplacement. Déjà deux villes ont tenté cette réforme ; il est à présumer que l'exemple donné par la ville de Lyon, où l'opération présentait de grandes difficultés, ne tardera pas à être suivi et à nous débarrasser de cette institution surannée.

A l'État, nous devons enfin demander un bon système d'impôts. On ne cesse de répéter les profondes iniquités de notre régime fiscal, on dépose propositions sur propositions, mais sans aboutir à cette « solution démocratique » que nous désirons tous et que nous n'arrivons pas à trouver. Le plan de cette étude ne permet pas d'examiner les différents systèmes d'impôts ; il suffira de dire qu'à mon avis l'impôt progressif sur le revenu est le seul qui réponde à la pensée de justice de nos pères de 1789, quand ils

proposèrent l'impôt proportionnel aux facultés. Qu'on y arrive par gradation, ce qui est absolument nécessaire, qu'on prenne toutes les mesures possibles pour éviter toute vexation, mais qu'on ne songe plus à ces réformes de détail qui ne font qu'accroître les inégalités. La propriété foncière et surtout la propriété paysanne ne pourraient résister à des charges que nous avons vues écrasantes particulièrement pour elles. La réforme ne doit pas consister à exonérer les plus faibles de toute contribution; fût-elle réduite à la somme de 1 franc, elle est nécessaire pour rappeler à chaque membre de la société que s'il profite des services publics, son premier devoir de citoyen est de prendre sa part des dépenses qui en résultent. Cette notion d'égalité dans les charges fiscales ne doit pas être confondue avec le principe du nivellement des fortunes qui a inspiré l'impôt progressif à toute une école. Puissions-nous dire, comme M. Chailley : « Réclamé par la justice ou imposé par les circonstances, cet impôt aura son heure (1). »

Voyons maintenant qu'elle doit être la part de l'initiative individuelle dans cette organisation du travail agricole. Le gouvernement a raison de rappeler aux agriculteurs qu'il dépend de leur initiative d'améliorer leur situation (Circulaire ministérielle déjà citée du 24 décembre 1885). Cette initiative doit être à la fois collective et individuelle. Michelet a dit : « Si l'on voulait entasser ce que chaque nation a dépensé de sang et d'efforts de toute sorte pour les choses désintéressées qui ne devaient profiter qu'au monde, la pyramide de la

(1) *L'Impôt sur le revenu*, p. 574.

France irait montante jusqu'au ciel, et la vôtre, ô nations, toutes tant que vous êtes, l'entassement de vos sacrifices irait au genou d'un enfant (1). » Loin de nous la pensée de séparer les deux idées de patrie et d'humanité, mais nous ne croyons pas faire preuve d'égoïsme national en demandant à tous les Français de faire pour nous-mêmes autant que pour l'humanité. Malheureusement, nous sommes trop divisés, et nous passons à nous critiquer un temps que les étrangers emploient à résoudre les problèmes économiques. Souvent dans les campagnes les questions locales, les questions de clocher ne sont pas moins vives que les questions politiques ; et quiconque en a été témoin, a pu mesurer le mal qu'elles font. On a dit que le *xix*^e siècle avait été le siècle de la philanthropie et que le *xx*^e siècle serait celui de la solidarité. Espérons donc que cette prophétie se réalisera et que nous verrons enfin tous les paysans s'entendre, se réunir pour discuter les questions du métier et prendre toutes les mesures possibles pour améliorer leur art, en un mot former l'association communale, économique agricole. Ainsi ils remplaceront avantageusement l'État et amélioreront l'organisation de notre gouvernement républicain qui n'a pas su se débarrasser des traditions monarchiques et qui entretient une armée de 600.000 fonctionnaires, c'est-à-dire trois fois plus qu'il n'en faudrait pour des mœurs vraiment démocratiques.

Mais cette association générale que nous examinerons plus loin ne procède nullement du socialisme sociétaire ; elle respecte les deux principes chers à l'École libérale, la

(1) *Le Peuple*, p. 71.

liberté du travail et la concurrence, elle doit enseigner et non imposer les meilleures méthodes de travail; elle doit surtout apprendre à chacun que « les plus grands biens de la vie ne peuvent être acquis qu'au prix d'efforts suprêmes ni surtout être conservés autrement que par la plus grande persévérance dans le *travail* » (1). Ce serait peine perdue, dit de Fontenay, que de prétendre énumérer les modifications radicales que l'action de l'homme a fait subir partout au sol. Ici, la nature avait créé des marais ou des tourbières, on en a fait des jardins; comme ailleurs, au contraire, on a transformé des vallées en étangs. Là, elle avait pétri toute une région de granit, on y a remis la chaux qu'elle avait oubliée. Plus loin, c'est un coteau imperméable à l'air qu'on a désagrégé au moyen du sable; ailleurs, c'est la silice, l'alumine, le gypse, la cendre de la houille ou des schistes, la boue des chemins, l'alcali des plantes marines, la potasse de nos foyers, ou l'ammoniaque de nos égouts qui vont enrichir d'éléments nouveaux ce sol incomplet. Qui de nous n'a pas vu, dans le court intervalle de vingt ou trente années, des plateaux arides que l'irrigation a couverts de verdure; des argiles jaunes et compactes que la culture a converties en terreau noir et friable; des plaines humides et froides que le drainage a essuyées et réchauffées? (2) » Le travail est bien en effet la source de toute richesse. « Regardez autour de vous, dit M. de Lavergne, vous n'êtes entouré que des richesses *acquises*... pour trouver les richesses naturelles proprement dites, il faut aller dans les régions

(1) G. ROSCHER : *op.*, cit. p. 595.

(2) R. DE FONTENAY, *le Revenu foncier*, p. 154.

où l'homme n'a pas encore pénétré, et vous savez comment on y vit. » (Cours d'économie rurale, deuxième leçon). Telle est la puissance du travail qui devient synonyme de civilisation, car comme l'a admirablement soutenu Modeste, le travail est une partie de notre vie, de la vie humaine qui se dépose sur chaque objet qui passe entre nos mains ou qui se transforme suivant la direction de notre esprit. M. Baudrillart le dit avec raison : « Aujourd'hui la honte s'est reportée tout entière sur l'oisiveté habituelle qui refuse de payer sa dette à la société. La dignité du travail sous toutes ses formes, aussi bien que la solidarité qui unit tous les travaux, est le dogme fondamental de l'économie politique et de la civilisation. » (Conférence, le Salariat et l'Association). Aussi, comme nous avons vu notre civilisation réhabiliter le travail que l'antiquité réservait aux seuls esclaves, nos arrière-neveux verront ce travail purifié du « péché originel » et transformé en plaisir. C'est la loi de l'évolution qui veut, en effet, que le travail après avoir été un châtiment devienne un devoir plus ou moins facile à remplir, et soit enfin une véritable joie pour tous les citoyens. Cette évolution d'ailleurs est faite pour beaucoup de nos paysans qui vont au travail en chantant non par habitude, mais par un sentiment de vive satisfaction d'aller remuer leur terre en la contemplant. En tout cas nous ferions injure à nos classes rurales que de leur recommander le travail, l'histoire cependant nous montre que l'intensité du labeur paysan a augmenté avec l'acquisition successive des droits individuels. « Il faut reconnaître comme un des faits les plus considérables de l'histoire des classes rurales que si peu de temps après leur humble conquête

civile ces classes aient pu aller si loin avec tant d'ensemble. En renversant les anciennes barrières si rapidement et d'une manière si décisive, elles laissaient voir quelles destinées attendaient leur labeur, quelle large voie s'ouvrirait devant elle à mesure que leur travail deviendrait plus réservé et plus libre (1). » Il faut donc que le travail soit absolument libre, et nous avons vu quelles charges il supportait; mais il en est une dont les paysans devraient être affranchis, c'est la routine. Tous les agronomes la condamnent et recommandent de faire les plus grands efforts pour la combattre. Aussi est-on un peu surpris de rencontrer des partisans, rares fort heureusement, de « cette expérience plusieurs fois séculaire (2) », ou encore de « cette assurance contre certains risques », comme l'ont définie certains économistes.

Oui, il est urgent que le cultivateur ait des connaissances économiques et scientifiques, et qu'à la pratique il joigne une théorie agricole (3).

(1) DONIOL: *op. cit.*, p. 252.

(2) L. DURAND : *le Crédit agricole en France et à l'étranger*, p. 4, Paris, Chevalier-Marescq, 1891.

(3) En voici la définition d'après M. Lecouteux : « Ensemble des connaissances qui peuvent se transmettre par tradition et s'acquérir par la lecture, par les études d'amphithéâtre, par l'observation des faits agricoles. Autrefois basée sur l'hypothèse, elle est désormais entrée dans la voie expérimentale, la seule qui puisse la rendre positive et partant digne de l'attention des praticiens. Elle élargit les idées par la comparaison des faits; elle développe l'esprit d'investigation, elle rectifie le jugement en le rendant moins absolu; elle élève l'agriculture dans l'ordre social en la mettant en mesure de comprendre les travaux des savants, de les approprier à son industrie, et, chose essentielle, c'est par ses lumières que le praticien sait choisir entre les progrès réels dus à la science et les fausses pro-

On cite souvent ce passage d'une allocution de Le Juge de Forez aux États-Généraux de 1484. « Assurez au laboureur le fruit de ses travaux, bientôt il se relèvera de son abattement, se remplira d'une nouvelle ardeur et la terre se couvrira de moissons. Les vraies richesses de l'État ne consistent pas dans une grande quantité de métaux précieux, mais dans leur culture abondante. » Nos modernes économistes n'ont pas mieux parlé.

« La richesse, dit Bastiat, ce n'est pas un peu plus ou un peu moins d'argent : c'est du pain pour ceux qui ont faim, des vêtements pour ceux qui sont nus, du bois qui réchauffe, de l'huile qui allonge le jour, une carrière ouverte à votre fils, une dot assurée à votre fille, un jour de repos pour la fatigue, un cordial pour la défaillance ; c'est l'instruction, l'indépendance, la dignité, la confiance, la charité, tout ce que le développement de nos facultés peut livrer aux besoins du corps et de l'esprit ; c'est le progrès, c'est la civilisation. » (*Maudit Argent*) La richesse des hommes, dit M. Frédéric Passy, c'est l'abondance des choses. Il faut donc produire et produire toujours d'avantage, c'est le cri de tous les économistes, et Michel Chevalier dans ses lettres sur l'organisation du travail s'efforçait de nous démontrer que la France ne produit pas assez et que « l'amélioration populaire exige avant tout l'agrandissement de la production, le dévelop-

messes des demi-savants qui prennent à la science son langage et non ses vérités. Pour tous ces motifs donc, la théorie est un auxiliaire puissant qui ne saurait, nous le répétons, dispenser en aucune façon de l'acquisition des habitudes et des connaissances de pratique, mais qui du moins abrège de beaucoup la durée du stage auquel doivent se soumettre les hommes appelés à diriger les entreprises de grande culture. » (LECOUX, *op. cit.*, t. II, p. 16.)

pement de la puissance productive du travail (p. 18). C'est également la thèse de M. Novicow. « La véritable charité consiste dans les efforts faits pour accroître la production (1). »

Les agronomes contemporains, de leur côté, ont découvert les lois scientifiques de la culture et sont unanimes à déclarer qu'une culture scientifique de notre sol peut nourrir plus de cent millions d'hommes; et, sans revenir sur la question déjà traitée de la supériorité de l'agriculture sur l'industrie, il faut énergiquement repousser la proposition de certains économistes d'abandonner la culture du blé sous prétexte qu'elle n'est plus rémunératrice et que l'Amérique, l'Inde, la République Argentine, l'Algérie, la Tunisie, l'Australie peuvent nous approvisionner à bien meilleur compte. D'ailleurs, dans une étude intéressante, M. Brouilhet, avec un esprit large, prétend que le blé peut aussi servir à la nourriture des animaux, ce qui serait une nouvelle solution de la question de la culture intensive (2). L'exemple de l'Angleterre suffirait pour nous en dissuader. D'autre part il faut compter que l'émigration de la population agricole aura un terme; dès lors il faudra bien trouver du travail agricole. Mais nous sommes rassurés: « La consommation, en augmentant partout, développe la production et oblige à faire de nouveaux appels au travail. La terre peut occuper plus de bras encore et la culture perfectionnée nourrir beaucoup plus d'hommes; elle est loin, de l'aveu de tous les juges com-

(1) *Les Gaspillages des sociétés modernes*, p. 233.

(2) Voir *Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale*, « La culture du blé », janvier 1902.

pétents, d'avoir dit son dernier mot sous le rapport de la fécondité (1). »

Outre cette fertilité qui n'a pas encore été mise entièrement à profit, il y a une partie du sol qui n'est pas cultivée ou qui ne l'est que par intervalles, ce sont les communaux et les jachères. Les premiers qui constituent un reste de propriété collective, qu'ils soient allottis ou qu'ils soient mis à la disposition du public, sont encore considérables (2). Un mémoire intéressant du baron de Scott, en 1775, prouve l'inutilité des communaux et démontre l'avantage qu'il y aurait à les transformer en propriétés individuelles. Ils ont cependant des partisans, M. Cauwès entre autres, qui y voient une ressource des pauvres ; la Révolution elle-même qui avait déjà procédé à divers partages les a suspendus et avec raison car c'est lentement et par ventes successives de petites portions que doit s'opérer cette translation. En tout cas les communes doivent en faciliter le défrichement immédiat et l'exploitation dont elles pourraient tirer profit tout en donnant à la classe la moins aisée le moyen de se procurer du travail et à la longue un commencement de propriété. Il en est de même des domaines nationaux

(1) BAUDRILLART: *la Population agricole de la France*, p 323.

(2) M. Pardessus réfute Loiseau, Merlin et autres qui ont prétendu que les biens communaux provenaient d'une concession faite par les seigneurs aux habitants des villages agricoles; il cite le titre XLII de la loi des Burgondes, le titre LXXVI de la loi des Ripuaires et les § 29 et 30 du titre XXIX de la loi salique qui signalent déjà cette propriété collective. Mais, comme le fait remarquer M. Garsonnet, le domaine éminent du seigneur féodal s'est superposé à cette propriété collective sans la détruire. V. PARDESSUS: *Loi salique*, p. 345 et s. et Garsonnet: *Histoire des locations perpétuelles et des baux à longue durée*, p. 478 et s.

dont la conservation, comme pour les forêts, n'est pas imposée par l'intérêt général, *ad reges potestas omnium pertinet ad singulos proprietas*, a dit Sénèque. Quant à la jachère, elle est presque unanimement condamnée. C'est qu'en effet, accroître sans cesse notre production agricole, tel doit être notre but. D'ailleurs les agronomes s'accordent à dire que la jachère ne compense pas les années perdues et que le prix actuel de nos engrais permet de la supprimer dans nos systèmes de culture : « La disparition de la jachère, dit M. Bernard (1), a des conséquences heureuses, elle amène à la culture continue avec assolement, d'où meilleure utilisation du sol, de la main-d'œuvre, des instruments de travail et des bêtes de trait, par une diminution marquée des chômages forcés. L'idéal d'une bonne agriculture, quelle que soit la richesse ou la pauvreté du sol, est de laisser celui-ci le moins possible en repos. » Une réforme également importante, ce serait la suppression complète de la vaine pâture ou du moins de ses abus, lesquels déjà signalés sous l'ancien régime sont encore, malgré le code rural de 1791 et les lois plus récentes des 9 juillet 1889 et 22 juin 1890 (2), une gêne pour les exploitants, une entrave à l'amélioration du sol, une déperdition de forces économiques : souvent elle nécessite des clôtures coûteuses qui seraient inutiles, stérilise les prairies basses, empêche les plantations d'arbres fruitiers. Elle est surtout une cause de dévergondage pour les enfants qui, livrés à eux-mêmes, se laissent entraîner à la pratique du maraudage, de la rapine, prennent l'ha-

(1) F. BERNARD, *op. cit.*, p. 266.

(2) Voir thèse LAGARDE: *De l'extinction des droits de pâturage*.

bitude de faire l'école buissonnière, et faut-il le dire, perdent prématurément leur innocence. Ce côté moral seul suffirait pour motiver la suppression d'un droit déjà si désastreux au point de vue économique.

Ainsi donc, produire beaucoup, utiliser tout le sol cultivable, débarrasser la terre des entraves qui s'opposent à sa fertilité, voilà le programme économique de tout agriculteur. Mais une question se pose, surtout depuis que St. Mill a posé sa loi sur le non-rendement proportionnel de l'agriculture. Faut-il pousser le rendement au maximum de produit brut ou au maximum de produit net? M. Alb. Thaër a été un fervent apôtre de la doctrine du produit brut porté au maximum par l'emploi de gros capitaux. C'est la même doctrine qu'enseigne M. Gide et à laquelle tendent aujourd'hui la plupart des agronomes et économistes. La thèse de maximum de produit net a été soutenue par MM. Royer, H. Passy et surtout par M. Lecouteux (1) qui combat vivement « l'école du produit brut à

(1) Telle est la situation qui nous domine; l'agriculture des pays de haute civilisation doit comprendre que le marché universel impose sa loi à tous les producteurs; il faut travailler pour le débouché, réduire les prix de revient, approprier à chaque milieu économique, à chaque sol, à chaque climat, le système de culture qui donne le plus de produit net; il faut solidariser l'agriculture et la zootechnie au point de vue de la fertilisation du sol et des avantages financiers que le prix croissant des denrées animales peut procurer à la production agricole en général; il faut utiliser les engrais de toutes provenances; il faut employer les machines; il faut en un mot réaliser entre le capital et la terre exploitée plus ou moins intensivement cette proportion sans laquelle les uns veulent faire trop avec trop peu, tandis que d'autres font trop peu avec trop (*Op. cit.*, p. 54, t. I).

Il énonce dans son ouvrage d'économie sociale si remarquable et si souvent cité dans cette étude, les trois lois économiques très importantes et que nous reproduisons: 1^o loi du rapport nécessaire entre le capital et l'étendue de terre cultivée; tout système de culture

outrance qui prêche la réforme agraire à coups de charrue et de capitaux ».

Aussi le produit net comprenant les frais de nourriture et d'entretien de toute la famille et le bénéfice net ou profit, il semble plus conforme à l'état général de notre agriculture de rechercher tout d'abord ce maximum qui a l'avantage d'exiger moins de capitaux. « Augmenter économiquement les rendements, c'est abaisser les prix de revient : or, plus on y réfléchit, plus on se convainc que là est la voie du progrès, je dirai presque de salut de la première de nos industries (1). »

Cette question de la production avec la tendance du marché à s'universaliser devient chaque jour plus importante. La mévente des vins du Midi que nous avons rappelée plus haut nous montre l'urgence des mesures à

comporter un certain capital au-dessus et au-dessous duquel les profits ne sont plus proportionnels, si même ils ne disparaissent pas pour cause de prodigalité dans les dépenses ou d'insuffisance des déboursés (p. 445, t. II) ; 2^e loi des limites variables du produit brut et des frais de production : il a été démontré par des faits irrésistibles que si partout l'agriculture doit viser le maximum de produit net, il y a cette énorme différence entre les situations économiques que, pour les unes le maximum du produit net ne peut sortir que du maximum de produit brut, c'est-à-dire d'une agriculture portée à son plus haut rendement de récoltes, tandis que pour les autres, le maximum de produit net ne peut résulter que d'un produit brut relativement très limité (p. 441, t. II) ; 3^e loi d'abaissement des prix de revient ; plus on dépense par hectare jusqu'à la limite nécessaire pour obtenir le maximum du produit brut en argent que comportent les milieux économiques, moins on dépense par quintal ou hectolitre de récoltes ; plus on dépense par tête de bétail ou par quintal vivant jusqu'à la limite nécessaire pour obtenir le maximum de produit brut en argent que comportent les milieux économiques, plus on abaisse le prix de revient du bétail et de ses produits (p. 448, t. II).

(1) *Journal des Économistes*, 1900, t. I, p. 179. « Le mouvement agricole », par GRANDEAU.

chercher pour régulariser notre production agricole. Je suis tout porté à croire que dans chaque région, dans chaque commune, il faudra éclairer nos paysans sur la direction qu'ils auront à donner à leur culture. Et je ne vois pas de meilleur instrument pour cette tâche difficile que l'association communale et les organes de publicité qu'elle provoquera.

Mais la production agricole dépend beaucoup du système de culture adopté et on sait que toute l'agriculture peut être soumise au régime intensif aussi bien qu'au régime extensif. Lequel donc choisir ? L'opinion générale est pour la culture intensive, nos paysans entendent tous les jours la recommandation de ne plus faire désormais que de cette culture. M. Lecouteux en est également partisan, mais seulement pour l'avenir ; quant au présent, il veut qu'on vise au mode de culture le plus lucratif (1). M. Durand prétend qu' « elle est d'autant moins avantageuse que les cours des produits agricoles sont plus déprimés et que par conséquent, bien loin d'être le remède universel contre la crise économique qui sévit sur l'agriculture, elle ne peut être recommandée que dans les moments de prospérité » (2). Enfin, M. Cauwès dit que « l'option entre la culture intensive et la culture extensive dépend de plusieurs considérations : 1° du capital disponible ; 2° de l'étendue des débouchés ; 3° de l'emplacement ; 4° des caractères du sol. On ne conteste pas que le mode d'exploitation le plus avantageux n'est pas toujours celui qui fait produire davantage à la terre ; ainsi il

(1) L. DURAND, *op. cit.* p. 83.

(2) CAUWÈS, *op. cit.* t. I, p. 435 et s.

a été établi que dans le Nord le capital foncier rend au propriétaire 2.81 pour cent et en Corse 3.57 pour cent ; et cependant le Nord n'est pas près d'abandonner la culture intensive. Il y a donc des avantages qu'on ne voit pas et qui paraissent considérables à voir la richesse de cette contrée. Il faut donc conclure non seulement que l'avenir est à la culture intensive, mais encore que dès maintenant on doit se préoccuper de la développer. Un seul obstacle s'oppose à une pratique générale et immédiate de ce mode d'exploitation. Ce n'est pas le manque de capitaux comme on pourrait le croire, mais c'est la manière de s'en servir qui fait défaut à nos agriculteurs. Les gros fermiers eux-mêmes ont des notions économiques assez vagues sur la distinction du capital foncier et du capital d'exploitation, sur la nature géologique du sol qu'ils cultivent. Quant aux détenteurs de la propriété paysanne, on peut dire que toute leur éducation est à faire ; or, la première chose, urgente, me paraît être de les exhorter à prendre l'habitude de tenir eux-mêmes une *comptabilité qui donne les moindres détails de leur exploitation*. Ils y verront *de intuitu* les modifications à apporter chaque année à leur culture pour accroître les rendements. Ils se rendront compte de cette vérité trop méconnue par eux que « l'agriculture qui opère avec parcimonie est celle qui, à produits égaux, demande le plus de capitaux » (Rieffel). Ils se convaincront que le meilleur placement à faire de leurs économies est d'augmenter leur capital d'exploitation. Ils hésiteront moins à changer leur système de culture et, parcelle par parcelle, ils arriveront à étendre la culture intensive. Enfin, chose importante, ils aimeront sûrement davantage cette terre à laquelle ils auront donné

toutes leurs sueurs et toute leur épargne, mais qu'ils verront pour ainsi dire grandir sous leurs yeux comme un enfant qu'on élève et qui profite des sacrifices qu'on fait pour lui.

Dans l'étude des différentes parties dont se compose le capital d'exploitation, nous ne ferons que rappeler l'emploi très prudent des machines à cause du chômage inévitable de ce capital, l'élevage du bétail à vente qui a été la ressource des cultivateurs intelligents contre la baisse des céréales, la mesure et la qualité des semences qui ont changé par suite des progrès scientifiques apportés à cet élément du capital circulant. Mais la question des engrais prédomine en culture et nécessite quelques observations qui montreront combien nos agriculteurs, qui en vingt ans ont doublé la quantité de ces matières fertilisantes, sont encore loin du but pratique qui leur est assigné par les savants agronomes et combien l'association communale peut leur être utile dans cette question primordiale de la culture.

M. Lecouteux rapporte que la doctrine de la fumure du sol au maximum a été pratiquée par l'école des fumiers de Roville, Grignon et Bichelbronn et l'école des engrais chimiques de Boussingault, Liebig, Gilbert, Georges Ville; il ajoute que la première école n'a pu atteindre le maximum de rendement qui est la grande caractéristique de l'agriculture basée sur les engrais chimiques comme complément du sol et des fumiers. Il rappelle les expériences de Rothamsted (1837), de Vincennes (1860) et conclut : « Ce que j'ai cherché à mettre en lumière dans cette étude, c'est surtout cette vérité que l'amélioration du sol par le fumier, engrais incomplet et mal perfec-

tionné, engrais très cher lorsque le bétail est mauvais payeur de fourrages, constitue fatalement une œuvre de longue haleine et presque toujours une mauvaise rémunération des gros capitaux mis en jeu (1) ». D'autre part, les chimistes se plaignent qu'on n'utilise pas assez les eaux-vannes, les détritux organiques, qu'on ne fait pas assez d'irrigations ou de drainages malgré les encouragements de l'État. Ils ont en outre calculé que nous ne rendons pas à la terre la moitié de ce que les récoltes lui enlèvent et que notre industrie des engrais est tout à fait insuffisante pour combler ce déficit. Mais si on est d'accord sur l'insuffisance des fumiers, sur l'incurie de nos cultivateurs qui ne cherchent pas à augmenter leurs engrais, on ne l'est plus pour la détermination de la quantité à employer; il y a la théorie de la fumure à outrance (2) et la théorie de la fumure limitée au point de vue économique.

Une observation rigoureuse dans la pratique, aidée de quelques expériences, doit indiquer à chaque laboureur les engrais qu'il doit mettre dans son sillon. L'essentiel est qu'il connaisse la valeur de ces engrais et surtout qu'il ne soit pas trompé par le vendeur. Aussi devons-nous approuver le régime d'exception imposé à ce commerce (loi du 4 février 1888 ; règlement du 10 mai 1889).

(1) LECOUTEUX : *op. cit.*, p. 500, t. II.

(2) C'est incontestablement dans l'emploi quasi illimité des matières fertilisantes offertes aujourd'hui à bon marché par l'industrie et le commerce, que notre agriculture doit chercher l'augmentation des rendements, seul remède vraiment efficace à l'abaissement du prix des denrées et seul moyen en même temps d'ouvrir à nos produits notamment au blé, le marché extérieur. (*Journal des Économistes*, *loc. cit.*, GRANDEAU.)

Dans le capital d'exploitation rentrent également les salaires qui constituent les moyens d'existence d'une catégorie de paysans. Il y a donc des salaires dans l'agriculture comme dans l'industrie. Mais ce mot peu connu dans nos campagnes n'y excite pas autant d'amertume, autant de haine que dans les villes. Cela vient sans doute de ce que les salariés agricoles ne sont pas concentrés comme ceux de l'industrie puis de ce que le salariat est souvent accompagné d'une parcelle de propriété ou d'une habitation qui a vu naître et mourir leur aïeux et qui les rive à leur sort quel qu'il soit. Font partie de cette classe rurale : 1° les domestiques, hommes ou femmes, attachés à une exploitation et demeurant le plus souvent dans les immeubles même de cette exploitation ; 2° les journaliers ou tâcherons qui ne peuvent ou ne veulent se louer soit, parce qu'ils ont une famille à élever, soit parce qu'ils ont déjà une certaine quantité de terrain à cultiver comme propriétaire ou petit fermier mais insuffisante pour les occuper pendant toute la période de travail. Le nombre de ces salariés est d'environ trois millions (3.058.346 d'après la statistique agricole de 1892). Leur rémunération varie beaucoup selon les pays ou les saisons, elle varie même entre domestiques et journaliers car, tandis que le salaire des premiers s'est élevé de 1882 à 1892, celui des seconds est au contraire descendu de 3,11 à 2,94 pour les hommes et de 1,87 à 1,78 pour les femmes, et cette différence s'est encore accentuée depuis 1892. M. Deschanel (*loc. cit.*, Chambre, 10 juillet 1897), pour réfuter un tableau sombre de M. Jaurès, a cru devoir relever la condition de la domesticité. Peine inutile, car nos paysans eux-mêmes, sentant la servilité à laquelle ils se

soumettent, cherchent à éviter cet emploi; de là hausse de ces salaires et grandes difficultés pour les agriculteurs qui ont besoin d'une main-d'œuvre continue. C'est de plus un obstacle au mariage, surtout pour les femmes et partant une cause de dépopulation. C'est encore et surtout un obstacle au développement des facultés individuelles et par conséquent un abaissement de la dignité humaine. Au point de vue moral donc, la domesticité doit être rigoureusement condamnée. Quant aux journaliers, si la condition morale est meilleure, la situation matérielle est plus mauvaise. M. de Foville estime à 800 francs la rémunération d'un journalier agricole. Ce chiffre ne peut être exact que si l'on y fait contribuer la femme, ce qui n'est pas toujours possible, par exemple quand elle a une nombreuse famille à élever. C'est donc un salaire de misère et il n'est pas étonnant qu'on ait constaté à la campagne outre une plus grande mortalité une certaine dégénérescence dans la constitution physique de l'être humain. Au point de vue de la production, le salariat, tant domestique que journalier, est loin d'être avantageux; on pourrait parfaitement lui appliquer ce que M. Paul Rougier dit du travail servile: « Quels efforts attendre de bras serviles que rien n'encourage au travail quand le maître qui seul doit en profiter n'est pas présent pour donner l'impulsion? (1) » M. Gide (2) trouve que c'est surtout dans la production agricole que l'infériorité du salariat est marquée et que le gaspillage du travail y est beaucoup plus grand encore que dans la production industrielle. En

(1) *Les Associations ouvrières*, par J.-L.-Paul ROUGIER, p. 35, Paris, Guillaumin, 1864.

(2) Ch. GIDE, *op. cit.*, note 1, p. 392.

conséquence tous nos efforts doivent tendre à la suppression ou du moins à la diminution de la domesticité et du travail à la journée qui réalisent purement et simplement l'homme-machine de Molinari et ne satisfont pas plus l'intérêt du patron que celui de l'ouvrier. Par quoi les remplacer en attendant la réalisation du beau rêve : chaque paysan exploitant sa propriété ? Par le travail à prix fait qui peut être généralisé sans crainte. Ce mode est fréquemment employé dans certaines régions ; il a l'avantage considérable de stimuler l'ouvrier par l'intérêt personnel et de ne pas sacrifier l'intérêt du patron par la malfaçon qui exposerait l'ouvrier à ne plus pouvoir compter sur personne pour l'employer. On sait en effet dans nos campagnes, où tout le monde se connaît, où le travail peut s'apprécier, combien on rivalise d'activité pour se créer une réputation de « bon ouvrier ». D'ailleurs la participation aux bénéfices, qui peut s'appliquer très facilement au travail agricole, augmenterait encore la sécurité du patron. Nous arriverions ainsi à fonder le salariat agricole sur le principe pratique suprême de Kant : « Se souvenir en toute occasion que nous devons considérer la personne de notre prochain comme une fin et non comme un moyen. »

Au système de culture, intensive ou extensive, on rattache deux questions importantes, la grande ou la petite culture, et l'amodiation ou le faire-valoir, qui dépendent beaucoup de la division plus ou moins complète de la propriété (1). Ainsi l'Angleterre, où la propriété est con-

(1) Pour M. Paul Leroy-Beaulieu, « la grande propriété moderne est celle qui appartient à de riches agriculteurs de profession, pourvus d'instruction et d'ouverture d'esprit..., ou bien c'est celle qui est

centrée entre un petit nombre de possédants, notamment en Irlande, s'est livrée depuis plusieurs siècles à la grande culture et A. Young qui faisait l'éloge de nos petites exploitations, par une contradiction qu'un sentiment d'amour-propre national peut seul expliquer, concluait en faveur des grands domaines anglais et prédisait la ruine de notre culture. L'École doctrinaire n'a pas abandonné cette opinion malgré la prospérité de la première moitié du XIX^e siècle et notamment de 1848 à 1873 où la valeur de la terre a doublé et parfois quintuplé ; elle est cependant moins rassurée depuis quelques années, la conversion de St. Mill a fait réfléchir ces économistes et il semble que l'Angleterre dirige aujourd'hui tous ses efforts vers la moyenne culture en divisant les propriétés en plusieurs domaines, et même vers la petite culture. L'Autriche elle-même, qui était remarquable par ses exploitations encore plus vastes que celles des Anglais puisqu'elle réunissaient plusieurs propriétés, commence aussi à les diviser. M. Kautsky (1) est obligé d'avouer que les grandes propriétés des provinces à l'est de l'Elbe disparaissent toutes, par suite la grande exploitation diminue aussi en Allemagne. Chez nous au contraire, on

acquise par d'habiles industriels auxquels leurs manufactures ou leurs commerces ont procuré de larges fortunes ou assurément de gros revenus (*Économie politique*, t. II). Oui, mais il faut compter avec les anciens domaines, encore considérables, des propriétaires terriens. Or de ces trois catégories des grandes propriétés, la première rentre dans notre propriété paysanne, et la grande culture peut lui être appliquée. Pour les deux autres, la question se trouve compliquée par les conditions du contrat de fermage que nous verrons plus loin.

(1) *La Question agraire*, trad. par MILHAUD et ZOLOCK, 1900.

voit dès 1755 le marquis de Mirabeau s'élever « contre les vastes domaines livrés à des fermiers passagers ou à des agents paresseux, chargés de contribuer au luxe de leurs maîtres plongés dans la présomptueuse ignorance des villes ». (*L'Ami de l'homme*.) La Révolution en morcellant la propriété, ne favorisait guère la grande culture, et tandis que sous la restauration Mac-Culloch (1823) prédisait « une nichée de pauvres » en France, de Gasparin prenait hardiment la défense de la petite culture. Cependant H. Passy recommande une combinaison de l'une et de l'autre, et sa doctrine a fait école sous prétexte que la grande culture était dirigée par des hommes intelligents, plus instruits et possédant les capitaux nécessaires pour introduire les nouvelles méthodes de culture. Or, cet argument disparaîtra avec la nouvelle organisation du travail agricole et avec l'activité de l'association communale à répandre les meilleures méthodes de culture et les institutions de coopération; d'où nous concluons que l'avenir est en grande partie à la petite culture (1). Le XIX^e siècle l'a vue doubler, et malgré les dénégations des socialistes, elle continue parallèlement à la propriété paysanne à détruire les grands domaines mais nous aurions tort de négliger ce que je

(1) Le produit net, c'est-à-dire la quantité des produits restant disponible, après que l'entretien de la population agricole est assuré, est à peu près le même pour la grande et la petite culture (même est-il un peu plus considérable pour la seconde), mais celle-ci donne un produit brut bien plus considérable. Elle peut ainsi nourrir la même population urbaine que nourrirait la grande culture en même temps qu'elle entretiendrait une population rurale plus nombreuse. Elle fait donc vivre au total un plus grand nombre d'hommes. (BEAUREGARD, *op. cit.*, p. 134.)

considère comme un avertissement sérieux et fondé de l'École collectiviste.

Le fermage et le métayage constituent une question difficile et cependant essentielle dans notre organisation agricole. Nous venons de voir, avec M. Leroy-Beaulieu, que si la propriété de l'ancien régime s'est divisée, elle passe quelquefois dans d'autres mains qui ne peuvent l'exploiter et sont obligées de l'affermir. Il y a en quelque sorte ingratitude à oublier les services qu'a rendus le fermage à nos ancêtres ; sous les formes les plus variées (1), il leur a permis de conquérir la propriété. Au siècle dernier, si le fermage a fait des malheureux, il a aussi enrichi un grand nombre de paysans. Aujourd'hui encore il permet aux propriétaires qui ne peuvent exploiter eux-mêmes de tirer un revenu de leurs biens fonciers. Malgré cela, tel qu'il est pratiqué généralement, nous le condamnons, non parce qu'il a occasionné avec la rente foncière des injustices criantes qui vraisemblablement ne se reproduiront guère plus, mais parce qu'il est funeste à notre culture. M. Leroy-Beaulieu dit que « le propriétaire représente les intérêts futurs et perpétuels du domaine tandis que le fermier n'en représente que les intérêts actuels et passagers (2) ». Malheureusement il n'en est pas ainsi et la terre amodiée n'est le plus souvent qu'un moyen de lucre pour le propriétaire, un capital qui rapporte intérêt comme une somme d'argent que l'on prête et dont il ne s'occupe plus, le contrat passé. Actuellement donc le fermage fonctionne dans des conditions très mauvaises :

(1) Voir GARSONNET : *Histoire des locations perpétuelles et des baux à longue durée*.

(2) *Essai sur la répartition des richesses*, chap. V.

pour les parcelles isolées, il est absolument nuisible à l'agriculture, et nous avons de ce fait une étendue de six millions d'hectares qui sont cultivés d'une façon déplorable. Ces parcelles changent fréquemment d'exploitant, surtout dans ces dernières années où les petits propriétaires se plaignaient de ne pouvoir trouver preneur ou même les laissaient en jachère. On peut certainement estimer à 50 p. 100 la diminution du loyer sans qu'elle ait profité aux paysans. Quant au fermage des domaines la statistique de 1892 donne une augmentation très sensible sur l'enquête de 1882 : le nombre des fermiers est monté de 750.000 à 1.078.000 et la superficie de 8.750.000 à 12.600.000 hectares. Cet accroissement paraît résulter d'une part de la baisse qu'a subie le métayage, et d'autre part de la réunion de parcelles exploitées autrefois par plusieurs cultivateurs. C'est là un phénomène économique regrettable, ce qu'on n'a pas manqué de relever pour montrer que la grande propriété se reconstituait. Nous avons déjà répondu à cette argumentation. Il n'en faut pas moins chercher à rendre le fermage moins mauvais, car, si chacun veut sa part de propriété foncière, il y aura toujours des fermiers. Je serai même de l'avis de M. Leroy-Beaulieu, pourvu que la quantité possédée par les non-exploitants soit très limitée : « Quant à la disparition du fermage, elle n'est nullement désirable. Elle romprait tout lien avec la terre d'une partie des classes les plus intelligentes de la nation, de celles qui ont ou qui peuvent avoir l'esprit le plus ouvert aux progrès et aux connaissances scientifiques (1). »

La loi du 19 février 1889 a restreint le privilège du

(1) *Economie politique*, tome II, p. 29.

bailleur, ce en quoi elle est un bien car c'est un privilège qui ne se justifie guère, mais on prétend qu'elle a eu pour conséquence la réduction de la durée des baux, ce qui serait un mal. Il est certain que le bail à court terme, c'est-à-dire de trois, six, neuf ans dans nombre de régions, devrait être remplacé par un bail de dix à quinze ans. Cela n'empêcherait pas la division du domaine et par conséquent la résiliation du bail qui devrait faire l'objet d'une clause dans tous les contrats de fermage.

Nous arrivons à la grande question agitée en ce moment sur le remboursement au fermier des frais faits pour amélioration. Rien de plus juste assurément. Reste à savoir si une réglementation même avec clause d'ordre public, comme les lois anglaises des 13 août 1875 et 10 mai 1883, porterait ses fruits au point de vue économique. Nous avons vu déposer plusieurs projets à ce sujet, certains ont été le sujet de débats dans différentes assemblées, aucun n'a abouti. Nous avons cependant un rapport de M. Lecouteux, 1891, dont voici les conclusions : « Au résumé, Messieurs, votre commission a deux convictions : la première, que les améliorations agricoles sont une des plus impérieuses nécessités de notre époque ; la deuxième, que ce n'est pas une loi sur l'indemnité au fermier sortant qui peut le mieux et le plus vite les réaliser, mais que le meilleur moyen de les provoquer c'est, avec la diffusion de l'instruction professionnelle, de créer une situation économique qui devant l'État place l'agriculture sur le pied de l'égalité avec les autres industries. » Tout au contraire, M. Baudrillart est un sincère partisan de cette réforme légale : « Si un fermier détériore le sol, il paye une indemnité, s'il l'améliore pour une durée qui dépasse

son bail, évincé, il n'en reçoit aucune de par ce même Code civil. C'est là ce qu'on trouve juste, c'est là ce que nous trouvons inique. » Je crois donc que, sans repousser de parti pris une législation simple, précise et surtout efficace, il vaudrait beaucoup mieux habituer propriétaires et fermiers à stipuler dans leurs contrats des clauses spéciales pour que chacun rentre dans ses avances à quelque époque qu'ait lieu la cessation de bail ; de Gasparin, Mathieu de Dombasles, lord Rames nous ont laissé des formules qui méritent d'être connues (1). Elles peuvent d'ailleurs être infiniment variées et elles naîtront d'elles-mêmes le jour où tous nos travailleurs du sol seront beaucoup plus instruits qu'ils ne le sont, et qu'ils seront unanimes à imposer au propriétaire peu soucieux même de ses intérêts les conditions nécessaires non seulement pour empêcher l'épuisement du sol et éviter la mauvaise culture en fin de bail, mais encore pour permettre toutes les améliorations dont sera susceptible l'exploitation dans l'intérêt commun des deux parties.

• Nous venons de dire que le métayage (2) a diminué de 1882 à 1892. Il est tombé à 344.168 exploitations avec une étendue moyenne de 10 à 12 hectares (statistique de 1892).

(1) Le bail à échelle mobile de fermage de M. Leroy-Beaulieu (*Écon. pol.*, tome II, p. 28), me paraît trop compliqué au début, mais dès que le paysan sera mieux instruit des choses de son métier, il pourra être une excellente solution du fermage.

(2) Le métayage, d'après M. Rérolle, daterait du ix^e siècle ; emphytéotique au moyen âge, il était assez employé par le fermier général de l'ancien régime, qui en profitait pour pressurer le paysan ; aujourd'hui il est presque toujours un contrat entre le propriétaire lui-même et le travailleur agricole. (V. RÉROLLE : *le Métayage* et HABER : *le Métayage*.)

Voilà la preuve évidente, irréfutable du désintéressement des classes aisées pour l'agriculture ; encore faut-il compter dans ces propriétaires beaucoup de commerçants, d'industriels qui ont un petit bien dont ils ne peuvent s'occuper eux-mêmes. Cependant le métayage réalise cette association tant désirée entre le travail et le capital ; il rapproche le riche et le pauvre dans un commun effort pour arriver au meilleur rapport possible, il est en un mot plus humain. Toutefois la loi du 15 juillet 1889 enlève la direction de l'exploitation au métayer qu'elle met ainsi à la merci du propriétaire, ce qui nécessite chez celui-ci des qualités que le plus souvent il n'a pas. Au point de vue économique, M. Jules Rieffel a trouvé que le fermage rapporte par hectare 25 francs, le faire-valoir 30 francs et le métayage de 40 à 60 francs. Sans nous appesantir sur la valeur de ce calcul, on peut affirmer que la production est supérieure dans le métayage. Aujourd'hui, cependant, il est fort attaqué, et non sans raison, car le métayer n'ayant pas d'avances, il a été constaté que le propriétaire n'en voulait point faire ; de là, point d'améliorations foncières ni même culturales et discrédit du métayage. M. Lecouteux, qui le préconisait, dit que c'est la prédominance du travail non salarié sur le capital dans l'œuvre agricole et qu'il a devant lui une longue carrière de services à rendre aux pays qui ne sont pas prêts pour un système à prix d'argent (1). Il faut même admettre avec

(1) M. Haber (*op. cit.*) cite l'opinion de Bastiat, Lecouteux et Baudrillart qui, d'abord hostiles, ont ensuite fait ressortir les avantages du métayage contre l'opinion de Gasparin et J.-B. Say. Et, en effet, toutes les objections faites contre le métayage tomberont d'elles-mêmes le jour où le propriétaire comprendra son rôle et où le paysan aura reçu une bonne instruction professionnelle.

M. Gide (1) qu'il peut aussi bien rendre des services aux sociétés civilisées et qu'on doit tendre à le substituer de plus en plus au fermage, attendu qu'il est fondé sur un principe fécond : l'association.

Après ces quelques notions d'économie politique rurale, il est facile de comprendre quelle sera l'organisation nouvelle du travail dont nous avons parlé. Nous vivons à tâtons, a dit spirituellement Régnier; oui, mais il y a des principes sociaux tout comme il y a des lois naturelles. S'éloigner de ces principes serait proclamer d'avance la déchéance de la patrie, ce serait faire révenir l'humanité à ses premiers âges. Et cependant de nobles et généreux esprits, entraînés par leur cœur et leur imagination, ont inventé des systèmes qui, pour ne pas tenir compte de ces axiomes économiques et politiques, nous entraîneraient dans un communisme autoritaire et démoralisant. Les essais partiels qu'ils en ont faits montrent l'importance qu'il y a à bien affirmer et à bien faire connaître ces principes d'action et d'ordre pour que nos paysans ne soient point tentés de céder à un mouvement de colère contre les conséquences parfois déplorables des crises qu'on ne peut pas toujours éviter.

M. de la Saussaye dit que les trois forces génératrices du travail sont la liberté, l'instruction et l'association. Or, en substituant l'éducation à l'instruction, je pense que voilà les trois bases fondamentales de notre organisation du travail agricole. Nous possédons bien la liberté du travail (décrets des 2-17 mars 1791 portant suppression de tous les droits d'aides, de toutes les maîtrises et

(1) Note 1, p. 446, *op. cit.*

jurandes et établissements de patentes), mais nous avons à plusieurs reprises montré combien cette liberté était encore limitée par les nombreuses charges qui pèsent sur notre agriculture et par le défaut d'éducation et d'instruction professionnelle de nos paysans. Cette loi du travail que Turgot avait inscrite dans l'édit de 1776 mais qu'il dut retirer devant l'ignorance et les préjugés de ses contemporains, M. Frédéric Passy la formule ainsi : « Libre disposition de soi, de ses facultés, du produit de ses facultés, sous la condition de respecter chez autrui la même liberté » (1). Elle a son corollaire dans la libre concurrence qui est fortement combattue aujourd'hui ne dehors même du parti socialiste et qui, cependant, est un des grands facteurs du progrès et me paraît indispensable dans un pays démocratique. Mais on prétend que ce régime de liberté fondé sur l'intérêt personnel est immoral. Immoral non, mais il serait insuffisant à assurer la paix, l'ordre social si l'intérêt personnel était le seul mobile des actions humaines. Or, avec la liberté, nous avons indiqué, comme fondement de l'organisation nouvelle du travail, l'éducation et l'association qui développeront chez nos travailleurs agricoles l'idée du devoir, l'idée de solidarité. Nous voyons donc que l'égoïsme tant reproché au régime exclusif de l'intérêt personnel disparaîtra de plus en plus par l'action énergique de ces deux grandes forces du devoir et de la solidarité qui trouveront un puissant levier dans l'association communale agricole.

(1) *Cours d'Économ. polit.*, t. I, p. 318.

LIVRE I

Association communale agricole.

CHAPITRE PREMIER

UTILITÉ DE L'ASSOCIATION COMMUNALE AGRICOLE

De l'association. — C'est à l'association que depuis longtemps tout le monde demande le salut de l'agriculture. Les pouvoirs publics seuls, absorbés par l'idée d'une protection immédiate, n'y ont pas attaché l'importance qu'elle mérite : tandis qu'ils ont largement accordé l'association à l'industrie et au commerce, avec toutes les conditions nécessaires pour la rendre bienfaisante, il a fallu que le hasard permit d'en faire bénéficier nos agriculteurs. Mais comme la loi de 1884 n'avait pas été faite pour eux, elle ne leur a pas rendu les mêmes services. On commence aujourd'hui à s'en apercevoir. En effet la dispersion des membres des syndicats qui les empêche de se connaître, de se réunir fréquemment et de discuter en commun, est une grande cause de faiblesse pour ces asso-

ciations agricoles. Et quand on considère que malgré cela il s'en est créé plus de 2.000 en moins de vingt ans, on est en droit de s'étonner du reproche que l'on fait aux paysans de ne pas avoir l'esprit d'association.

Avant d'aller plus loin, il faut s'entendre sur ce qu'on entend exactement par association. Il n'est pas de terme qui soit plus employé par la littérature politique et économique, par les sciences abstraites même, d'où les nombreux sens qu'on peut lui attribuer. Tout est association, a-t-on dit maintes fois. Mais le socialisme moderne nous a rendu l'immense service de développer cette idée d'association et de montrer tous les avantages que l'on pouvait en tirer. Il est vrai que pour eux elle aboutit presque toujours au communisme. Ainsi Fourier, qui admet dans son système plusieurs théories individualistes, dit : « Il y a association là où tous les individus qui composent cette association sont tellement solidaires que l'intérêt privé de chacun fait partie *intégrante* de l'intérêt public sans pourtant se confondre et où chacun est rétribué proportionnellement à son concours, son travail, capital ou talent. » Pour nous, la notion d'association s'explique par les deux idées sur lesquelles elle doit être fondée : l'idée de personnes se réunissant pour s'occuper de choses qui leur sont communes, et l'idée de liberté, c'est-à-dire de libre consentement. « Les sentiments et les idées, dit de Tocqueville, ne se renouvellent, le cœur ne s'agrandit et l'esprit humain ne se développe que par l'action réciproque des hommes les uns sur les autres. » Mais si de la discussion jaillit la lumière, il faut croire que l'association ainsi entendue est le meilleur moyen pour développer chez nos paysans ces idées-forces

qui doivent leur permettre de résoudre eux-mêmes le problème agricole. « On ne rencontrera jamais, dit encore de Tocqueville (1), quoi qu'on fasse, de véritable puissance parmi les hommes que dans le concours libre des volontés... l'action des forces individuelles se joignant à l'action des forces sociales, on en arrive souvent à faire ce que l'administration la plus concentrée et la plus énergique serait hors d'état d'exécuter. » L'association doit donc être en principe un contrat par lequel chacun apporte soi-même au fonds social son savoir et l'activité de ses facultés intellectuelles et morales (2).

Historique. — L'histoire de l'association, c'est l'histoire de l'humanité car dans tous les pays et à toutes les époques on s'est plus ou moins associé : « L'homme est un animal politique », a dit Aristote. Mais il faut arriver au régime féodal pour constater de véritables associations agricoles. Cependant les communautés d'habitants, origine de notre commune rurale avec ses communaux et son domaine public communal, ont beaucoup d'analogie avec les corporations du Bas-Empire, ayant comme elles la personnalité civile, l'approbation de l'autorité publique, et pourraient bien être aussi anciennes.

Les capitulaires de Louis le Débonnaire, dit Dareste de la Chavanne, font mention de ligues et d'associations

(1) *De la démocratie en Amérique*, par DE TOCQUEVILLE, 12^e édition, t. I, p. 150 et p. 152.

(2) « Elle est, disait M. Allain Targé dans son rapport sur la loi de 1884, une liberté si nécessaire à l'industrie, au commerce et au travail que les lois faites à son préjudice ont été violées dans tous les temps et souvent avec impunité. » (Ch. Doc. parl. J. Off. 1881, p. 362.)

armées, conjurées pour leur défense commune. Les chartes sont l'effet de cette révolution lente mais assurée qui depuis plusieurs siècles et surtout depuis le christianisme poussait les populations inférieures vers le progrès de la liberté, de la propriété et de tous les droits civils (1).

Avec le fief du x^e siècle renaît l'association patriarcale qui groupe, pour ainsi dire dans une même famille, suzerains, vassaux, roturiers, serfs et vilains. C'est alors qu'à l'ombre de ces manoirs, pour des causes civiles et économiques ou pour soutenir l'organisation politique du fief, s'établit une institution agricole dont les dernières traces n'ont disparu qu'au siècle dernier (2). La communauté, dit M. Doniol (3), ne présente que l'application à la vie agricole du principe d'association d'où la féodalité était sortie... En formant les grérages du Nord, les aïnesses, les vavassories, les masures de Normandie, les frêresches d'Anjou, du Maine, de Touraine, les pageries du Centre, etc., la législation féodale avait voulu conjurer l'effet de la division de la propriété. Les seigneurs firent tout leur possible pour maintenir cette communion entre les main-mortables car « les terres de la seigneurie sont mieux cultivées et les sujets plus en état de payer les droits du seigneur quand ils vivent en commun que s'ils faisaient autant de ménages » (4).

Ces communautés que l'on divise généralement en communautés serviles et communautés taisibles ne sont, sous

(1) *Histoire des classes agricoles en France*, p. 189 et 191.

(2) La famille Jault (Nièvre) ne s'est dispersée qu'en 1846.

(3) *Histoire des classes rurales de France*, p. 82.

(4) DUNOD: *Traité de la main-morte*, p. 90.

des formes variées, que la continuation les unes des autres, et paraissent obéir au même principe économique. On remarque encore au moyen âge d'autres communautés, origine de nos « associations syndicales », formées pour l'exécution et l'entretien de travaux d'un intérêt collectif. On cite même que les communautés d'« Arrosants » remontent à l'époque des Visigoths.

« Tous les besoins, dit M. Rougier, tous les intérêts eurent en même temps recours à l'association pour obtenir la satisfaction qu'ils désiraient. C'est là la caractéristique de l'époque féodale (1). » M. Troplong dit de même : « Le besoin d'émancipation donne naissance aux communes et aux bourgeoisies ; le besoin d'indépendance politique, aux associations du baronnage contre la royauté et le clergé ; le besoin de sécurité dans les moyens de travail, aux corporations marchandes et ouvrières ; le sentiment religieux, aux ordres monastiques et aux congrégations. En un mot l'esprit humain procédait alors par voie d'association. On s'associait pour tout, pour les grandes choses et pour les petites, pour résister aux brigands qui désolaient les campagnes et pour se livrer à ses plaisirs (2). » Enfin sous l'ancien régime mais spécialement sous la monarchie absolue, se développent les corporations dont l'histoire est bien connue et qui ne nous intéressent ici que pour avoir retardé de près d'un siècle la solution de la question sociale. Nées avec l'affranchissement des communes, elles ont eu à la fois un rôle politique et économique mais leur despotisme, conséquence de leur réglementation

(1) *Les Associations ouvrières*, p. 44.

(2) TROPLONG : *Du contrat de société*, préface, LII.

excessive, a attiré sur elles la critique et la haine de Voltaire, des physiocrates, des publicistes et philosophes du XVIII^e siècle et de la Constituante, haine qui perce dans leur arrêt de mort (décret des 14-17 juin 1791, article 1). L'anéantissement de toutes les espèces de corporations de citoyens de même état et profession étant une des bases fondamentales de la constitution française, il est défendu de les rétablir sous quelque prétexte et quelque forme que ce soit ; l'article 2 défend toute réunion, toute délibération aux industriels « sur leurs prétendus intérêts communs ».

La Constituante affirme à nouveau son intention de supprimer toute association dans son Code rural (décret des 28 septembre et 8 octobre 1791) : les articles 19 et 20 du titre II interdisent la coalition entre propriétaires et fermiers et entre salariés. Mais ce même décret apportait à nos populations agricoles une large compensation, à savoir l'égalité des charges et la liberté du cultivateur, liberté proclamée en tête de sa législation rurale et dont le principe figurait dans la déclaration des droits de l'homme, et avait déjà sa sanction dans le décret des 2-17 mars 1791.

Les syndicats agricoles. — Malgré les articles 291 à 294 du Code pénal, dont les dispositions furent complétées par la loi du 10 avril 1834, malgré le décret du 25 mars 1852 abrogeant les décrets libéraux des 29 février et 28 juillet 1848, il se forma en France un grand nombre d'associations, et il s'en forma aussi en agriculture : les laiteries et les fruitières dont l'origine est inconnue et que les jurisconsultes placèrent habilement en dehors du

droit commun. On sait que les lois du 25 mai 1864 et du 21 mars 1884 terminèrent le régime de tolérance que les pouvoirs publics avaient cru devoir adopter.

La loi avait cependant créé certaines associations agricoles, ce sont les *associations syndicales* constituées en vue d'accomplir des travaux d'intérêt collectif sur les propriétés privées. Elles reposent toutes sur cette idée fondamentale que ce sont les propriétaires eux-mêmes qui doivent accomplir les travaux. C'est donc une institution excellente qui pourrait être encore mieux utilisée. Elles prennent trois formes : l'association syndicale forcée qui remonte à la loi du 14 floréal an XI et à celle du 16 septembre 1807 ; l'association syndicale autorisée qui a été créée par la loi du 21 juin 1865 et qui suppose libre initiative chez une certaine majorité de propriétaires mais contrainte administrative pour la minorité ; l'association syndicale libre établie par la loi du 21 juin 1865, qui exige le consentement unanime de tous les intéressés.

Une loi du 22 décembre 1888 et le règlement du 9 mars 1894 sont venus élargir le cadre de ces institutions. Malgré cela les associations syndicales libres n'ont pas réussi. La loi a encore autorisé des syndicats de défense contre le phylloxéra (loi du 15 juillet 1878, loi du 6 janvier 1879 et loi du 15 décembre 1888 et décret du 19 février 1890).

Notre législateur avait encore créé les Comices et les Chambres d'agriculture. En 1819, fut fondé un conseil d'agriculture, qui réunissait un certain nombre de personnes choisies par l'administration. Le Conseil général de l'agriculture date de l'ordonnance du 29 avril 1831,

mais il fut transformé par la loi importante du 20 mars 1851, qui créait les Comices et des Chambres représentatives d'agriculture. Le gouvernement personnel et autoritaire du 2 décembre devait faire de celles-ci des Chambres simplement consultatives, aussi après deux ou trois ans disparurent-elles dans un grand nombre d'arrondissements. Quant aux Comices, ils fonctionnent encore et n'ont depuis le 25 mars 1852 qu'un rôle secondaire, l'organisation des concours et expositions agricoles paraît être leur seule utilité. Le Conseil supérieur de l'agriculture a été réorganisé (décret 11 janvier 1882 et 4 mars 1893).

Nous ne saurions oublier les services que rendent à l'agriculture les sociétés scientifiques d'agriculture, dont la première fut formée à Rennes en 1757; ayant disparu sous la Révolution et le premier Empire, on les voit se reformer vers 1830. Leur action se concentre dans la Société nationale d'agriculture qui fut toujours respectée et dont l'influence est aujourd'hui balancée par l'Union centrale des Syndicats. Ces sociétés ainsi que quelques autres qui se sont spécialisées : Société nationale d'horticulture, Association pomologique de l'Ouest, etc., sont indépendantes des pouvoirs publics, et travaillent à l'amélioration et au développement de l'agriculture. « Leur action, dit M. Méline, se borne forcément à encourager les agriculteurs et à les diriger dans la voie du progrès par des récompenses qui sont la meilleure consécration des bonnes méthodes de culture; leurs réunions sont trop rares, leurs membres trop éloignés les uns des autres, trop absorbés par leurs occupations personnelles, pour qu'on puisse exiger des efforts suivis et

persévérants » (1). Nous arrivons enfin aux syndicats agricoles.

C'est bien sur l'observation de M. Oudet que la loi du 21 mars 1884 a étendu sa sphère d'action sur l'agriculture, alors que le législateur n'avait nullement songé à elle. On a beaucoup critiqué cette loi de 1884, elle était cependant nécessaire. Toutefois n'eût-il pas été préférable de commencer par une bonne loi sur les associations? Quoi qu'il en soit, notre loi sur les syndicats qui est sortie d'un projet de 1880 et qui a pour père le jurisconsulte distingué qu'est M. Waldeck-Rousseau, a eu sur plusieurs points des interprétations différentes; la jurisprudence a déjà rendu de nombreux arrêts et elle n'est pas encore complètement fixée. Il n'est donc pas étonnant que cette législation, qui n'était pas appropriée aux besoins de notre agriculture, ait été non seulement mal interprétée mais encore violée avec l'approbation de l'administration et de la justice. Ainsi grande discussion sur l'objet même des syndicats; l'article 3 de la loi de 1884 le définit: étude et défense des intérêts économiques, commerciaux, industriels, agricoles. Or, dit M. Hubert-Valleroux, jusqu'où va la défense de ces intérêts économiques commerciaux, industriels et agricoles? Ce sont autant de points qui divisent à la fois le commentateur et la jurisprudence. On ne sait donc pas précisément à qui ni dans quel cas s'applique la loi sur les syndicats (2). En 1891, le syndicat agricole de Montpellier et du Languedoc se transformait en société anonyme (loi de 1867) en pré-

(1) *Journ. Officiel*, Doc. Parl., Ch. 1889, s. extr p. 61.

(2) *L'Économiste français*, 20 janvier 1900. « Un projet de loi sur les syndicats professionnels. »

sence des opérations financières qui rendaient très lourde la responsabilité des administrateurs ; et le président du Conseil de ce syndicat, en déplorant cette transformation d'un syndicat d'étude en société de spéculation, émit cette opinion : « A prendre l'article 3 au pied de la lettre, nous devrions nous borner à étudier et à défendre les intérêts moraux ou tout au moins économiques de nos adhérents (1). » Mais ce scrupule juridique ne gêne plus les partisans zélés du syndicat agricole. Nous trouvons dans une thèse (2) cette phrase suggestive : « La loi libérale de 1884 couvre certainement de l'ampleur de son texte et de son esprit les syndicats agricoles organisant les sociétés d'assurances mutuelles et confère à celles-ci le privilège de la dispense d'une autorisation administrative. » Et comme il y a un arrêt de la Cour de cassation de 1880 qui déclare que toutes associations tendant à l'assurance doivent se conformer aux prescriptions de la loi organique de 1867, le même auteur ajoute : « On peut répondre que la loi de 1884 a modifié l'esprit de la législation sous l'empire de laquelle cet arrêt est intervenu ; le législateur de 1884 ayant doté *de toutes sortes de privilèges* l'association professionnelle, *spécialement l'association agricole*. » Et toutes ces choses sont dites sous le patronage de MM. Méline et Waldeck-Rousseau, deux éminents jurisconsultes, dont l'opinion, il est vrai, est réfutée par deux savants professeurs de la Faculté de droit de Paris, MM. Lyon-Caen et Thaller (3).

(1) Voir thèse Paul SALLES : *Du rôle économique des syndicats agricoles*, Montpellier, 1891.

(2) *Les Assurances mutuelles agricoles*, par M. ROUX, th. 1900.

(3) *Droit commercial*, n° 147 et s., 164 et loi du 1^{er} août 1893.

Un autre exemple va nous donner une idée frappante de la direction qu'on a donnée aux syndicats agricoles, il est pris dans la thèse excellente de M. Genin. « Nous ne comprenons pas, dit-il, la tolérance des pouvoirs publics en ce qui concerne les agissements de certains syndicats agricoles qui se livrent à la spéculation la plus évidente en réalisant sur leurs membres les profits les plus illicites; notamment le syndicat de Villeneuve-sur-Lot, qui indique, parmi ses opérations, l'achat par le syndicat, sans commande préalable, de matières premières utiles à l'agriculture qui sont ensuite revendues aux membres de l'association moyennant des prix majorés de 1 à 5 p. 100 au profit de la caisse sociale. Ce syndicat vend même à 90 jours avec augmentation de 2,50 p. 100 d'intérêt. Par ce moyen il bénéficie de la remise obtenue du fournisseur et ensuite de l'intérêt payé par le sociétaire, ce qui représente 10 p. 100 par an. Ce sont là de véritables actes de commerce qui donnent plutôt à cette association le caractère de société coopérative et qui ne devraient pas être tolérés (1). »

Le syndicat central n'est-il pas représenté à la Villette par un commissionnaire? M. de Rocquigny (2), nous explique lui-même comment ce syndicat central est le courtier des syndicats qui le composent.

On sait les protestations qu'ont soulevées dans le commerce les opérations des syndicats, opérations purement commerciales quoi qu'on en dise; mais ceux-ci se sont abrités sous la lettre du ministre du Commerce du 27 mai

(1) Voir thèse Maurice GENIN : *les Associations agricoles dans l'ancienne France et sous le régime de la loi du 21 mars 1884*, Lyon, 1893.

(2) *Les Syndicats agricoles et le Socialisme agraire*, p. 93.

1888, qui ne visait pas les opérations actuelles. Il faut cependant reconnaître qu'un certain nombre ont confié la question d'achats en commun à des sociétés coopératives, et sont ainsi rentrés dans la légalité, mais non dans le but de la loi de 1884, car l'association a simplement changé de nom. L'interpellation du vicomte d'Hugues (19 décembre 1897) a permis de constater les abus auxquels pouvaient aller les syndicats (1). Le procès du dîner du syndicat de Poligny à Champagnol, fait sur le compte de la caisse sociale montre également combien nous sommes en dehors de l'esprit et de la lettre de la loi de 1884.

En somme, les syndicats agricoles ont recherché avant tout des bénéfices immédiats pour leurs membres (2), et, disons-le, ils ne pouvaient faire mieux, dans leur constitution actuelle; combien en effet de départements n'ont encore qu'un syndicat? Combien d'autres dont les arrondissements ne sont pas dotés de syndicat? Combien de communes n'ont pas encore de syndiqués?

Or, dans de telles conditions, l'action sociale exercée par ces associations est nulle, elles peuvent satisfaire quelques intérêts particuliers, mais elles sont impuis-

(1) Voir aussi discours de M. Alexandre Bérard dans la discussion générale du budget de l'agriculture, Chambre des députés, séance du 16 février 1898, p. 700, col. 3 et 4; sa thèse porte sur la ruine du commerce local par les syndicats agricoles qui sortent des limites que la loi leur a assignées.

(2) Faut-il rappeler l'échec douloureux infligé au regretté marquis de Chambrun qui dans un concours au Musée social (1897) entre les syndicats agricoles pour œuvres de bienfaisance, n'obtint que 153 adhésions sur 1,676 associations?

santes à résoudre le problème social en agriculture. M. de Rocquigny (1), un zélé partisan de cette institution, l'avoue lui-même : « Il est aisé de comprendre qu'une circonscription trop étendue est peu propice à la création d'un lien réel entre les syndiqués (p. 29). Entre les syndiqués épars, inconnus les uns des autres, l'esprit de solidarité qui est le véritable esprit syndical n'a pas l'occasion de naître (p. 30). On avait donc bien raison de dire que « l'institution perd ses avantages moraux, qu'on n'a plus en présence qu'une simple société de spéculation qui visera tôt ou tard, lorsqu'elle aura accumulé des capitaux, à se fermer de plus en plus. Le but de la défense des intérêts collectifs, visé spécialement par la loi de 1884, disparaîtra peu à peu pour faire place à des sociétés commerciales ordinaires d'autant plus égoïstes que leur patrimoine aura été mieux géré et que les réserves accumulées seront plus considérables (2). »

La loi de 1884 a encore été violée par les syndicats agricoles dans son article 2 qui veut que les membres du syndicat doivent exercer actuellement la même profession ou une profession similaire ou connexe. Or, c'est un fait prouvé que les syndicats agricoles renferment de nombreuses personnalités étrangères à la profession d'agriculteur et même de propriétaire foncier. « En fait, dit M. Pic (3), ces violations sont cependant souvent tolérées

(1) *Les Syndicats agricoles et leur œuvre*, par le comte de ROCQUIGNY, Paris, Colin, 1900.

(2) *Diction. d'Économie politique*, par LÉON SAY et MAILLEY-BEN. MOT : *Syndicats agricoles*.

(3) M. PIC à son cours (1900-1901). Voir aussi son ouvrage déjà cité *Traité de législation industrielle*, p. 103 et 110.

dans les syndicats agricoles. » Une autre question concernant cet article 2 a été vivement discutée, celle de savoir si les propriétaires fonciers non exploitants peuvent faire partie des syndicats. Il ne faut pas hésiter à répondre qu'ils devraient en faire partie. Mais si l'on s'en tient à la lettre de la loi, on est obligé de leur refuser l'entrée, car, dit encore M. Pic, « en droit positif, la qualité de propriétaire d'immeubles affermés n'est pas une profession mais une condition sociale ».

Une controverse s'est élevée sur l'attribution de l'actif d'un syndicat en cas de dissolution M. Pic dit que si le syndicat est considéré comme société privée, l'actif doit être partagé entre les membres du syndicat, mais si le syndicat est un établissement d'utilité publique, l'actif revient à l'État; il invoque pour argument la loi des 2-17 mars 1790, les articles 713 et 539 du Code civil, les lois du 24 mai 1825, de 1850 et 1875 sur l'enseignement secondaire et supérieur libre, il ajoute que la dissolution doit être considérée comme une exclusion ou démission en masse ce qui ramènerait à l'article 7 de la loi de 1884, qui refuse aux syndiqués sortants tous droits sur le fonds social. La question revient donc à savoir si les syndicats sont des établissements d'utilité publique. La loi de 1884 n'en parle pas, mais la circulaire ministérielle du 25 août 1884 les place bien dans cette catégorie. Et si l'on envisage le syndicat comme une association d'étude cela ne fait plus aucun doute car j'estime, comme M. Pic, que le critérium pour la distinction des sociétés privées d'avec les établissements d'utilité publique réside dans le but de l'association. Est-ce un but financier, c'est une société privée; est-ce un but désintéressé, c'est un établis-

sement d'utilité publique (1). Donc lorsque M. Boullaire, jurisconsulte des associations agricoles, déclare qu'en cas de dissolution des syndicats, l'actif doit être partagé entre les associés, il donne une nouvelle preuve qu'on n'a pas compris le rôle des syndicats agricoles et qu'on en fait une institution lucrative et non éducatrice (2).

Un autre reproche qui a été fait à l'organisation syndicale de notre agriculture, c'est le caractère exclusivement patronal qui l'affecte ; sur les 2.000 syndicats agricoles que nous possédons en France, il n'y a pas 100 associations ouvrières, et les syndicats mixtes n'existent pas en réalité. « A quelques exceptions près et malgré les déclarations de leurs partisans un peu trop enthousiastes, il est certain que la plupart de ces associations sont presque exclusivement composées de grands propriétaires ruraux. Les petits cultivateurs, les ouvriers agricoles n'y figurent pas ou n'y ont aucune chance d'être entendus ; le syndicat mixte n'est, en fait, bien souvent qu'une fiction (3). » Le fait est si évident que le Congrès de Lyon (1894) émet le vœu que le caractère d'association

(1) M. SAUZET définit les établissements d'utilité publique, des personnes morales publiques ; celles qui supposent la poursuite d'un but désintéressé sont exclusives de toute préoccupation de lucre qui impliquerait volonté de maintenir les droits indivis sur la tête des adhérents à l'œuvre, tandis que les sociétés, les personnes morales privées, ne sont qu'un moyen de favoriser la réalisation des bénéfices indirects en supposant dès lors que l'être fictif n'absorbe pas en lui les droits des associés.

(2) Nous pourrions citer bien d'autres cas où la jurisprudence, comme la doctrine, n'est pas davantage fixée. Nous renvoyons le lecteur aux ouvrages spéciaux tels que BOULLAIRE : *Manuel des syndicats agricoles* ; GAIRAL : *les Droits et les Devoirs des syndicats agricoles* ; PIC : *Traité de législation industrielle*.

(3) M. LAUNAY : *Etudes sur les unions de syndicats agricoles*, p. 150.

mixte reste le principe absolu des syndicats agricoles. Même vœu au Congrès d'Orléans (1897). M. de Rocquigny donne une définition très belle du syndicat agricole : « association formée entre agriculteurs, propriétaires, fermiers, métayers, employés de culture, et toutes personnes exerçant des professions connexes concourant à la production agricole, pour l'étude et la défense des intérêts économiques agricoles » (1), définition très exacte du syndicat mixte ; mais il reconnaît plus loin que les syndicats mixtes ne le sont que nominalelement. « La vérité est que les syndicats agricoles ne sont que des syndicats de patrons car, être propriétaire c'est être patron, et que les ouvriers agricoles, les journaliers ou valets de ferme n'y ont aucune part, aucun intérêt (2). » Et encore ces patrons sont, en général, les plus riches propriétaires de chaque village, de sorte que par le moyen des syndicats nous revenons à la conception de M. Daresté de la Chavanne sur le développement d'une classe moyenne qui pourra distribuer l'aumône de la charité à la classe éternellement pauvre puisqu'elle est condamnée à ne profiter d'aucun avantage de notre civilisation. Aussi sommes-nous d'accord avec M. Jaurès quand il dit (*loc. cit.*) : « Les syndicats ne peuvent que favoriser la grande propriété, c'est toujours la haute classe terrienne qui, pour lutter contre l'émancipation de la véritable classe agricole, s'est emparée d'une loi qui n'était pas faite pour elle et, favorisée par les gouvernements conservateurs, a violé la loi et pris position pour le maintien de ses privilèges ».

(1) *Les Syndicats agricoles*, *op. cit.*, p. 2.

(2) Ch. GIDE : *Revue d'économie politique*, 1897, p. 760.

Peut-on, avec un tel recrutement, contester la critique qui a été faite aux syndicats agricoles d'être une institution aristocratique, comme cela a d'ailleurs été admis au Congrès d'Angoulême. On estime à 500.000 environ le nombre des syndiqués en France. Or, sur ce chiffre, il faut retrancher un bon tiers comme non-exploitants. Combien reste-t-il de paysans faisant partie des syndicats : *le vingtième* environ du nombre des exploitants agricoles.

Mais ces 500.000 adhérents ou plutôt les 50.000 ou 100.000 membres qui dirigent le mouvement syndical ont su tirer un merveilleux parti de cette organisation ; sachant que l'union fait la force, ils ont centralisé tous ces éléments et ont constitué ce que M. Béranger avait prévu : « un État dans l'État ». Ainsi, le projet de loi du 12 juillet 1892, présenté par MM. Deville et Rouvier, tendant à créer une société centrale de crédit agricole et populaire, fut voté à la Chambre dans sa séance du 1^{er} mai 1893 ; mais, ayant été repoussé par la Société des agriculteurs de France dans sa session de 1894, il fut définitivement abandonné. En 1896, cette même société, après dépôt du rapport sur les Chambres d'agriculture où l'électorat pour l'ouvrier agricole était introduit, prenait la délibération suivante : « Considérant que le *statu quo*, c'est-à-dire la représentation officieuse actuelle par les sociétés agricoles, comices, syndicats, serait préférable à l'adoption de ce projet, la société repousse le projet de loi élaboré par la commission de la Chambre. » Des parlementaires ont rappelé chaque année, et à diverses reprises, la nécessité de créer ces Chambres d'agriculture, on n'a pas même mis la question à l'ordre du jour.

Les syndicats ont réussi, dit M. Mabillean, « à former une représentation officieuse, mais singulièrement autorisée de l'agriculture française (1). Et on n'a qu'à consulter la *Correspondance mensuelle de l'Union centrale* et le *Bulletin de l'Union centrale*, pour être édifié sur l'influence qu'a le président de l'Union centrale sur les pouvoirs publics. C'est un véritable ministre adressant lui aussi ses circulaires pour indiquer aux Syndicats qu'il y a un droit spécial pour eux ; ex., circ. du 7 juillet 1891 prescrivant aux syndicats de ne pas accepter la patente qu'on pourrait leur imposer ; autre circ. du 18 janvier 1892, analogue pour la taxation des poids et mesures (2). Que penser du rôle prépondérant de ce président d'une société qui ne veut pas même être d'utilité publique ? M. Launay (*op. cit.*, p. 98) va nous le dire : « Si l'Union centrale groupe 830 syndicats, le lien qui unit ceux-ci est singulièrement lâche en raison de l'étendue même de sa circonscription. Un grand nombre d'entre eux ne font d'ailleurs partie de l'Union que nominativement, celle-ci ayant provoqué leur adhésion en les dispensant de payer toute cotisation, dans le seul but d'augmenter sa puissance apparente, afin de pouvoir dire qu'elle parle au nom de plus de 800 associations. Malgré cet artifice, le président de l'Union centrale ne saurait d'ailleurs prétendre être le représentant véritable de tous les syndicats agricoles de France puisqu'on évalue à plus de 2.000 le nombre de ceux-ci », ajoutons : encore moins de l'agriculture, puisque les syndicats n'en représentent pas la vingtième partie.

(1) « Le Mouvement » agraire, *Rev. de Paris* du 8 juillet 1897.

(2) V. *Droit rural*, nos juillet, août et novembre 1899.

En 1889, M. Kergall, président du Syndicat économique agricole de France et directeur de la *Démocratie rurale*, fit approuver par 300 députés, avant leur élection, la dénonciation des traités de commerce et le régime douanier qui a suivi. On sait que ce programme fut exécuté. Ce syndicat économique, organe central de tous nos syndicats, est chargé de faire un programme aux approches des élections et de le présenter aux candidats de son choix avec promesse d'employer les syndicats pour le succès de l'élection, ce qui s'est fait en 1893 et 1898. D'ailleurs, cette influence sur les Chambres parlementaires est constante et nous a valu toutes ces lois prétendues protectrices, y compris la loi du cadenas du 13 décembre 1897. Enfin, il ne faut pas être surpris de voir l'Union syndicale de France réunir les protestations de 900 syndicats contre le projet de l'impôt sur le revenu, et la Chambre des députés, dont la majorité est acquise au principe depuis plusieurs années, en repousser chaque année l'incorporation dans la loi des finances. Après cela, qu'on ne vienne donc plus nous soutenir que les syndicats ne font pas de politique, qu'ils conservent une neutralité absolue sur le terrain politique ou religieux. Tout nous porte à croire, au contraire, que non seulement ils ne s'en désintéressent pas, mais qu'encore la souveraineté à laquelle ils tendent n'a rien de démocratique.

N'ont-ils pas demandé le dégrèvement total du principal de l'impôt foncier qui, dans notre système financier actuel, ne profiterait qu'à la grande propriété ? M. Launay (*op. cit.*, p. 188) reconnaît lui-même que les intérêts de la petite propriété n'ont pas été toujours assez vigoureusement soutenus et que les syndicats « ont poursuivi plus

particulièrement la défense des intérêts des grands propriétaires ruraux » (*op. cit.*, p. 164).

Aussi, nous terminons cette question des syndicats agricoles en regrettant que cette institution démocratique par l'esprit comme par la lettre de la loi de 1884 aboutisse à un véritable régime d'oppression, maintenant dans le même dénûment la classe de citoyens pour qui cependant elle avait été faite.

L'Association communale. — Il est donc évident que les syndicats, par le rôle qu'on leur a donné, ne pouvaient résoudre la question agricole, mais il serait injuste de ne pas leur savoir gré des services qu'ils ont rendus à la grande culture, particulièrement en matière d'outillage et d'engrais. Il est certain d'ailleurs que, parmi ceux qui se sont mis à la tête de ces associations, s'il y a des ambitieux, il y a aussi des hommes de bien, des hommes sincères qui n'ont pas obtenu l'œuvre qu'ils rêvaient. Ils ont encore confiance dans les syndicats. « Grâce à la liberté complète d'une part, à la personnalité civile de l'autre, les syndicats, sûrs de l'avenir, pourront réunir les ressources nécessaires pour créer et multiplier les utiles institutions qui ont produit chez d'autres peuples de précieux résultats. » Ils ne permettront de ne pas partager cette opinion. Leur principe a été *primo vivere, deinde philosophari* » (de Rocquigny). Aussi n'ont-ils vu dans les syndicats que le côté pratique et immédiat, considération insuffisante pour créer une institution durable et réorganisatrice de l'ordre social. Et ce caractère mercantile qu'ils ont donné à leurs associations est si bien leur but que dans tous leurs écrits ils s'attachent tout spécia-

lement à nous donner le chiffre d'affaires auquel elles sont parvenues. Pourront-ils les ramener à leur véritable objet qui est de faire disparaître « les inconvénients de l'intervention du seul État » ? C'est peu douteux et l'exemple de ces dernières années n'est pas fait pour nous rassurer.

Or, dit M. Hauriou, la « solution de la question sociale actuelle est dans l'organisation de la société positive et dans un partage du pouvoir qui s'opérerait entre elle et l'État. Le socialisme a préparé les voies, il a rendu ce service d'appeler l'attention sur l'existence d'une collectivité indépendante de l'État ; cette collectivité est ce que nous appelons la société positive. Il a rendu un autre service, qui a été de créer l'agitation syndicale et de la porter sur le terrain politique » (1). Ainsi, de même que l'État est l'incarnation de l'intérêt général du pays, de même la société positive doit s'organiser en associations les plus diverses incarnant l'intérêt particulier du groupe qu'elles représentent. Cet intérêt particulier, la loi du 21 mai 1884 l'appelle « des intérêts économiques professionnels », agricoles pour l'objet qui nous occupe. Or, les questions économiques sont intimement liées aux questions morales et politiques (2). C'est donc un tort que de les limiter à quelques bénéfices comme l'ont fait les syndicats agricoles. De plus, les intérêts professionnels sont indéfinis, ils dépendent de la science autant que de l'art agricole. Avec une telle conception des véritables intérêts de l'agriculture, il est bien difficile d'admettre

(1) HAURIOU, *op. cit.*, p. 19.

(2) C'est une théorie généralement admise aujourd'hui.

qu'on puisse limiter l'action corporative à un nombre quelconque d'individus, fût-ce l'élite ; l'expérience, avec le raisonnement, nous oblige à voir dans chaque paysan une unité économique nécessaire pour le progrès social et qui ne sera féconde qu'autant que l'initiative individuelle sera soutenue par une bonne éducation économique et stimulée par une force quelconque. Mais, puisque l'association multiplie les efforts de l'individu, pourquoi ne pas mettre cette force prodigieuse à la disposition de *tous* les travailleurs de la terre ? « Le vice interne dont souffre notre société française, c'est l'émiettement des individus isolés, diminués, aux pieds de l'État trop puissant, rendus incapables par de lointaines causes historiques, et plus encore par la législation moderne, de s'associer spontanément autour d'un intérêt commun (1). »

D'ailleurs l'État n'agit-il pas ainsi. Que met-il à la base de son organisation politique ? le concours libre de *tous* les citoyens. Or, nous ne demandons pas autre chose pour l'organisation de la société positive, ici de l'agriculture, c'est-à-dire, le concours libre de tous ceux qui y ont des intérêts. A ce sujet une école a émis la théorie de la représentation des intérêts. Comme l'a démontré M. Esmein (2), cette théorie ne respecte pas le principe de la souveraineté nationale, mais elle n'en est pas moins fondée sur une idée juste, à savoir que dans toute branche de l'activité humaine il faut une force supérieure pour briser les obstacles qui s'opposent à son développement, tandis que l'initiative individuelle est impuissante et que l'État,

(1) Notes de Taine, cité par M. BARRÈS. *Journal* du 18 avril 1899.

(2) *Cours de droit constitutionnel*, p. 181.

avec le développement exagéré de ses services, avec ses 600.000 fonctionnaires et son arsenal de lois, ne peut qu'agir inefficacement et avec autorité. Or, l'agriculture trouvera cette force dans l'association communale agricole, c'est-à-dire dans l'association de tous les agriculteurs pour chaque commune. « Il n'y a, dit J. Simon, que les progrès de l'association qui puissent permettre à l'État de retirer sa main; car, avant de cesser d'agir, il faut qu'il soit remplacé (1). »

Que sera donc cette association communale? Ce sera simplement le syndicat rendu à son véritable rôle, celui d'être un centre d'études et d'action, et de réunir toutes les classes rurales depuis le pâtre jusqu'au propriétaire autour d'une idée : la solution du problème social en agriculture, c'est-à-dire le bien-être et la culture intellectuelle et morale de toute la population agricole. Ce sera donc une association mixte ne pouvant exclure aucun paysan de son sein, et ouverte à toutes les bonnes volontés étrangères qui désireront participer à cette œuvre essentielle et plus nécessaire que jamais de l'émancipation paysanne. On a souvent dit que, si l'association n'avait pas pénétré dans nos campagnes, c'est que personne n'était allé en montrer les avantages à nos paysans. La routine s'y est maintenue malgré toutes les attaques dirigées contre elle par les économistes, hommes politiques, etc., également parce que personne ne s'est présenté à nos laboureurs pour leur dire comment il fallait faire pour changer leur système de culture. Nous verrons plus loin en effet l'insuffisance notoire de notre enseignement agricole. Il m'a

(1) *La Liberté*, t. I, p. 274.

paru qu'il fallait chercher le moyen de sortir de cette torpeur qui pourrait devenir dangereuse pour notre première industrie et de répandre la sève fécondante dans toutes les trames du tissu agricole. Le législateur de 1884 semblait, à mon avis, avoir confié cette tâche aux syndicats. Ceux-ci, quoique ayant inscrit en tête de leur bannière ces mots : l'union pour la vie, paraissent plutôt avoir eu pour but la lutte contre le commerce et la satisfaction de leurs petits intérêts sans se soucier qu'ils ne sont qu'une infime partie de la population française. Comment donc résoudre la question ? Les professeurs d'agriculture que les syndicats occupent beaucoup, ne peuvent vraiment pas en être chargés ; leur action serait d'ailleurs très intermittente et par cela peu efficace.

Je ne vois pas d'autre moyen que de me tourner vers les paysans et de leur rappeler la vieille sentence : *Aide-toi, le ciel t'aidera*. C'est donc par eux-mêmes que les paysans doivent s'instruire sur toutes les questions qui concernent leur profession. C'est de leur cerveau que doivent sortir toutes ces combinaisons d'associations qui en améliorant leur situation matérielle, grandiront leur individualité. Pour cela, il faut qu'ils soient mus par une idée, mais une idée commune à tous ; une idée à laquelle ni livres, ni journaux, ni prédicants ne peuvent donner la force nécessaire pour vaincre les difficultés si elle n'est pas déjà réalisée par une image réelle. Il faut donc en quelque sorte rendre cette idée réelle en lui donnant un corps, un organisme qui puisse se suffire à lui-même. Cet organisme c'est notre association communale qui devra veiller à ce que toutes les cellules sociales qu'elle compose, associations ou individus, s'entretiennent

et prospèrent sans se nuire les unes aux autres. Mais, me dira-t-on, comment des hommes, qui n'ont pu se développer jusqu'ici, vont-ils tout d'un coup résoudre la grosse question sociale dans laquelle se perdent bien souvent les plus grands penseurs? Oh! soyez sans crainte, le jour où il y aura un organe qui pourra servir d'intermédiaire entre tous les paysans pris individuellement et les classes dites dirigeantes, un organe par lequel celles-ci pourront collaborer aux recherches patientes de la classe agricole, les concours ne manqueront pas: harangues, livres, journaux, abonderont et alors profiteront car ce serait se faire une grande illusion que de croire l'intelligence de l'homme de la terre inférieure à toute autre. L'essentiel donc est de grouper toutes ces intelligences pour que le choc d'idées qui en résultera les réveille et les mette sur le chemin du progrès. Et je n'hésite pas à dire que tant que ce groupement ne sera pas fait, la division de la société en riches et pauvres s'accroîtra en agriculture comme dans l'industrie et le commerce.

L'association communale est un groupement libre. — En réunissant ainsi tous les paysans de la commune dans une même association, il ne faut pas croire que je cherche à réaliser le comptoir communal de Fourier, en attendant l'association intégrale qui s'agitera dans les rayons de « cette étoile polaire de l'humanité, centre de l'Attraction incessante », ou encore « la Cité du bonheur qui doit, à chaque étape, se transformer, avancer vers plus de liberté et plus d'équité, faire en chemin la conquête des socialistes de sectes ennemies, les collectivistes, les anarchistes eux-mêmes, pour finir par les grouper tous en un peuple

fraternel, réconcilié dans le commun idéal, dans le royaume du ciel mis enfin sur la terre (1) ». Je n'entends pas davantage constituer la communauté paysanne indépendante exploitant sociétairement un domaine comme celle qu'a constatée M. Ch. Brouilhet (2) à Pinschin, près Dantzig, et qui n'a d'ailleurs pas réussi. L'association communale sera un groupement libre, c'est-à-dire une association où la liberté de chacun sera entièrement respectée; elle ne portera aucune atteinte à l'initiative individuelle, et ses décisions ne seront imposées à personne. Ce respect de l'individualité que l'État doit observer envers chacun de nous, l'association communale l'observera encore mieux envers ses membres, car elle ne leur imposera aucun sacrifice. On peut donc affirmer qu'elle sera fondée sur la liberté absolue de tous les agriculteurs auxquels elle fera simplement appel dans leur propre intérêt.

Mais l'idée d'associer, de syndiquer tous les habitants de la commune a été taxée de beau rêve. Sans doute, si on exige une cotisation, si on impose des statuts qui soumettent à certaines conditions, on n'obtiendra jamais l'adhésion unanime. Ces écueils évités, n'est-ce pas un bel exemple de solidarité que de procurer aux déshérités le moyen de jouir des bienfaits de l'association? « Dans le pays de l'égalité civile et sociale par excellence, nul ne doit être retenu dans l'infériorité et l'impuissance, alors surtout que la prospérité nationale en serait la cause indirecte; en vertu du principe même de l'égalité,

(1) *Travail*, p. 640, Émile ZOLA, Paris, Fasquelle, 1901.

(2) *Études sur les populations rurales de l'Allemagne et la crise agricole*, par G. BLONDEL, Paris, Larose, 1897.

chacun doit pouvoir toujours parvenir à l'aisance et même à la fortune par son travail et sa persévérance (1). » N'est-ce pas un exemple de fraternité que cette réunion de tous les paysans riches et pauvres dans une même association ? Et que l'on ne dise pas que ce mélange des classes agricoles s'opérera difficilement, car ce serait parler contre un fait déjà acquis et que l'instruction achèvera. Croyez-vous que parmi ces six millions au moins d'agriculteurs qui ne sont pas syndiqués, il n'y en a pas un grand nombre qui seraient heureux de prendre part à ce travail de reconstitution de l'industrie agricole ? Combien de forces intellectuelles sont restées ignorées et pourraient rendre de réels services. On s'en est aperçu depuis longtemps. M. Villard dans une conférence à l'Exposition de 1889, « Les Associations du travail en France et à l'étranger », disait : « Ou la question de notre réorganisation sociale se résoudra par une étude sérieuse, par une méthode équitable avec le concours de *tous les intéressés*, ou elle se dénouera par la force et le désordre. » Aujourd'hui on est unanime à reconnaître qu'il faut s'adresser à tous les agriculteurs pour relever notre première industrie. Un ancien ministre de l'agriculture déjà cité, M. Gomot, dans une lettre (2) écrit ceci : « Elles sont nombreuses les lois protectrices de l'agriculture. Malheureusement, ceux à qui elles devaient profiter les ignorent ou ne s'en servent point. L'agriculteur a le droit de former des syndicats, c'est-à-dire de manier à son

(1) *De l'extinction du paupérisme et de l'avenir du travail dans les sociétés modernes*, par R. DE LA SAUSSAYE, p. 9, Paris, Guillaumin, 1870.

(2) Lettre de M. Gomot à M. Gaëtan Aubry comme préface d'un ouvrage *les Lois protectrices de l'industrie agricole*, Paris, Chevalier-Marescq.

gré l'arme puissante de l'association, de la mutualité, et il s'isole dans son effort. L'enseignement lui est ouvert, on le donne partout, on le porte comme le viatique dans le plus petit village ; combien est restreint le nombre de ceux qui recherchent ses bienfaits. Des lois prévoyantes ont mis à la disposition de la culture, qui réclamait instamment le crédit, une somme de près de 45 millions et ces 45 millions restent sans emprunteurs. Les warrants agricoles institués pour faire disparaître les prêts usuraires sont inscrits dans nos codes, mais n'entrent pas encore dans nos mœurs. Et combien d'autres exemples pourrais-je citer pour prouver l'ignorance du monde rural et son esprit de routine qui est loin d'être vaincu. » Ces plaintes qui ne sont point exagérées se répètent sans cesse dans la presse économique et politique, elles justifient bien notre idée qui consiste essentiellement à chercher une combinaison, un organisme qui puisse associer tous nos paysans et qui les oblige, sans les contraindre, à profiter des bienfaits de l'association. Nous pourrions dire avec V. Considérant : « Il en est beaucoup que l'on associera et dont on fera le bonheur sans qu'ils aient été forcés de comprendre préalablement la science du bonheur et la théorie de l'association (1). »

La commune économique, — Pourquoi choisir la commune comme élément territorial de l'association alors qu'aucune limite n'a été imposée aux syndicats ? C'est qu'il est, nous l'avons dit au début de ce chapitre, une condition essentielle de l'association de personnes

(1) *Destinée sociale*, t. III, p. 396.

qui nous y oblige : les associés doivent se connaître, se voir, se réunir le plus souvent possible. Or, la commune paraît être la seule unité territoriale pouvant satisfaire à cette condition. Elle est, dit Fourier, l'élément alvéolaire, le rudiment primitif de la société ; elle est la petite patrie pour laquelle on conserve encore une certaine prédilection malgré nos tendances au cosmopolitisme depuis la transformation des moyens de transport. Malheureusement, « l'État moderne, dit M. Roscher, s'est appliqué à changer de plus en plus les communes et les provinces de personnalités vivantes en de simples ressorts administratifs... et l'autonomie devient chaque jour, avec chaque progrès dans l'organisation de la hiérarchie des fonctions, chaque amélioration des moyens de transport, chaque impulsion qui relève l'esprit national, plus insignifiante de jour en jour » (1). Cette vie locale qui disparaît renaîtra avec l'association communale. C'est avec raison qu'on la regrette, car en intéressant le paysan elle le retenait à la campagne ; elle empêchait l'individualisme, je veux dire « ce sentiment réfléchi et paisible qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables et à se retirer à l'écart avec sa famille et ses amis ; de telle sorte que, après s'être ainsi créé une petite société à son usage, il abandonne volontiers la grande société à elle-même (2) ». Par l'association com-

(1) ROSCHER, *op. cit.*, p. 8 et 9.

« Les Américains au contraire ont attribué une vie politique à chaque portion du territoire, afin de multiplier à l'infini pour les citoyens les occasions d'agir ensemble et de leur faire sentir tous les jours qu'ils dépendent les uns des autres. » (DE TOCQUEVILLE, t. III, p. 171.)

(2) DE TOCQUEVILLE, *op. cit.*, p. 196, t. III.

munale, nous réalisons encore le vœu de MM. Mabillean, Rayneri et de Rocquigny (1). « Sociétés coopératives, caisses d'épargne, banques, syndicats agricoles, syndicats ouvriers, nous avons tout cela chez nous, et souvent en meilleur état que nos voisins. Mais ce sont chez nous des éléments isolés, sinon hostiles. Nous ne nous apercevons pas qu'ils forment les organes divers d'une même fonction qui est celle de la vie sociale. Aucune pensée ne rapproche, ne concilie, n'unifie leur action. » Enfin l'association communale peut hâter la décentralisation qui serait si nécessaire et qui cependant ne préoccupe guère notre législateur. M. de Tocqueville a montré la nécessité de développer les institutions communales pour créer l'esprit communal et accroître l'indépendance de la commune. « C'est pourtant dans la commune, dit-il, que réside la force des peuples libres. Les institutions communales sont à la liberté ce que les écoles primaires sont à la science ; elles la mettent à la portée du peuple ; elles lui en font goûter l'usage paisible et l'habituent à s'en servir. Sans institutions communales une nation peut se donner un gouvernement libre, mais elle n'a pas l'esprit de la liberté. Des passions passagères, des intérêts d'un moment, le hasard des circonstances peuvent lui donner les formes extérieures de l'indépendance, mais le despotisme refoulé dans l'intérieur du corps social reparaît tôt ou tard à la surface. » (*Op. cit.*, p. 94, t. I.) Et plus loin : « Il arrive souvent en Europe que les gouvernants eux-mêmes regrettent l'absence de l'esprit communal ; car tout le monde convient que l'esprit communal est un grand élément d'ordre et de tran-

(1) *La Prévoyance en Italie*, préface, p. XXXVII, Paris, Colin, 1898.

quillité publique, mais ils ne savent comment le produire. En rendant la commune forte et indépendante, ils craignent de partager la puissance sociale et d'exposer l'État à l'anarchie. Or, ôtez la force et l'indépendance de la commune, vous n'y trouverez jamais que des administrés et point de citoyens. » (*Op. cit.*, p. 104, t. I.) M. Ed. Cohen dit de même : « C'est au développement de cette puissance de l'individu dans l'ordre social, de ce *self-government* qui donne à l'homme l'entière possession de soi-même avec l'entière responsabilité de ses actes, c'est aussi à l'extension des forces locales, comme contrepoids nécessaire à l'absorption excessive du pouvoir central, que les maîtres de la science économique ont attaché le plus d'importance pour le progrès et le bien-être des sociétés (1). » En un mot, nous créons par l'association communale, à côté de la commune administrative, la *commune économique*. « L'unité communale, dit M. Touillon, deviendrait autrement vivante et féconde si, de purement administrative qu'elle est presque partout aujourd'hui, elle entrait franchement dans la voie de l'activité économique (2). »

Jamais on n'insistera assez sur la nécessité de donner plus de développement à nos communes rurales. Augustin Thierry dit que si l'histoire des communes et des cités municipales n'est pas toute l'histoire des origines du tiers-état, elle en est la partie héroïque ; là sont les plus profondes racines de notre ordre social actuel. Qu'on

(1) *Réformes pratiques dans le régime des impôts*, par Ed. COHEN, p. 31, Paris, Guillaumin, 1895.

(2) *Le Crédit agricole*, thèse par G. TOUILLON, Paris, 1893, p. 210.

introduise donc sans retard dans nos campagnes ces éléments de vie qui ont permis à nos pères de maintenir durant des siècles ces garanties populaires sur lesquelles repose aujourd'hui la loi fondamentale du pays. Qu'on habitue nos paysans à pratiquer cette solidarité que nous trouvons à l'origine même de notre histoire et qui a tant facilité la fusion des différents peuples qui sont venus s'implanter en Gaule. La Révolution a eu un moment l'idée vraie des nécessités qui s'imposaient pour cette œuvre d'émancipation communale en faisant participer à tous les pouvoirs l'ensemble des citoyens. Elle n'a pas réussi parce que la transition avec l'ancien régime était trop brusque ; elle ne s'est pas rendu compte que depuis l'époque où le clergé avait accaparé le rôle du *defensor civitatis*, il s'était écoulé environ douze siècles d'asservissement pour nos classes populaires. Mais aujourd'hui il est temps d'entrer hardiment dans cette voie et de compléter l'affranchissement de la propriété et de la personne, la grande œuvre de la Révolution, en attribuant à la classe paysanne une part dans la direction sociale et politique de notre pays. Tandis que les ouvriers ont pu ouvrir à quelques-uns des leurs les portes de nos assemblées politiques et départementales, tandis qu'ils ont leurs conseils de prud'hommes, leurs syndicats où ils jouent un rôle effectif ; tandis que les commerçants ont leurs chambres de commerce, leurs tribunaux de commerce, les paysans n'ont entrée qu'au conseil municipal de leur commune et ici encore leur rôle est bien amoindri par le peu d'importance des questions qu'ils ont à y traiter et par la tutelle qui pèse encore sur ces assemblées malgré la loi assez libérale de 1884. Quant à leur action

dans les syndicats agricoles, je pense ne pas être contredit en disant qu'elle est nulle pour la moitié de ceux qui en font partie et qu'elle est insignifiante pour l'autre moitié. Il me paraît donc nécessaire de leur donner un rôle plus actif dans la société, de chercher à retenir les riches paysans par l'ambition de fonctions sociales qu'ils seront très fiers de remplir et pour lesquelles les capacités ne tarderont pas à se faire apprécier. La législation rurale est déjà très abondante, mais je n'ai pu y découvrir une institution, un acte qui soit réservé à la sagacité de nos paysans. Donnons-leur les chambres d'agriculture, réservons leur une place à côté du juge de paix, et pour commencer, dotons chaque commune d'une association agricole dans laquelle ils trouveront un sujet qui les intéressera par-dessus tout et qui contribuera beaucoup plus que la fonction municipale à faire leur éducation sociale et politique.

Enfin, disait M. Baudrillart en 1885, « ce qui manque le plus aux campagnes en général, aux campagnes normandes en particulier, c'est l'esprit d'association. On ne saurait trop le redire : le côté faible de ces campagnes, c'est l'association. Il y a là pour l'avenir un sujet d'études, une matière à solution à peine ébauchée dans la vie rurale dont les habitudes s'y montrent réfractaires. L'expérience enseigne pourtant qu'elle peut y recevoir des applications partielles fort heureuses dans la culture pour certains procédés, engrais, productions spéciales, institutions de crédit populaire, caisses d'épargne (1). »

Nous entendons encore constamment le même cri : Nos paysans n'ont pas l'esprit d'association. Cependant Fou-

(1) BAUDRILLART, *op. cit.*, p. 344.

rier a dit, non sans raison, que tous les attraits, toutes les forces vives, toutes les facultés, tous les besoins de l'homme le poussent invinciblement à s'associer avec son semblable. Évidemment nous avons l'instinct d'association, mais cet instinct a été combattu par tous les moyens. Aussi soyez certain que lorsque nos paysans sauront qu'il y a dans la commune une association qui s'occupe uniquement de choses du métier, lorsqu'ils verront leurs voisins s'y rendre, entrer même dans des associations spéciales, ils s'enquerront, ils examineront, ils voudront essayer et alors naîtra et se développera l'esprit d'association. « L'histoire des peuples et de l'humanité est tout entière dans cette unique manifestation de l'homme : il compare, juge, décide et s'entend avec son semblable (1). »

(1) FUNCK-BRENTANO, *op. cit.*, p. 36.

CHAPITRE II

ORGANISATION DE L'ASSOCIATION COMMUNALE

Le comité agricole. — Dans toute société un peu nombreuse, il y a un président et un bureau ou comité. Que sera le comité de l'association communale agricole ou, comme il sera désigné, le *comité agricole* ? Il devra constituer l'élément principal de l'institution, il sera l'âme de l'association agricole. C'est le comité qui devra par sa vigilance, par le dévouement et l'intelligence de tous ses membres, donner une impulsion énergique à l'esprit d'association, à l'application des méthodes nouvelles de l'art agricole.

En Amérique, dit de Tocqueville, les habitants les plus éclairés de chaque canton se servent sans cesse de leurs lumières pour découvrir des secrets nouveaux propres à accroître la prospérité commune ; et, lorsqu'ils en ont trouvé quelques-uns ils se hâtent de les livrer à la foule. (*Démocratie en Amérique*, t. III, p. 211.) C'est le comité qui devra faire dans les limites de la justice tout ce qui sera en son pouvoir pour améliorer la condition des classes pour lesquelles l'initiative privée n'est point aisée, afin

que, moins durement éprouvés sous le fardeau quotidien de la vie, ils deviennent à leur tour capables de concevoir et d'exercer cette initiative dans laquelle les économistes classiques voient non sans raison le plus noble apanage de l'être humain (1).

C'est le comité qui en résumé devra résoudre les trois problèmes que, d'après M. Secrétan, comporte la question sociale : le problème économique en suivant les progrès de l'art agricole et en les expérimentant eux-mêmes pour mieux les faire apprécier ; le problème juridique en s'occupant des réformes à introduire dans nos mœurs pour que chacun soit justement rémunéré de son travail ; le problème moral, en faisant l'éducation professionnelle et économique des camarades et en veillant plus spécialement à celle des adolescents et à l'instruction primaire des enfants. N'oublions pas ces paroles de M. d'Haussonville : « Au découragement de la liberté qui est la cause première du mouvement socialiste, s'en ajoute un autre plus noble de sa nature, c'est le souci croissant de la condition des classes populaires (2). » Le rôle du comité est donc des plus importants ; pour le remplir, il faut des hommes éclairés autant que possible sur les besoins de la localité, assez dévoués pour consacrer une partie de leurs loisirs à la cause commune. Pour cela ils ne doivent pas être pris au hasard ; il faut que ces conditions soient garanties par un choix. Or, ce choix, qui peut mieux le faire que les intéressés, c'est-à-dire l'ensemble même des agriculteurs ? De plus l'élection établit entre le comité et

(1) Worms : *Organisme et Société*, p. 347.

(2) *Revue des Deux-Mondes*, juin 1891.

la population agricole un lien extrêmement favorable au développement de l'institution, elle rappellera à intervalles aussi rapprochés que possible, aux indifférents ou réfractaires que leur indifférence ou leur résistance est pure sottise de leur part ; elle prêtera enfin aux élus une autorité morale qui donnera à leurs actes et à leurs paroles plus de force pour triompher des difficultés qu'ils auront à aplanir surtout dans les débuts. Il n'est pas douteux qu'à la création même de l'association on ait de la peine à constituer un bon comité ; tantôt il faudra vaincre l'apathie de ceux qui pourraient utilement exercer ces fonctions, tantôt, par suite des divisions locales, des questions de clocher, des éléments ou peu recommandables ou absolument insuffisants pourront s'introduire dans le comité. Mais l'expérience ne nous indique-t-elle pas que la persévérance et l'énergie sont indispensables pour établir de nouvelles mœurs ? Elles seront d'ailleurs aidées par le développement de l'instruction et l'influence exercée par les premiers essais. Aussi je crois qu'avant trente ans, vingt ans peut-être, tous les agriculteurs ambitionneront ce poste d'honneur et de confiance et ils seront suffisamment instruits et assez honorables pour qu'on n'ait que l'embarras du choix.

Il va sans dire que je ne veux point du suffrage universel tel que celui qui élit le conseil municipal ; il divise ordinairement une commune en plusieurs clans bien distincts ; ce suffrage ne saurait convenir pour la formation du comité agricole où toutes opinions doivent être représentées et où aucune unité économique ne doit pouvoir être privée des lumières de quelque membre de ce comité. Deux conditions peuvent résoudre ce problème

électoral : un nombre suffisant de membres du comité et le sectionnement électoral. Il est certain d'abord que plus le comité sera nombreux, plus on aura de chance de satisfaire tout le monde, c'est-à-dire de permettre à chaque associé de voir dans le comité des hommes à qui il pourra s'adresser. Cependant ce nombre doit être renfermé dans de justes limites pour ne pas diminuer l'importance et l'influence de cette petite assemblée. Je crois toutefois qu'il doit être supérieur à celui des conseillers municipaux, en général le double, mais sans indiquer de proportion fixe; car la pratique sous ce rapport sera la meilleure conseillère. Il y a deux causes caractéristiques qui serviront de bases à toute détermination de nombre : l'activité incessante du comité qui risque d'être compromise par une trop grande division de la force centrale et le rôle très important des membres du comité à l'extérieur où ils doivent être les guides éclairés de leurs voisins et mandants et les promoteurs hardis des réformes agricoles.

Quant au sectionnement électoral, j'y attribue une grande importance car il offre ce considérable avantage de donner une représentation non seulement aux hommes mais encore à la terre que nous devons aimer et apprendre à aimer. Le cadastre donne une idée de ce sectionnement, il pourra être utilisé par le comité pour délimiter les sections électorales. Un exemple fera mieux comprendre comment j'entends ce fractionnement du corps électoral. Prenons une commune de 500 habitants, tous agricoles, sur une surface de 3.600 hectares; elle comprend deux grands villages réunissant environ 400 habitants, les cent autres étant dispersés à travers les champs, soit comme fermiers, soit comme proprié-

taires exploitant leurs biens. J'établirai quatre sections électorales. Or, en fixant à vingt-quatre le nombre des membres du comité, je tiens compte à la fois du chiffre de la population et de la superficie sur laquelle j'étends chaque groupe électoral. Ainsi, je pourrai attribuer au groupe central composé de 250 habitants, dix membres ; au deuxième village qui a 150 habitants, six membres ; et à chacune des deux autres sections qui comprendra 50 habitants environ, quatre membres. Cette division peut varier à l'infini mais je pose comme règle essentielle que toute section électorale doit comporter au moins trois membres pour permettre la représentation de la minorité. Enfin, pour rendre plus sûre cette représentation des minorités, il faut prendre comme mode de suffrage un système de représentation proportionnelle à base très large. Ainsi sur cinq candidats à élire dans une section, pourquoi ne pas admettre qu'on ne pourra voter que pour trois noms seulement, ce qui permettrait à la minorité d'être bien représentée ?

J'aime à croire qu'en bien des cas, l'élection se fera sous une forme beaucoup plus simple, celle du vote par acclamations, tous les électeurs réunis en même temps et dans le même lieu. C'est un usage ancien qu'on fera ainsi renaître, j'en conviens, mais nous souffrons encore des conséquences de mesures prises sous l'influence de l'esprit parfois trop individualiste du XIX^e siècle et il est bien des choses, des institutions disparues qui gagneraient à être adaptées à notre organisation sociale moderne. Quoi qu'il en soit, il faut déterminer d'une façon précise quels sont électeurs et quels sont éligibles.

1° Seront électeurs les seuls travailleurs des champs à

partir de dix-huit ans. Quant aux femmes, « toujours mineures pour faire valoir leurs droits et majeures pour acquitter leur obligations » (Beaumarchais), bien que partisan de leur émancipation au point de vue purement social, je crois qu'il serait difficile, peut-être même dangereux d'établir une ligne de démarcation entre celles qui se livrent aux travaux des champs et celles qui ne s'occupent que des soins du ménage, aussi ne devra-t-on admettre que les veuves ou femmes non mariées, chefs d'exploitation. Notre droit positif est d'ailleurs en ce sens. Mais dans les travailleurs des champs, je comprends tous ceux qui travaillent dans les champs ou dirigent ce travail, donc les bergers et les gros fermiers ou propriétaires exploitants; 2^o seront éligibles tous les électeurs d'abord, les propriétaires non exploitants à qui tous les économistes demandent de se rapprocher davantage du laboureur, de l'aider de leurs lumières. Age: 25 ans. Cette liste d'éligibles ne comprend ni les ministres des cultes ni les instituteurs qui ne rentrent dans aucune des deux catégories. On a prétendu que l'élément religieux était nécessaire pour aboutir à un résultat, les Allemands, qui ont mis à contribution le clergé, n'ont peut-être pas toujours eu lieu de s'en féliciter; mais notre susceptibilité en matière religieuse comme en matière politique nous oblige à éviter absolument tout ce qui pourrait porter atteinte à la neutralité stricte que doit observer l'Association agricole à ces divers points de vue. Quant aux instituteurs, il ne nous paraît pas possible de les éliminer malgré l'antagonisme stupide qu'a fait naître leur caractère essentiellement laïque et neutre; et voici la raison qui rend leur entrée au comité absolument nécessaire et nous les fait

admettre comme membres de droit, c'est qu'ils sont chargés d'un enseignement agricole et qu'ils peuvent continuer cet enseignement aux cours d'adultes. Il y a donc raison majeure sans parler de la part prépondérante qu'ils peuvent prendre au développement de l'association par leur instruction et les loisirs qu'ils y peuvent consacrer. Enfin il est tout naturel que le mandat de membre du comité ne soit que temporaire; il est bon de retirer cette délégation à ceux qui ne porteraient pas dans leur mission les qualités nécessaires pour le maintien et le progrès de l'institution et de la renouveler à ceux qui ont rempli tout leur devoir. Une nouvelle élection ne pourra qu'accroître leur autorité en même temps qu'elle leur donnera une juste récompense du bien qu'ils ont fait. Ce renouvellement du comité devra se faire par année et par fractions; ainsi, dans l'exemple ci-dessus, chaque année une section renouvellera ses représentants. Pour cela on adoptera une date fixe. Alors le président, assisté de deux membres pris dans les autres sections, se transportera dans le hameau central et procédera aux opérations électorales; un avis préalable indiquant le jour et l'heure et le lieu du scrutin, devra avoir été affiché et annoncé, si nécessaire, par voie de tambour. Reste à déterminer qui sera chargé de valider les élections. Ce sera le comité.

Le président agricole. — Le président du comité sera pris parmi les membres du comité et élu par eux. son mandat devra être renouvelé chaque année après les élections partielles. La voie du suffrage universel est encore ici écartée parce que la popularité, qui en est la conséquence, excite les ambitions et il ne faudrait pas que

cette nouvelle fonction sociale pût servir de marche-pied pour arriver aux honneurs et aux hautes charges. Sans doute cet inconvénient ne sera pas complètement évité parce que l'amour du pouvoir qui est inné chez l'homme lui fait trouver toutes sortes de chemins pour parvenir à son but. Pour cette raison encore il ne pourra cumuler cette fonction avec celle de maire ou adjoint. Je voudrais que le président fût l'honnête homme dans toute l'acception du mot, l'homme universellement estimé, un homme de bien qui pût trouver dans cette charge toute volontaire l'occasion d'exercer ses vertus et de laisser aux générations à venir un nom à jamais respecté et honoré. Le titre de *Président agricole* me paraît bien suffisant pour lui assurer la considération dont il devra être entouré. Son rôle sera de représenter la commune économique dans les différentes relations que l'association pourra avoir avec d'autres associations ou avec les pouvoirs publics et locaux, mais il sera surtout l'intermédiaire entre le professeur d'agriculture ainsi que toutes les personnalités extérieures qui s'occupent des questions agricoles et les paysans de sa commune qui auront besoin de renseignements pour apporter des améliorations à leur culture. Ce sera, on le voit, une fonction aussi importante et assurément plus active que celle du maire qui souvent ne connaît rien des affaires administratives et s'en remet entièrement à son secrétaire. Aussi on va se demander s'il sera bien possible de trouver dans chaque commune cet homme extraordinaire qui doit tout réunir : vertu, science, travail. Il serait peut-être téméraire de répondre oui d'une façon absolue, mais il serait non moins injuste de dire que c'est impossible. Ce qui manquera au début des asso-

ciations, ce sera la science et l'art de la direction, car sur les autres points on ne sera pas embarrassé : dans nos campagnes les familles sont nombreuses où les traditions d'honneur se conservent indéfiniment. Alors que faire ? faudra-t-il abandonner une institution qui peut avec le temps rendre les plus grands services à nos paysans et à l'agriculture sous prétexte qu'on ne trouvera pas un homme réunissant toutes les conditions pour remplir cette mission de président ? Mais laisse-t-on des communes sans maire parce que nos paysans n'y entendront rien en affaires administratives ? Nous n'avons donc qu'à commencer et s'il faut guider ce président, s'il faut lui faire son éducation, pourquoi hésiterions-nous, et au lieu de tant discourir sur les maux de l'agriculture pourquoi ne dépenserions-nous pas notre talent, notre activité à donner à ces hommes de bonne volonté les conseils nécessaires pour mener à bien leur tâche ? Il est plus que temps, nous l'avons vu dans l'introduction de cette étude, de réunir nos efforts à ceux de nos braves paysans pour relever notre agriculture ; ce n'est plus par les paroles mais par l'action qu'il faut acquitter les nombreux engagements qui ont été pris.

Fonctionnement de l'association. — Pour le fonctionnement de l'association un local est nécessaire ; la salle de mairie pourra y suppléer provisoirement, mais il est de beaucoup préférable qu'un local spécial lui soit consacré. Là se réunira le comité ; là encore, le président, si ses occupations le lui permettent, pourra recevoir à jours et heures déterminés, là seront la bibliothèque, les journaux et publications agricoles et économiques que tous

les membres de l'association pourront venir consulter. La bibliothèque sera alimentée au fur et à mesure, suivant les ressources de la caisse ; elle sera composée d'ouvrages agricoles, scientifiques, économiques et littéraires ; les prêts en seront faits par l'intermédiaire d'un membre du comité avec approbation du Président. M Baudrillart a écrit des pages excellentes sur la nécessité de multiplier les bibliothèques populaires. « Il faut, dit-il, des bibliothèques abondantes en volumes, appropriées aux besoins non d'un seul, mais de tous, offrant leurs richesses à quiconque veut en jouir. . . Il faut que tout homme, possédé du besoin d'une instruction qui lui offre, tantôt un substantiel aliment, tantôt une honnête distraction, tantôt un secours pour l'exercice intelligent de son état, rencontre aisément sous sa main le livre destiné à lui présenter ce qu'il cherche. » Quant aux journaux, il sera bon d'en avoir de la région et de Paris ou de tout autre centre important, c'est-à-dire des journaux traitant de questions générales pour la France et même pour les pays étrangers, et d'autres traitant de questions spéciales à la région. Comment ne pas voir dans cette presse qui pénétrera dans les plus humbles chaumières le plus puissant moyen d'émulation et d'éducation. Je crois enfin que dans ce local où tous les paysans pourront venir, où ils ne causeront que de choses agricoles, où les murs seront remplis de découvertes ou inventions concernant l'agriculture, renaîtra cette vie locale qui répandra son influence bienfaisante sur toute la commune et dont le parfum exquis adoucira les mœurs tout en apportant dans la demeure de nos paysans un peu plus de bien-être et un brin de bonheur.

Mais ce local et tout ce qu'il renferme nécessiteront des dépenses. C'est en somme la question d'argent qui se présente partout et que nous avons maintenant à résoudre. On ne peut nier que cette question sera parfois difficile à trancher : l'association communale ne donnant pas de résultats immédiats et surtout de bénéfices facilement appréciables, on se heurtera à une indifférence ou à un manque de persévérance qui seront le plus grand obstacle à l'extension de cette institution. Et là encore le dévouement des hommes de science et de cœur trouvera de quoi se montrer. Tout d'abord les fonctions de Président et de membres du comité seront gratuites. A cela pas ou peu d'inconvénients, car dans nos campagnes on respecte la loi du repos hebdomadaire, et comme ce repos coïncide avec le dimanche pour tout le monde agricole, comme, d'autre part, les traditions dans la plupart des régions sont que les paysans vont en grand nombre au chef-lieu de la commune, il sera facile à nos paysans de se rendre à la *Maison agricole*, et les membres du comité pourront tenir leur réunion sans que cela nuise à leurs travaux. Donc pas de difficulté de ce côté, je crois même que la curiosité, l'intérêt établiront assez vite l'habitude de fréquenter cette nouvelle maison commune. Examinons alors les frais occasionnés par le local et qui paraissent les seuls absolument nécessaires. Nous allons voir qu'ils peuvent être bien réduits et qu'avec peu d'argent on peut faire beaucoup. Trois sources de dépenses ont été citées : immeuble, bibliothèque, publications ; les frais d'installation réduits au strict minimum pouvant être couverts soit par une souscription publique, soit par une répartition entre plusieurs années. Les dépenses annuelles : loyer

avec entretien, abonnements de journaux, frais de correspondance du Président, pourront être couverts non par des cotisations qui doivent être rigoureusement écartées, mais par des fonds obtenus à l'aide de l'institution de membres honoraires ou provenant de donations. Le nom de ces membres honoraires ou donateurs sera inscrit sur un registre qui constituera un titre de famille de l'association communale. A ces ressources on pourrait ajouter des subventions communales et départementales, qui constitueraient au fond une simple avance, car l'augmentation de richesse qui résulterait de l'institution, soit pour la commune, soit pour le département, rembourserait et au delà cette dépense. Enfin, pourquoi n'en ferait-on pas une obligation pour les communes, elle se justifie d'elle-même par le rôle permanent et général qui est dans l'essence de l'association communale. L'État pourrait donc faire rentrer ces frais au nombre des dépenses obligatoires de la commune, même en laissant l'association facultative.

Il ne faut pas se le dissimuler, cette question d'argent sera le grand obstacle à l'organisation de ces associations. Institution essentiellement démocratique, elles seront mal vues de ceux-là mêmes qui pourraient les entretenir. Aussi ne voyons-nous guère qu'un moyen de les répandre si elles correspondent, comme je le crois, aux besoins de nos classes rurales. C'est d'y apporter le sceau de l'État. Dans ces derniers mois il s'est produit dans le Midi, dans le Puy-de-Dôme même, quelques petites manifestations que l'on a qualifiées de politico-agricoles, mais qui me paraissent plutôt un avertissement pour les pouvoirs publics d'initier un peu plus la masse dans les questions économiques,

chaque jour plus complexes, et non de voter toujours des droits protecteurs qui ne profitent qu'à quelques-uns et aux plus riches. C'est à la direction de la production que l'État doit songer, et, puisqu'il ne peut s'en charger, il doit tout au moins établir entre les paysans et lui une institution qui transmettrait directement à ceux-là tous les renseignements qu'il recueille, soit en France, soit à l'étranger.

Il nous reste à parler des réunions. Celles du comité seront très importantes ; leur objet, pour ainsi dire, illimité : recherche des moyens pour rendre l'association profitable à tous, communication et discussion des faits économiques intéressant les agriculteurs de la commune, étude de toutes les questions de crédit, mutualité, assurance, assistance et autres qui peuvent nécessiter des institutions spéciales, etc. Voilà un programme bien étendu et qui demandera des réunions fréquentes et des séances assez longues. Un registre donnera le procès-verbal de ces réunions et sera signé chaque fois par le président et le secrétaire. Une copie en sera affichée sur les murs du local. A cette publicité s'ajoutera celle des séances du comité et des réunions générales. Dans ces dernières, le Président donnera communication des décisions prises par le comité en vue de créer une institution, des projets qui demandent à être soumis à l'opinion publique pour en faciliter la réalisation, des principaux faits importants et urgents que la lecture des journaux lui aura fait connaître, de toutes choses enfin qui méritent par leur caractère d'être généralisées de suite. Pendant l'hiver, des veillées pourront être organisées, soit dans le local même de l'association, soit dans les villages où un membre du comité

pourra donner ou faire donner lecture des publications de la semaine, en l'accompagnant d'explications et d'entretiens sur les essais à tenter dans la voie des améliorations agricoles. Je voudrais voir surtout se multiplier les conférences. Pour cela pas besoin de savants, cependant s'il s'en présente, il ne faut pas manquer l'occasion ; mais les agriculteurs eux-mêmes doivent se faire conférenciers ; quelques notes inscrites sur un carnet, développées simplement sur le ton de la conversation, des comptes rendus sur des expériences avec quelques observations sur le moyen de les appliquer dans les différents terrains de la commune, en résumé de véritables entretiens sous la direction du Président. On va dire que c'est encore trop demander. Eh bien ! qu'on exige une plus forte instruction primaire mais surtout qu'on commence, car tout est là.

D'ailleurs toutes ces questions d'organisation seront l'objet de statuts revisés à chaque renouvellement partiel du comité et approuvés par tous les membres. Ces statuts seront affichés dans le local avec le tableau des membres du comité. Dans les Bourses du travail on a placé en face la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, pourquoi n'en ferait-on pas de même dans la Maison agricole ?

CHAPITRE III

L'ASSOCIATION COMMUNALE ÉDUCATRICE

L'association communale développera les facultés individuelles. — Toute institution, qu'elle émane de l'État ou de l'initiative privée, doit viser avant tout au développement des facultés physiques, intellectuelles et morales de l'individu. L'association communale remplira-t-elle cette condition ? Évidemment. L'instruction et l'éducation que l'on confond quelquefois dans la langue courante sont absolument distinctes : l'instruction se reçoit sur les bancs de l'école, l'éducation ne se cultive que par le contact de la famille ou de la société. Or, notre institution, rendant plus intenses les rapports sociaux, contribuera puissamment à l'éducation individuelle. Ainsi : hygiène, santé, nourriture, fêtes, amusements, danses, sans parler d'institution d'exercices physiques que l'Association communale peut établir, pourront être l'objet des délibérations du comité agricole, puis se répandre dans nos campagnes par un simple effet de la loi de l'imitation. L'éducation intellectuelle et morale commencée à l'école et dans la famille se complétera dans ces veillées, conférences, réu-

nions, qu'elle provoquera l'association, et par la bibliothèque ou les journaux qu'elle mettra à la disposition de tout le monde. Elle se développera encore dans ces rapports privés qui deviendront plus fréquents et plus intimes, et qui par cela même permettront de détruire l'égoïsme, de susciter la bienveillance et de créer des amitiés. Le langage aussi y gagnera, étant donné qu'ils liront davantage, qu'ils entendront moins parler le patois et parleront davantage leur langue nationale. C'est ainsi que l'association communale, par la culture des facultés intellectuelles et morales, contribuera fortement à leur donner conscience de leur personnalité et de leur responsabilité. Elle leur rendra cette dignité dont nos campagnes font trop souvent un privilège de la fortune parce qu'elles ignorent que l'accomplissement du devoir suffit pour faire de chacun de nous un homme digne du respect de ses semblables. « Il y a, dit Wollemborg, des misères profondes à qui convient seule la charité aux ailes d'ange, incarnée dans quelqu'une de ces saintes créatures pour qui le sacrifice est un besoin plutôt qu'un devoir. Il y a des infirmités exceptionnelles, des malheurs temporaires que la bienfaisance peut adoucir par ses élans momentanés. Mais quand une classe tout entière demande le salut, quand le besoin est général et permanent, toute espèce de subvention, qu'elle vienne de l'État ou des particuliers, est non seulement impuissante, mais encore pernicieuse ; car toute mesure qui a le caractère de la gratuité ou de la demi-gratuité agit doublement dans un sens mauvais sur l'âme de ceux dont on veut soulager l'infortune. D'une part, elle les habitue à compter sur les secours extérieurs, et rend terrible l'heure où fatalement ils viendront à

manquer et d'autre part, elle étouffe le sentiment de la responsabilité personnelle et peu à peu l'éteint complètement. La charité est un acte sublime, elle bénit deux fois, dit Shakespeare, et celui qui reçoit et celui qui donne, mais toutes les fleurs qu'elle fait éclore ne deviennent pas fruits, et quand son imprévoyance amène au paupérisme elle se change en malédiction qui se transmet et s'aggrave de génération en génération. *Le sentiment de la dignité personnelle est la condition de tout progrès moral et économique.* Relever le peuple avili, délivrer les hommes de l'abjection, c'est presque les créer une seconde fois, mais c'est plus qu'une entreprise matérielle, il faut cultiver les qualités morales, les seules qui méritent et préparent le succès (1). »

M. Leroy-Beaulieu dans la séance publique annuelle du 2 décembre 1893, disait à l'Académie des sciences morales et politiques : « Il ne suffit pas de jeter sans cesse à tous les échos de l'univers le mot sacré de pitié ; il faut susciter, entretenir, rendre de plus en plus efficace, par la réunion de tous les moyens extérieurs propices, ce germe de relèvement, l'énergie morale. » A cela je réponds avec M. Eugène Rostand : « Pour remédier au mal là où malgré tout il est apparu, il n'existe pas de force plus saine et plus active que le sentiment du devoir social et de la solidarité ni d'instrument plus solide que l'association (2). » Ce n'est donc pas exagérer l'importance de l'association communale que de prétendre qu'elle développera toutes les facultés physiques, intellectuelles et

(1) WOLLEMBORG : *l'Ordinamento delle casse di prestiti*, p. 40. Cité par L. DURAND, *op. cit.*, p. 277.

(2) *L'Action sociale par l'initiative privée*, préface, XIV.

morales de nos paysans, en leur montrant également que c'est dans ce développement que réside le véritable but de la vie.

L'association communale complètera l'instruction professionnelle. — « Ce que les agronomes réclament le plus instamment de nos campagnes, c'est un meilleur agencement de l'exploitation, l'amélioration du sol par les amendements et les labours profonds, un aménagement des terres mieux approprié à leur constitution, l'usage des outils et des instruments perfectionnés, l'emploi prudent des machines, la variété et la diversité des cultures, enfin et surtout, une culture rendue plus intensive par l'usage de fortes fumures (1). » Mais tout cela ne peut s'obtenir que par un bon enseignement agricole, enseignement réclamé dès le xvi^e siècle par Bernard de Palissy et Olivier de Serres; au xviii^e siècle notamment par Fr. de Neufchâteau qui demandait en 1803 l'enseignement agricole à l'école primaire, à l'école normale, dans les universités et proposait la création de plusieurs écoles spéciales d'agriculture; au siècle dernier par tous les savants qui se sont occupés de questions agricoles : création d'écoles d'agriculture à Roville (1819), Grignon (1829), Grandjouan (1833), par l'initiative privée; loi du 3 octobre 1848 portant création de l'Institut agricole de Versailles, etc. « Associons-nous, dit M. Baudrillart, aux vœux qui réclament un enseignement scientifique pour ceux qui forment comme la tête de colonne de l'agriculture, et un autre moins fort et moins complet, mais qui dépasse les notions acquises jusqu'à l'âge de

(1) *Du crédit agricole mobilier*, thèse par J. JEANNENEY.

douze à treize ans. Demandons pour la masse des propriétaires et des fermiers un enseignement agricole moyen pour ainsi dire en rapport avec la situation qu'eux-mêmes occupent dans la culture... Hâtons-nous de sortir de l'état actuel où le jeune agriculteur suit le plus souvent la routine et ne se décide au progrès que lorsqu'il n'y a pas moyen de faire autrement (1). »

Ce programme, inspiré par la sagesse, a-t-il été exécuté par notre troisième République dont la législation sur l'enseignement agricole est, il faut le reconnaître, très abondante ? C'est ce que nous allons voir. Dans un rapport au président de la République française (*Journal officiel*, 27 mai 1898), le ministre de l'Agriculture donne exactement l'état de l'enseignement agricole en France, état qui n'a guère été modifié depuis. Nous en extrayons quelques passages :

« Nous avons en effet actuellement : 1° un enseignement supérieur des sciences appliquées à l'agriculture qui correspond à l'enseignement des Facultés ; 2° un enseignement secondaire représenté par trois écoles nationales d'agriculture, une école nationale des industries agricoles et une école nationale d'horticulture ; 3° un enseignement du 3^e degré ; ce sont les écoles pratiques au nombre de quarante-quatre, lesquelles correspondent dans l'ordre universitaire aux collèges et aux écoles primaires supérieures ; 4° un enseignement du 4^e degré constitué par les écoles d'apprentissage et comprenant quatorze fermes-écoles, deux écoles d'aviculture, deux écoles de laiterie pour filles et une magnanerie-école ; 5° un enseignement

(1) *Les Populations agricoles de la France*, p. 189.

spécial donné dans les écoles normales primaires, collèges, écoles primaires supérieures et dans les centres agricoles par deux cent cinquante-six professeurs départementaux et spéciaux, sous forme de cours d'adultes ou conférences appuyées de démonstrations pratiques sur le terrain... Pris dans son ensemble, notre enseignement agricole, tel qu'il fonctionne actuellement, ne compte pas moins de quatre-vingt-deux écoles de tous degrés, ainsi qu'un enseignement nomade qui s'appuie sur plus de deux mille champs de démonstration et dont les conférences sont suivies par plus de 200.000 cultivateurs (*sur 6 millions et demi*). » Ce rapport fait ensuite l'éloge et à la fois une critique sincère mais assez dure « de cette œuvre immense d'instruction et d'éducation agricole entreprise depuis trente ans ». Il semblerait en effet qu'avec un tel cadre, l'enseignement agricole dût être répandu à profusion. Rien n'est moins vrai, et depuis cette vaste organisation, des plaintes nombreuses ont fait voir l'insuffisance de cet enseignement. M. Le Play, au Sénat interpelle le gouvernement sur l'insuffisance, de l'enseignement agricole : « C'est, dit-il, le petit cultivateur, le métayer ou même le simple ouvrier des champs qu'il faut instruire ; c'est la couche la plus profonde de la population rurale qu'il faut atteindre » (1), et il préconise un meilleur enseignement agricole à l'école primaire et partant à l'école normale primaire ; il propose un certificat d'études rural distinct du certificat d'études urbain. C'est M. d'Estournelles à la Chambre qui apporte les mêmes arguments. « A ne consulter que vos publica-

(1) *Journal officiel*, Sénat, 4 juin 1897, p. 934, col. 3.

tions officielles, vous avez fait des choses complètes. Mais tout n'est pas là. Votre enseignement est monumental, soit, mais *est-il pratique?* et quels résultats nous donne-t-il? (1) » C'est encore M. Plissonnier à la discussion générale du budget qui propose « l'augmentation de nos rendements par l'enseignement de l'agriculture à tous nos ruraux, *dans ceux qui sont le nombre*, mais auxquels on n'apprend rien des progrès réalisés par la science agricole expérimentale » (2). C'est donc pour ainsi dire à l'unanimité qu'on trouve défectueuse l'organisation de notre enseignement agricole. On répète sans cesse ce que de Tocqueville disait : Il faut que l'enseignement agricole s'adresse à *tous* (3). Pour cela l'association communale remplit toutes les conditions, il suffit de nous en rappeler l'organisation : réunions du comité, veillées, conférences, réunions générales, bibliothèque, publications. N'est-ce pas là de l'enseignement ? la presse notamment, qui prend

(1) *J. off.* Ch. des députés, 6 novembre 1897, p. 2311, col. 2.

(2) *J. off.* Ch. des députés, 16 février 1898, p. 698, col. 3.

(3) On dit et on répète de plus en plus que l'agriculture doit devenir industrie. S'il en est ainsi, il est temps que le cultivateur ne se laisse plus guider par les prescriptions d'une routine aveugle, qu'il adopte franchement les procédés de l'industriel et du commerçant, qu'il devienne calculateur, qu'il produise les yeux tournés vers le marché; qu'il n'entreprenne plus rien sans avoir par des calculs de prévision, reposant sur des données justes, des faits bien observés, reconnu la possibilité et les avantages de l'entreprise. Mais pour cela il faut que le cultivateur s'instruise, qu'il acquière les connaissances techniques et économiques de son art, qu'il ne méprise plus autant que par le passé la science, ou ce qu'il nomme avec un dédain non déguisé, la théorie; qu'il reconnaisse de bonne foi, qu'aussi bien en agriculture qu'en industrie, les plus grands progrès sont dus aux sciences physiques, chimiques, mécaniques, etc., qui ne sont plus des sciences purement spéculatives mais aussi des sciences appliquées. (PIRÆT, *op. cit.*, p. 59.)

tous les jours un rôle plus important, même en matière économique, sera appelée par l'intermédiaire de l'association à transformer l'agriculture ; attentive à ne rien laisser ignorer de toutes les améliorations agricoles et de toutes les institutions qui germeront dans le cerveau humain ou seront réalisées dans le plus petit coin de terre, la presse agricole répandra dans toutes nos campagnes les résultats de la science et de l'expérience, mettra de l'émulation entre les différentes régions qu'elle fera mieux connaître, en un mot fera l'éducation professionnelle des agriculteurs. De plus, l'association communale étant en relations constantes par son Président avec le professeur départemental d'agriculture, on pourra prendre l'initiative d'un plan géologique et économique de la commune (1), déterminer la nature et la quantité des amendements et engrais nécessaires, les systèmes de culture, à employer, etc. Mais pour rendre ce concours effectif il faut modifier les travaux de ce fonctionnaire. En Italie on a beaucoup mieux compris le rôle du professeur d'agriculture. « Dans un milieu où il trouve de puissantes institutions pour prendre en main la cause du développement agricole, le professeur,

(1) M. L. Passy à M. Chevreul, séance de son centenaire, 30 août 1886: « Vous avez toujours soutenu que l'art de l'agriculture ne consistait pas à faire donner à la terre le maximum de produits si l'on ne parvenait pas au minimum de dépenses. Le maximum de produits et le minimum de dépenses ne peuvent être atteints que par une connaissance scientifique de la terre que chacun cultive et la préparation de la terre a été l'objet de vos méditations... L'agriculture ne comportant jamais de résultats absolus et étant condamnée à progresser par des expériences successives que des faits nouveaux modifient sans cesse, vous trouviez dans cette étude le champ le plus vaste et le plus naturel pour y semer vos saines pensées et vos sévères calculs. »

organe actif de ces institutions, pénétré de leur esprit, est conduit naturellement, non seulement à enseigner les bonnes méthodes culturales, à conseiller les pratiques améliorantes, mais aussi à peser de toute son influence pour les faire appliquer, à en offrir même le moyen en se faisant le promoteur, l'intermédiaire de la coopérative et du crédit... Enseigner le progrès agricole est peu de chose auprès de la fonction qui consiste à le réaliser en quelque sorte par une collaboration intime et constante avec le cultivateur, par le conseil précis qui ne lui fait jamais défaut lorsqu'il en a besoin. Ainsi comprise, l'importance sociale du rôle de la chaire d'agriculture devient considérable ; elle est la cheville ouvrière du relèvement et du mieux-être des masses rurales ; elle acquiert une puissance d'action qui la rend merveilleusement apte à propager la coopération et le crédit agricoles non moins qu'à instruire les cultivateurs et à perfectionner les méthodes d'exploitation du sol (1). » En France, disent les mêmes auteurs, les professeurs ne sont pas, ils ne peuvent être, sauf en des cas exceptionnels, des hommes de propagande capables de transformer pratiquement les habitudes des populations rurales. Or, tout notre enseignement agricole, « cette œuvre immense », restera sans effet tant que nous ne le mettrons pas à la portée non pas de 200.000 cultivateurs, mais des 6 millions 1/2 de paysans que compte la France. En effet, si l'agriculteur, dit M. Zolla, est forcé de connaître toutes les questions scientifiques relatives au sol, à la plante et aux animaux domestiques, qui ne voit l'utilité du développement

(1) MM. MABILLEAU, RAYNERI, DE ROCQUIGNY, *op. cit.*, p. 234.

de son instruction professionnelle (1)? Sans doute nous admettons un enseignement supérieur, un enseignement secondaire et un enseignement primaire ; le premier est à peu près complet, le deuxième devra occuper une large place dans la réorganisation des collèges qui me paraissent en partie remplacer les écoles primaires supérieures ou professionnelles dans tous les centres importants où celles-ci n'existent pas ; le troisième, dont se plaint beaucoup M. le Play et qui est devenu obligatoire par la loi de 1879, pourra prendre un caractère scientifique, si l'on veut enfin admettre que le bagage que nos enfants emportent de l'école primaire est tout à fait insuffisant (2). Mais cet enseignement à trois degrés doit être complété par une direction dans la pratique et c'est cette mission qui doit incomber à nos professeurs départementaux d'agriculture. En se fondant sur l'association communale, qui devra être secondée, peut-être même dirigée dans les débuts, il faudrait un professeur par 50 communes avec 150 journées par an de présence dans les champs ou les maisons agricoles. Encore des fonctionnaires à créer, va-t-on dire, oui, mais on n'a pas besoin d'augmenter les crédits du budget de l'agriculture ; en examinant bien, on peut, en diminuant ou supprimant certains articles, trouver la somme nécessaire. M. Darbot,

(1) *Les Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui*, 2^e série intr. III.

(2) Quant aux écoles spéciales d'agriculture, je ne vois pas quels avantages on en tire. Comme Royer et M. Piret, je crois que l'élève agriculteur ne peut y acquérir la pratique manuelle des travaux agricoles. D'ailleurs, depuis leur création en France, un certain nombre ont disparu et les autres ne sont guère florissantes.

au Sénat (12 mars 1897), disait avec raison : « C'est ainsi que les faveurs de nos barrières fiscales et les dépenses pour l'enseignement agricole et pour les concours vont surtout à la grande culture et l'institution des haras avec ses millions à une poignée d'éleveurs d'élite, ceux qui font le cheval d'hippodrome. » Et, quand on donne encore 250 millions de primes à l'industrie, nos petits paysans sont en droit de demander à l'État 2 ou 3 millions pour pouvoir eux aussi soutenir la concurrence contre les puissances étrangères.

L'association communale et la famille. — Au point de vue de la famille, l'association communale sera encore très utile. On n'ignore pas que la parenté s'efface de plus en plus dans nos mœurs : la famille se réduit à la ligne directe. Mais l'individualisme, bon dans son principe, ne doit pas être poussé à l'extrême ; l'esprit de famille peut être aussi une force économique et ne doit-on pas regretter cette tendance à rompre les derniers liens qui unissent les membres d'une même famille et les isolent devant la majestueuse puissance de l'État ? Aussi crois-je que l'association communale pourra en partie remédier à cet isolement tout en évitant le caractère exclusif et le principe d'autorité de l'association domestique. Notre institution pourra aussi se servir de l'esprit de famille pour exercer plus efficacement son rôle éducateur auprès de ceux qui seraient indifférents ou réfractaires à l'esprit d'association. Mais dans la famille directe elle-même, par suite de l'activité intellectuelle qu'engendre toute association de personnes, les rapports seront meilleurs, aux plaisirs grossiers du cabaret succéderont les jouissances intel-

lectuelles et morales de la vie de famille. L'autorité morale des parents sera plus grande et facilitera leur tâche pendant l'adolescence des enfants qui devrait être une période d'instruction. J'estime en effet que de cette période dépend leur avenir et qu'on doit s'efforcer en même temps de créer quelque chose qui soit la suite de l'école primaire et l'apprentissage de leur métier de cultivateur.

L'association communale et la terre. — Dans les cahiers de 1484, on trouve cette observation : « Que nos laboureurs travaillent de nuit par crainte d'être pris et appréhendés pour les tailles. » Aujourd'hui nos paysans ne sont pas moins laborieux mais leur ténacité légendaire reçoit quelques exceptions : nous avons vu le phénomène de l'émigration vers les villes ; nous avons même prétendu que nos très petits propriétaires n'étaient plus tant attachés à leur petit et modeste héritage. Il est possible que ce mouvement économique s'arrête, mais, si on ne fait rien, il aura causé un grand mal à notre industrie nationale et combien de misères humaines. Aussi faut-il se hâter d'associer toutes ces forces qui, isolées, ne peuvent rien mais qui, réunies, peuvent résoudre les difficultés de la misère. « Le seul moyen, dit M. Lecouteux, de diriger la population vers les champs, c'est de constituer un état de choses qui, là plus qu'ailleurs, lui procure l'aisance par le travail. » (*Op. cit.*, p. 129.) Cet état de choses, l'association communale pourra le constituer, car en intéressant le paysan à son métier, en lui faisant connaître la terre dans tous ses éléments, elle l'attachera à cette terre. « Elle est, dit M. le comte d'Haussonville,

le véritable placement du paysan, l'objet de ses désirs constants, sa passion dominante, sa maîtresse disait Michelet ; c'est pour lui la caisse d'épargne par excellence, celle qui garde le plus fidèlement l'argent reçu et qui tôt ou tard en rend l'intérêt (1). »

En attachant le paysan à sa terre, l'association communale lui fera aussi aimer le pays natal. « Charme du pays natal ! charme de la patrie ! puissance des lieux où s'est écoulée notre enfance ! magie du coin de terre où nos yeux se sont ouverts à la lumière, » (J. Sandeau.)

L'association communale au point de vue social. — En envisageant le côté social, l'association communale nous représente bien l'idéal de la coopération, c'est-à-dire la coopération de tous pour le bien de tous. Bossuet dit que la société est tenue de rendre la vie commode à tous, mais qu'est-ce donc que la société, sinon l'expression la plus complète de la vie humaine ? Or, l'association communale n'est pas autre chose que la forme perfectionnée de la société ; c'est, en quelque sorte, un fluide venant activer le fonctionnement du tissu social. Par le frottement des diverses classes rurales et même sociales, un sentiment de respect pour le malheureux comme pour le bourgeois remplacera l'envie, la calomnie et autres sentiments pervers qui dégradent notre être et déchirent notre société. La haine des classes tendra à disparaître car, comme le dit de Tocqueville (2), en s'associant chacun s'apercevra qu'il n'est pas aussi indépendant de ses

(1) *Revue des Deux Mondes*, « Le Combat contre la misère », juillet 1883.

(2) *Op. cit.*, t. III, p. 206.

semblables qu'il se le figurait d'abord et que pour obtenir leur appui il faut souvent leur prêter son concours. « Solidarité et individualité, dit M. Worms (1), ne sont pas incompatibles, agir par solidarité avec nos semblables, c'est les amener à agir par solidarité avec nous. » La solidarité, ce « roc de la cité », comme l'appelle M. Izoulet (2), est bien « une dette de l'homme envers l'homme (3), une obligation quasi contractuelle, une obligation morale même si l'on veut, mais d'une telle nécessité désormais que celui qui voudra s'y soustraire sera considéré comme indigne de faire partie de l'humanité. Ainsi donc l'association communale, tout en satisfaisant l'intérêt personnel de nos paysans, sera aussi une institution réalisant la solidarité entre eux, puisque son but, nous l'avons vu, est de tendre aussi à améliorer le sort des faibles. La civilisation, dit M. Carey, est caractérisée par l'élévation et l'égalité des conditions physiques, morales, intellectuelles et politiques, et par la tendance à l'union et l'harmonie parmi les hommes et les nations. La plus haute civilisation est caractérisée par l'individualité la plus parfaite et par la tendance la plus prononcée à l'union, soit entre les hommes, soit entre les nations (4).

Il n'est pas douteux aussi que sous l'influence de l'association communale, les mœurs se modifieront, l'échange continuel de vues et d'idées qu'elle provoquera changera leurs manières en certains endroits encore un peu rustiques

(1) *Op. cit.*, p. 372.

(2) *La Cité moderne*, p. 48.

(3) *Solidarité*, par Léon BOURGEOIS, p. 155.

(4) CAREY : *The Past, the Present and the Future*, 2^e édition, p. 415, 416.

et leur donnera cette politesse que Voltaire appelait « la grâce de l'esprit et la douce image de la bonté du cœur ».

L'association communale et la propriété. — Mais, par la solidarité que l'association communale avec toutes ses institutions annexes établira entre les habitants de nos campagnes, ou peut concevoir qu'ils se familiariseront avec les notions de droit et de devoir qui sont les bases fondamentales de notre civilisation. Ils constateront qu'il y a en dehors d'eux d'autres « moi » qui ont des droits semblables aux leurs et envers qui ils peuvent avoir des devoirs, et ils seront conduits par là même à délimiter leurs propres droits et à ne pas exagérer les devoirs des autres. C'est ainsi que la propriété assise sur cette double base de droit et de devoir résistera aux attaques des sectes socialistes et révolutionnaires, et que la propriété paysanne trouvera dans l'association communale son plus ferme appui, soit pour sa sécurité, soit pour son développement. Car, ne l'oublions pas, si nous laissons aller la propriété aux sociétés capitalistes ou aux gros propriétaires terriens, c'en est fait de la propriété privée, du moins sans une révolution dont les conséquences seraient terribles. Les socialistes n'ignorent pas la force de la petite propriété dans notre organisation sociale et politique (1); elle est le plus grand obstacle à la réalisation de leur rêve, et si bien que, pour accaparer les masses

(1) Partout où aujourd'hui la petite propriété domine exclusivement, une grande propriété aura la plus grande peine à se former, quelque tombée que soit la petite propriété foncière, quelque supérieure que soit la grande exploitation (Kautsky, *op. cit.*, 218). On sait que pour eux la concentration des fortunes et de la propriété, c'est la préparation la plus sûre à la révolution qu'ils attendent.

rurales, ils ont dû en faire la concession. Mais cette petite propriété, qui la forme ? Ce ne sont pas les petits rentiers qui préfèrent placer leurs capitaux dans le commerce et l'industrie pour en retirer un meilleur revenu. Ce sont uniquement les paysans. Il faut donc leur faciliter l'acquisition de cette petite propriété, il faut les maintenir dans les campagnes pour que leurs petits héritages ne puissent pas reformer la grande propriété. Or, avec la crise économique qui atteint si lourdement l'agriculture sans que l'on en puisse prévoir la fin, nous n'avons plus à compter sur eux, si on ne leur donne pas cette organisation nouvelle du travail que l'on promet toujours mais dont on ne s'occupe jamais. Eh bien ! j'estime que l'association communale peut donner cette organisation du travail ; nous avons vu qu'elle pouvait coopérer largement à l'éducation professionnelle de nos paysans ; elle peut aussi faire leur instruction économique. De Cavour ne demandait pour combattre le socialisme que deux choses : la publicité et la science. Je suis parfaitement de cet avis, malheureusement on ne fait ni l'une ni l'autre et nos paysans n'ont pas plus de connaissances en économie populaire et en économie rurale qu'à l'époque où Rossi (1) se plaignait qu'on négligeât « cette partie si essentielle de l'économie populaire ». Je crois donc avoir démontré le lien étroit qui peut rattacher notre propriété privée avec l'institution de l'association communale (2).

(1) *Cours d'économie politique*, t. II, p. 126.

(2) Voir l'intéressante étude de FUSTEL DE COULANGE, sur la propriété en Grèce, où il montre qu'à Sparte, malgré toutes sortes de mesures, la petite propriété a disparu dans l'espace de cinq siècles tandis qu'à

L'association communale et la justice. — Avant de voir les rapports qu'il y a entre l'idée de justice et notre association communale, je vais montrer comment celle-ci peut développer chez nos paysans l'idée de deux droits, la liberté et l'égalité, qui ne sont d'ailleurs que deux formes de la justice. Nous avons vu de quelle manière, par son organisation même, l'association communale entendait respecter la liberté de tous ses membres. Sous toutes ses formes leur liberté ne sera entravée par rien puisqu'elle fera simplement appel à leur intérêt, à leur bon sens, à leur raison. L'association communale se servira uniquement de l'exemple et de la persuasion pour imposer les réformes qu'elle jugera nécessaires. C'est pure utopie, diront les partisans du régime autoritaire. N'oublions pas, répondrai-je, notre propre histoire où pendant quinze siècles chaque étape vers la liberté a été marquée par un progrès jusque dans l'amélioration des systèmes de culture. La liberté croît avec la raison et plus nous nous sentons indépendants et libres, et plus nous recherchons les moyens d'augmenter cette liberté par le travail, soit manuel, soit intellectuel. En adhérant librement à une initiative de l'association communale, les paysans sentiront naître en eux-mêmes une force nouvelle qui les pous-

Athènes la petite propriété s'est développée en même temps que le gouvernement s'est démocratisé. (*Nouvelles Recherches sur quelques problèmes d'histoire.*)

On sait aussi qu'à Rome c'est par les possessions de l'*ager publicus*, que se sont formées les grandes fortunes immobilières, que la dépopulation et la stérilité en furent les conséquences, que ces vastes *latifundia*, couverts de marais et d'étangs pestilentiels, ont perdu l'Italie sous la domination romaine. Voilà le testament que laissa cette vieille aristocratie latine à l'Italie du moyen âge.

sera à entrer hardiment dans la voie qu'elle leur aura ainsi ouverte ; de même ils sentiront tout le prix de leur liberté en constatant que c'est par leur propre volonté qu'ils sont parvenus à s'entendre. C'est ainsi, comme le dit fort bien M. Izoulet (1), que l'association transforme l'individu et le dote de deux prérogatives supérieures, la raison et la liberté. « L'association seule, dit encore M. Rougier (2), permet à l'homme d'atteindre cette indépendance dont il n'a pas toujours une vision distincte et sereine mais dont il ressent un besoin instinctif et incessant.

Examinons maintenant si l'association communale peut donner une notion exacte de l'égalité. Dans l'introduction nous avons justement regretté que l'idée de l'égalité soit trop souvent faussée. Il est vrai qu'une école, les socialistes, veut l'égalité absolue qui se nomme de son vrai nom l'égalitarisme et qui serait probablement le comble des inégalités. Mais passons, l'idée d'égalité qui s'impose comme la vraie, la meilleure, est celle qui se dégage de notre Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, tenant compte de la valeur de chacun pour les sanctions, mais reconnaissant les mêmes droits à *tous* (3).

(1) *Op. cit.*, p. 164.

(2) *Les Associations ouvrières*, p. 22.

(3) Les idées égalitaires sont pour nous des idées pratiques postulant la valeur de l'humanité et celle de l'individualité — comme telles, tenant compte des différences des hommes en même temps que de leurs ressemblances, leur reconnaissant par suite non les mêmes facultés réelles, mais les mêmes droits, — et réclamant enfin qu'à leurs actions diverses des sanctions soient distribuées non uniformes, mais proportionnelles. (*Les Idées égalitaires*, étude sociologique, par M. BOUGLÉ, 1899, p. 28.)

Or, peut-on concevoir en dehors du système politique une meilleure organisation que l'association communale pour inspirer à nos paysans cette idée de l'égalité des droits? Elle n'exclut personne de son œuvre éducatrice et réformatrice et, nous le verrons plus loin, réparatrice. Mais une notion d'égalité qui se restreindrait à différentes classes de la population agricole serait encore insuffisante. Nos paysans, nous l'avons dit, ont encore le préjugé de considérer le fonctionnaire, le commerçant même comme étant d'une essence supérieure. Ce sont les bourgeois, disent-ils. Croyez-vous que l'association communale, en obligeant tous les agriculteurs à penser, à s'instruire, à faire de la culture raisonnée, à conquérir en un mot ce qui les séparait des bourgeois, ne les élèvera pas à leurs yeux et aux yeux de la société? Il est certain qu'ils acquerront une plus juste idée de leur valeur, qu'ils prendront conscience de leur être; et les progrès qu'ils apporteront à leur méthode de culture grâce à leur connaissance des faits économiques, leur démontreront que les classes de la société ne se fondent plus sur les professions, mais sur les services que chacun rend à ses semblables. M. Baudrillart (1) dit que l'ennemi à combattre est la fausse instruction. M. Leroy-Beaulieu (2) attribue l'encombrement des carrières libérales ou commerciales à la diffusion soudaine de l'instruction. Tous les deux ont raison, et c'est un des reproches que j'adresse au certificat d'études d'avoir fait sortir de la culture un nombre considérable de bras et d'avoir ainsi donné plus de force

(1) Conférence citée.

(2) *Le Collectivisme*, p. 407.

au préjugé de l'inégalité des classes. Espérons donc que l'association communale, plus heureuse, parviendra à faire comprendre qu'il faut plus de culture intellectuelle pour diriger une exploitation qui demande un progrès continu que pour répéter tous les jours la même opération dans un magasin ou un bureau.

Nous arrivons à la question que nous nous sommes posée, à savoir quels rapports il peut y avoir entre l'idée de justice et notre association communale. Or, cette idée de justice doit-elle être celle qui est inscrite dans nos Codes? Nous ne saurions nous en contenter et il semble même que nos prétoires commencent à en trouver la formule par trop étroite. Nous voulons une justice plus large, une justice qui satisfasse aux droits d'autrui. Mais comme ces droits augmentent avec la civilisation, il s'ensuit que la justice n'est pas une formule fixe, mais doit suivre la marche du progrès : « La justice, dit M. Fouillée, n'échappe pas plus que tout le reste à la grande loi de l'évolution et du progrès(1). » Je crois qu'elle doit synthétiser deux idées essentielles pour assurer ce progrès : l'idée d'ordre et l'idée de fraternité (2). Comme pour l'égalité, c'est la Révolution qui en a donné sinon une définition exacte et précise, du moins nous en a révélé l'idéal. Mais cet idéal ne se trouverait-il pas dans

(1) *La Science sociale contemporaine*, p. 324.

(2) La fraternité n'est qu'une justice plus haute, plus complète. La réduire à une sympathie plus ou moins passive comme celle des positivistes utilitaires, ou à une pitié dédaigneuse comme celle de Schopenhauer, ou à une charité mystique comme celle des théologiens, c'est en méconnaître le fond qui est le droit même de l'homme, sa valeur et son idéale dignité (FOUILLÉE : *la Science sociale contemporaine* p. 378.

cé passage du romancier de génie qui nous a donné dans ces dernières années une preuve éclatante de sa passion pour la justice. « Alors, j'ai eu l'idée d'une justice. Mais le glaive, les balances. Ah ! non ! Ce n'était pas cette justice-là, vêtue de la robe, coiffée de la toque, qui m'enflammait. J'étais hanté passionnément par l'autre, celle que les petits, que les souffrants attendent, celle qui seule peut mettre enfin un peu d'ordre et de bonheur parmi nous. Et je l'ai vue ainsi, toute nue, toute simple, toute grande. Elle est le soleil, un soleil de beauté, d'harmonie et de force, parce que le soleil est l'unique justice, brûlant au ciel pour tout le monde, donnant du même geste au pauvre comme au riche sa magnificence, sa lumière, sa chaleur qui sont la source de toute vie (1). »

M. Lapie dans une étude de morale sociale veut la justice par l'État : « L'État est l'instrument de la justice, la justice est l'idéal de l'État (2). » Cette tâche ainsi donnée à l'État n'est elle pas trop lourde ou trop délicate ? Mais je suis d'accord avec le même auteur quand il dit : « Il n'y a d'ordre véritable que l'ordre qui repose sur la justice, et l'État qui réprime pour réprimer, qui subordonne la justice à l'ordre et fait de l'ordre son idéal suprême, s'expose au crime sans même avoir pour excuse le prétexte du salut public (3). » Je crois donc que l'État doit en matière de justice ne plus se contenter de maintenir l'ordre. M. H. Michel (4) est beaucoup moins

(1) Émile ZOLA : *Paris*.

(2) *La Justice par l'État*, p. 37.

(3) *Op cit.* p. 25.

(4) *L'idée de l'État. Essai critique sur l'histoire des théories sociales et politiques en France depuis la Révolution*. Conclusions, p. 647 et s.

absolu, il déclare bien que tous les membres de la cité ont deux droits absolus, celui de vivre et celui de recevoir la culture intellectuelle et morale (1), mais peu lui importe que ce soit l'État ou des associations, que ce soit aussi par tels ou tels moyens pourvu que ces deux droits soient satisfaits. Et il laisse aux économistes et aux hommes politiques le soin de résoudre le problème. En créant un organisme basé sur l'association libre, il est tout naturel de se demander si dans le rôle qu'on lui donne, il peut remplacer l'État ou simplement lui aider. Je me hâte de répondre que, dans une question aussi étendue, qui comprend tous les services publics, étatisés ou non, notre association communale ne sera qu'un adjuvant. Mais cette aide qu'apportera notre institution pour tendre à la réalisation de notre idéal de justice peut être très grande. La base démocratique sur laquelle nous la construisons donne une garantie sérieuse qu'elle s'occupera de tout le monde et qu'elle n'oubliera pas les déshérités, les humbles. Et n'avons-nous pas dit que, si nous ne voulions exclure personne de l'association, c'est que nous considérons chaque paysan, quel que soit son rôle dans l'exploitation de la terre, comme une unité économique susceptible de progrès et qui, avec le concours de l'association communale, devait mettre en œuvre toutes ses aptitudes dans son intérêt et à la fois dans celui de la société. Il paraît donc bien difficile de contester que

(1) M. Worms veut qu'on assure à tous les individus une certaine dose de bien-être matériel, d'instruction individuelle, d'éducation morale qui constitue entre eux un lien permanent et vivace ; il faut, dit-il, que les hommes puissent sentir l'unité fondamentale de leur constitution physique, intellectuelle et morale. (*Op. cit.* p. 374.)

l'association communale peut être pour l'État un précieux instrument pour la réalisation de son idéal de justice.

Et cet idéal, en cherchant à le réaliser autour d'elle, elle l'inspirera à nos paysans. Leur esprit éclairé par la science et l'expérience saura le limiter dans les bornes de la raison. Et ils y trouveront un puissant mobile pour acquérir « cette égalité d'âme que rien ne peut troubler, qu'aucun désir n'enflamme » et que Boileau appelle la sagesse, et pour prendre cette habitude de « vivre selon la raison » que Bossuet appelle la vertu.

L'association communale fera l'éducation politique de nos paysans. — Je compte également sur l'association communale pour faire l'éducation politique de nos braves paysans qui ne se laissent pas trop gagner par les formules comme cela arrive souvent chez les ouvriers, mais qui ne s'occupent pas assez de politique pour pouvoir agir par eux-mêmes. On peut aussi leur adresser ce mot de Mirabeau : « Ne mettez jamais en balance un homme et la patrie. » L'enseignement civique de nos écoles primaires n'a pas répondu aux vœux du législateur, il y a là une réforme urgente à faire : il faut inspirer à tous les citoyens un certain attachement aux affaires publiques, il faut les intéresser à la chose publique. Mais, avons-nous dit, la politique doit être rigoureusement interdite dans tout acte, toute réunion de l'association communale. Comment alors concevoir que celle-ci devra faire l'éducation politique des paysans ? Nous n'avons qu'à nous demander quel est l'objet, la fin de la politique. « La fin normale de la politique, dit Courcelle-Seneuil, est d'entretenir par l'observation de la justice la concorde entre

les citoyens, de réaliser peu à peu à l'heure convenue les changements devenus nécessaires dans les arrangements sociaux et par conséquent d'éviter les révolutions. » Voilà tout le programme de l'association communale. Nous venons de voir comment notre institution, par son organisation absolument démocratique, respectera la liberté, consacrera l'égalité et pratiquera la fraternité, réalisant ainsi la devise de la République. Gambetta disait que la République devait être gouvernementale, éducative et réparatrice ; or, l'association communale sera aussi gouvernementale mais gouvernementale par persuasion car la force doit rester à l'État ; elle sera aussi, nous l'avons vu, pleinement éducatrice et nous allons indiquer comment elle sera réparatrice. Une telle analogie entre la République et l'association communale ne montre-t-elle pas que le développement de cette institution fera l'éducation politique des travailleurs du sol ? « Il n'y a pas de pays, dit de Tocqueville, où les associations soient plus nécessaires pour empêcher le despotisme des partis ou l'arbitraire du prince que ceux où l'état social est démocratique. » (*Op. cit.* II, p. 35.)

L'association communale réparatrice. — Nous avons indiqué le rôle important qu'aura l'association communale agricole dans l'éducation de nos cultivateurs. Cette mission, essentielle pour moi, est par avance critiquée, car on n'a pas craint de dire qu'une institution n'était bonne qu'en tant qu'elle pouvait donner des résultats pécuniaires immédiats. Oh ! je ne me dissimule pas que la création de ces associations sera difficile, que le maintien en sera encore plus pénible, que l'énergie inlassable

d'hommes dévoués à l'agriculture sera nécessaire pour les fonder et leur donner de la vigueur ; mais ce serait bien mal juger nos paysans si on les supposait incapables de comprendre le progrès. On dit qu'ils sont défiants à l'égard de toute idée nouvelle, de tout instrument de travail nouveau. Peut-être, mais cette défiance est toujours vaincue par la persévérance que l'on met à détruire leurs préjugés et la méthode claire et simple que l'on doit toujours employer quand on s'adresse à leur initiative. Or, quoi de plus simple que cette institution de l'association communale ? C'est un organisme nouveau dans la société, mais qui emprunte sa forme et ses éléments à des choses parfaitement connues de nos paysans.

D'ailleurs, elle doit être aussi, avons-nous dit, réparatrice, en employant ce terme dans son sens le plus large, c'est-à-dire qu'ayant fondé notre organisation sociale et économique sur la liberté du travail et de la concurrence, nous lui demanderons son intervention chaque fois qu'il s'agira de réparer un mal causé par l'abus même de cette liberté. L'association communale sera la sentinelle vigilante de l'agriculture et de même que le soldat à son poste de garde appelle ses camarades pour résister à l'ennemi qui approche de la citadelle, de même l'association communale, devant les crises agricoles, se renforcera d'autres associations : « La société économique, dit M. Leroy-Beaulieu, telle qu'elle est constituée, reposant sur la liberté individuelle et la libre concurrence commerciale, a cet incomparable mérite de permettre aux organismes les plus divers de se constituer, de vivre et de se développer à la seule condition qu'ils soient efficaces, c'est-à-dire qu'ils ne gaspillent pas le capital ou le travail. Notre

organisation sociale est on ne peut plus favorable à l'épanouissement de toutes les associations et de tous les groupements (1). » C'est par la fondation de ces groupements que notre nouvelle institution donnera l'exemple de la justice réparant les iniquités sociales et rétablissant l'harmonie des forces économiques partout où elle sera troublée. Pour accomplir cette œuvre de réparation qui est le côté pratique de l'association communale, deux moyens s'offrent : création d'associations, d'institutions, d'œuvres spéciales par l'association communale elle-même et union de deux ou plusieurs associations communales pour fonder d'autres institutions communes. On voit à quelle variété de combinaisons on peut aboutir à l'aide de l'association, et on voit aussi quel réseau d'institutions de toutes sortes couvrirait la France le jour où l'association communale agricole fonctionnerait dans toutes les communes, qui alors rivaliseraient de zèle, d'intelligence, pour le plus grand bonheur de tous, pour le développement le plus complet de la vie dans l'humanité » (2) et non seulement pour *the greatest good (or happiness) of the greatest number* comme disent les Philosophical Radicals : Bentham, Both Mill, Hume, Ricardo, Fawcett, J. Morley, Courtney, etc., (3). L'extension de l'union

(1) *L'Économiste français*, 4 août 1900.

(2) COURCELLE-SENEUIL : *Préparation à l'étude du droit*, App. 2, p. 371-396.

(3) L'État à venir, dit M. Fouillée, sera une association d'associations, une centralisation libre résultant de la décentralisation même, où il y aura harmonie entre l'intérêt de tous et l'intérêt de chacun, entre la liberté de tous et la liberté de chacun. L'organisme contractuel dans sa perfection est la conciliation de ces deux choses en apparence contradictoires : individualité et collectivité, décentralisation et

d'associations demande une observation avant de passer à la seconde partie de cette étude. M. de Rocquigny dans son ouvrage déjà cité ici, nous montre l'organisation des syndicats à trois degrés.. J'admets parfaitement les unions de deux ou trois associations communales ou encore les unions cantonales, c'est-à-dire des associations de canton, communales ou autres ; j'accepterai même les unions régionales, c'est-à-dire des associations communales ou autres d'un arrondissement, d'un département, ou mieux d'une région limitée par la différence des principaux produits, en tout cas ne dépassant pas l'étendue d'une petite province (1). Mais je combats énergiquement l'union centrale, autrement dit le fédéralisme, terme consacré qui fait le sujet de plusieurs ouvrages, parce qu'il présente plus de dangers que d'avantages. « Combien la décentralisation économique ou professionnelle nous semble plus opportune et plus rationnelle. Il y a danger que la possibilité pour chaque groupe, pour chaque classe de la société d'exploiter à son profit, au détriment des autres, les pouvoirs publics, n'amène une situation semblable à celle des sociétés anciennes dans certaines périodes

centralisation, liberté des parties et cohésion du tout. (*La Science sociale contemporaine*, p. 180.) Des libertés coordonnées peuvent produire elles-mêmes par voie de suffrage et de division des fonctions, une subordination sociale, d'autant plus parfaite qu'elle est consciente et voulue. (*Id.*, p. 182.)

(1) C'est aussi l'avis de M. Launay : « Nous pensons toutefois, dit-il, qu'il eût été plus sage de créer des Unions moins vastes avec des coopératives moins importantes. » (*Op. cit.*, p. 179.) Et plus loin il recommande la décentralisation, p. 189, en montrant que « plusieurs Unions régionales végètent ou n'ont qu'une existence nominale ». Il y a plus, dit-il, même dans les parties les plus solides, on peut apercevoir des signes inquiétants de ruine (p. 190).

de leur histoire (1). » Chaque lutte politique se transformerait en une lutte économique; chaque divergence économique d'intérêts prendrait l'aspect d'un antagonisme politique. Ce serait la haine réciproque des classes luttant les unes contre les autres, haine qui a ruiné la société ancienne, qui a fait disparaître sa civilisation et qui aujourd'hui encore aurait les mêmes conséquences (2) ». M. Charles Roux disait à la Chambre des députés dans la discussion de la loi du cadenas faite pour satisfaire au syndicat économique agricole de France : « Je trouve essentiellement dangereuse cette politique qui consiste à entretenir cette sorte de haine, d'animosité entre deux forces qui sont indispensables à la prospérité de notre pays et que vous paralysez... On ruine le commerce et la richesse nationale au nom de l'agriculteur, non seulement sans profit pour elle mais à son grand détriment (3). » Cette organisation synthétique peut être suppléée très largement par la presse politique, économique et surtout agricole; cette dernière apportera dans tous les villages, organisés en associations communales, les informations les plus diverses de tous les points de la France. Un mode de centralisation moins dangereux, qui est très employé et spécialisé est celui des Congrès, soit régionaux, soit généraux. Quant à la représentation des intérêts que s'est attribuée le syndicat économique de France (4), elle existe

(1) Paul BONCOUR, *op. cit.*, p. 344.

(2) Lujo BRENTANO : *la Question ouvrière*, p. 176. Cité par Paul BONCOUR, *op. cit.*, p. 346.

(3) Séance du 18 juin 1897, *J. off.* Ch. des dép.

(4) Mais cette représentation officielle, outre qu'elle est incomplète, car elle poursuit plus particulièrement la défense des intérêts des grands propriétaires, offre le désavantage considérable de ne pouvoir

par le suffrage universel fondé sur le principe de la souveraineté nationale, elle existera encore par les unions des associations communales et ces associations elles mêmes ; elle se complétera par la création des chambres d'agriculture départementales ; alors seulement elle sera réellement démocratique. Celles-ci, en rapports constants avec nos associations communales, ayant comme elles un fondement démocratique, rendront les plus grands services à nos paysans. Elles compléteront admirablement le tissu agricole si l'on en juge par le dévouement et la capacité qu'on rencontre chez nos conseillers généraux pour traiter les affaires départementales.

donner des résultats qu'en entretenant dans les campagnes une agitation pour ainsi dire continue et souvent hors de proportion avec le but à atteindre (LAUNAY, *op cit.*, p. 164.)

LIVRE II

Institutions agricoles à fonder par l'association communale.

Si, comme on l'a dit, on doit juger un peuple par les institutions qu'il se crée au moyen de l'association (1), nous sommes assurément les derniers au point de vue de l'agriculture; nous sommes même dépassés par de petits États comme la Suisse, la Belgique, le Danemark, cependant « il ne faudrait pas oublier que la société se modifie tous les jours, aussi bien, plus même dans sa forme économique que dans sa forme politique ou morale; c'est faire inutilement œuvre de réaction que de s'opposer à cette évolution (2) ». C'est donc par une absolue

(1) Les Américains de tous les âges, de toutes les conditions, de tous les esprits s'unissent sans cesse. Non seulement ils ont des associations communales et industrielles auxquelles tous prennent part, mais ils en ont encore de mille autres espèces... Partout où à la tête d'une entreprise nouvelle, vous voyez en France le gouvernement et en Angleterre un grand seigneur, comptez que vous apercevrez aux États-Unis une association. (DE TOCQUEVILLE, *op. cit.*, p. 214, t. III.)

(2) *Économiste français*, samedi 3 mars 1900. « Les sociétés coopératives de consommation », WILHELM.

nécessité qu'il faut faire apercevoir à nos paysans cette évolution qui doit remplacer la routine par la science appliquée à la méthode culturale comme à l'organisation sociale. Il est grand temps de les inviter, de les amener à multiplier les ressources de l'agriculture par une foule d'institutions aux formes les plus variées. Toutefois il faut apporter une grande sagacité dans ce travail d'organisation, car on n'a pas toujours laissé la part de l'initiative et de l'activité individuelles qui doit toujours être prépondérante. L'Association-Providence ne vaut pas plus que l'État-Providence. « Nous devons rester très défiant à l'égard de toutes les institutions qui pourraient paralyser l'esprit d'initiative et accroître cette anémie des volontés dont on se plaint aujourd'hui avec raison (1). » Et pour faire observer cette mesure nécessaire, il ne suffit pas de dire que « l'être collectif est celui qui fait et possède tout ce que ne peut pas faire et posséder l'être individuel, tandis que l'être individuel est celui qui fait et possède tout ce que ne peut pas faire et posséder l'être collectif » (2). Il semble préférable de recommander aux promoteurs de toute institution de bien considérer le but à atteindre et de ne pas sacrifier sans nécessité le développement des facultés intellectuelles. Comme le père de famille, l'association communale veillera avec une sollicitude toujours égale sur les besoins de la commune économique, elle ne laissera aucun progrès de la science, aucune idée nouvelle sans examiner si elle peut et doit en profiter, elle donnera à sa famille communale les instruments de travail et de

(1) BLONDEL : *Réforme sociale*, 1^{er} décembre 1897.

(2) DE GIRARDIN : *De la liberté et du pouvoir*.

perfectionnement, c'est-à-dire toutes institutions utiles ou nécessaires, sur lesquelles, une fois créées, elle continuera discrètement sa vigilance pour en arrêter les symptômes de désorganisation ou y provoquer des améliorations.

Nous grouperons toutes ces institutions agricoles sous un triple chef : la coopération, la mutualité et l'assistance. Elles feront ainsi l'objet de trois chapitres.

CHAPITRE PREMIER

LA COOPÉRATION

But de la coopération. — La coopération a fait d'immenses progrès depuis les Équitables pionniers de Rochdale (1844) qui en est la première application due à un socialiste, Owen. Quel est le principe de la coopération ? C'est au chef même de l'École coopérative en France qu'il faut le demander. « Cette école, dit M. Gide, pense que les intérêts personnels, loin d'être nécessairement harmoniques, sont au contraire naturellement en conflit, et, à la lutte pour la vie qui est, si l'on veut, le régime naturel, elle oppose l'union pour la vie; à la devise « chacun pour soi » (*self help*), celle de « chacun pour tous » qui est la devise des sociétés coopératives. L'association coopérative est en effet le moyen qu'elle préconise. Sans doute le moyen peut paraître mesquin et hors de proportion avec le but à atteindre. Mais si pourtant on veut réformer l'ordre social actuel sans recourir uniquement à l'emploi de moyens coercitifs, sous forme de législation, et moins encore à la violence, sous forme de révolution, il ne reste d'autres moyens que le concours des bonnes volontés, c'est-à-dire des libres associations. Il faut songer encore

que la coopération est l'antithèse indiquée de la compétition que nous voulons supprimer : que sous toutes ses formes, qui sont infiniment variées, — production, crédit, consommation — elle tend à remplacer l'antagonisme des intérêts (entre le patron et le salarié, entre le créancier et le débiteur, entre le producteur et le consommateur), par la communauté des intérêts ; que par là, elle se montre éminemment propre à faire l'éducation des individus et des classes au point de vue de la solidarité et à leur apprendre à faire le sacrifice de certains de leurs droits en faveur d'autrui. Enfin, il faut songer qu'elle tend à éliminer les intermédiaires, à supprimer le salariat, à limiter la part du capital dans les profits, à agrandir la sphère de la propriété et de l'épargne collective, ce qui répond aux desiderata du socialisme, et finalement à régler tout le mécanisme économique en vue de la consommation plutôt qu'en vue de la production, ce qui répond aux plus récentes préoccupations de la science économique contemporaine (1). » Cette idée de coopération est devenue universelle ; un ancien ministre italien, M. Luzatti, appelle la coopération une tente de paix sociale qui abrite les phalanges fatiguées des travailleurs, M. Paul Leroy-Beaulieu lui-même, d'ordinaire si sévère pour tout ce qui porte une teinte de socialisme, atténue la critique qu'il en avait faite dans son *Traité d'économie politique* comme mode général de transformation économique : « La coopération est un instrument qui dans plusieurs domaines, notamment dans celui de la répartition des produits, a rendu des services signalés. Elle

(1) Ch. GIDE : *Principes d'économie politique*, p. 38.

est à la fois un des correctifs, non pas le seul, des abus du commerce de détail ; et, d'autre part, elle peut être, en certains cas, un moyen de sélection et d'ascension pour les ouvriers capables et énergiques. Ainsi, à tous les points de vue, la coopération doit être considérée comme un facteur social important et digne de développement (1). » Nous avons vu cependant en parlant des syndicats que la coopération avait attiré sur eux la colère de nos commerçants. On a même signalé en Belgique un véritable soulèvement contre les sociétés coopératives. Le petit commerce surtout est sérieusement atteint. « Le petit négoce, dit M. Thaller, déjà battu en brèche par les sociétés anonymes, succombera nécessairement si on lui suscite du côté opposé une seconde concurrence, celle du syndicat des consommateurs. Et la disparition du petit commerce avec celle de la moyenne bourgeoisie aurait des conséquences très graves qu'on peut juger d'avance néfastes (2). » Dans l'interpellation sur la mise à la patente d'une section de syndicat agricole (18 déc. 1897), comme le comte d'Hugues rappelait à M. Méline sa déclaration que les sociétés coopératives ne détruisaient pas les intermédiaires mais les contenaient, M. Jaurès d'interrompre en ces termes : « Elles les contiennent comme le panier contient la tête d'un guillotiné. » D'ailleurs les coopératistes ne s'en cachent pas : « Est coopérative, dit M. Durand au Congrès des banques populaires de Toulouse, la société qui a pour but de rendre à ses membres les services économiques que, sans

(1) *Économiste français*, 4 août 1900, p. 149. « La Coopération et le Socialisme. Un plan de coopération philanthropique. »

(2) E. THALLER : *Traité élémentaire de droit commercial*, Paris, 1898.

elle, ils seraient obligés de demander à un commerçant qui prélèverait des bénéfices sur eux. La caractéristique de la coopération est l'écartement des intermédiaires au profit des associés », et encore : « La coopération implique comme but final la transformation du mécanisme économique actuel et des trois grands ressorts qui le font aujourd'hui mouvoir, la concurrence, le salariat, l'actionnariat et, d'autre part, il n'est point du tout radical dans ses procédés puisqu'il ne demande rien qu'à l'association libre (1). »

La coopération peut également devenir dangereuse sous la forme nouvelle d'ententes (2) qui ne peuvent aboutir qu'à l'étatisation et qui, pour cela, sont favorisées par les collectivistes. Ainsi donc, d'après les coopératistes il faudrait enrégimenter dans des sociétés coopératives tous les membres de la société. « Il est vrai, dit M. Gide, que l'égoïsme et l'antagonisme des individus pourra bien être remplacé par l'égoïsme et l'antagonisme des groupes : nous en voyons maints exemples, mais il faut des échelons à tout progrès. » (*Op. cit.*, 538.) Je pense avec M. Pic que « prétendre fonder la république coopérative sur les ruines de l'organisation actuelle, qui d'elle-même se dissoudrait pour faire place dans toutes les branches d'industrie à l'association libre des producteurs est assu-

(1) *Revue d'économie politique*, 1896, Ch. GIDE : « Un succès de l'École coopérative », p. 609.

(2) Nous appellerons Ententes les conventions conclues entre des entreprises similaires ou ayant des intérêts communs dans le but de maintenir les prix à un taux ou à des taux déterminés, en agissant collectivement sur la demande et sur l'offre de leurs matières premières, ou de leurs produits fabriqués, ou de leurs services. (Ch. BROUILHET : *Essai sur les ententes commerciales et industrielles.*)

rément une conception grande et généreuse, mais je crains bien que ce ne soit qu'un rêve » (1). En effet, il suffit de rappeler que le principe de la liberté de concurrence est, malgré les abus qu'elle amène, le meilleur fondement à donner à l'organisation sociale, que le commerce est une branche de notre industrie nationale qu'on ne doit pas supprimer mais dont on peut corriger les abus, que ce mouvement vers la concentration conduit droit au communisme, pour nous confirmer que la coopération universellement appliquée ne serait pas un progrès, que fatalement l'association deviendrait obligatoire, qu'elle anéantirait l'intérêt personnel, le suprême mobile des actions humaines, qu'elle ressusciterait cette vieille doctrine à la fois théologique et économique du moyen âge, le renoncement à soi. C'est le chef de l'École coopératiste en Angleterre, Vansittart Neale, qui l'affirme et y voit l'application véritable du christianisme à la vie. Enfin, en substituant à la libre concurrence de véritables monopoles qui se feraient concurrence, elle aboutirait à une contradiction économique et sociale : la liberté individuelle tuée par la liberté d'association. « La preuve des instincts économiques de la coopération, c'est qu'elle ne croit pas à ses magisters et se livre à la concurrence aussi franchement que les associations ordinaires. En Italie les sociétés de braccianti, en sollicitant des travaux les uns contre les autres, font la baisse de leurs salaires ou de leurs bénéfices. Il en est ainsi des peintres en bâtiments à Paris. » (*Le Monde économique*, 10 juin 1899, Concur-

(1) *La Question des salaires devant le Parlement*, conférence donnée à l'Association d'études et d'Activité sociale, le 7 décembre 1895.

rence ou coopération, E. Brelay). Aussi sommes-nous certains que la coopération ne supprimera pas la concurrence car, dit M. F. Passy, celle-ci est le véritable mobile du progrès ; elle est innée au cœur de l'homme ; et si on la supprimait entre les individus, on la verrait renaître plus âpre et moins amortie entre les différents groupes que l'on aurait formés (*Conférence*, Montpellier, t. I, p. 405). C'est pourquoi je me contente de demander à la coopération de suppléer à l'impuissance individuelle devant certains faits sociaux ou dans certains problèmes économiques.

La coopération dans l'agriculture. — M. Brouilhet prétend qu'elle peut jouer un grand rôle en agriculture. « Tout permet de croire, dit-il, qu'elle se développera beaucoup dans l'avenir. Nous irons même plus loin en ce qui concerne la petite propriété : le groupement coopératif nous semble pour elle non seulement un avantage mais presque une condition d'existence (1). » Oui, la coopération peut et doit être employée par nos paysans, mais dans une certaine mesure, car ne pouvant s'étendre à un grand nombre de personnes, ces sociétés trop multipliées causeraient une perte de temps considérable. De simples ententes collectives par l'intermédiaire de l'association communale et au hasard des événements permettront souvent d'obtenir les mêmes résultats sans les conséquences d'une véritable coopérative permanente. Il est d'ailleurs impossible de déterminer le nombre et l'objet des sociétés coopératives nécessaires dans telle ou telle

(1) BLONDEL, *op. cit.*, p. 230.

commune. Ce sont les circonstances qui doivent les faire naître comme elles doivent disparaître dès qu'elles ne paraissent plus utiles.

« Dans le commerce de distribution, dit M. Jannet, l'avenir appartient aux sociétés coopératives de consommation. Les grands magasins ont joué le rôle de précurseurs en leur faveur. En Angleterre le succès des grands stores coopératifs et surtout de la fédération des sociétés de distribution autour des *wholesale societies* en est le garant (1). » M. Malon au contraire ne reconnaît à la coopération de consommation qu'une efficacité limitée. Quoi qu'il en soit, elle ne paraît pas devoir se répandre beaucoup à la campagne. On sait que le paysan trouve dans son exploitation une grande partie de sa consommation ; cependant on a aussi constaté qu'il avait une tendance à porter tous ses produits sur le marché pour les racheter ensuite au commerçant ou fabricant. Ainsi pour le blé, les statistiques nous donnent un développement considérable de l'industrie de la boulangerie. Et, ce qui a été signalé cent fois, les boulangers trop nombreux pour la clientèle qu'ils desservent, ayant les mêmes frais de production, sont arrivés presque partout à former une entente et à détruire ainsi l'effet de la concurrence. Il en est de même de l'épicerie, de la boucherie et l'on pourrait dire de toutes les matières indispensables à l'alimentation humaine dont les prix commerciaux sont hors de proportions avec le coût de la matière première ou de la production. Il y a là des abus qui trouveront dans la coopération un puissant moyen de réformation.

(1) Claudio JANNET, *op. cit.*, p. 557.

Les machines agricoles et même les instruments aratoires nécessitent des avances que tous les travailleurs ne peuvent pas toujours faire, de plus les chômages de ce capital fixe peuvent le rendre dispendieux pour certaines exploitations. L'association communale devra examiner le moyen de les adapter à la culture et d'en faire profiter sinon tous, du moins le plus grand nombre ; elle provoquera des groupements plus ou moins nombreux suivant la valeur, l'emploi de ces instruments de production, elles les constituera en simples sociétés civiles soumise aux articles 1107 et s. du contrat en général et au titre IX du contrat de société, 1832 et s. du Code civil. Enfin elle pourra leur aider à établir leur acte de contrat, dans le but le plus favorable à l'agriculture et aux bons rapports entre les sociétaires (1).

La coopération de production à laquelle M. Brouilhet fait allusion dans la citation ci-dessus demande quelques développements. M. Leroy-Beaulieu paraît bien aussi vouloir parler de ce genre de coopération quand il dit : La coopération et l'association doivent s'étendre à d'autres domaines, à ceux qu'il y a déjà près d'un siècle, recommandait Fourier (2). Or, la coopération de production doit-elle être pratiquée et dans quelle mesure ? Nous avons en France l'exemple des fruitières qui, nées en Franche-Comté, se sont répandues dans tous les pays

(1) Dans la région pyrénéenne, des syndicats communaux d'industrie agricole se sont formés pour acheter et exploiter en commun les machines agricoles. Ce sont les caisses rurales qui leur avancent l'argent. On pourrait citer encore l'œuvre de l'outillage agricole du syndicat agricole d'Aix qui s'étend sur cinq cantons. V. thèse EYMARD : *les Syndicats agricoles*, p. 22 et s.

(2) *Traité d'écon. pol.*, t. II, p. 13.

d'élevage. Ce sont des associations civiles (arrêt de Besançon, 23 avril 1845). On ne saurait trop les recommander. Le Danemark a bien su en tirer profit pour nous faire sur ce produit une concurrence terrible. On peut encore, et l'association communale y aidera, examiner les combinaisons qu'on peut faire entre voisins pour certains travaux où la réunion d'ouvriers devient une économie de temps et d'argent. Mais tout ceci existe et ne demande qu'à être multiplié. Devons-nous pousser la coopération de production plus loin ? Je le crois. Il y a d'abord les améliorations foncières auxquelles on ne songe pas assez parce qu'elles nécessitent un capital qui ne peut pas être pris dans la caisse de roulement. Or, M. Piret recommande et avec raison de faire un plan d'ensemble avec devis estimatif des améliorations projetées, de ne pas éparpiller ses forces et trop attaquer à la fois (1). Il me semble que l'association communale pourrait prendre l'initiative de ce plan d'ensemble, dans un village par exemple, et organiser entre les divers propriétaires intéressés une association qui déterminerait les conditions les meilleures dans lesquelles pourraient s'exécuter les opérations imposées par ce plan, et cela, en tenant compte des intérêts de chacun. Mais on parle beaucoup de réunions territoriales qui ne diminueraient pas le nombre des propriétés, réuniraient les parcelles éparses, les désenclaveraient et éviteraient la déperdition de culture sur les confins des parcelles, etc. C'est l'objet de la *Flurbereinigungsgesetz* du 29 mai 1886 en Bavière. Cette forme de coopération de production me paraît trop absolue, il faut bien,

(1) *Op. cit.*, t. I, p. 151 et s.

comme le dit M. Leroy-Beaulieu, que la petite propriété se pénètre de l'esprit de coopération et d'association, mais elle doit garder ce caractère de personnalité et d'indépendance qui est pour beaucoup dans l'acharnement du propriétaire à la culture du sol et dans les jouissances qu'il y trouve (1). Ici l'association communale pourrait très bien voir les terroirs, surtout les plus éloignés des habitations, et dont les parcelles sont trop nombreuses pour une culture rationnelle, chercher à en grouper les exploitants en leur donnant toutes les indications nécessaires pour bien établir cette sorte d'association terrienne sur des bases solides. Il est fort probable que les résultats obtenus dès la première année en amèneraient la continuation. L'expérience peut assurément susciter d'autres formes de production aussi avantageuses que celle-ci, mais, je le répète, l'association de tous les producteurs ou même de trois ou quatre pour toute leur culture, ne me satisfait nullement. La direction serait concentrée dans les mêmes mains et tout autour agiraient comme des machines un plus ou moins grand nombre de personnes. C'est ce que je n'admets pas car « la seule fin digne d'être poursuivie, c'est le développement de l'individu » (2), et le développement de toutes ses facultés, de tout son être.

Les engrais, amendements, semences et matières premières dont la qualité n'est pas toujours visible, et qui demandent une certaine confiance dans le commerçant obligent les paysans à ne pas laisser multiplier les magasins de ces produits. Pour cela, ils n'ont qu'à s'associer.

(1) *Tr. d'écon. pol.*, t. II, p. 14.

(2) H. MICHEL, *op. cit.*, p. 617.

Mais est-il bien utile de fonder une société coopérative soumise à la loi de 1867 ? Peut-être dans les communes un peu fortes. Dans les autres, l'association communale, en concentrant les demandes d'achat, peut aboutir au même résultat qu'une coopérative, elle peut également obtenir des maisons de commerce des concessions qu'un simple particulier ne pourrait avoir, elle peut même s'unir à des associations de communes voisines pour obtenir une plus grande réduction. Alors, pour jouir de la remise, chaque acheteur n'aurait qu'à faire viser sa demande par le comité, les prix des différentes maisons étant affichés, l'association pourrait prendre pour chaque commande une légère commission exclusivement réservée à l'expérience d'une analyse faite de temps à autre. Soyez certain que les commerçants chercheront à satisfaire une clientèle qui leur assure des affaires et que s'ils sont relativement nombreux, ils arriveront moins facilement à s'entendre pour maintenir de hauts prix.

En passant à la coopération de vente des produits agricoles qui, depuis l'échec du projet de loi sur les bons d'importation, a encore davantage préoccupé législateurs et économistes, nous constatons un maigre succès pour les diverses sociétés ayant pour objet ce genre de coopération. Quelles qu'en soient les causes, il ne faut pas s'abuser sur les résultats qu'elle peut donner. L'association communale, par la presse agricole, peut rendre de très grands services au point de vue de la vente des récoltes. Des annonces de toutes sortes peuvent être insérées dans les publications agricoles, et ainsi se répandre dans toutes les campagnes pour parvenir aux intéressés. Déjà ce moyen est employé par quelques jour-

naux politiques pour certains produits importants. Mais jusqu'ici c'est surtout à la coopération de vente des céréales que l'on a visé ; elle a fait naître en Allemagne, Autriche, Amérique les *Kornhäuser* que l'État a mis à la disposition des associations coopératives et qui sont à la fois des organes de prêts sur gages et de vente. Un vœu du deuxième Congrès national des syndicats agricoles (Angers, 20-22 mai 1895) portait : « Que c'est par les syndicats agricoles groupés en unions régionales que doit être organisée la vente des produits agricoles au moyen de coopératives régionales ou locales dans des cas particuliers et pour des natures spéciales de produits, » et M. Mabillean cite l'exemple de la câprerie de Cuges et Roquevaire (1) qu'une coopérative de vente a sauvée et fait prospérer. Cependant pour combattre l'agiotage, il ne faut pas supprimer le commerce, et remplacer le monopole des acheteurs par un monopole des vendeurs ne résout nullement la question. Aussi cette coopération trouve dans les *Kornhäuser* une solution simple, car elle permet de concentrer une moindre quantité de blé pour en trouver plus facilement le placement. Avec la presse agricole comme complément de cette institution, nous trouvons là sinon toute satisfaction, au moins tous les avantages que l'on peut espérer actuellement de la coopération de vente des produits agricoles.

Le crédit rural. — Le plan modeste de cette étude ne permet pas de discuter une question de terminologie. On a voulu que le crédit foncier et le crédit agricole

(1) « Mouvement agricole », *Revue de Paris*, 1^{er} juillet 1897.

fussent absolument distincts, tandis que, en réalité, l'un est une partie de l'autre; nous continuerons donc à les regarder comme distincts, ce qui nous fait recourir à l'expression de crédit rural, pour désigner tout crédit qui se rapporte à l'agriculture, à la campagne suivant l'étymologie du mot.

Le crédit, d'après M. Schmoller, est, comme tout grand progrès de la civilisation, un couteau à deux tranchants qui peut faire les blessures les plus profondes comme il peut concourir d'une façon merveilleuse au progrès économique. » Cela est vrai surtout en agriculture, et les opinions différentes des principaux auteurs le démontrent bien. C'est J.-B. Say qui a soutenu qu'il était souhaitable que chacun travaillât avec ses propres capitaux (1). C'est Batbie (2) qui dit : « L'agriculteur qui s'endette s'engage dans la plus fausse des voies. Avec un revenu faible et en tout cas mal assuré, il s'expose à ne pas pouvoir payer un intérêt élevé et déterminé. Sans doute la culture a besoin de capitaux et la terre veut qu'on lui fasse des avances ; mais ce n'est pas par voie d'emprunt que le propriétaire doit s'en procurer. La manière la meilleure c'est de faire des économies et d'obtenir, en mettant de côté une partie des produits, les avances réclamées par la culture. A défaut de ce moyen, il faut vendre une partie de sa terre pour améliorer l'autre. C'est là un principe élémentaire qu'on devrait enseigner dans toutes les écoles primaires afin de répandre sur ce point des idées saines dans les masses. » Et logiquement M. Batbie conseille la vente

(1) *Cours d'économie politique*, t. I, p. 135.

(2) *Mélanges d'économie politique*, p. 110.

d'une partie de la terre pour la libération des dettes qui la grèvent. C'est une solution de la question hypothécaire qui me paraît un peu radicale. C'est encore M. Vignes qui conseille aux cultivateurs de se procurer des ressources par l'économie et non par le crédit (1). MM. Barail et Sagnier, dans leur Dictionnaire d'agriculture, écrivent qu'on ne peut cultiver qu'avec les capitaux que l'on possède. Toutes ces appréciations se résument dans ces quatre mots : « et surtout n'empruntez pas », vieux proverbe qui bientôt n'aura plus sa raison d'être. Les autres économistes font une distinction dans l'emploi qui doit être fait des sommes empruntées. Ainsi M. Baudrillart : « On parle de la nécessité du crédit en certaines circonstances. Elle est réelle, mais interrogez les hommes compétents et sincères en Normandie ; ils vous diront que rarement les emprunts sont consacrés à l'amélioration du sol, mais aux nécessités pressantes d'une situation déjà obérée ou à des exigences d'aisance, de luxe même, accrues parfois hors de raison (2). » Léonce de Lavergne nous donne un autre défaut de l'emprunt : « Le grand fléau de la propriété, c'est la dette, non celle qui a été contractée pour faire valoir son bien et qui est presque toujours avantageuse quoique rare, mais celle beaucoup plus communé qui porte sur le fonds lui-même et qui laisse le propriétaire nominal sans ressources pour l'entretenir en bon état (3). » Enfin dans un rapport (1866) M. Josseau donne déjà une notion supérieure du crédit agricole. « Mettre, dit-il, aux mains de l'agriculteur les

(1) *Journal des économistes*, 1878, IV, p. 491, t. II, p. 441.

(2) BAUDRILLART, *op. cit.*, p. 301.

(3) *Économie rurale de l'Angleterre*, p. 112.

moyens d'acheter en temps opportun et au meilleur marché possible des outils, des bestiaux et des engrais, de pratiquer sur la terre qu'il cultive des travaux d'amélioration, de choisir le meilleur moment pour l'écoulement de ses produits, c'est non seulement contribuer à son bien-être ou conjurer sa ruine, mais c'est atténuer les effets des grandes calamités publiques et alimenter les sources de la prospérité du pays. » En somme, le crédit pour l'agriculture n'a aujourd'hui presque plus d'adversaires, et pas plus pour cette industrie que pour les autres on ne peut admettre que le crédit soit improductif (1). « C'est ici un usage, dit dans ses mémoires Jefferson, grand adversaire des banques pourtant, que les cultivateurs qui ont besoin d'instruments ou de semences pour la culture s'adressent à quelques négociants des villes qui les leur livrent à crédit en remettant les termes du paiement jusqu'à la récolte prochaine. » « Ce système d'avance, dit Coquelin (p. 126), n'est rien moins que la source première de la prospérité des États-Unis. C'est le levier puissant à l'aide duquel le peuple américain a remué et fécondé le désert. Ce système d'avances, dirai-je, c'est la source première de tous progrès, c'est le levier, hélas ! trop faible et trop peu employé encore, à l'aide duquel l'homme remue et féconde la terre ; c'est le secret de sa force et de sa durée. » (F. Passy, *op cit.*, p. 161, t. II.)

Mais on le conteste encore un peu quand il s'agit

(1) Le crédit n'est que la permission d'user du capital d'autrui : il n'augmente pas les moyens de production, il ne fait que les transporter de l'un à l'autre, il ne crée donc pas de richesses. (Stuart MILL, *Économie politique*, t. II, p. 34.)

d'acheter une terre ou d'y faire de grosses améliorations. « Nous n'apprécions pas beaucoup, dit M. Gide, l'utilité du crédit foncier, quelques formes ingénieuses qu'on lui donne. Sans prétendre formuler ici un principe absolu, nous ne pensons pas qu'il y ait un grand intérêt à faciliter au petit propriétaire les moyens d'emprunter : pour une fois qu'il y trouvera une occasion de fortune, dix fois il y trouvera une cause de ruine. » (*Op. cit.*, p. 351.) Et le savant économiste part de là pour proposer « l'Homes-tead des États-Unis qui enlève au propriétaire la faculté d'emprunter sur sa terre ». Après avoir repoussé cette institution étrangère, je crois que M. Gide s'est trop basé sur la période de crise que nous traversons. En remontant aux cinquante années antérieures, on constaterait que grâce à l'emprunt la propriété paysanne a plus que doublé en étendue tandis qu'elle acquérait une valeur deux, trois et souvent cinq fois plus grande. Il me paraît donc excessif de condamner même le crédit foncier, mais on ne saurait négliger la formule de M. Schmoller, et c'est avec une grande prudence qu'il faut le conseiller à nos paysans et seulement dans les époques de prospérité.

On a dit souvent que les banques créées pour nos agriculteurs manquaient non d'argent mais d'emprunteurs. Cela est vrai et est dû à deux causes : la première est que la routine toute-puissante encore chez nous maintient le cultivateur même aisé dans ce fâcheux préjugé qu'il ne doit se servir que de ce qu'il possède ; la deuxième est qu'on ne lui a pas encore donné un instrument de crédit bien approprié à ses besoins et à notre caractère. Il importe donc de faire comprendre à nos paysans tous les avantages du crédit, de leur démontrer que c'est une

puissant auxiliaire de production, de leur mettre sous les yeux le chiffre des capitaux que l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, la Belgique et autres pays ont consacrés à leur agriculture par le moyen du crédit. Il importe surtout d'en faire un instrument facile à manier et qui n'entraîne aucun danger.

On parle fort peu du crédit en nature, c'est que l'emploi en est de plus en plus restreint; c'est regrettable, car il pourrait rendre encore de grands services aux petits propriétaires; il y aurait même là un moyen de réaliser le crédit gratuit à titre d'assistance. En tout cas ce n'est pas sur lui que nous pouvons fonder le crédit rural. « Le crédit en nature, dit M. Turlin, est dans beaucoup de cas un excellent système; il faut cependant bien convenir qu'il ne répond pas à tous les besoins de l'agriculture; il y a en effet toute une série d'améliorations qui se traduisent surtout par des dépenses de main-d'œuvre et auxquelles le crédit en nature ne saurait s'appliquer. (1) » Mais on condamne généralement la vente à crédit, où une spéculation éhontée s'est donnée libre carrière sous plusieurs formes; cependant, pratiquée avec la bonne foi qui doit présider aux affaires sérieuses, elle est incontestablement une forme supérieure du crédit. Les progrès de la civilisation peuvent seuls empêcher les actes malhonnêtes qui d'habitude accompagnent ce contrat et en le réhabilitant lui faire produire tous les avantages qu'il comporte. Le vendeur jouit d'ailleurs d'un privilège (art. 2102-4 du Code civil).

Enfin, la forme la plus employée du crédit est le prêt à

(1) *Le Cultivateur* du 10 août 1890.

intérêt de sommes versées entre les mains de celui qui a besoin. Nous allons voir les formes diverses de ce prêt, mais auparavant, il y a lieu de faire quelques observations sur notre législation: 1° on s'est fortement élevé contre l'usure, toute l'histoire économique du passé est remplie de plaintes vives et amères contre ce mal hideux. Il semble bien qu'on ait réussi, non à la faire disparaître, mais à la rendre inoffensive. Faut-il l'attribuer à la loi du 3 septembre 1807? Non, les mœurs ont fait beaucoup plus par le discrédit dont on a entouré tous ceux qui font de l'usure sous n'importe quelle forme. En Allemagne il paraît qu'à l'ombre de la nécessité elle fait encore de grands ravages. Chez nous on pourrait sans inconvénient réaliser le rêve de Turgot tout en laissant subsister le délit d'usure qui rentre dans le droit pénal proprement dit. « Ce n'est pas le taux de l'intérêt qui constitue l'usure, dit M. Leroy-Beaulieu, ce sont certaines circonstances qui accompagnent ou précèdent le prêt. » 2° Les privilèges qui couvrent la propriété sont trop nombreux, diminuent beaucoup le crédit du propriétaire et réduisent à néant celui de la propriété paysanne, ainsi l'article 2102, al. 1 en faveur du bailleur, même atténué par la loi du 20 février 1889, est encore un obstacle au crédit. Le régime dotal pur devrait être banni de notre code, on assure qu'il s'est parfaitement acclimaté dans le Midi, mais l'esclavage aussi avait les sympathies des grands philosophes Aristote et Platon. On devrait également supprimer les articles 1811 et 1831 ou au moins les modifier dans un sens moins restrictif de la liberté. Que dire de la proposition de commercialiser les engagements des agriculteurs? Ce ne serait peut-être pas un grand avantage; en tout cas, il faudrait faire auparavant

l'éducation financière de nos paysans. En résumé, l'État doit chercher à ne pas entraver, comme le fait notre législation actuelle, l'action bienfaisante du crédit ; mais il ne faut pas oublier que, s'il peut par quelques réformes dans notre législation rurale faire du crédit un instrument de progrès pour notre agriculture, c'est surtout aux intéressés qu'incombe la tâche non de le créer, mais de l'approprier à leurs besoins. « Le crédit populaire, dit M. Rayneri, doit prendre sa source dans le peuple lui-même par l'application des principes de coopération qui permettent à l'épargne et au travail de se rapprocher au moyen de l'association. Les classes populaires doivent préparer elles-mêmes l'outillage destiné à leur fournir les ressources nécessaires pour accomplir les réformes auxquelles elles aspirent. Or, le premier but à atteindre, celui qui forme le pivot de toutes les autres améliorations, est le crédit (1). » L'association communale sera toute désignée pour s'occuper de cette question importante, elle trouvera dans ses relations avec d'autres associations, avec le professeur d'agriculture, avec les Chambres d'agriculture, et dans la presse agricole, tous les renseignements nécessaires pour organiser le crédit. On peut même ajouter que ce sera là le premier objet de ses travaux et la première institution qu'elle créera en dehors d'elle-même.

Épargne. — « Le point central de la question du crédit populaire est l'épargne (2). » M. Secrétan prétend que c'est seulement par l'épargne que les classes infé-

(1) *Manuel des Banques populaires*, p. 14.

(2) Eugène Rostand : *l'Action sociale par l'initiative privée*, p. 87.

rieures pourront se relever. Il a raison, c'est le plus sûr de tous les revenus, a dit Cicéron ; un sou épargné est un sou gagné, dit aussi Franklin. Mais ces maximes sont parfaitement connues de nos paysans. Peut-être même pourrait-on leur reprocher de prélever cette épargne sur leur alimentation, ce qui est plutôt nuisible à l'agriculture qui veut des hommes forts et dont l'horizon s'étende au delà de la routine. Où va cette épargne ? Une partie, et c'est la plus petite aujourd'hui, est employée soit à l'acquisition ou amélioration d'immeubles, soit à la construction d'habitations, soit à l'exploitation elle-même. Une autre partie reste encore dans la campagne par les prêts faits entre paysans. Une grande quantité va à l'industrie par le moyens des actions et surtout des obligations, car c'est surtout celles-ci que les grandes sociétés financières comme les compagnies de chemins de fer augmentent de plus en plus ; et, grâce à l'habileté de la spéculation, la loi de 1867 a considérablement augmenté la confiance du paysan qui, découragé d'autre part par les effets de la crise actuelle, a alimenté ainsi le commerce et l'industrie au détriment de l'agriculture. L'émigration de ces fils de gros paysans, futurs citadins, est encore une perte d'argent pour l'industrie agricole, car aux frais d'éducation il faut ajouter les revenus de leurs domaines, qui seront dépensés à la ville et dont l'excédent garnira le portefeuille en valeurs mobilières. Enfin l'épargne des paysans va grossir cette masse énorme de quatre milliards dont s'est chargé l'État sous le couvert de Caisses d'épargne qui sont devenues de véritables caisses de capitalisation. L'idée de Caisse d'épargne apparaît dans les livres de Hugues Delestre en 1611 ; elle se réalise dès le

xviii^e siècle au delà du Rhin, en Angleterre (*saving banks* de Wakefield de 1800), et en France par un bureau d'économies adjoint à la Compagnie d'assurances sur la vie en 1787. Une loi du 19 mars 1793 déclare (article 13) que pour aider aux vues prévoyantes des citoyens qui voudraient se préparer des ressources à quelque époque que ce soit, il sera fait un établissement public sous le nom de Caisse nationale de prévoyance sur le plan et d'après l'organisation qui seront déterminés. Mais notre première Caisse d'épargne est celle de Paris, fondée en 1818 par le duc de la Rochefoucault-Liancourt et Delessert. Plusieurs autres sont successivement créées sur celle de Paris et ne tardent pas être réglementées (loi organique du 5 juin 1835). Arrive ensuite la loi du 3 mars 1837 qui applique le mot de Gladstone : « L'épargne populaire est un dépôt sacré » et la confie à la Caisse des dépôts et consignations. L'institution se développe au point que l'État autorise en 1875 certaines caisses postales à recevoir des fonds d'épargne et fonde par la loi du 9 avril 1881 la Caisse nationale d'épargne. « expression suprême de la centralisation » dit M. Brouilhet; il lui donne en 1882 le don d'ubiquité qui en fait une grande commodité pour les particuliers. Cette œuvre de philanthropie rémunératrice, comme l'appelle M. Brouilhet, se rencontre presque dans tous les pays mais non dans les mêmes conditions. Tandis que les caisses françaises nous offrent « leur banale, désespérante et obligatoire uniformité », l'Italie, la Belgique, l'Allemagne en ont fait, sous diverses formes, les auxiliaires du crédit populaire. Chez nous on a si bien compris le vice de cette immobilité des fonds de Caisses d'épargne qu'on a fini par nous en céder une petite

portion, mais l'État a agi avec une telle parcimonie et une telle crainte de troubler cette institution que la réforme est insuffisante et a fait beaucoup de mécontents. Cette loi du 20 juillet 1895 avait un double but : conjurer les dangers éventuels d'une accumulation croissante de dépôts et encourager les caisses à faire des placements plus intéressants et plus variés, or le premier a été atteint mais pas le second (1). M. Brouilhet, à qui nous avons largement emprunté sur cette question, pose ainsi les principes des caisses d'épargne : « Leur fonction première est d'amorcer l'épargne, elles doivent ensuite permettre, en servant aux dépôts modiques un intérêt élevé, la croissance aussi rapide que possible du premier capital. » Et il préconise la combinaison suivante : dédoublement du compte, à savoir 750 francs à 3 p. 100 et le surplus, qui pourrait aller à 2.250, à 1 p. 100. « Protectrices efficaces des épargnes embryonnaires, elles offriraient un asile temporaire aux capitaux déjà formés. Éducatrices de ceux qui aspirent à être capitalistes, elles n'offriraient pas à ceux qui le sont déjà des moyens définitifs d'un placement rémunérateur à l'excès pour la qualité du débiteur et la nature du prêt... Éducatrices de l'épargne, elles peuvent être éducatrices aussi de ces organes économiques nouveaux empreints d'une idée de rénovation sociale qui ne peuvent pas encore, sur le terrain strictement économique, vivre d'une existence indépendante. »

Quant à l'emploi des fonds des caisses d'épargne, il faudrait absolument sortir de ce système dit d'adduction

(1) *Les Fonctions sociales des Caisses d'épargne et la loi du 20 juillet 1895*, par Ch. BROUILHET, Paris, Rousseau, 1897.

forcée, et le remplacer par un libre emploi réglementé qui permettrait de réaliser plus facilement des œuvres d'assistance. Ainsi à Lyon, quand la société Mangini-Aynard a voulu transformer sa société civile de logements économiques en société anonyme au capital de 1.000.000, elle a préféré au public la Caisse d'épargne de Lyon parce que celle-ci devait lui prêter surtout un appui moral. Malheureusement la loi de 1895 ne laisse à la disposition de ces caisses qu'une fraction très minime de l'argent qu'elles encaissent. Certains préconisent le système belge, c'est-à-dire le système d'une Caisse centrale d'épargne, distribuant l'argent à toutes œuvres utiles et sûres. Je crois qu'il serait difficilement applicable en France. Ce qu'il faudrait, c'est reviser dans un sens beaucoup plus libéral la loi de 1895 qui est restée jusqu'ici presque lettre morte.

Crédit foncier. — Puisque nous avons adopté la terminologie consacrée, nous appellerons crédit foncier le crédit employé au capital foncier, et crédit agricole, celui employé au capital d'exploitation. Nous allons voir que ni le temps du prêt, ni la forme de la garantie, ni la qualité de l'emprunteur ne suffisent pour déterminer la nature du crédit. L'amortissement par exemple, que des économistes et publicistes réservent au crédit foncier exclusivement, peut s'appliquer aussi bien au crédit agricole. M. Durand dit fort justement : « La faculté de rembourser par acomptes est avantageuse pour l'emprunteur,

(1) *Les Petits Logements dans les grandes villes et plus particulièrement dans la ville de Lyon*, par M. F. MANGINI.

l'obligation de payer des annuités présente de sérieuses garanties au prêteur et nous pouvons conclure que l'admission de ce mode de paiement est une condition importante du crédit agricole. » (*Op. cit.*)

Pour se procurer un capital foncier par le crédit, on a recours actuellement à trois procédés : l'emprunt par billet, c'est-à-dire le crédit personnel ; l'emprunt par obligation notariée, et l'emprunt par la voie de sociétés de crédit foncier, ces deux derniers procédés constituant le crédit réel immobilier ou crédit hypothécaire. L'emprunt par billet, dont la garantie (art. 2092 et 2093 du Code civil) est aléatoire, est devenu rare devant l'hésitation tous les jours plus grande des capitalistes qui voient la terre s'endetter. C'est fâcheux, car à sa valeur morale s'ajoute le précieux avantage de pouvoir se procurer de l'argent sans frais. L'association communale, par l'autorité qu'elle donnera à son président, par les relations qu'elle occasionnera entre lui et les habitants de la commune, pourra développer cette forme de crédit qui demande beaucoup de discrétion : souvent le capitaliste et l'emprunteur ne se connaissent pas ou ils ignorent leurs besoins réciproques ; le notaire, qui est leur intermédiaire actuel, n'ayant aucun intérêt à ce prêt, pourra en bien des cas être remplacé par le président agricole ou même un membre du comité.

L'hypothèque a des adversaires acharnés et ne soyons pas surpris d'y retrouver Léonce de Lavergne. « Le petit propriétaire, dit-il, n'a plus qu'un os à ronger dont le créancier a la moelle (1) », et M. Jaurès (interpellation

(1) *Économie rurale de la France*, p. 445.

déjà citée). Elle a aussi ses partisans : Roscher déclarant qu'elle est peut-être la meilleure voie à suivre pour l'accroissement de la fortune des ruraux. M. Paul Deschanel a dit avec raison : « L'hypothèque n'est pas nécessairement un mal, elle n'est un mal que quand elle excède certaines limites. Le crédit dont elle est la base est bon, excellent même, tant qu'on n'en abuse pas... elle est l'instrument de tous les petits créateurs de propriété, le levier de tous leurs efforts, la clef de leurs combinaisons » (1). Cependant on est à peu près unanime à demander la réforme de notre régime hypothécaire (2). Des divers

(1) *Journal officiel*, Chambre des députés, séance du 10 juillet 1897, p. 4936, col. 3.

(2) La Commission extra-parlementaire du cadastre constituée en 1891 s'est en effet, après une étude approfondie de la question, tant au point de vue juridique qu'au point de vue pratique, prononcée en faveur de l'établissement des livres fonciers. Nous estimons, dit M. Pic, que, lorsque les premiers effets de la loi tunisienne seront mieux connus, que le système Torrens fonctionnera en Algérie et que ses avantages auront été éprouvés, l'on pourra alors, sans trop de témérité, en faire l'essai en France, sinon dans toute l'étendue du territoire, tout au moins dans certaines régions, au fur et à mesure de la réfection du cadastre. Il est inadmissible, en effet, que le législateur s'avoue impuissant à réaliser jamais une réforme dont l'expérience des États voisins et de nos propres colonies révèle les avantages.

En attendant cette réforme d'ensemble, il est en tout cas une réforme partielle qui s'impose d'urgence et dont le Congrès international de la propriété foncière, tenu à Paris en 1892, a reconnu l'absolue nécessité, nous voulons parler de la suppression des hypothèques occultes. Cette simple réforme, réalisée par plusieurs États voisins dont la législation hypothécaire est inspirée du régime français, réaliserait déjà un progrès sensible sur l'état de choses existant. Mais il n'y aura là selon nous, qu'un palliatif : si l'on veut sérieusement consolider le crédit foncier, c'est dans la voie des livres fonciers qu'il faut résolument s'engager. (Rapport de M. Pic : Introduction du système des livres fonciers dans les colonies ou protectorats français, 1894.)

essais au cours du siècle dernier, nous n'avons que les procès-verbaux de la sous-commission juridique de 1891. Quels sont les principes d'un bon système hypothécaire? C'est une question trop étendue pour le cadre de ce travail, cependant quelques observations à faire, M. Cauwès dit : « N'affecter le crédit du débiteur que dans la mesure nécessaire à la garantie des droits du créancier et donner à celui-ci, dans cette mesure, un gage certain est le problème fondamental de tout crédit réel, mais plus spécialement encore du crédit foncier. Les régimes hypothécaires modernes ont d'une manière générale résolu ce problème par la spécialité de la publicité », « malheureusement, ajoute-t-il, quant à la spécialité, de trop considérables exceptions ont été consacrées par le Code civil (1)... » Quant à la publicité, sans être parfaite, la loi du 23 mars 1855 en a détruit un vice fondamental, le secret des transmissions, et ainsi favorisé le crédit foncier. Nous avons déjà parlé de la mobilisation du sol, des économistes la recommandent pour faciliter le crédit. Il faut distinguer ici la transmission des créances hypothécaires par une voie plus simple que celle du Code civil et qui ne présenterait que des avantages (2), et en second lieu la mobilisation du sol, c'est-à-dire la transformation de la propriété de la terre en titres terriers négociables et transmissibles comme une valeur mobilière, ou encore la transmission de cédulas hypothécaires suivant le système de la loi de messidor au III. Or, dit M. Gide, le titre

(1) *Cours d'économie politique*, t. II, p. 411.

(2) La mobilisation du crédit hypothécaire a été réalisée en Allemagne par le système très ingénieux des *Handfesten* de Brême et des Bons fonciers de Prusse.

hypothécaire participera toujours dans une certaine mesure à la stabilité de la terre sur laquelle il repose (1). Et M. Cauwès se demande si au point de vue économique la mobilisation du sol n'est pas de nature à encourager des entreprises foncières mal combinées... Le problème est de féconder le sol en lui donnant les capitaux nécessaires, ce n'est pas d'engendrer un stérile mouvement de rotation (2). Nous concluons que le crédit foncier et même le crédit agricole, si importants qu'ils soient ne suffisent pas pour nous faire admettre la mobilisation du sol (3) qui serait contraire à la propriété paysanne et favoriserait la concentration des propriétés et leur exploitation par des sociétés d'actionnaires, ce que proposent quelques économistes des Écoles libérale et socialiste et que nous avons eu l'occasion de repousser énergiquement car nous répétons avec M. Jaurès : « Il faut appeler à la propriété et au bien-être tous les travailleurs du sol » avec cette différence que nous entendons parler de la propriété individuelle et acquise par le travail et l'épargne.

Le Crédit foncier de France qui continue, en fait, de jouir d'un privilège analogue à celui de la Banque de France, a rendu peu de services aux agriculteurs, les intérêts sont trop élevés et l'amortissement régulier ne laisse pas assez de liberté au propriétaire. La forme la plus commune du crédit hypothécaire est l'obligation

(1) *Op. cit.*, p. 350.

(2) *Op. cit.*, t. II, p. 426.

(3) Elle est cependant réalisée en Australie (Act Torrens) en Tunisie depuis 1885 et même en Algérie dans la région du Tell (lois 28 juillet 1873 et 28 avril 1887, mais dans tous ces cas l'immatriculation est facultative, ce qui en diminue considérablement les effets.

(4) *Journal officiel*, 3 juillet 1897, p. 1802, col. 2.

devant notaire quoique les frais soient excessifs : 42 fr. 29 pour 1.000 francs. De plus les voies d'exécution pour le paiement des dettes hypothécaires font payer très cher la garantie dont elles entourent la propriété. Aussi, le capital foncier étant évalué à 91 milliards et la dette hypothécaire de la propriété non bâtie à 14 milliards, est-il urgent de poursuivre le projet de réforme du régime hypothécaire qui allégera la charge du débiteur et donnera plus de sécurité au créancier.

Aux trois formes du Crédit foncier, l'association communale pourra joindre celle de l'association. Les *Landschaften* (1), en Allemagne, offrent un bel exemple de la rapidité avec laquelle l'idée de solidarité, l'esprit d'association a pu pénétrer chez eux. Peut-être que si ces choses étaient connues de nos paysans, elles fermenteraient dans leur cerveau et finiraient par germer. Encore un fait qui montre la nécessité de mettre la presse agricole à la portée du cultivateur. « Aujourd'hui, dit M. Roscher (2), ce qui aiderait le mieux à une solution de la question ouvrière des campagnes, ce serait d'ouvrir à chaque travailleur rural dépourvu de terre, valet de ferme et journalier, sédentaire ou non, la possibilité d'acquérir par un service de plusieurs années, irréprochable au point de vue de la fidélité et de l'économie, la propriété d'un petit bien-fonds. » Pourquoi l'association

(1) Les *Landschaften* sont des mutualités de propriétaires fonciers qui offrent aux capitalistes leur garantie collective pour se procurer au meilleur compte possible par l'émission d'obligations foncières l'argent qui leur est nécessaire ; elles ne sont que des intermédiaires entre capitalistes prêteurs et agriculteurs emprunteurs.

(2) *Op. cit.*, p. 511.

communale ne prendrait-elle pas l'initiative de ces créations de propriétés paysannes, en invitant certains capitalistes à réunir la somme nécessaire pour acheter un petit domaine au nom d'un ouvrier intelligent, actif et économe ? Ce nouveau propriétaire se libérerait insensiblement ; en tout cas la terre serait toujours là pour répondre du capital. C'est surtout aux améliorations foncières, travaux d'irrigation et de dessèchement, amendements, etc., que l'association communale s'efforcera d'employer les capitaux libres de la commune, et par là elle arrêtera cet exode si funeste aux intérêts de l'agriculture. Ces associations de capitaux seront-elles soumises à la loi de 1867 ? Ce n'est pas nécessaire : il peut se former des associations syndicales quand le genre de travaux le permet (loi de 1888) ; il peut aussi se former des associations civiles, soumises au titre du contrat de société du Code civil. Toute société peut même être évitée en faisant figurer le nom de tous les prêteurs dans l'acte même du contrat de vente ou d'obligation.

Mais ordinairement le paysan qui n'est point propriétaire acquiert tout d'abord une maison ; pour lui, la propriété d'une maison n'offre pas les mêmes inconvénients que pour les ouvriers de l'industrie. Bien au contraire, son intérêt lui commande de s'attacher au même cottage, car les patrons fermiers ou propriétaires n'aiment guère employer l'étranger. Or, le meilleur moyen de se fixer, c'est de se loger le plus confortablement possible. On sait ce que valent les taudis au point de vue de la morale et de la santé, on sait quelle influence ont les logements bien tenus sur la vie de famille. Au congrès international des habitations à bon marché (26-28 juin 1889, Paris), on a

justement dit que parmi les facteurs les plus importants du développement physique, intellectuel et moral, on doit placer au premier rang l'habitation, le milieu dans lequel se déroule la vie de l'individu et de sa famille. « Le logement hideux, a dit J. Simon, est le pourvoyeur du cabaret. » Il y a donc une raison majeure de procurer à tous les ouvriers agricoles une maison propre, bien aérée et suffisamment grande pour la famille, d'améliorer le confort de celles trop nombreuses encore qui sont obscures, humides, couvertes de chaume et beaucoup trop petites. Parmi les moyens préconisés pour faire ces constructions ou améliorations, on peut recommander celui de sociétés coopératives formées par les ouvriers eux-mêmes ou celui d'avances faites par plusieurs capitalistes avec remboursements annuels d'une partie du capital. En Amérique, sous la forme de *loan and building societies* et en Angleterre sous celle de *building societies*, elles ont servi aux artisans et aux fermiers à avoir leur *home*. L'association communale ici encore servira de guide ou d'intermédiaire pour rapprocher les éléments nécessaires au contrat, mais elle compromettrait et son existence et son rôle, si elle se chargeait elle-même des constructions. Elle doit être en tout et partout l'initiatrice, l'inspiratrice, c'est à cette condition qu'elle sera puissante et féconde.

Le crédit agricole. — Quand nous parlons du crédit agricole, nous avons spécialement en vue ces avances de semences, d'outils, de remèdes contre les fléaux de la vigne, d'engrais, de petites sommes d'argent qu'il retrouvera bientôt sous forme de produits et dont le remboursement est garanti d'habitude, soit par un gage mobilier,

soit par les qualités morales du débiteur. Autre utilité, il permet d'attendre le moment d'une vente plus lucrative (1). Tel est ce crédit pour lequel de nombreuses études ont été faites sans parvenir à une solution satisfaisante ; sans être, à mon sens, plus important que le crédit foncier qu'on a peut-être un peu trop négligé et qui, mieux conçu, pourrait amener une plus grande aisance, le crédit agricole présente les plus grandes difficultés d'organisation à cause des garanties qui manquent ici. A la Chambre, M. Mir, avec bien d'autres d'ailleurs, dit que la question d'argent est secondaire en matière d'organisation du crédit agricole et que la question des garanties est au contraire primordiale. Or, ces garanties peuvent être de deux sortes : elles sont matérielles ou morales, suivant que l'on s'appuie sur un gage quel qu'il soit ou sur les seules qualités morales de l'individu.

Comme garanties matérielles, on oublie que le crédit agricole peut être aussi immobilier, articles 2092 et 2093 du Code civil, et il n'est pas rare de trouver de petits propriétaires, n'ayant aucune dette, souffrir pour trouver une petite somme nécessaire à l'achat d'une vache par exemple ; ils vont chez le notaire qui leur impose de suite une obligation, coût dix pour cent, soit au bout de l'année c'est-à-dire au moment du remboursement, quinze pour cent. Quand donc arriverons-nous à avoir un registre terrier public où chaque parcelle de propriété sera inscrite avec les charges dont elle est grevée et qui seront seules valables *erga omnes* ? Vous voyez dès lors la

(1) *Du crédit agricole personnel et immobilier*, p. 15, thèse par Roger d'ANGLADE, Bordeaux, 1896.

simplicité du crédit pour ce petit propriétaire. Avec son futur créancier, il se rend chez le fonctionnaire qui tient le registre et l'opération hypothécaire se fait instantanément et sans frais.

Passons au crédit mobilier. Quelles garanties nous pourrions avoir ! le capital d'exploitation en France est estimé douze milliards, le produit brut annuel treize milliards, ce qui fait un total de vingt-cinq milliards. C'est-à-dire une somme dix fois supérieure à nos besoins de crédit. Pourquoi souffrons-nous donc ? C'est que, nous l'avons déjà dit, notre propriété n'est point libre, et la propriété mobilière encore moins que la propriété immobilière. Elle est soumise à tant de restrictions qu'elle devient nulle en nombre de cas, et ne se prête pas au crédit dans beaucoup d'autres. Ainsi, outre les cas que nous avons cités à propos du crédit, les articles 520 et 521 du Code civil et la loi du 5 juin 1851 sont une entrave au crédit agricole. L'article 524 (Code civil) est également défectueux au point de vue du crédit agricole et pour le propriétaire et pour le fermier. Par l'article 592 du Code de procédure civile, la loi, dit M. Boitard, ne veut pas qu'une saisie-exécution vienne empêcher la récolte de se produire et l'usine de marcher (1). L'article 2076 n'ayant pas été supprimé par la loi bien insuffisante du 18 juillet 1898, empêche également beaucoup de prêts. Et l'on nous parle encore d'augmenter l'insaisissabilité. De plus, d'après la statistique de 1892, nous avons 1.061.401 fermiers et 344.168 métayers qui ne peuvent recourir au crédit. Nous voyons ainsi combien est limité

(1) *Cours de procédure*, t. II, p. 323.

le mobilier qui sert de garantie au crédit agricole. Mais ces difficultés se doublent de celle de trouver un intermédiaire pour rapprocher capitaliste et emprunteur, car le crédit personnel permet à deux individus de s'entendre sans le secours de personne, le crédit mobilier nécessite presque toujours un tiers. Quel sera ce tiers ? Un courtier ? Il lui faudra une commission qui sera très forte si elle constitue pour lui un gagne-pain. Il y en a peu à la campagne et ils doivent disparaître car ce sont souvent les voisins des usuriers. Les notaires se prêtent quelquefois à ce rôle, ils sont même assez nombreux et, à leur louange, dans un but souvent désintéressé ; il est certain que leurs fonctions les destinent à ce service social et que tout en y apportant la plus grande prudence et la plus grande réserve, ils ne sauraient s'y refuser. Les banques urbaines n'ont pas rendu de grands services à l'agriculture et on comprend aisément que cela ne leur est pas facile ; cependant des essais ont été faits en divers endroits ; ainsi on cite souvent l'exemple de M. Giraud, directeur de la Banque de France à Nevers qui a admis les effets des emboucheurs de la Nièvre notoirement solvables et a parfaitement réussi ; cet exemple a été imité par plusieurs autres succursales. Le congrès du crédit populaire à Angoulême (1898) « signale le concours que certaines succursales de la Banque de France donnent au crédit agricole par le réescompte accordé libéralement à quelques sociétés locales de crédit agricole et émet le vœu que cette pratique soit généralisée comme pouvant compléter heureusement l'organisation du crédit agricole ». En somme, les banques urbaines peuvent servir aux gros fermiers et propriétaires mais elles ne sont pas faites pour ceux qui détiennent la pro-

priété paysanne : commission, escompte, déplacements, nécessité de plusieurs signatures, durée du prêt trop courte, voilà autant de conditions dont peut s'accommoder le commerce, jusqu'à un certain point la grande culture, mais non la petite culture.

Aussi a-t-on eu recours à l'association, à la coopération. On a créé des banques populaires, des caisses rurales, un peu partout, surtout en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en Suisse et en Italie. L'organisation en varie à l'infini. M. Durand résume ainsi les grands traits de *Vorschussvereine* (*Schulze-Delitzsch*) : 1° s'attirer la confiance des capitalistes en leur offrant la garantie solidaire des associés et la garantie d'un capital formé par leurs épargnes ; 2° pousser les associés à épargner pour constituer un petit capital qui forme leur part sociale ; et pour les amener à l'esprit d'épargne, les récompenser en procurant le crédit aux membres de l'association qui font preuve d'ordre, d'économie et de travail, et en leur répartissant de beaux dividendes (1). Les *Barlehenskassen* (*Raiffeissen*) ont aussi la responsabilité solidaire illimitée des associés, mais elles diffèrent des autres en ce qu'elles n'ont pas de capital-actions, mais de simples cotisations, qu'elles ne répartissent aucun dividende et par là « n'encouragent pas l'épargne », dit *Schulze-Delitzsch*, et qu'elles prêtent à plus long terme. Ces dernières ont un caractère de bienfaisance très accentué que l'on ne peut leur reprocher mais qui est une cause de faiblesse pour ces banques et, en effet, elles ont moins bien réussi ; de plus, elles sont très fortement centralisées, ce qui n'est pas un avan-

(1) *Op. cit.*, p. 164.

tage. Il y a encore les caisses Haas qui sont groupées en la Fédération générale des Associations agricoles ; elles se distinguent des autres par une pleine liberté pour chaque association de rédiger ses statuts à sa guise dans les limites de la loi de 1889. L'Empire allemand a enfin créé une Caisse centrale des associations de crédit agricole (loi du 31 juillet 1895) avec une subvention de 50 millions de marks. L'Italie a, en général, combiné l'épargne avec le crédit agricole ; deux hommes surtout se sont distingués dans cette organisation : Leone Wollemborg, qui a imité les caisses *Raiffeissen* et M. Luzzatti, qui a créé un nombre considérable de banques populaires sur le principe de la responsabilité limitée. On cite encore les caisses agraires de Parme qui sont placées sous la tutelle de la Caisse d'épargne de cette ville. En Suisse, nous trouvons peu de caisses rurales, mais les caisses populaires y réussissent très bien, notamment celle de Berne. En Russie, il y a aussi des sociétés de crédit mutuel qui sont alimentées en partie par la Banque d'État russe. En Angleterre, le crédit agricole n'existe pour ainsi dire pas, le *Cash-Credit* ne rend des services qu'aux gros fermiers, les prêts dépassant toujours mille francs. En France (1), quelques régions, très rares, du reste, sur l'impulsion active d'hommes dévoués à l'agriculture, sont douées de caisses rurales, mais nous verrons que le mouvement en faveur du crédit agricole n'a pas été bien fort jusqu'ici. A l'exemple de l'Italie, le Congrès du Crédit populaire de 1898 — « est d'avis que la faculté pour les sociétés de secours mutuels de consentir à leurs membres de modestes

(1) Voir DE ROCQUIGNY, *op. cit.*, chap. *le Crédit agricole*.

avances, notamment des prêts sur l'honneur en cas de chômage ou de maladie, est conforme à l'essence de ces associations, véritables cellules de la prévoyance, à la pratique des associations mutualistes en d'autres pays et à l'esprit libéral de la loi qui est la charte nouvelle de la mutualité française — estime que l'exercice de cette fonction d'aide mutuelle préventive, plus utile encore que celle de pure réparation, présente des facilités et des garanties spéciales dans le rayon de la société mutuelle où l'on se connaît en général et où la caution morale des parrains du demandeur de crédit est réelle — affirme pour les sociétés de secours mutuels de créer dans leur sein une caisse annexe autonome dotée de ressources spéciales pour consentir des prêts à leurs sociétaires en cas de chômage ou de maladie et prend acte de la reconnaissance de ce droit par le rapporteur de la loi du 1^{er} avril 1898 au Sénat — émet en outre le vœu qu'une disposition soit introduite dans l'article 1^{er} de la loi à l'effet d'y inscrire la faculté de prêts modiques aux sociétaires en cas de chômage ou de maladie et jusqu'à concurrence d'une quantité restreinte des ressources extraordinaires parmi les buts naturels et les services normaux des sociétés mutuelles. »

Enfin, si l'emprunteur n'a à présenter aucune garantie mobilière ou immobilière, doit-il être repoussé ? Évidemment non, car il peut, par ses qualités morales, présenter une garantie autrement supérieure. On a imaginé pour celui-ci le prêt d'honneur, parce qu'il se fait exclusivement sur l'engagement moral de l'emprunteur de restituer le capital avancé et sur les cautions que sa valeur personnelle peut lui procurer.

Il nous reste à dire quelques mots de la législation du crédit agricole. Au lendemain de la création du Crédit Foncier de France, une commission (1856) formait le vœu de modifier les règles relatives au gage et de créer sous le patronage du Crédit Foncier un établissement de crédit qui fournirait aux agriculteurs la troisième signature nécessaire à la Banque de France. En effet une loi du 28 juillet 1860 créa la Société de crédit agricole dont l'insuccès prévu par M. d'Esterno dans une spirituelle raillerie aboutit à un échec complet et à sa disparition en 1877. Il manqua encore des emprunteurs puisque cette caisse fut obligée d'envoyer en Égypte des fonds qui ne revinrent plus. Une nouvelle commission, en 1866, dans son rapport, proposa des réformes telles que le gage sans dessaisissement, le privilège pour engrais, la commercialisation des billets à ordre, la réduction des droits d'enregistrement, etc. La Commission de 1880 demandait entre autres choses la liberté du cheptel, le gage à domicile, la commercialisation des engagements de l'agriculture. Alors se succèdent sans interruption des propositions ou projets de lois sur les différentes réformes qui sont en l'air et notamment sur l'organisation du crédit agricole. Ils aboutissent à quelques réformes partielles et surtout à la loi du 5 novembre 1894. On a constaté tout d'abord et avec raison que le législateur de 1894 ne s'était pas préoccupé d'organiser d'une façon générale le crédit agricole : Tous les agriculteurs non syndiqués en sont exclus, soit 6.300.000 sur 6.650.000 environ. M. Labiche, d'autre part, dans son rapport au Sénat, a prétendu que cette loi complétait celle du 24 juillet 1867 sur les sociétés. Cela est vrai, malgré la déclaration de M. Méline : « Nous

créons un nouveau type de sociétés commerciales. Ce n'est pas une société anonyme, il n'y a pas d'actions, condition indispensable de ces sociétés. » Les syndicats pour qui elle a été faite ne paraissent pas très bien s'en accommoder car de 1894 à 1899 le chiffre des banques créées n'a pas pu monter à 200 (1), encore faudrait-il retrancher celles qui fonctionnaient déjà : Besançon 1891, Genlis 1891, Saint-Florent du Cher 1891, Delle 1891 (2). On a mille fois répété que le crédit agricole devait se localiser, ce n'est donc pas aux syndicats seuls que le législateur devait en confier l'organisation, aussi nous voyons le congrès des syndicats agricoles tenu à Angers émettre un vœu sur la revision de la loi de 1894. La supprimer serait encore mieux car on peut constituer sans grands frais des sociétés à capital variable ou des sociétés civiles.

Après de nombreuses propositions sur le warrantage appliqué à l'agriculture, nous avons eu la loi du 18 avril 1898, dont le but, dit M. Brouilhet (3), est de mettre l'agriculture en mesure d'attendre pour la vente des récoltes des occasions favorables. Et tandis que les Allemands ont leurs *Kornhäuser*, les Américains leurs *Elevators* en France on a constitué, dit M. Viger, ancien ministre de l'agriculture, purement et simplement le magasin général au domicile de l'agriculteur de sorte que chez nous le gage peut se faire par trois moyens : 2071 et

(1) Voir aux annexes du Sénat 1899 la statistique donnée par M. LOURTIES.

(2) Il faut y voir encore une fausse interprétation de la loi de 1884, puisque les syndicats, non contents d'être marchands, ont tenu à être banquiers.

(3) *Manuel pratique de crédit agricole*, par Georges MAURIN et Ch. BROUILHET, p. 87, Paris, Rousseau, 1900.

suite du Code civil ; loi du 28 mai 1858 et loi du 18 avril 1898. Il est regrettable qu'on n'ait pas ajouté pour les propriétaires la faculté de warranter le bétail comme on le demanda au Parlement lors de la discussion de la loi. Au total, cette loi a le grave défaut de manquer de simplicité et l'on se demande si elle garantit bien les droits de tous les créanciers. Les partisans de la suppression des privilèges et d'une large publicité de la fortune foncière n'ont pu l'accepter avec empressement. Comme la précédente, elle ne donnera pas les résultats qu'en ont escomptés les auteurs. D'ailleurs, « le crédit sur gages, dit Léon Say, n'a jamais été que l'enfance du crédit. Le crédit agricole est encore dans l'enfance parce qu'il n'est pas personnel, là est le but (1). »

L'intervention de l'État en matière de crédit agricole ne s'est pas seulement manifestée par un essai d'organisation, elle a encore fait aux sociétés de crédit agricole le beau cadeau de 40 et quelques millions (lois du 17 novembre 1897 et du 31 mars 1899), avancés sans intérêt ; c'est une application très nette de ce socialisme d'État qui nous arrive en droite ligne de l'impériale Allemagne, laquelle nous l'avons dit, subventionne la Banque centrale (loi du 31 juillet 1895). A ce sujet, on peut rappeler la proposition Lefort qui donnait aux emprunteurs le cautionnement de la commune, la proposition Proudhon du crédit gratuit distribué par l'État, la proposition de 1856 qui a abouti à la Société déjà citée de 1860, laquelle a échoué ; toutes propositions teintées de communisme ou pour le moins de socialisme d'État, mais l'on

(1) *Dix jours dans la Haute-Italie*, 2^e éd., p. 94.

revient ensuite à la doctrine libérale et les commissions de 1866 à 1880 repoussent toute intervention pécuniaire de l'État. Thiers s'y était opposé de toutes ses forces. Aujourd'hui, nouveau changement d'opinion, car nous avons l'État prêteur, et prêteur généreux, puisqu'il ne réclame aucun intérêt. Encore quelques applications de ce genre et le rêve de Proudhon sera réalisé. Mais, chose inconcevable, on dote des caisses régionales qui doivent être composées de caisses locales, lesquelles n'existent pas, comme le constate M. Fernand David à la Chambre des députés (séance du lundi 5 février 1900). On en compte à peine une vingtaine qui ont profité de la loi. A la Chambre n'a-t-on pas dit qu'on faisait une loi pour 100.000 ou 200.000 agriculteurs seulement. Une nouvelle loi du 29 décembre 1900 permet à l'État de faire, sur les 50 millions qu'il avait à sa disposition, des avances quadruples du capital versé par les souscripteurs des caisses régionales. Malgré cela, les caisses régionales ou locales ne se sont pas multipliées. Ceci nous démontre une fois de plus combien l'éducation économique de nos paysans est inférieure, et que c'est la principale cause de leur résistance à s'associer et à profiter des avantages pécuniaires qu'on leur offre même gratuitement.

Banque populaire. — Nous avons examiné la situation agricole en matière de crédit, nous avons vu également que sur plus de 2.000 syndicats il n'y en avait actuellement que 200 qui avaient fondé des sociétés coopératives bénéficiant de la loi de 1884. Quant aux caisses rurales dont MM. Louis Durand et Rayneri se sont faits les promoteurs, le chiffre n'en est pas bien connu, les uns

disent 500, d'autres 700, et il ne peut l'être, « car, dit M. Pierre Duran, un arrêt regrettable du Conseil d'État, à la date du 24 décembre 1897, assujettissant ces sociétés à la patente, vient d'amener la dissolution de quelques-unes d'entre elles (1). Et l'opinion, qui a une grande portée en matière d'organisation, semble bien déclarer que les premiers succès de ces deux fondateurs ne se sont pas soutenus. On peut encore citer une vingtaine de sociétés coopératives fondées sous l'empire des dispositions de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés anonymes à capital variable et dont la Banque agricole de Poligny est le type. Or, il est parfaitement connu que c'est la générosité de quelques bienfaiteurs qui les fait vivre et prospérer.

Comme on voit, nos sociétés coopératives de crédit agricole ne sont ni nombreuses, ni florissantes ; il en résulte donc que toute la législation du crédit agricole née dans ces dix dernières années n'a pas fait avancer sensiblement cette question au point de vue pratique. Cependant les étrangers nous adressent bien volontiers cet éloge que pour l'étude du crédit agricole la France a été le cerveau de l'Europe. D'où vient donc cet insuccès ? Les uns disent que le paysan français n'est pas familier avec les opérations financières qu'il redouterait. D'autres, et ils sont plus vrais, pensent que c'est l'initiative privée qui manque. Ici encore on a cru que l'État devait tout faire. M. Leroy-Beaulieu prétend que nous devons choisir entre les deux types allemands, je crois que c'est renfermer la question qui est susceptible d'applications

(1) *Les Sociétés coopératives de crédit agricole*, p. 119.

très variées ; mais il a raison de dire qu'il faut rejeter impitoyablement toute direction, toute suggestion de l'État et qu'il convient de procéder localement (1). Écoutez plutôt les organisateurs des Banques populaires : « De grandes institutions centrales, dit M. Rayneri, rayonnant dans toute l'étendue de notre territoire, ne sauraient répondre aux besoins multiples des classes laborieuses. Des groupes locaux bien dirigés peuvent, au contraire, y suffire... Une banque populaire est une association de travailleurs honnêtes, d'hommes de progrès qui, sans distinction d'opinion ou de confession, mettent en commun leurs épargnes, leur expérience, leur intelligence, pour se procurer mutuellement le crédit à bon marché, diriger vers les activités locales une partie des capitaux disponibles, et bénéficier des produits des opérations communes (2). » Au Congrès d'Angoulême déjà cité, M. Lepreux, directeur général de la Caisse d'épargne de Belgique, disait : « En règle générale, il vaut mieux, si l'on veut conserver à la caisse rurale son caractère de communauté d'intérêts, de mutualité entre prêteurs et emprunteurs ; si l'on veut en faire une œuvre éminemment locale élevée au sein du village et vivant des ressources mêmes de celui-ci, il vaut mieux, dis-je, que la caisse rurale vienne faire appel à l'épargne qui prend naissance autour d'elle. Il est donc éminemment utile qu'une caisse rurale soit une petite caisse d'épargne, qu'elle fasse appel aux capitaux d'épargne qui se forment dans le village où elle a son siège. » M. Mabillean (*op.*

(1) *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} décembre 1893. Études sociales : « La Coopération ».

(2) *Manuel des banques populaires*, p. 15.

cit.) dit aussi que l'épargne qui est un excédent de production doit revenir à la production pour la surexciter et l'étendre. Le plus grand banquier du monde est le peuple, a dit encore Jules Simon. Cette conception du crédit agricole et de l'épargne confondus en une seule institution tout à fait locale est parfaitement conforme à l'organisation économique que créera l'association communale. Celle-ci, en effet, dès sa constitution, devra songer à établir une société de banque populaire, une banque-épargne où les agriculteurs viennent tour à tour puiser et déposer. Mais sera-t-il toujours possible de limiter à la commune le cercle d'opérations de la banque ? Évidemment, des communes qui n'ont que 50, 100 ou même 200 habitants auraient de la peine à établir sur des bases sérieuse une banque ; en ce cas, elles se joindront à une commune voisine ou encore deux petites communes pourront s'entendre pour constituer une banque qui leur sera commune. Quoi qu'il en soit, le chiffre d'affaires à considérer dans l'organisation du crédit agricole, doit être relégué au second plan, il faudra songer avant tout à en faire bénéficier le plus de monde possible. « C'est une erreur très répandue, disent MM. Maurin et Brouilhet, de croire qu'une société de crédit agricole mutuel ne rend des services que si elle arrive à un chiffre respectable d'affaires. La véritable mesure de son utilité est dans les besoins auxquels elle est destinée à satisfaire. Telle société de la fédération de Wollemborg, en Italie, ne fait que 500 francs d'affaires et n'en est pas moins d'un très grand secours dans les milieux où elle fonctionne (1). » Ces besoins sont

(1) *Manuel pratique de crédit agricole*, p. 19.

de deux sortes : procurer un placement solide à l'épargne en attendant l'emploi définitif qui doit en être fait et étendre les prêts à tous les hommes de bonne volonté pour en faire à la fois un instrument d'éducation et un auxiliaire de la production.

Les banques allemandes, que recommande M. Leroy-Beaulieu, reposent sur la responsabilité solidaire illimitée de tous les membres : en France les caisses Durand sont établies sur ce principe ; celles de M. Rayneri sont plutôt à responsabilité limitée quoique solidaire, mais les unes et les autres, nous l'avons vu, ne paraissent pas avoir eu beaucoup de succès. D'ailleurs cette idée de responsabilité illimitée et solidaire qui n'est pas pour nous « un fantôme » se heurte à l'individualisme de nos paysans, aussi y sont-ils réfractaires. Et je ne vois pour la leur faire accepter que l'intervention de l'association communale qui les instruira, formera leur jugement et ouvrira leur esprit aux idées nouvelles de justice et de solidarité, ce qui n'est point l'œuvre d'un jour ni d'une année. M. Izoulet demande deux ou trois générations pour modifier un caractère national(1). Aussi devons-nous chercher ailleurs des garanties qui puissent inspirer confiance à l'épargne. M. Rayneri nous dit que ce sont les qualités morales et professionnelles des membres, la solidarité qui résulte de l'union de ces éléments divers dans une pensée de bien commun, la prudence de leur administration, l'absence de toute pensée de spéculation et de lucre qui constituent un ensemble de garanties de nature à conquérir la confiance et à la justifier (2). Sans

(1) *Op. cit.* p. 263.

(2) *Op. cit.* p. 18.

doute ces qualités sont nécessaires et devront être prises en considération, chaque fois que la société de crédit acceptera un membre nouveau. Mais cela ne suffit pas : avec des gens honnêtes et capables de diriger la banque populaire, il faut des garanties matérielles qui soient vues et connues de tout le monde. En voici un exemple qui me paraît remplir un but accessoire assez important pour être examiné. La banque pourrait se constituer sur un capital de 10.000, 15.000, 20.000 francs, suivant l'importance de son ressort. Cette somme, réalisée par des parts d'action, pourrait être employée à l'achat d'une terre, dont on ferait un champ d'expériences. Il n'est pas douteux qu'avec une telle garantie sous les yeux, l'épargne encouragée par une bonne administration suffise ensuite aux besoins du crédit. Voyons l'organisation de cette épargne, la plus simple est la meilleure : des carnets d'épargne pour permettre l'emploi des plus petites sommes dont un total déterminé pourra être converti en une créance sur la banque. Cette facilité sera-t-elle réservée aux seuls membres de la société ? Non, car la banque populaire manquerait son but qui est de multiplier l'épargne et de la garder tout entière pour les progrès de la culture et l'extension de la propriété paysanne. Ceci nous conduit à indiquer le rôle des sociétaires et les conditions pour faire partie de la société. Les membres de la société de crédit auront pour mission de surveiller l'administration de la banque, de nommer les administrateurs qui seront pris parmi eux. Voilà pourquoi il ne pourront faire partie de la société que s'ils sont admis par elle et s'ils justifient d'une créance sur la banque minima et constante.

Quant aux opérations de la Banque ; il ne faut pas au début les étendre au delà du prêt direct ; l'escompte, les comptes-courants, etc., peuvent compromettre l'institution sans être d'une grande utilité, et une certaine expérience est nécessaire avant de les adopter. Il est certain qu'une banque idéale devrait satisfaire à toutes les exigences financières d'une contrée, voire même la faculté de créer des rentes viagères. Mais cette conception qui a tout l'air d'une utopie demanderait pour être réalisée une intelligence éclairée capable d'éviter les nombreux écueils auxquels est exposé le crédit et de greffer une caisse d'assurance sur une caisse communale de banque. De plus, si les opérations sont simples, elles amèneront moins de frais. Un caissier responsable est forcément nécessaire, il sera payé d'autant plus qu'il y consacrerait plus de temps et que le roulement de fonds sera plus fort. Et à cette occasion ne serait-il pas prudent et avantageux, quand la banque n'aura pas une grande extension, de prendre le percepteur pour caissier ? Sauf les difficultés que présenterait sa responsabilité, ce fonctionnaire remplirait une condition que l'on recherche beaucoup dans nos campagnes, c'est la qualité d'étranger qui à tort ou à raison assure nos paysans d'une plus grande discrétion sur leurs affaires.

Sur l'opération du prêt nous nous bornerons à quelques observations, les principes ayant été posés et développés tant de fois et l'expérience donnant la marche à suivre. On a souvent parlé de contrôler l'emploi du prêt ; c'est assurément très logique mais je doute que dans la pratique ce soit chose bien facile ; aussi, pour effectuer un prêt, il importe de trouver d'autres garanties un peu plus efficaces.

Tout d'abord, à qui devra prêter la banque populaire ? Mais le nom même l'indique : au plus grand nombre possible, donc à ceux mêmes qui ne sont pas membres de la société. Pour les sociétaires, pas de difficultés, leur entrée dans la société est déjà une garantie qui sera complétée par une caution ou le dépôt de valeurs équivalentes. Les agriculteurs non sociétaires pourront emprunter sur les avances qu'ils ont déjà faites à la banque sans le secours d'une caution. Mais si une société de crédit agricole ne doit pas être une œuvre de bienfaisance en ce sens qu'elle doive prêter gratuitement, elle doit réaliser la formule nouvelle du prêt d'honneur, du prêt au travail qui remplacera au ^{xx}^e siècle ce vieux proverbe digne d'une époque barbare : « On ne prête qu'aux riches. » C'est là de la solidarité telle que nous l'entendons et telle qu'elle doit pénétrer dans nos mœurs ! Il faut que la société, qui doit rester un ensemble d'individualités distinctes, dise au pauvre : « Puisque tu veux travailler, nous allons t'en donner les moyens ; s'il te faut de l'argent, nous te l'avancerons ; nous ne te demanderons qu'une chose, c'est que tu t'en rendes digne. » Ainsi donc la banque populaire démocratique devra faire des avances à ceux qui ne peuvent présenter aucune garantie matérielle. Mais forcément le crédit d'honneur suppose une sincère volonté de travailler et de faire honneur à sa signature chez celui qui demande le crédit. Cette appréciation demandera donc le témoignage de deux personnes solvables et qui connaissent parfaitement l'intéressé. On voit ici la réalisation de notre seconde condition de la banque populaire, la banque éducatrice.

Il est une autre question qui a été très discutée, c'est

la durée du prêt. MM. Brouilhet et Durand nous disent que le véritable principe, le seul qui puisse se justifier, c'est qu'on ne doit jamais prêter à un tiers à terme plus éloigné que celui qu'on a obtenu de son créancier, sans s'assurer les moyens de rembourser celui-ci à l'échéance. Ce principe sera donc respecté avec une caisse qui se formera sur des fonds d'épargne; et le danger qui a fait établir la clause de sauvegarde pour les caisses d'épargne est ici écarté car les prêts ne sauraient avoir une durée plus longue que d'une année ou deux années dans des cas exceptionnels. De plus le remboursement par fractions, très avantageux pour le débiteur, peut compléter ce roulement de fonds dans un temps très limité. Mais cette balance des rentrées et des sorties s'effectuera-t-elle toujours dans de bonnes conditions, car nous savons qu'une banque ne doit pas laisser ses capitaux improductifs et doit d'autre part satisfaire à toutes les demandes de crédit? C'est pour cela qu'on a imaginé les caisses régionales, sorte de caisses compensatrices, par lesquelles les caisses locales produisent l'effet des vases communicants. Ces nouvelles caisses pourraient s'établir dans tous les arrondissements et complèteraient ainsi l'organisation du crédit agricole. Quant à la proposition d'établir une caisse centrale à l'exemple de l'Allemagne, elle ne s'appuie sur aucune nécessité; et l'essai de 1860, où, avons-nous dit, faute d'emprunteurs, on envoya l'argent en Égypte, ne nous encourage nullement à cette application d'étatisme dont nous repoussons par avance le principe.

Les sociétés coopératives peuvent au point de vue légal, assure-t-on, revêtir toutes les formes de sociétés avec le bénéfice du titre III de la loi du 24 juillet 1867.

Notre banque populaire, étant fondée sur la responsabilité limitée des associés, ne peut rentrer que dans la catégorie des sociétés anonymes. Mais rien n'empêche, pour les faire bénéficier de la loi du 5 novembre 1894, d'organiser d'abord un syndicat qui pourrait, comme les syndicats actuels, s'occuper des engrais, machines agricoles, semences et autres matières premières, spécialement affectées à la culture; quant aux caisses régionales, on sait que sur une observation de MM. Le Cour, Grandmaison et Halgan, le président de la Commission du Sénat, M. Gouin, a admis les caisses locales soumises à la loi de 1867, au même titre que celles de la loi de 1894. Enfin un arrêt du Conseil d'État du 24 décembre 1897, sur un pourvoi de la caisse rurale de Sermérieu (Isère), soumise à la patente, reconnaît aux caisses rurales le droit d'emprunter à des étrangers, mais interdit de se livrer à des opérations rentrant dans l'exercice de la profession d'escompteur, de recevoir des dépôts à terme ou à vue, d'attribuer les excédents de bonis à une œuvre étrangère à la société.

Avant de terminer cette question si importante du crédit agricole, j'emprunte à M. G. Maurin un passage de sa remarquable conférence au congrès d'Angoulême. « Nous associons, dit-il, ces deux idées, ces deux institutions sociales qui sont restées séparées en Angleterre : d'une part, la coopération, d'autre part, l'association professionnelle et nous nous disons que l'association professionnelle doit se fondre dans la coopération de production, qu'elles doivent s'aider mutuellement, que l'association professionnelle doit être l'instrument pour frayer et élargir la voie à la coopération de production. Qu'est-ce

que nos syndicats agricoles, sinon le pouvoir de mettre au service de la petite propriété les moyens de la grande et par conséquent la possibilité de morceler encore la propriété française; de rendre, disons le mot, la terre aux mains de ceux qui l'exploitent; le second progrès qui sort des faits, c'est de persuader l'associé professionnel de la noblesse, de la grandeur, de l'utilité, de l'indispensabilité du lien de l'association. Lorsqu'il entre dans l'association, il reste, doit rester libre, mais que fait-il? Homme, il acquiert pour ainsi dire une faculté de plus; être individuel, il s'élève à l'état d'entité sociale, il donne une part des avantages du présent pour assurer l'avenir. » Sous réserve de l'opinion émise plus haut sur le rôle simplement auxiliaire de la coopération, je pense, comme M. Maurin, que l'association professionnelle, c'est-à-dire l'association communale, devra être l'instrument de la coopération et notamment des banques populaires qui sont peut-être à l'heure actuelle, la chose la plus urgente et pour laquelle lois, décrets, circulaires resteront lettre morte s'il ne se trouve pas des hommes de bonne volonté pour en activer l'organisation. Or, ces hommes ne doivent pas être pris dans un parti, dans une opinion comme le veut M. Louis Durand, qui a donné, à l'exemple de Raiffeissen, une tendance religieuse à ses caisses rurales du Sud-Est; ils doivent être pris dans la masse et sur le choix de cette même masse sans distinction d'opinion et de parti. C'est ainsi que notre association communale trouvera dans son comité même ces hommes aux opinions politiques et religieuses différentes, mais réunis dans la Maison agricole, avec la pensée commune de travailler au bien de tous et de faire ainsi œuvre de fraternité.

CHAPITRE II

LA MUTUALITÉ

Avantages de la mutualité. — Nous allons examiner les institutions de mutualité que l'association communale peut et doit créer. Et d'abord, n'est-elle pas elle-même une forme supérieure de la mutualité? N'y voyons-nous pas, comme dans toute association mutuelle, cette participation de tous pour réparer les inégalités sociales sans la préoccupation de distinguer ceux qui devront bénéficier de ses bienfaits et de déterminer la part qui doit revenir à chacun? La mutualité a aussi son école et parmi ses apôtres on peut nommer le président actuel de la Chambre des députés, M. Paul Deschanel, que nous avons cité plusieurs fois, et M. Waldeck-Rousseau, président du Conseil des ministres. Ils y voient la solution de la question sociale. Dans une conférence à l'exposition de 1889, M. G. Bonjean, parlant de la question sociale et de la mutualité, disait: « Ce grave problème (question sociale) n'est pas autre chose que le cri douloureux de tous ceux qui souffrent des imperfections et des lacunes de notre organisation sociale si avancée et si perfectionnée

à certains points de vue, si routinière et si barbare à d'autres points de vue... la solution de la question sociale doit avoir pour résultat d'assurer tous les travailleurs contre les conséquences matérielles de la maladie, des accidents de la vieillesse et de la mort. » Et il ajoutait : « Je voudrais que tout électeur fût privé de ses droits politiques, s'il ne pouvait justifier de son inscription comme mutualiste. » Voilà une foi sincère et parfaitement légitime, quand on ne considère que le principe. Elle réalise encore plus que la coopération le lien de la solidarité, non seulement parce qu'elle emploie aussi un moyen très puissant, qui est l'intérêt personnel, mais encore parce que les associés savent d'avance qu'ils ne profiteront pas tous également, comme dans la coopération, des avantages de la société. Malgré cela et malgré tous les efforts de ses partisans, elle n'a pu s'établir que lentement.

La mutualité en nature et services. — En agriculture on en est encore aux essais. Cependant un décret de 1852 invitait les maires à développer ces sociétés. M. de la Saussaye, en 1878, nous disait : « Il est grand temps de songer à développer le sentiment de la mutualité à la campagne. Aucune autre institution ne serait plus féconde ni plus utile aux progrès des classes rurales (1). » Et on peut affirmer que la coopération et l'assistance y feront des progrès beaucoup plus rapides que la mutualité à l'inverse des centres urbains. Cela tient à une foule de causes : à la campagne les besoins de numéraire sont moindres qu'à la ville, l'individualisme y est encore plus

(1) *Op. cit.*, p. 445.

étroit, car il s'y mêle un peu de jalousie et de méfiance, enfin la mutualité demande une densité de population que l'on ne rencontre pas toujours dans nos villages. Mais pour inspirer à nos paysans le sentiment de la mutualité, il n'est pas nécessaire de leur imposer des sacrifices d'argent. C'est par la mutualité de services ou en nature qu'il faut commencer. On a tort de croire que le paysan français manque de prévoyance ; sans doute nous trouvons dans nos hôpitaux des gens de la campagne, mais peut-on établir une comparaison à ce point de vue entre l'ouvrier des champs et l'ouvrier de l'industrie ? Ses souffrances proviennent presque toujours de causes indépendantes de sa volonté : une crise agricole dont il n'a pas su triompher, des accidents atmosphériques dont il n'a pas su se garantir, etc. D'autre part ses exigences sont limitées, parfois trop limitées, je ne crains pas de le dire, car, je le répète, il y a encore beaucoup de misère dans nos campagnes, et ces malheureux paraissent fort bien s'en accommoder. L'association communale, qui ne doit rien négliger de ce qui peut assurer le mieux-être à nos populations rurales, les initiera aux formes multiples que peut prendre la mutualité et que l'expérience fera trouver mieux qu'un guide, fût-il rempli d'imagination. Elle n'aura souvent qu'à développer ce qui existe déjà et n'a besoin que d'être étendu à tous et à toutes les circonstances où l'homme devient trop faible pour conduire sa barque.

L'assurance. — Mais depuis quelques années on s'occupe beaucoup d'assurance, les compagnies se sont multipliées avec une rapidité inouïe, offrant au public

une garantie qui représente en valeurs mobilières ou immobilières des millions et même des milliards. Et si quelques-unes ont sombré, la plupart permettent de distribuer des dividendes presque scandaleux à leurs actionnaires. Ce succès effrayant a été une raison de plus pour l'École socialiste de demander à l'État de se faire assureur universel. Le projet de Louis Blanc et Émile de Girardin (1848), quoique repoussé par l'Assemblée nationale (1), tenta Napoléon III qui fit présenter en 1857 un projet sur l'organisation d'une caisse générale des assurances agricoles; il devait, suivant l'opinion de M. Cornudet, rapporteur de la section des travaux publics, aboutir à l'assurance universelle et obligatoire. L'opposition de J. Garnier, Frédéric Passy et surtout de Courcy le fit échouer au Conseil d'État. Mais notre troisième République a vu éclore, depuis la proposition Vacher, en 1879, un nombre considérable de projets tous plus ou moins empreints d'étatisme, les auteurs déclarant que l'initiative privée est insuffisante et que l'État doit être le réparateur universel de tous les désastres. Examinons donc quel doit être le rôle de l'État. Tout d'abord qui oserait soutenir que l'État doit, sans rien demander à personne, réparer toutes les infortunes sociales? Ce serait, outre un accroissement formidable de charges imposé à notre budget national, consacrer la plus monstrueuse des immoralités; ce serait, dit de Courcy, favoriser l'imprévoyance et l'incurie, décourager l'industrie, détruire l'émulation, altérer profondément même la dignité de l'intelligence humaine en lui enlevant l'initiative et la responsabilité (2).

(1) Séance du 10 mai 1854. Rapporteur M. BÉCHARD.

(2) *De l'assurance par l'État*, 1894, p. 8.

La République réparatrice de Gambetta serait bientôt la pire des démagogies. Quant à assurer les uns et non les autres, certains accidents et non d'autres, il y a là *a priori* quelque chose de répugnant que toutes les justifications possibles ne peuvent faire disparaître.

Le principe de l'obligation en assurance doit être repoussé. — Aujourd'hui, la discussion s'est portée, en France, sur le principe de l'obligation qui a passé en Allemagne dans trois lois successives, puis en Autriche, et qui même a été partiellement adopté chez nous : loi du 29 juin 1894, établissant une caisse de retraites pour les mineurs, loi de 1853 sur les retraites des fonctionnaires (1), caisse des invalides de la marine et, implicitement, loi de 1898 sur les accidents du travail. Or, il ne faut pas hésiter à repousser en principe l'assurance obligatoire (2). M. Pic admet l'obligation en matière d'accidents et de chômage, seulement « l'obligation, dit-il, doit avoir uniquement pour but de préserver le travailleur contre les risques dont il est impuissant à se préserver lui-même ; si l'organisation d'une assurance d'État facultative pour

(1) Un projet de Léon Say modifiant la loi de 1853 dans un sens beaucoup plus rationnel fut adopté par le Sénat et repoussé par la Chambre. Par ce projet, l'État versait chaque année dans une caisse la subvention qu'il ajoutait à la retenue pour constituer le fond des retraites.

(2) En 1900, par 340.000 voix contre 146.000, la Suisse a repoussé l'assurance obligatoire contre la maladie et les accidents. Chez nous, selon l'expression de M. Chardiny, « ce n'est plus l'assurance obligatoire contre les accidents, c'est l'assurance obligatoire contre l'insolvabilité ». (*Commentaire de la loi du 9 avril 1898*, p. 272, Paris, Rousseau.) Nous avons toutefois l'assurance mutuelle obligatoire contre les accidents dont sont victimes tous les marins (loi du 23 avril 1898).

les intéressés, ou une réforme de la mutualité de prévoyance semblent suffisantes pour atteindre le but cherché dans telle ou telle hypothèse donnée, nous n'hésitons pas à nous prononcer en ce cas pour l'assurance libre et contre l'obligation. » Dans la conférence déjà citée, M. Bonjean (1) déclare que : « la prévoyance obligatoire n'est plus de la prévoyance ; c'est le masque trompeur derrière lequel se cachent d'une part un impôt nouveau, de l'autre la charité officielle, c'est par suite la suppression même du principe indiqué. C'est l'aumône organisée aux dépens de tous pour servir à quelques-uns et tout d'abord aux nombreux fonctionnaires chargés de faire marcher cette grosse machine, l'État-providence ». A l'Assemblée nationale, le 26 janvier 1850, le rapporteur du projet Louis Blanc s'exprime ainsi : « L'impôt de l'assurance blesserait à la fois le citoyen dans sa personne et dans sa propriété : dans sa personne en le privant du droit de choisir le mode et le prix de sa garantie et en lui ôtant même la faculté dont il jouit aujourd'hui de s'abstenir de l'assurance ; dans sa propriété, en lui imposant une tutelle qui le dépouillerait de la libre disposition de son propre bien. Le principe de cet impôt serait injuste et dangereux. Il pèserait indistinctement sur l'homme soigneux et sur l'homme négligent ou coupable. Il ferait subir à l'un et à l'autre la même surveillance, les mêmes mesures de précaution ; il enlèverait à l'homme de bonne foi les facilités et les garanties que peut lui offrir la liberté des conventions. » M. Frédéric Passy nous dit encore : « Rendre la prévoyance obliga-

(1) *Traité élémentaire de législation industrielle*, p. 611, Paris, Rousseau.

toire, c'est la détruire et supprimer ses effets moraux ; c'est anéantir ce qu'il y a de plus précieux dans l'assurance ; c'est remplacer une vertu ou du moins un effort, une privation, un acte de prudence qui coûte, par une prescription de police onéreuse et bientôt odieuse ; c'est détruire, par conséquent, le vrai mobile du progrès de la sécurité et préparer le mécontentement et l'insubordination. » Ainsi, que l'État soit assureur ou non, qu'on réclame plus ou moins le concours de l'intéressé et du patron, le principe de l'obligation doit être repoussé. « Il y aura toujours dans l'esprit français, dit M. Gonnard (1), une certaine répulsion contre ces procédés autoritaires des législations germaniques. » On allègue dans la thèse contraire : 1° que les ouvriers ne sont pas prévoyants et qu'il faut l'être pour eux, singulière façon de comprendre le rôle éducateur de l'État ; 2° que l'initiative privée est souvent insuffisante, tandis que, groupée, elle est beaucoup plus efficace, mais est-il besoin de l'État pour grouper des individus ? 3° que l'assurance obligatoire ne détruit pas la mutualité, argument négatif, qui n'est pas tout à fait exact ; 4° qu'elle remplace l'assistance qui est néfaste ; cela dépend de la façon dont est organisée l'assistance qui, en tout cas, sera toujours nécessaire, comme nous le verrons plus loin ; 5° que, si elle est une atteinte à la liberté, il en existe bien d'autres. Quoique ce dernier argument soit très fort, il ne prévaut pas contre les atteintes qu'on porterait à l'esprit d'initiative et de prévoyance, contre les cas d'immoralité dont nous sommes souvent témoins et qui se multiplieraient indéfiniment : les statistiques nous

(1) *L'Assurance sociale contre la vieillesse et l'invalidité*, p. 5.

ont démontré que les navires qui n'étaient point assurés se perdaient moins que les autres. N'avez-vous pas vu souvent des compagnies d'assurances se refuser à faire des polices dans certains villages ?

Faut-il conclure qu'il n'y a rien à faire pour s'assurer contre les accidents de la vie humaine ? Les mutualistes affirment que la mutualité suffisamment développée peut y suffire. Je ne le crois pas et j'estime que l'État doit nous aider. Ainsi il a pris des mesures préventives contre les inondations, mais il doit surtout donner cet esprit de prévoyance par une meilleure instruction. Et en troisième lieu, l'État doit pouvoir contraindre ceux qui troublent l'harmonie de cet ordre naturel si cher aux économistes. C'est pour cela que les mines, dont les concessionnaires sont simplement les détenteurs, devraient être soumises à une réglementation plus sévère limitant les dividendes des actionnaires à une répartition plus juste, c'est pour cela que la loi de 1894 attribuant une retraite aux ouvriers mineurs trouve une sorte de justification dans cette résistance de quelques égoïstes dont nous souffrons tous, car elle peut lancer la classe ouvrière aujourd'hui éclairée sur tous ces points dans des aventures périlleuses pour tous et pour elle surtout. Il faut que l'État s'efforce de répandre dans cette classe privilégiée que les socialistes appellent la classe capitaliste, la classe bourgeoise, des sentiments de justice, d'humanité et de solidarité, qu'il leur rappelle la marche de la civilisation non vers le nivellement forcé des fortunes, mais vers une meilleure répartition des richesses, qu'il leur apprenne au besoin à l'aide de la loi que l'homme est un « roseau pensant » et que l'esclavage, sous toutes ses formes, doit être

définitivement exclu de notre société. On a fait de Léon XIII le successeur des premiers chrétiens de l'Église qui avaient pris à la lettre le fameux mot de Jésus-Christ : « Malheur aux riches », ou celui de saint Paul : « Tout homme qui ne travaille pas ne mérite pas de vivre ». C'est une erreur, le pape actuel n'est point communiste comme saint Ambroise et Tertullien, il ne trouve pas la propriété inique comme saint Clément et saint Chrysostome, mais, esprit fin et âme sensible, il a parfaitement vu les iniquités de ce monde et il a souffert les souffrances des humbles ; et cela avant de devenir le chef de l'Église catholique, car dans une lettre pastorale de Péruse où il était archevêque il disait : « Les écoles modernes économiques ont regardé le travail comme la fin suprême de l'homme qu'elles prennent pour une machine de plus ou moins de valeur, selon qu'il concourt plus ou moins à la production. De là le colossal abus qui est fait du pauvre et, chose ignoble, par ceux qui cherchent à les garder dans un état de dépendance pour devenir riches à leurs dépens... Oh ! très chers frères, nous sommes impuissants à contenir le sentiment d'indignation qui est prêt à éclater contre ceux qui pensent que les destinées de la civilisation doivent être confiées à ces barbares... Cette rage de garder des hommes rivés à la matière, qui les a pénétrés et absorbés, engourdit toute vie intellectuelle dans ces infortunées victimes du travail rejetées dans le paganisme. » Devenu pape, il a compris que la question sociale dont s'était désintéressée l'Église catholique pouvait être le salut du dogme chancelant qu'il représente. De là son encyclique remarquable du 15 mai 1891 : *De opifice rerum* ; elle a définitivement établi cette nouvelle

école du socialisme chrétien plus théorique que pratique. M. Baudrillart dans une conférence dit, avec raison, que le capital doit être le rédempteur du travail. Il est certain que le jour où il remplira son rôle et où il se contentera de bénéfices ordinaires comme le voulait Luther, il ne pourra plus être question d'assurance obligatoire. Il n'est pas inutile, avant de terminer cette question si agitée de rappeler les paroles de Liebnicht, un des chefs du parti socialiste allemand, au Reichstag en 1881, lors de la discussion de la première loi d'assurance obligatoire : « Ce ne sont pas les socialistes qui ont été au chancelier (de Bismarck), c'est le chancelier qui est venu à eux, et quand il aura de sa main puissante fait entrer la nouvelle loi comme la pointe d'un coin dans l'organisation sociale moderne, il faut espérer que le gros bout fera éclater le reste. » On sait qu'en effet depuis cette époque d'autres lois d'assurances obligatoires sont venues confirmer cette évolution vers le socialisme.

Les différents assureurs. — L'assurance doit donc être facultative, elle doit l'être surtout en agriculture et il y a quelque chose de vrai dans ces paroles de M. de Courcy : « L'assurance obligatoire des produits agricoles serait de plus tout à la fois immorale et funeste à la production, car elle favoriserait la paresse et l'incurie, elle habituerait les cultivateurs à compter en toutes choses sur le gouvernement et non plus sur eux-mêmes (1). » Qui n'a pas

(1) *Les Assurances agricoles*, par DE COURCY, p. 44. Paris, Darniol, 1857. — Voir aussi rapport de M. MAGNIN, sénateur, 24 janvier 1881, sur la pétition des 80 habitants de Fréneuse (Seine-et-Oise) demandant que l'État se charge de toutes les assurances agricoles.

entendu cent fois : « C'est l'État qui paie. » Nous allons voir quel doit être l'assureur. Il y a d'abord soi-même. On fait surtout valoir pour démontrer l'utilité de l'assurance qu'elle « force à l'épargne et transforme en obligation ce qui serait peut-être resté à l'état de bonne intention » (1). Cet argument n'a pas beaucoup de force pour ce qui concerne le paysan français et c'est peut-être pour cela que nos campagnes sont restées fermées à l'assurance et qu'elles ont préféré pratiquer l'épargne en elle-même et ne pas courir les aléas d'une assurance, ce en quoi elles n'ont pas tout à fait tort. Un second assureur, ce sont les sociétés par actions dont nous avons rappelé les fortunes de plus en plus colossales. Les économistes qui ne veulent pas de l'État assureur, et en particulier MM. Chaufton et de Courcy, ont beau faire l'éloge de cette industrie, ils sont obligés de constater que l'entente commerciale a détruit la concurrence et que ces assurances, si elles offrent certains avantages, coûtent très cher aux assurés. Aussi, adversaire de tous les monopoles industriels ou commerciaux, j'estime qu'il faut leur susciter une concurrence pour les amener à meilleure composition. Cette concurrence nous la créerons par l'État assureur et les assurances mutuelles. L'État s'est déjà fait assureur, il a trois caisses qui n'ont pas eu grand succès : la caisse des retraites pour la vieillesse qui date de 1850 (2) et les caisses d'assu-

(1) Paul BEAUREGARD, *op. cit.*, p. 301.

(2) Cette caisse de retraites était accessible à trop de monde, acceptait de trop gros versements, servait de trop grosses pensions et les obtenait en accumulant des intérêts excessifs. Même les lois des 30 janvier 1884 et 22 juillet 1886 ont insuffisamment paré à tous ces inconvénients.

rance en cas de décès et contre les accidents qui datent de 1898. J'accorde volontiers que l'État sort de son rôle quand il se fait assureur, mais quand on dit qu'il n'existe aucune raison sérieuse pour qu'il entre ainsi en lutte contre les sociétés privées, parfaitement aptes à suffire à tous les besoins, je trouve qu'on commet deux grandes erreurs. M. de Courcy dit : « L'État doit entreprendre les choses utiles que l'industrie privée est impuissante à faire sans lui ; il doit aider de son concours quand il est nécessaire, de sa protection toujours, celles que peut entreprendre l'industrie privée, et, respectueux de sa liberté, il doit s'abstenir de toute usurpation, de toute immiction dans celles que l'industrie privée ferait sans lui et mieux que lui (1). » Malheureusement, M. Chauf-ton constate dans l'étude qu'il fait des sociétés publiques allemandes que les sociétés publiques n'ont consacré que 4 p. 100 des versements en frais d'administration tandis que les sociétés par actions ont employé 37 p. 100 en frais d'administration et en dividendes (2). Ainsi donc l'État peut mieux faire que l'industrie privée. Voici les arguments invoqués que nous empruntons au cours de législation industrielle de M. Pic (1900-1901) : a) l'assurance est une mutualité, l'assureur n'est qu'un intermédiaire, or, qui mieux que l'État est apte à jouer ce rôle ? b) frais de personnel moins grands ; c) pas de dividendes aux actionnaires, donc primes moins fortes ; d) ce système permettrait l'abolition de la différence des primes, ce qui serait un grand avantage ; e) l'État offrirait une solvabi-

(1) *De l'assurance par l'État*, p. 8.

(2) *Des assurances*, t. I, p. 634.

lité parfaite. A tous ces arguments, ajoute M. Pic, il y a quelque chose à répondre. Mais M. de Courcy dit encore : « En toute matière d'assurances, la grande loi de justice, le grand principe est la proportionnalité de la prime au risque garanti. Il n'y a que la libre concurrence qui puisse établir équitablement et sans oppression cette proportionnalité. » Seulement cette concurrence n'existant pas, il est nécessaire qu'un assureur moins intéressé vienne la rétablir. Nous répétons que ce rôle incombe à l'État réparateur, à l'État chargé de maintenir l'harmonie sociale. Il pourra se faire que ce rôle accompli, les sociétés plus souples reprennent toute la clientèle ; peu importe, mais puisqu'il y a entente et que leur action peut s'étendre sur toute la France, il est bon que l'État qui incarne l'intérêt général puisse servir tout au moins de régulateur.

Enfin l'assureur qui me paraît le meilleur, c'est l'association mutuelle qui détruit en partie ce qu'a d'égoïste l'acte même d'assurance, car, quoi qu'on en ait dit, il y a un fond d'égoïsme dans certaines assurances : en s'assurant contre la vieillesse, on soustrait un capital à ses descendants, et un capital dont on ne jouira peut-être pas soi-même. On a fondé, il est vrai, les sociétés de prévoyance qui offrent certains avantages, il s'est même formé des sociétés mutuelles, empruntant ainsi le principe même de la mutualité (1), mais encore une fois les

(1) La mutualité, dit M. Eugène Rochetin, a été une des premières étapes franchies dans la voie des réformes poursuivies en matières d'assurances, et la preuve en est dans ce qui se passe en ce moment parmi nos compagnies qui voient leurs concurrentes, les sociétés mutuelles, leur disputer chaque jour avec succès le terrain de la production. (*Les Assurances ouvrières mutualistes contre la maladie, l'incendie et le chômage*, 1896, p. 86). Après l'assurance par la

frais d'administration, de dividende et les accroissements de capitaux provenant des bénéfices des compagnies déjà nombreuses qui sillonnent le monde entier, donnent une idée des sommes enlevées à la propriété privée et font ressortir l'importance qu'il y aurait à développer les assurances véritablement mutuelles et à faire de l'État leur auxiliaire pour soutenir la concurrence contre les grandes compagnies jusqu'au jour où elles seraient assez développées pour se suffire à elles-mêmes et satisfaire à la plupart des besoins sociaux. Mais comme cette institution est pour ainsi dire tout entière à créer, nous ne devons pas viser à faire de grandes choses ; les plus simples seront encore ici les meilleures, pourvu qu'elles puissent inculquer dans l'esprit de nos paysans les deux idées d'assurance et de mutualité qui leur font presque totalement défaut.

Les sociétés de secours mutuels. — L'application la plus importante qui ait été faite de la mutualité est dans les sociétés de secours mutuels. « Ce sont des associations ayant pour but d'assurer des secours temporaires à leurs membres malades, blessés ou infirmes, une pension de retraite aux sociétaires âgés, de pourvoir à leurs funérailles et de contracter des assurances collectives en cas de décès (1). » En Angleterre surtout, ces sociétés se sont multipliées en quelques années d'une façon prodigieuse :

mutualité, vint le système coopératif qui fut comme le nec plus ultra de la prévoyance et de la participation mutuelle. L'adhérent ne déboursait plus que le strict nécessaire pour faire face aux charges (p. 89.)

(1) BLOCK : *Dictionnaire de l'Administration*, V. Société de secours mutuels.

les *friendly societies*, *trades-unions*, *collecting societies* et autres ordres affiliés dépassent actuellement le chiffre de 6 millions d'adhérents. En France, en comptant bien, c'est-à-dire en ne comptant que les membres payant régulièrement, nous n'arrivons qu'à 1.500.000 sociétaires. Cela tient à ce que la société de secours mutuels s'est établie presque uniquement dans les villes. Or, l'Angleterre compte à peine 2 millions de prolétaires agricoles auxquels est étranger ce mutualisme ; en France, nous avons une population agricole de 47 p. 100 environ et qui reste en dehors de ces sociétés. M. Pic donne la note juste sur la valeur de cette institution : « Tout historien impartial de la mutualité est obligé de constater que, si les sociétés de secours mutuels peuvent sans trop de peine, et grâce au concours des membres honoraires, fournir aux associés malades des secours temporaires suffisants, et pourvoir aux frais funéraires, la plupart d'entre elles se trouvent, même en supposant une gestion irréprochable, dans l'impossibilité absolue d'assurer à leurs membres âgés une pension de retraite convenable, ou de promettre une pension aux veuves et enfants mineurs des membres décédés. A première vue, la statistique des sociétés de secours mutuels françaises paraît assez encourageante ; mais un examen plus approfondi des chiffres officiels démontre que cette prospérité relative qui d'ailleurs est la conséquence des faveurs et des encouragements de toute nature prodigués par les pouvoirs publics (subsides directs, versements à une caisse d'État servant aux sociétés un intérêt élevé), est une prospérité bien précaire, puisqu'elle est subordonnée au maintien de ces faveurs... et bien relative, attendu que plus de la

moitié des sociétés n'ont pas de fonds de retraites, et que les retraites servies par celles qui en possèdent sont presque dérisoires (72 francs par an en moyenne) (1). Enfin, et c'est là peut-être le grief le plus sérieux que l'on puisse invoquer contre la mutualité libre, rien n'est plus inexact que de représenter les sociétés de secours mutuels comme des institutions susceptibles d'améliorer le sort du plus grand nombre. Il y a plus de petits patrons, d'employés de tous ordres et de tout rang, de petits bourgeois en un mot, dans les sociétés de secours mutuels que d'ouvriers proprement dits (2). »

Nous ne pouvons entrer dans l'analyse de la nouvelle loi de 1898, mais il nous semble que pour nos campagnes les sociétés approuvées et même les sociétés privées suffiront. Faut-il, d'autre part, songer à établir dans toutes nos communes une société de secours mutuels pouvant accorder une pension de retraite de deux à trois cents francs, par exemple, avec faculté de la convertir en un capital qui une fois versé passerait aux descendants? Ce serait là assurément l'idéal; mais tout d'abord la commune sera presque toujours trop petite; il est vrai que la loi de 1898 donne la faculté de créer des unions de sociétés de secours mutuels. Ces unions concentrant toutes les associations communales pourraient créer un service des retraites. Autre objection très forte, l'ouvrier agricole qui n'est point propriétaire aura déjà de la peine à donner une

(1) Nos sociétés de secours mutuels, dit encore M. Rochetin, s'appuient sur des procédés empiriques (dons, subventions, etc.) et non sur des règles scientifiques (nombre), comme en Angleterre. La mutualité n'a d'action que par la puissance du nombre.

(2) Paul Pic, *op. cit.*, p. 567.

cotisation pour se garantir contre la maladie ou les accidents et, s'il est propriétaire, il voudra agrandir son petit domaine et se faire ainsi son propre assureur pour la vieillesse. Vous voyez qu'il ne reste guère de place pour la mutualité de prévoyance complète et qu'il faudra se borner au début à une simple société de secours mutuels contre la maladie avec secours en cas de décès prématuré, frais de funérailles et autres petits avantages qui ne nécessitent pas de fortes dépenses. Et ce n'est qu'à la longue, quand les mutualistes seront habitués à ces idées nouvelles, que des modifications pourront introduire une petite retraite : la propriété morcelée, la population augmentant, la rendront nécessaire. Quant à la forme, la Société de famille de Nancy, citée comme exemple des sociétés de famille, est certainement la plus forte, elle peut même recevoir quelques améliorations telles que variabilité et proportionnalité des cotisations, suivant le nombre, l'âge, le sexe des membres de la famille, suivant la valeur des récoltes dans l'année. C'est encore dans le sein de l'association communale que naîtra la société de secours mutuels, car une telle société demande un nombre de membres tel que la plus grande partie de la population devra en faire partie. Or, peut-on décemment en charger le maire et son conseil, ou quelque autre personnalité ? ce sera possible une fois sur cent, mais pour les quatre-vingt-dix-neuf autres, il faudra une réunion d'hommes qui représente le Tout-le-monde et qui puisse permettre de faire une société de secours mutuels basée sur la plus stricte neutralité au point de vue politique et religieux.

Assurances mutuelles contre les risques. — Il semble naturel de commencer par le risque professionnel : la loi du 9 avril 1898 ne visant pas l'industrie agricole, une nouvelle loi du 30 juin 1899 a créé le risque professionnel agricole, dont la condition nécessaire et suffisante est l'emploi d'un moteur inanimé. C'est assurément ici que la mutualité n'a d'action que par la puissance du nombre. Mais l'on peut parfaitement éviter les frais d'administration et de propagande en se servant de l'association communale comme guide et même comme intermédiaire entre les intéressés et une société d'assurances mutuelles qui comprendrait dans son ressort toute une région (1).

Passons au risque de la mortalité du bétail. Les conseils généraux se sont occupés dans ces dernières années d'établir des caisses d'assurances mutuelles départementales, mais partout ce sont des plaintes sur l'esprit réfractaire des paysans aux œuvres d'association de secours. Le gouvernement par sa circulaire du 16 avril 1898 a attiré l'attention des préfets et de ces assemblées sur la création de ces caisses. C'est à peine si quelques départements ont pu arriver à instituer quelque chose, abstraction faite des résultats médiocres qu'on a obtenus. La chose est-elle impossible ? Non, mais il faut restreindre nos prétentions et, pour commencer, établissons simplement des caisses de secours entre gens qui se connaissent ou qui peuvent facilement se connaître. Communales ou cantonales, ces

(1) Comme le dit M. Gonnard, c'est le travailleur agricole qui est le plus menacé et cependant c'est dans une mesure très restreinte que le principe du risque professionnel a été introduit dans l'agriculture. « Les accidents agricoles en France », extrait de la *Revue d'économie politique*, 1901.

caisses peuvent être formées soit par des cotisations préalables, soit par des cotisations après événement. Celles-ci très faibles d'abord, s'élèveront insensiblement au fur et à mesure que le nombre des adhérents croîtra et marquera le progrès de la mutualité. D'ailleurs les pertes ne doivent jamais être réparées en totalité. C'est un principe en matière d'assurances contre les risques objectifs aussi bien que subjectifs. D'autre part, des caisses locales ont l'avantage d'uniformiser l'évaluation des risques et des pertes, elles ont aussi cet autre avantage très important à mes yeux de pouvoir rémunérer immédiatement le sinistré. Examinons donc les risques qui peuvent être assurés : le risque auquel on a le plus songé pour la mutualité est celui qui résulte de la mortalité du bétail. C'est un risque tout à fait assurable quand la mortalité est accidentelle, isolée ; personne ne le conteste ; mais en cas d'épizootie, M. de Courcy déclare qu'il n'est plus assurable. Il est certain que pour être assurable aux yeux des compagnies privées qui sont avant tout des sociétés de spéculation, un risque doit pouvoir atteindre le moins de personnes possible, en ce cas le cas d'épizootie doit être radicalement écarté. J'estime au contraire qu'une caisse de mutualité ne peut sans injustice se contenter de réparer les pertes accidentelles. Or, que penser des caisses départementales d'assurances contre la mortalité des bestiaux ? Je prend au hasard un exemple ; celles fondée dans mon département, la Haute-Loire. Au 29 juin 1901, elle comptait 357 adhérents, le nombre d'animaux garantis était de 2.332, et la valeur de ces animaux garantis atteignait le chiffre de 449.665 francs. La cotisation est de 1 franc par an et pour cent et le taux de l'indemnité est

de 70 pour cent. De plus, la caisse touche une subvention de 1.500 francs du ministère de l'agriculture et une autre subvention de 3.000 francs du Conseil général de la Haute-Loire. De cet exposé il y a deux conclusions à tirer, c'est que sur 60.000 chefs d'exploitation agricole que compte ce département, il n'y a que 357 adhérents, malgré toutes les exhortations des sociétés agricoles et des promoteurs de cette œuvre; c'est encore qu'une subvention de 4.500 francs est prise dans la poche de tous les contribuables, des petits comme des riches, pour aider ces 357 adhérents, qui sont les plus aisés de nos campagnes, à couvrir leurs pertes. On trouvera peut-être ce raisonnement un peu simpliste et on pourra m'opposer l'ingénieuse parabole d'Adolphe Garnier (1); mais il m'est impossible de ne pas trouver dans une subvention quelle qu'elle soit un privilège en faveur d'une catégorie de citoyens au détriment des autres, ce qui se complique le plus souvent d'une répartition faite dans un intérêt de parti. Mais comme pour le crédit agricole, nous voyons, là encore, offrir de l'argent aux paysans qui n'en veulent point, puisqu'ils ne répondent pas aux prières de leurs généreux donateurs. Ainsi, en dehors des indemnités qui résultent de la loi du 21 juin 1898 et qui se chiffrent par un crédit de 4 millions, les valeurs assurées par toutes les compagnies et sociétés mutuelles ne dépassent pas actuel-

(1) Un arbre desséché par les ardeurs du soleil implorait l'eau du ciel. Un nuage s'arrêta au-dessus de sa tête et déjà quelques gouttes touchaient le sommet des feuilles; tout à coup les branches inférieures élèvent la voix et s'écrient: « Il ne faut pas de privilégiés; nous sommes toutes aussi altérées les unes que les autres, nous voulons être toutes baignées à la fois. » L'eau qui s'épanchait s'arrêta et le nuage remonta vers les cieux. (*Morale sociale.*)

lement 100 millions sur un cheptel estimé 6 milliards 200 millions alors que les pertes de bétail sont par an de 30 millions. C'est donc toujours le même problème qui se pose : à savoir, mettre de meilleurs instruments entre les mains de nos paysans.

Dans le département du Puy-de-Dôme plusieurs communes se sont munies d'une société d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail. Les membres de ces sociétés ne paient pas de cotisation fixe, donc point de fonds social. La société doit payer tous les trimestres à chaque sociétaire ayant perdu des bestiaux, et à la première réunion qui suit l'accident, les trois quarts seulement des animaux perdus. Sur le prix des animaux pris à sa charge par la société est déduite toute valeur que le propriétaire ou même la société peuvent en retirer par la vente soit de leur viande, soit de leur peau, sauf les cas d'épizootie et d'incendie où les sociétaires ne doivent jamais payer plus d'un franc pour cent de bétail assuré par trimestre. Une clause importante permet en outre au président de délivrer aussitôt après l'accident un bulletin de versement avec lequel la victime de l'accident peut se faire avancer la somme à laquelle elle a droit. Voilà de la mutualité pratique, elle est susceptible de perfectionnements, mais c'est bien sous cette forme qu'il faut commencer. Cependant un fonds social qui recueillerait des dons, des subventions communales ou autres, en cas d'épizootie par exemple, serait peut-être la vraie solution ; mais ce qu'il importe d'éviter, c'est la grande concentration. Le paysan, et il n'est pas le seul, aime à gérer ses fonds, à voir du moins où ils passent et ce qu'on en fait. De plus la cotisation généralement adoptée de 1 p. 100

est beaucoup trop forte. Il vaut mieux diminuer la rémunération des pertes qui, étant toujours plus forte que celle de l'État quand il donne quelque chose, le tentera plus facilement et l'incitera à un sacrifice dont il ne s'apercevra guère.

Le risque de la grêle est essentiellement du domaine de l'assurance; on a prétendu qu'il était incompatible avec la mutualité. C'est encore un préjugé. Sans doute la forme précédente de société d'assurance ne peut lui convenir. Un orage qui détruirait toutes les récoltes d'un village causerait une perte considérable d'argent que ne pourraient rembourser les sociétaires. Mais une caisse de secours qui serait alimentée chaque année pourrait offrir au moment opportun des ressources suffisantes. On a encore objecté que certains endroits étaient plus spécialement sujets à cet accident; ce ne peut être là un obstacle car l'indemnité, comme la prime, peut être proportionnée à la valeur de la terre pour laquelle on tient toujours compte des risques auxquels le bien est exposé. Au risque de la grêle peut se joindre celui de la gelée qui théoriquement est assurable et qui l'est moins pratiquement. Il l'est cependant mais une longue pratique faite de nombreux tâtonnements sera nécessaire pour aboutir à un résultat.

Le risque de l'inondation est très discuté et on ne paraît guère s'en occuper; d'ailleurs l'État, par de nombreuses lois, s'occupe constamment des mesures à prendre ou à exiger des particuliers pour prévenir ce fléau si désastreux, ce qui rentre parfaitement dans son domaine. (Lois du 28 mai 1858 et décret du 15 août 1858 prescrivant des travaux de défense contre les inondations, lois du 14 floréal an XI, du 16 septembre 1807 sur les endiguements,

du 15 septembre 1792 sur la suppression des étangs nuisibles, du 23 juillet 1860 concernant le reboisement, et du 8 juillet 1864 relative au gazonnement des montagnes, loi du 2 août 1879 concernant le phylloxéra, loi sur la police sanitaire des animaux, etc. Un crédit de 4 millions est affecté à ces mesures préventives.) Chaque année, par un chapitre spécial au budget (2.500.000 francs. Voir circ. 15 avril 1898), il paraît jouer lui-même le rôle d'assureur et d'assureur gratuit. La mutualité n'a ici qu'un rôle tout à fait accessoire, et une société qui prescrirait une cotisation établie sur une base dégressive suivant le nombre de sinistres auxquels on a apporté secours, et seulement pour le cas de pertes éprouvées, apporterait ce commencement de réparation qu'on ne manque pas de demander à l'État, qui ne se distribue pas toujours au gré de tout le monde, et qui souvent est dérisoire.

Reste à voir le risque de l'incendie. On n'a pas eu tout à fait tort de dire que l'État est impuissant à se livrer à l'appréciation de ce risque, aussi rien à attendre de ce côté-là. Il a une certaine analogie avec le précédent et devra être garanti de la même manière.

Comme M. Eugène Rochetin, je pense que l'on ne doit pas laisser plus longtemps les compagnies faire de l'assurance contre l'incendie une industrie à beaux dividendes. Il faut considérer qu'il y a ici, soit pour la victime, soit pour la société, une perte matérielle quelquefois considérable, que cette perte s'étend le plus souvent sur de petits ménages qui par négligence ou par économie ne se sont pas assurés, et que fatalement cette répartition des fonds maniés par les compagnies ne fait que creuser

le fossé qui sépare les classes riches des classes pauvres. C'est pourquoi je recommande vivement à nos paysans la mutualité même pour l'assurance contre l'incendie. Une simple société entre tous les habitants de la commune, recueillant chaque année une cotisation fixée d'après la valeur des meubles et immeubles garantis, suffirait non à restituer la perte totale, mais à permettre de commencer une nouvelle construction. Une subvention de la caisse d'assistance viendrait compléter la réparation nécessaire aux plus pauvres. On ne verrait plus, d'un côté, les primes scandaleuses aller se fondre dans le gouffre des villes, et de l'autre ces malheureux incendiés aller mendier de porte en porte pour refaire leur maisonnette et parfois transformer ce besoin créé par un malheur en une vile industrie, comme on a pu le constater dans certaines régions.

Mais, pour tous ces risques déjà assurés par de petites mutualités locales, ne pourrait-on pas créer une caisse départementale qui soit alimentée par une cotisation des mutuelles locales et les subventions de l'État ou du département ou les diverses donations dont elle pourrait être l'objet ? Cette caisse, tout en tenant compte de la contribution que lui apporterait chaque mutualité, pourrait venir en aide selon les diverses circonstances qui accompagnent un sinistre. Cette idée de centraliser l'assurance qui a fait l'objet de plusieurs propositions de loi mérite un examen sérieux, mais je reste persuadé que c'est un simple concours qu'on doit ainsi apporter aux mutuelles locales.

Voilà bien des sociétés d'assurances mutuelles pour les communes ; combien de temps, d'efforts, ne faudra-t-il

pas pour les former, pour les faire fonctionner et surtout pour les maintenir? Ne serait-il pas possible d'agir plus simplement et de former une seule société d'assurances mutuelles avec des comptes spéciaux à chaque risque? Il y aurait ainsi une seule caisse de secours soumise à la loi du 1^{er} août 1893 modifiant la loi de 1867 (1) où chaque groupe d'assurés aurait sa case particulière, ses statuts propres, mais avec une administration commune qui pourrait, par son influence, étendre l'assurance mutuelle sur tous les risques et à tous les agriculteurs de la commune (2). Cette administration trouverait dans l'association communale et dans son comité, auquel elle empruntera la plupart sinon tous ses membres, un précieux concours pour le développement de la mutualité. Par son intermédiaire, elle connaîtra tous les modes d'organisation employés en France et même dans les pays étrangers et pourra donc apporter dans son œuvre les perfectionnements qui lui paraîtront possibles.

La réunion de toutes ces mutuelles locales sous la même direction permettrait encore la fusion des fonds

(1) Voir Thaller (*Droit commercial*, n° 147 et s., 166 et loi de 1895) soutenant que l'article 3 de la loi de 1884 « ne couvre pas de l'ampleur de son texte et de son esprit les syndicats organisant les sociétés d'assurances mutuelles ».

(2) « L'assurance agricole, dit M. Olivier, reste encore d'une grande utilité pour le fermier; en cas de pertes de récoltes, les deux indemnités dues par le bailleur d'une part sous forme de remise de fermage et par l'assureur d'autre part, se cumulent sans déduction l'une de l'autre. En ce sens, n'est-il pas exact de la considérer comme un puissant élément de crédit pour les fermiers à qui ce cumul procure en certain cas un certain bénéfice? » Bénéfice presque toujours dérisoire, croyons-nous tout au contraire. (*Le Bail à ferme et la Crise agricole*, th. 1899).

leur appartenant et leur placement à la banque populaire. C'est ainsi que l'association communale servira de *trait d'union* entre toutes ces institutions agricoles, que nous allons compléter en traitant la grosse question de l'assistance.

CHAPITRE III

ASSISTANCE

Nécessité de l'assistance. — M. de Foville, dans la conférence déjà citée, dit : « Au point de vue économique et social la prévoyance vaut mieux que l'assistance parce que l'assistance ne fait que panser les plaies de la misère et que la prévoyance les ferme, les cicatrise, les guérit. Le paupérisme, auquel tant de rêveurs cherchent des remèdes utopiques, ne disparaîtra de ce monde que si l'épargne l'en chasse. » La question n'est peut-être pas très bien posée car peut-on bien parler de prévoyance à des gens qui gagnent à peine de quoi vivre ? Et quoi qu'on en dise la loi d'airain n'est pas seulement une théorie, elle est appliquée dans des cas qui ne sont que trop nombreux pour l'honneur de l'humanité. Il y a encore chez nous-mêmes, Français, qui nous mettons à la tête de toutes les nations de l'ancien ou du nouveau continent pour le progrès des idées humanitaires, pour l'avancement de la civilisation vers l'idéal de justice et de liberté, il y a beaucoup de ces patrons qui ne veulent pas admettre que l'homme n'est

pas une machine qu'il suffit de maintenir en bon état pour l'usage auquel elle sert. A quoi bon avoir accumulé pendant des siècles des richesses et des richesses si la moitié du genre humain doit toujours rester dans l'esclavage, car la liberté du travail n'est qu'un vain mot quand les ouvriers se trouvent dans cette alternative ou de ne pas travailler, et par suite ne pas manger, ou d'accepter les propositions d'un patron rapace. Sur ce terrain les socialistes ont parfaitement raison de crier et de poursuivre la conquête d'un salaire véritablement en rapport avec les besoins matériels et moraux de notre civilisation. Mais ils se trompent quand ils revendiquent la rémunération intégrale du travail, ils se trompent encore quand ils généralisent sous le nom honni par eux de capital cette indifférence quelquefois mêlée de haine, il est triste de le dire, de quelques employeurs, ce nom paraît bien les désigner sous leur véritable caractère. C'est l'homme dit Jules Simon, qui fait sa destinée bien plus que les circonstances. Quand l'industrie d'un pays l'emporte sur celle d'un autre, et qu'on cherche la cause de cette supériorité, on dit : C'est la houille, ou la matière première, ou l'outillage, ou la loi. On serait plus près de la vérité en disant : C'est l'homme. » (*L'Ouvrière*, ch. III, 2^e partie.) Les socialistes ne tiennent pas compte et souvent ne veulent pas voir que le paupérisme peut naître aussi des progrès même de la civilisation. M. de la Saussaye définit le paupérisme : un mal social inhérent justement aux sociétés laborieuses où les effets économiques des progrès industriels, l'excès de la population, et l'accumulation des capitaux devenue nécessaire à un travail perfectionné ont réduit les classes ouvrières à l'inutilité

et par conséquent à la non-valeur de leurs services (1). (*Op. cit.*, p. 6). Ce paupérisme-là existe encore, quoique la révolution économique de l'industrie soit en partie terminée et il est stupide d'en rendre responsable les directeurs du travail industriel, et comme l'ajoute M. de la Saussaye, l'excès de la civilisation ayant engendré une plaie sociale, c'est à la civilisation de rechercher et de trouver les moyens propres à la fermer. (*Op. cit.*, p. 6.)

On a soutenu maintes fois que le paupérisme n'existait pas dans nos campagnes. C'est une erreur, et l'étude qu'a faite le vicomte d'Avenel : *les Ouvriers et les Paysans depuis sept cents ans*, montre bien qu'il a existé et existe encore. Assurément nos villages ont été transformés pendant le siècle dernier, la Révolution a infiltré un véritable sang régénérateur dans les veines de cette terre devenue libre et le paupérisme d'autrefois ne compte plus que des cas isolés provenant de causes accidentelles telles que crise agricole, inondations, désastres incendiaires... Cependant on ne peut nier qu'il y a parfois de la misère, une misère noire, misère qui est supportée patiemment ou avec indifférence, une misère qui fait plus de peine au cœur généreux qui la voit qu'à celui qui la subit, une misère qui dénote surtout l'insuffisance de l'éducation car, il faut l'avouer, il n'y a pas le moindre sentiment de dignité chez ces gens-là (2). Et

(1) M. Leroy-Beaulieu donne à peu près la même signification à ce terme de paupérisme dont le sens varie avec chaque auteur. « On entend spécialement par le paupérisme une situation sociale où la pauvreté s'offre avec une grande extensivité, une grande intensité et une fréquente hérédité » (*L'État moderne*, p. 290.)

(2) Malheur aux nations, dit M. Baudrillart, où nul besoin supérieur à la faim et à la soif ne parle aux individus, et où l'on n'en-

c'est un fait qui est partout constaté, car il découle même de son principe, ce sont ces hommes qui vivent de rien, et qui vivent bestialement, qui non seulement travaillent le moins, mais encore ne peuvent ni ne veulent travailler. Il y a aussi une autre misère, mais beaucoup moins répandue à la campagne, c'est celle qui provient de l'intempérance et de la paresse qui en est souvent la conséquence. Cette misère-là, quoique du domaine de la morale, n'est pas étrangère à l'économie politique et par conséquent rentre dans le programme des études et des réformes de l'association communale. Existe-t-il enfin un prolétariat agricole? Les socialistes ont cherché à répandre cette erreur, ils n'y ont pas réussi. L'Angleterre en a un, c'est vrai, mais notre propriété est morcelée et nos paysans ont toujours quelque chose, fût-ce le souvenir de leurs ancêtres, qui les empêche d'émigrer vers les campagnes éloignées de leur village. Il ne tient qu'à nous de ne pas le faire naître et pour cela il ne faut pas laisser croître indéfiniment cette inégalité des conditions qui fait le cauchemar de tous les rêveurs égalitaires. Tandis que l'École socialiste veut détruire cette inégalité dans la répartition des richesses, cause de tous nos maux, de toutes nos divisions, les économistes (1) prétendent au contraire que plus il y a de grandes fortunes et de pau-

trevoit rien au delà des haillons, rien au delà d'une nourriture semblable à celle de la brute. Au-dessous de ce niveau, il n'y a que le néant. (Conférence : Luxe et Travail.)

(1) Les causes principales et toujours actives du progrès social sont : 1^o l'instinct reproductif des hommes qui les porte à se multiplier de telle sorte que le nombre dépasse à peu près constamment leurs moyens d'entretien ; 2^o les besoins toujours croissants des individus et des groupes ; 3^o *l'inégalité des conditions*. (*Sciences sociales*, de COURCELLES-SENEUIL.)

vreté dans la société, plus le pays est riche, matériellement et même moralement. Non, les deux thèses sont fausses, mais comme le dit fort bien M. Gide, « il y a une inégalité bienfaisante qui stimule la marche des sociétés humaines et prépare l'avènement d'une vie plus haute pour tous. Il y a une inégalité funeste qui paralyse le développement du corps social, en faisant vivre à ses dépens des classes parasites... Et, ajoute-t-il (1) en note, il est à remarquer que ce sont les plus petites inégalités qui agissent le plus fortement comme stimulant sur l'esprit des hommes : les inégalités très grandes font naître l'envie, mais ne stimulent pas, parce qu'elles ne laissent aucun espoir de les surmonter. Le petit paysan travaille dur pour arriver à rendre son petit domaine égal à celui de son voisin ; mais la vue du château seigneurial ne lui faisait pas allonger sa journée d'une minute de travail, car il savait bien qu'il ne serait jamais châtelain. » Voyons maintenant la solution de ce grand problème de l'inégalité des conditions et partant de la misère sociale. L'École socialiste tranche la question sans hésitation et sans détour : la propriété individuelle étant la cause de cette inégalité, il faut la supprimer et par conséquent pas besoin d'assistance. Nous laissons à M. Baudrillart le soin de leur répondre. « Le seul droit absolu pour la propriété comme pour la liberté, c'est le respect des devoirs dont elle est la garantie. Appuyées sur la propriété, l'industrie privée et la bienfaisance privée sont les plus sûrs moyens, sinon de faire disparaître la misère, du moins d'élever le niveau général du

(1) *Op. cit.*, p. 473.

bien-être : la première par cette solidarité d'intérêt qui fait que chacun profite du travail de tous ; la seconde par cette solidarité d'affection qui remédie aux injustices du sort et même aux justes effets de l'imprévoyance et de la paresse. L'intervention exagérée de l'État employant la force pour maintenir l'égalité ne ferait que remplacer cette double solidarité par un lien de contrainte également fatal aux intérêts matériels et moraux de la société. Partout où les hommes sont unis par des devoirs, la propriété trouve une base solide à laquelle les institutions civiles ne doivent toucher qu'avec respect et pour remplir elles-mêmes un devoir. (*Principes du droit.*) Le socialisme chrétien trouve la solution dans la suppression de la liberté du travail et le rétablissement des anciennes corporations qu'ils tentent de reconstituer avec leur système de patronage, qui n'a rien de séduisant. Cette solution est encore inacceptable, car si la Révolution a commis la lourde faute d'interdire l'association, c'était pour donner à l'humanité tout entière un principe vraiment fécond, un principe réellement démocratique puisqu'il élève tout le monde sans abaisser personne. On a encore donné d'autres solutions plus ou moins complètes, plus ou moins radicales, la politique en suggère tous les jours de nouvelles, mais aucune vraiment sérieuse ne supprime l'assistance parce que la nature humaine aura toujours ses déshérités, ses malheureux, en supposant même que la société devînt parfaite. L'inégalité des fortunes, dit M. Baudrillart, est la conséquence naturellement légitime de l'inégalité des facultés et des aptitudes. Définir cette assistance, c'est chercher sur quoi elle doit être fondée.

L'assistance a pour fondement la justice réparative. — Quoique la propriété ne soit pas la cause première de cette inégalité des conditions et qu'il ne faille pas par conséquent l'en rendre responsable, il ne faut pas oublier que c'est par elle que l'on peut jouir des bienfaits de la civilisation. Or, cette civilisation qu'est-elle, sinon l'ensemble des richesses matérielles et immatérielles accumulées depuis la conception du premier instrument de travail et constituant le patrimoine de l'humanité tout entière (1) ? A côté de la propriété, il y a donc un héritage universel auquel nous avons tous droit, en tant que nous sommes tous membres de l'humanité. Il en résulte que, si l'équilibre est rompu, si quelques membres de la société souffrent, c'est que leurs droits ne sont pas complets, c'est que leur part à cette succession de nos ancêtres n'est pas suffisante et demande à être parfaite par les autres membres de la grande famille humaine. Et ce n'est que justice, car si dans un héritage privé, on est obligé de payer les dettes laissées par le donateur, de même la société doit se rendre solidaire des fautes du passé. Cette dette, elle l'acquit-

(1) C'est que les machines, dit Modeste, c'est que les découvertes travaillent pour vous gratuitement ; c'est en même temps que les inventeurs avaient des fils, des frères, des parents dont vous êtes les descendants et que la propriété, les capitaux, les fruits du travail et de l'intelligence sous toutes leurs formes, se souvenant mieux que vous, sans doute, de ces parentés inconnues, vous ont compris d'eux-mêmes dans l'héritage.

Le progrès, dit de Molinari, tel qu'il s'est accompli depuis la naissance de l'humanité, tel que nous le voyons s'accomplir de nos jours, est une œuvre collective à laquelle contribuent directement où indirectement dans la mesure de leurs forces et de leurs facultés inégales les membres de l'élite intellectuelle et morale de l'humanité et dont les résultats s'accumulent, se capitalisent de génération en génération. (*L'Évolution économique du XIX^e siècle*, p. 308.)

tera par l'assistance. C'est ainsi qu'on est amené à donner la justice réparative comme fondement de l'assistance.

L'assistance publique. — Ce principe admis, faut-il en déduire que l'assistance rentre dans les charges de l'État et qu'elle est un droit pour tout Français malheureux ? Le principe d'assistance obligatoire par l'État a déjà triomphé dans certains pays. Je n'hésite pas à la repousser comme immorale et comme anti-démocratique. Il ne faut pas une charité qui favoriserait le vice et servirait d'instrument de pouvoir aux partis politiques. De Tocqueville, dont l'individualisme large et éclairé parut un moment faire revenir notre démocratie de 1848 aux principes du XVIII^e siècle et de la Révolution française, n'hésite pas à dire que « toute mesure qui fonde la charité légale sur une base permanente et qui lui donne une forme administrative crée une classe oisive et paresseuse vivant aux dépens de la classe industrielle et travaillante » (1). Au Congrès international de 1889, M. Gory a prétendu que « le jour où le droit à l'assistance sera proclamé par la loi, l'autonomie des hôpitaux, des hospices et des bureaux de bienfaisance disparaîtra ; c'est la commune qui devra prendre la gestion directe de ces établissements et c'est la commune qui, ayant la possibilité de se créer des ressources, sera tenue de remplir les obligations résultant de la mise en exercice du droit au secours ». C'est la solution que désirent si ardemment les partisans de l'assistance publique et surtout ceux de la municipalisation de cette assistance qui, disent-ils, a existé. (*Lettres patentes*

(1) *Mémoire sur le paupérisme*, Bibl. nat. Invent. R. 48.650.

du 7 nov. 1544. Ord. 1698, D. 14 déc. 1789.) Je la repousse vivement. M. Naville (1) qui a étudié à fond cette question déclare que partout où la taxe est établie on se plaint de l'oisiveté et de la paresse des pauvres qui acquièrent naturellement l'idée qu'ils ont un droit positif à être assistés. Mais il incombe à l'État de rechercher toutes les causes de la misère sociale, et de leur opposer des institutions utiles et surtout une meilleure instruction. Il y a cependant des services d'assistance que l'initiative privée est impuissante à créer et que seul l'État peut organiser, soit en les prenant à sa charge, soit en les confiant aux départements et aux communes. Telle doit être l'assistance publique.

En France elle est très mal organisée, elle manque d'unité et d'ordre : sur 36.000 communes, il n'y en a que 15.000 qui aient un bureau de bienfaisance, et dans les établissements hospitaliers on ne compte que 40 p. 100 des lits occupés. Toutefois les services départementaux et ceux de l'État donnent de meilleurs résultats. Au deuxième Congrès national d'assistance tenu à Rouen en 1897 le Dr Gibert, dans son rapport, dit que « l'insuffisance de la bienfaisance officielle pour combattre le paupérisme éclate de toutes parts chez nous ». Aussi devons-nous, je le répète, chercher à limiter l'assistance publique aux misères spéciales caractérisées par l'incurabilité ou l'urgence de la nécessité.

Le droit à l'assistance. — Quant au droit à l'assistance, il est incontestable, c'est la conséquence même de notre

(1) *De la charité légale*, ch. II, p. 65.

principe de l'assistance fondée sur la justice réparative. Mais une objection se présente, c'est l'appréciation de l'état d'indigence. Or, il est impossible de la laisser à l'intéressé. Le législateur l'a d'ailleurs ainsi compris en lui donnant un domicile de secours (L. 24 vend. an II, t. V, a. 7) et le droit de faire établir son indigence (loi du 15 juillet 1893). J'estime toutefois que ce n'est pas suffisant et que le droit à l'assistance devrait être complet pour tous les services de l'assistance publique.

L'assistance doit être surtout sociale. — En restreignant ainsi l'assistance publique et le droit légal à l'assistance, je ne fais qu'appliquer ma théorie de l'État n'intervenant que là où l'initiative individuelle et l'association libre ne peuvent triompher des difficultés. Les deux constitutions de 1791 et 1793 font de l'assistance une dette nationale, mais nous savons qu'elles venaient de supprimer les corporations et d'interdire toute association ce qui les obligeait forcément à mettre les malheureux à la charge de l'État. D'ailleurs leur plan d'organisation d'assistance légale contenu dans la loi de vendémiaire an II fut abandonné en l'an V. L'obligation d'assistance n'a passé dans notre législation que pour l'enfance et l'aliénation, deux cas de nécessité urgente. Mais ce que nous ne demandons pas à l'État, aux départements et communes, nous devons l'exiger de la société, car c'est un devoir de la société qui jouit des richesses nationales de réparer les injustices dont elle profite, et c'est un droit pour les victimes de ces injustices d'obtenir une compensation. « Au milieu de cette trame sociale, où s'entrecroisent toutes les destinées individuelles, il faudrait que

pas un fil, pas un individu, ne fût brisé sans que le mécanisme général fût averti, atteint, forcé de réparer le mal dans la mesure du possible. » (*Op. cit.*, Fouillée.) Mais ce mécanisme général doit être la société positive et non l'État, comme le voudrait l'éminent philosophe. Aussi je pense que la meilleure solution pour organiser l'assistance dans nos campagnes est encore l'association ; nous verrons qu'elle évite la plupart des inconvénients de l'assistance légale. Et le seul obstacle qu'elle présente, à savoir le manque d'initiative, est franchi par l'intervention directe de notre institution de l'association communale. Je ne verrais même aucun inconvénient à confondre les deux institutions, ce sera tout simplement compléter le rôle éducateur et réparateur de l'association communale par une mission de justice et de bienfaisance.

La charité guidée par la justice. — L'assistance purement sociale doit être réparatrice et éducatrice et, comme nous l'avons établi, elle est un devoir inhérent à la nature humaine, c'est-à-dire un devoir absolu, une obligation sociale et non pas seulement une vertu. La charité, qui a été le fleuron du christianisme, mais qui n'était souvent que la négation même du principe de justice, doit être considérée non comme le but de tous nos efforts contre notre égoïsme, mais comme un moyen d'arriver au véritable but de la société ou des États qui consiste à faire disparaître toutes les iniquités connues pour tendre à cet idéal de justice, le rêve de tout homme de bien (1).

(1) M. H. Michel ne veut pas, et avec raison, qu'on mette, suivant une école, la charité au-dessus de la justice. « Or, si la justice doit être, avec la liberté, l'idéal même des sociétés, on ne saurait admettre

Nous n'entendons pas par là diminuer la charité « aux ailes d'ange ». C'est un sentiment, et comme tout sentiment, elle permet de rapprocher les âmes, elle nous apprend à nous connaître et à nous aimer, elle est la voie la plus sûre pour arriver à cette solidarité universelle, réalisation de la justice entre les hommes. Cependant il importe de rappeler qu'elle doit se fonder sur la justice et qu'elle ne peut s'en affranchir. Trop souvent, en effet, l'homme qui veut être charitable, qui croit l'être, ne fait pas attention que pour réparer une injustice, il en commet une autre ; ainsi celui qui soumet son don à une condition d'un caractère politique ou religieux ; voilà pourquoi la charité légale ou religieuse est très dangereuse ; même sans condition, elle peut avoir une influence plus ou moins directe sur la liberté de penser de l'individu. Comme tous les sentiments, la charité est donc susceptible de s'égarer : pour être vraiment bienfaisante elle doit respecter l'assisté dans tout son être, relever sa dignité humaine et augmenter sa personnalité. C'est dire assez que la justice, qui n'est pas autre chose que le respect des droits inviolables et sacrés de la personne, doit guider la société comme l'individu dans tous les actes de charité. « Le problème angoissant de la misère ne sera résolu que par la justice totale. Travailler au triomphe de la justice, voilà le seul moyen de pratiquer la vraie charité. Pour faire disparaître le mal, il ne suffit pas de soulager, au hasard de ses bons sentiments, quelques opprimés et quelques victimes. C'est la source de la misère qu'il faut

qu'il y ait rien au-dessus d'elle, rien qui paraisse plus beau, plus noble, plus excellent. En elle doit résider toute excellence, toute noblesse, toute beauté. » (*L'Idée de l'État*, p. 642.)

tarir, il faut rendre la misère impossible en supprimant la cause qui la produit, en brisant les forces qui la maintiennent. Cette cause, c'est l'injustice quelque part triomphante, c'est l'égalité des droits quelque part violée. Rien de ce qui paraît injuste ne doit nous laisser insensibles. C'est à la justice qu'il faut travailler pour rendre la charité inutile. Croyons à son avènement, malgré les résistances qui l'entravent, et préparons de toutes nos forces la venue de ce jour meilleur. La Raison nous dit qu'il y a là une loi fatale de progrès vers une humanité émancipée de toutes les superstitions et de toutes les servitudes (1). »

L'assistance réparatrice. — Comment l'assistance sociale doit-elle être réparatrice ? A cette théorie de l'assistance, justice réparative, on a objecté qu'on en arrivait à nier la responsabilité de l'individu et le droit de punir de la société. Oh ! loin de nous la pensée de supprimer la responsabilité humaine ; la paresse, la débauche et l'alcoolisme seront toujours sévèrement blâmés et nous ne sommes pas bien sûrs qu'ils disparaissent avec la société la plus parfaite que l'imagination puisse concevoir. Mais en toute sincérité, croyez-vous que pour ces troiscas qui n'impliquent aucun caractère délictuel, elle n'est pas sérieusement diminuée par l'éducation tout à fait insuffisante qu'on donne aujourd'hui ? Pensez-vous que la société, dans cet enchevêtrement de rapports et d'idées qui souvent violent ce respect de l'homme, ne doit pas prendre sa part

(1) Conférence « Justice et charité », faite à la Bourse du travail du Puy le 14 mars 1901, par M. A. Daganet, professeur agrégé de philosophie au lycée.

de responsabilité? Croyez-vous que les classes dirigeantes aient toujours fait leur devoir, pour donner à tout le monde la liberté et avec la liberté, l'égalité qui donne à l'homme le sentiment de sa dignité et de sa personnalité? Non, et en allant au fond des choses, nous sommes obligés de reconnaître qu'il est bien peu de malheureux qui soient absolument et uniquement la cause de leurs malheurs. Mais les vrais coupables, faut-il les supprimer, faut-il les laisser mourir de faim et de misère? Ce peut être l'opinion de quelques économistes, comme Malthus, mais pas un moraliste n'hésitera à revendiquer pour l'humanité le droit de faire respecter la nature humaine même lorsque nous l'aurons avilie par notre propre faute. Et par respect pour nous-mêmes, par respect pour nos semblables, nous avons le devoir de réparer une injustice, qui peut être commise par la victime elle-même, mais qui peut faire d'autres victimes, ou encore troubler l'ordre public. Nous concluons donc que l'assistance doit atteindre tous les malheureux sans exception (1).

Une autre question, non moins importante, est celle de savoir dans quelle mesure l'assistance doit être répara-

(1) La société, dit une Revue dont on ne peut suspecter les tendances modérées, *doit* protection à chaque citoyen contre la misère, de la même façon qu'elle lui doit protection contre les attentats personnels; le scandale moral n'est pas moindre de voir mourir les individus par la faim ou le froid que par le couteau d'un rôdeur de barrière; l'imprévoyance, l'imprudence, les vices mêmes des victimes atténuent tout au plus la responsabilité sociale, sans jamais pourtant lui fournir une justification complète; par conséquent les mesures à prendre contre les fléaux physiologiques sont aussi obligatoires que celles dont on use contre les fléaux criminels, et une sorte d'organisation de police s'impose dans un cas aussi bien que dans l'autre. (« La question de la misère », par Maurice SPRONCK, *Revue bleue*, 19 janvier 1895, p. 66.)

trice. Nous avons dit que la justice, qui est le but de l'assistance, commandait le respect des droits de chacun et que c'est à la réparation de la violation de ces droits que la charité devait s'appliquer; on sait d'autre part que le droit de l'un s'arrête au moment où commence celui de l'autre, d'où liberté pour chacun de donner et de donner ce qu'il veut. Cette liberté-là qui est basée sur les droits de propriété ne doit pas être confondue avec ce qu'une école moraliste appelle la liberté de la charité, qui n'existe pas puisque un acte, avons-nous dit, pour être charitable, doit être soumis aux règles de la justice et que, par conséquent, la charité ne doit pas subir tous les caprices de l'imagination. Mais cette liberté de donner ou de ne pas donner, ou de donner ce qu'on veut est restreinte par l'obligation de contribuer à acquitter la dette sociale envers les victimes des injustices également sociales. En principe, on peut prendre comme règle d'y participer chacun au prorata de ses moyens, le devoir d'assistance se résolvant par la solidarité qui n'admet pas d'autre mode de répartition. Quant à l'assisté, que doit-il recevoir? La réponse est difficile, impossible même, car chaque cas demande un examen sérieux de la situation et une solution différente (1). Qui ignore que l'assistance ne doit pas être seulement matérielle, mais qu'elle doit être encore morale? les concerts dans les hôpitaux sont une forme d'assistance. Matérielle, l'assistance doit assurer au malheureux les moyens nécessaires pour vivre, ou pour travailler, ou pour élever sa

(1) Secourir la pauvreté sans encourager la paresse, subvenir aux besoins de l'indigence et savoir ne pas céder l'oreille aux sollicitations de la mendicité, c'est un problème ardu et dont la solution est pour embarrasser. (Maxime DU CAMP.)

famille; elle doit rétablir l'état normal des fonctions vitales chez tous ceux qui souffrent; morale, elle doit s'efforcer de faire goûter les plaisirs de ce luxe moral qui est si favorable au progrès social. Comme toujours, c'est la Révolution qu'il faut prendre pour guide, son comité de 1789 part de ce principe que tout homme a droit à sa subsistance et le rapporteur, le duc de la Rochefoucauld-Liancourt, écrit : « La société doit à tous ses membres subsistance et travail. » La déclaration des droits de 1793 ne fait que réparer un oubli de la précédente : article 21 : Les secours publics sont une dette sacrée..., et les lois du 19 mars 1793, 28 juin 1794, 24 vendémiaire an II, et même celle du 22 floréal an II, qu'on a bien à tort ridiculisée pour sa « fête du malheur », toutes ces lois ne sont que l'application d'une organisation de l'assistance, qu'un concours d'événements a fait un peu dévier de la pensée grande et généreuse qui la dictait.

L'assistance éducatrice. — L'assistance doit être aussi éducatrice. Tout d'abord, disent économistes et moralistes, elle ne doit pas multiplier la misère. Il est certain qu'un service d'assistance générale organisée par les pouvoirs publics et fonctionnant d'une manière permanente peut encourager la paresse. L'Angleterre nous en donne un exemple bien frappant avec son système d'assistance communale obligatoire (1). C'est en quelque sorte une assurance dont les indigents n'ont pas à faire les frais. Le

(1) C'est la reine Élisabeth qui a établi la *Poor law* en Angleterre par son Act de 1601, « fondement et manuel de la législation sur les pauvres », législation très abondante et dont nos voisins n'ont pas toujours eu à se féliciter. C'est la tradition, si forte dans ce pays, qui la maintient, plutôt que les rigueurs des *workhouses* auxquelles on a dû avoir recours pendant le siècle dernier.

moyen d'obvier à ce grave inconvénient ne peut se trouver que dans un contrôle très sérieux des besoins à satisfaire. C'est pourquoi l'assistance doit être localisée le plus possible, *quæque civitas suos pauperes alito*, disait-on déjà au concile de Tours. Au contrôle, il faut ajouter un mode d'assistance qui ne permette jamais à l'indigent de faire dévier le secours de son véritable objet, et c'est pour satisfaire à cette nécessité morale que les secours en nature doivent être préférés à l'argent. Mais tout cela n'est pas encore suffisant, car ainsi les secours peuvent s'éterniser de famille en famille, ce qu'on a plus d'une fois constaté ; il faut encore que l'assistance soit considérée par le malheureux comme un auxiliaire pour le sortir de la situation où il se trouve ; il faut qu'on lui fasse comprendre au besoin par une diminution graduelle de subsides que, s'il peut compter sur la société, il doit aussi compter sur lui-même ; il faut qu'il sache bien que ses droits sur la société ne sont que temporaires et que les rendre perpétuels serait constituer à son seul profit une rente à laquelle il n'a aucun droit ; il faut enfin appeler fréquemment son attention sur ce fait bien simple que, s'il est secouru, c'est parce que les autres produisent et, par conséquent, travaillent et épargnent et que, par suite, il commettrait une faute lourde s'il n'en faisait pas autant. Riche ou pauvre, dit Rousseau, tout citoyen oisif est, par suite, un fripon. Un homme n'est pas pauvre parce qu'il n'a rien, dit aussi Montesquieu, mais parce qu'il ne travaille pas. Il faut donc donner à l'assistance le caractère d'un secours mesuré et justifié, suivant les circonstances, et inspirer à l'indigent l'idée constante que ce secours sera supprimé ou diminué dès l'instant que la société l'aura jugé inutile.

L'assistance par l'association n'exclut pas une certaine charité privée. — Avec une telle conception de l'assistance, on saisit facilement combien l'assistance par l'association libre est préférable à l'assistance publique. Il y a sans contredit une action beaucoup plus directe et plus efficace sur l'individu assisté. Et, d'autre part, l'assistance sociale se plie mieux aux besoins sociaux. Elle est donc à la fois plus réparatrice et plus éducatrice. Sa supériorité sur la charité privée ne fait également aucun doute : bien conçue, elle peut, par une bonne organisation, détruire cette humiliation qui accompagne l'aumône, elle laisse à l'indigent toute sa liberté pour améliorer sa situation. Il y a cependant une charité privée discrète qui peut se manifester sous des formes nombreuses et compléter admirablement l'assistance sociale ; elle ne se contente pas de donner, elle conseille, elle console, elle relève les courages abattus et, pour toute condition, elle demande au malheureux l'oubli et le secret de ce qu'on a fait pour lui. Sur un tombeau païen, on lit cette inscription : « Il n'y a qu'une chose belle dans la vie, c'est la bienfaisance (1). »

La mendicité doit être rigoureusement interdite. — Il est une forme d'assistance qu'il faut condamner sans rémission : c'est l'aumône sur la voie publique ou aux portes ; elle doit être rigoureusement interdite. En cela nous ne faisons que suivre l'histoire, car depuis Amasis, pharaon d'Égypte, qui punissait les mendiants des travaux publics, presque tous les peuples ont édicté des peines très sévères contre cet ignoble métier. En effet,

(1) C. I. G., 3545.

combien d'abus n'a-t-elle pas amenés qui dégoûtent et révoltent ? La campagne surtout en souffre, c'est un véritable impôt pour nos paysans et dans certaines régions un impôt très lourd. Qui oserait aujourd'hui soutenir, comme le comte Duchâtel en 1829, que « la liberté de mendier doit être accordée au pauvre comme la liberté d'industrie à l'ouvrier et la liberté de la personne à tous les membres de la société ? Il serait grand temps de faire de l'interdiction partielle (L. 30 mai 1790, art. 274, Code pénal, et D. 5 juillet 1808) une interdiction absolue. La question a été portée devant les Conseils généraux qui sont unanimes, elle l'a été à la tribune parlementaire. Souhaitons qu'elle soit enfin résolue et que nous soyons une bonne fois pour toute débarrassés de ces catégories peu recommandables de pauvres : mendiants d'industrie, vagabonds, chemineaux et même chanteurs ambulants, qui constituent l'élément principal du recrutement de nos prisons.

Organisation de l'assistance par l'association communale. — Enfin, c'est de l'organisation que dépendent les résultats que peut donner l'assistance. L'association communale, que nous avons déjà désignée pour cette œuvre, paraît bien remplir les conditions nécessaires pour satisfaire aux principes posés ci-dessus. Sa neutralité en matière politique ou religieuse, son caractère nettement démocratique, son universalité réalisée par la composition même de son comité, son rôle essentiellement éducateur sont de réelles garanties pour une bonne organisation de l'assistance sociale. Elle réalise par elle-même le système d'Elberfeld qui a donné dans cette ville et dans plusieurs

pays des résultats merveilleux. Voici en quelques traits l'organisation qui pourrait être adoptée : Un registre pour inscrire tous les dons, un registre à souche pour en extraire tous les bons à livrer, une caisse des pauvres avec des troncés aux principaux lieux de réunion. Cette caisse pourra être alimentée soit avec des subventions communales, soit avec les dons des particuliers que le comité sera chargé de recueillir (1). Le bureau de bienfaisance, qui a une existence indépendante de la municipalité, pourrait se fondre avec l'association. Quant à la distribution des secours, chaque membre du comité devra faire l'enquête dans son quartier. Toutes ces enquêtes seront centralisées dans le comité qui décide et fixe le quantum. Le président, et s'il ne peut suffire à la tâche, les membres du comité, donneront les bons en les accompagnant des conseils nécessaires. Ceux-ci auront, de ce fait et par leur enquête, une mission importante et délicate à remplir. Le président de la commission centrale d'Elbenfeld, M. Prell, en a tracé les principes à ses collaborateurs dans une allocution inspirée par la plus noble charité et

(1) Notre histoire nous fournit des exemples remarquables de ce procédé; dans la Déclaration du 13 février 1551, Henri II, constatant l'insuffisance des quêtes et aumônes, prescrivait au Parlement de nommer des commissaires pour rechercher ce que chacun pourrait donner; mais sur le rapport des commissaires, la taxe, dont l'offre première était *volontaire*, était perçue par voie de droit comme un véritable impôt. — Que nous aurions encore à glaner dans ce vaste plan d'organisation d'assistance publique de Turgot, que le grand ministre eu le tort de ne pas généraliser. Ses « ateliers de charité » et ses « bureaux de charité » ne résument-ils pas tout le problème de l'assistance ? (Voir Instruction sur les moyens les plus convenables de soulager les pauvres et sur le projet d'établir dans chaque paroisse des bureaux de charité. Limoges, janvier 1770. Bibl. nat. Doc. off., O. 271, V.)

la plus haute sagesse : « Vos fonctions sont au nombre des plus honorables et des plus importantes qu'un citoyen puisse remplir ; elles demandent une grande mesure de charité active et un sentiment profond de ce qui est juste. Écoutez d'un cœur bienveillant et affectueux les demandes du pauvre, mais repoussez fermement les prétentions mal fondées ; cherchez avec sérieuse réflexion et consciencieux examen la mesure des secours nécessaires et prenez soin que les secours accordés n'encouragent pas l'oisiveté et le vice. Ce sont bien souvent des maladies morales qui engendrent la misère ; entrez dans la maison de l'indigent avec l'autorité et la dignité que vous donnent vos nobles fonctions, et, comme un médecin cherche les causes de la maladie, cherchez celles de l'indigence pour les détruire, s'il est possible ; avertissez, exhortez, reprenez, et si cela est inutile, signalez aux coupables les châtimens dont la loi les menace. Une aumône n'est pas toujours la vraie assistance ; en mainte occasion, le refus ou la réduction des secours seront, en même temps que vos encouragemens affectueux, le meilleur moyen de chasser la misère ; par là, vous éveillerez chez le pauvre capable de travailler la force morale abattue, vous lui ferez sentir le privilège, le grand bonheur de l'indépendance, et si par vos exhortations, par vos soins, par votre appui, vous mettez parfois un indigne en état de manger le pain qu'il ait gagné et d'en nourrir les siens, n'aurez-vous pas recueilli un beau fruit de votre zèle ? (1) » Il me semble difficile de rien retrancher à ce programme, les circonstances peuvent y faire introduire quelques petites modifications, mais les

(1) Cité par CAUWÈS, *op. cit.*, t. III, p. 653.

principes ne sauraient changer. C'est bien là la justice réparative que nous avons posée au début comme fondement de l'assistance, réparative puisqu'elle relève l'homme, lui fait atteindre son état normal au point de vue moral comme au point de vue matériel. L'association communale, par cette organisation, consacrerait aussi le droit à l'assistance, droit indiscutable, mais que l'État est impuissant à déterminer et par conséquent à satisfaire, droit qui doit donc rester purement social et qui n'aura du reste pas besoin de la loi pour le faire respecter le jour où une éducation vraiment démocratique, et j'ajouterais laïque, aura imprimé dans le cœur humain cette parole du Christ : Aimez-vous les uns les autres... *Nous sommes tous frères.*

Dans les communes où le commerce, l'industrie et d'autres professions seraient représentés par un certain nombre de familles, il y aurait lieu, ou de créer deux sociétés d'assistance privée si la commune est assez grande, ou mieux d'admettre dans le comité agricole pour la question d'assistance un certain nombre de délégués des autres corporations, ou encore de former une société privée pour toute la commune, indépendante de l'association agricole qui ferait servir les cadres de sa solide organisation à la création et à la conservation de cette société.

Cette concentration des œuvres d'assistance sous une même direction est avec raison recommandée par tous ceux qui travaillent à faire disparaître la misère humaine. « Il est indispensable, dit M. de Lassence (1), qu'il y ait

(1) DE LASSENCE : *L'assistance dans la commune*, p. 244.

entente et harmonie complètes entre toutes les œuvres d'assistance, entre toutes les personnes bienfaitantes de la commune ». Il faut en effet viser à l' « union d'assistance » pour aboutir à une organisation vraiment efficace. M. le Dr Napias en sent si bien l'importance qu'en parlant du bureau de bienfaisance au Congrès de Rouen, il exprime le désir de voir « étendre son action en groupant autour de lui les sociétés de toutes sortes qui ne peuvent songer qu'à l'aider ». Je ne crois pas cependant que le bureau de bienfaisance, qui est soumis à une législation fortement centralisatrice, puisse remplir le but que nous cherchons. L'expérience nous le prouve surabondamment. « Quand on regarde, dit Jules Simon (1), l'ensemble des secours distribués par les bureaux de bienfaisance de la France entière, on est frappé à la fois de l'immensité de l'effort et de la nullité des résultats. » D'autre part, l'assistance par le travail, qui doit être le seul mode d'assistance pour les indigents valides (2), ne peut émaner que de l'initiative privée. L'État qui s'en est préoccupé n'y a point réussi. « On peut dire, rapporte M. Boulomié (3), que dans son ensemble, le décret de 1895 est resté lettre morte, tout comme la circulaire de 1894 et que c'est sur l'initiative privée qu'il faut compter pour développer l'assistance par le travail et lui faire donner les résultats qu'on peut en attendre. » Et cependant

(1) Jules SIMON : *Publication du Conseil supérieur de l'assistance publique*, fasc. 22, p. II.

(2) Voir *l'Assistance par le travail en France*, par Marcel LECOCQ, th. 1900.

(3) Raph. BOULOMIÉ, secrétaire général du Comité central des œuvres d'assistance par le travail. Assemblée générale de 1898.

c'est là un des grands principes qui doivent servir de base à une organisation de l'assistance.

L'Angleterre avait créé dès 1697 ses *working schools* et *workhouses*, et son Bill du 9 mai 1837, qui essaie de corriger les abus signalés dans sa fameuse enquête de 1834, réorganise ses *workhouses*, mais avec une telle rigueur que l'initiative privée a dû intervenir. On sait les efforts de la *workhouse visiting society*, composée en majorité de femmes, et d'autres sociétés privées, pour arriver à la transformation de ce régime légal presque inhumain. L'Allemagne a aussi compris l'importance de l'assistance par le travail : ses stations de secours naturels, ses *Herbergen zur Heimath*, (auberges sur route de retour au pays), ses *arbeiter Colonien* (colonies de travail) en sont des applications plus ou moins heureuses. L'Espagne a ses *casas de socorros*. La Belgique par une loi du 3 décembre 1891 établit des dépôts répressifs, des refuges et des écoles agricoles ou industrielles. Chez nous au contraire il n'y a rien entre l'école et la prison, nous comptons à peine vingt-huit dépôts de mendicité (déc. 5 juillet 1808), qui fonctionnent assez mal. Et cependant nous avons annuellement 32.000 condamnations pour vagabondage et mendicité, ce qui ne représente qu'une faible partie des indigents valides qui vivent d'aumônes et non de travail. L'État pourtant, sans parler de l'organisation des hôpitaux ou hospices, et de l'assistance médicale gratuite, créa les institutions des syndicats de communes (loi 22 mars 1890) spécialement dans le but de créer des œuvres d'assistance ; et une circulaire du ministre de l'Intérieur invitait les préfets « à répandre une innovation qui correspond à l'une des tendances les plus marquées

et les plus fécondes de notre temps : l'esprit d'association ». Ces syndicats, qui étaient en réalité une heureuse innovation, ne se sont pas formés. En 1896, c'est-à-dire six ans après le vote de la loi, M. Monod, le directeur de l'Assistance publique, attestait « qu'il n'en existait pour ainsi dire aucun exemple ». Mais nous ne pouvons passer sous silence le vote à la Chambre des députés du 27 décembre 1895 qui amena l'article 43 de la loi de finances du 29 mars 1897, par lequel l'État parfait les pensions que les communes et les départements font aux vieillards et infirmes indigents, Cette loi est importante parce qu'elle consacre partiellement le principe d'obligation légale. Or, de ce chef, il n'y a qu'un crédit d'un demi-million inscrit au budget national alors qu'on pouvait s'attendre à plusieurs millions dès la seconde année.

Il faut, semble-t-il, conclure de tout cela que, comme en Amérique, la loi et par la loi l'État, les départements, la commune et les établissements publics ne doivent intervenir que devant l'impuissance de l'initiative privée, mais que c'est à elle qu'il faut d'abord s'adresser, c'est surtout elle qui doit prendre la direction complète pour certaines catégories d'indigents. Aussi j'aime à croire que le bureau de bienfaisance de demain, ce bureau idéal de M. Paul Strauss, avec sa caisse de loyers, sa caisse de chômage, son droit de faire des prêts gratuits, avec tout ce qui doit être notre tendance dans une démocratie comme la nôtre qui pourra subvenir à ses besoins, pourra mettre les nécessités sociales en accord avec les institutions. » Je crois, dis-je, que ce bureau de bienfaisance de

(1) Paul STRAUSS au congrès de Rouen.

demain sera pour nos campagnes l'association communale agricole, groupant toutes les œuvres de bienfaisance sous la même direction, pour laquelle elle demandera le concours de toutes les professions, sans négliger ce point important que dans les questions de charité il faut initier l'adolescence et réserver à la femme la part prépondérante.

« Ne nous disputons pas, disait M. Thiers dans la péroraison de son fameux rapport du 26 janvier 1850, à l'occasion du bien fait et du bien à faire ; ancienne ou nouvelle société, peu importe ; charité publique, charité privée, charité religieuse, individu, corporation, État, tout le monde y est nécessaire, tout le monde avec le plus grand zèle courra le risque d'y être insuffisant. Sachons que les infirmités humaines sont immenses et que ce n'est pas assez de toutes les bonnes volontés agissant librement pour les soulager. » Il en coûte de l'avouer, mais ces bonnes volontés sont rares dans nos communes rurales, de plus, elles sont restées jusqu'ici sans force, parce qu'elles ont été isolées, parce que l'exemple a manqué. L'association communale, en s'occupant activement de cette grave question de l'assistance, multipliera le nombre des âmes bienfaisantes, attirera l'attention de tous les organismes de notre société sur les misères humaines, enfin entraînera, d'un suprême élan d'amour, tous nos braves paysans et ceux qui vivent avec eux dans le courant irrésistible qui nous porte vers la justice, la fraternité.

CONCLUSION

Concluons : l'association communale agricole n'est autre chose qu'une idée, l'idée de progrès groupant autour d'elle tous les paysans d'une même commune et dirigeant leurs efforts communs vers la réalisation de leur fin, à savoir le bonheur de l'homme par l'homme. Fondée sur la solidarité et animée de l'esprit démocratique, elle ne peut que servir l'intérêt de l'humanité qui exige toujours plus de justice. Respectant les principes de liberté et de propriété qui forment les bases mêmes de notre civilisation, elle ne demande qu'à réveiller les intelligences encore engourdies de nos agriculteurs et à leur apprendre qu'en elles réside toute leur force. Ces considérations suffiraient à la justifier si elle existait déjà. Mais c'est une forme nouvelle de l'association et il faut savoir si elle correspond bien aux mœurs et aux besoins de notre pays.

Tout d'abord on peut se demander si elle a des précédents, l'histoire ne le dit pas ; d'ailleurs, c'est une loi indis-

cutable que ce sont les mœurs qui font les institutions (1). On ne pourrait donc trouver que des rapports plus ou moins éloignés avec les associations du passé, par exemple avec les gildes germaniques (2). L'essentiel pour nous est de voir si elle fait un saut brusque vers l'inconnu. Or, j'ai démontré suffisamment qu'elle n'était qu'une forme plus démocratisée du syndicat. On est unanime aujourd'hui à demander que les syndicats « se localisent », c'est le terme consacré. On n'ose pas aller jusqu'à prononcer le mot de commune, ce serait passer pour un rêveur, pour un utopiste. Mais franchement, ne voyez-vous pas des syndicats communaux dans la définition suivante : « Les petits syndicats ont l'avantage de grouper des gens *de même terroir*, ayant des *intérêts identiques*, entretenant entre eux des *relations fréquentes* et pouvant véritablement *se connaître et s'apprécier*. Seuls ils sont susceptibles de revêtir un caractère véritablement *mixte et démocratique*, c'est-à-dire de réunir dans leur sein non seulement les *grands propriétaires terriens*, mais les *petits cultivateurs*, les *fermiers*, les *métayers*, les *ouvriers des champs*. Les *réunions des assemblées générales* y sont

(1) Le monde ne reprend jamais les entraves qu'il a déposées.
(DE SISMONDI : *Études sur les sciences sociales*, t. III, p. 361.)

(2) *Récits des temps mérovingiens*, p. 311 et s.

M. Augustin Thierry montre le rôle important qu'a joué la gilde germanique dans toute l'Europe et notamment dans la formation de nos communes et de nos cités municipales. Ne serait-ce pas encore une gilde que cette association qu'on a déduite du titre XLV de la loi salique et qui est tant discutée ? Ne pourrait-on pas induire que ces associations, si fortement concentrées, auraient joint les questions économiques à leurs préoccupations de pacification et de liberté, si à cette époque l'économie politique avait été en honneur comme aujourd'hui ?

plus suivies. Ils assurent mieux le développement parmi leurs membres des *institutions diverses* fondées sur la mutualité; ils offrent véritablement, ainsi qu'on l'a dit justement, une *image de la famille agrandie* (1). » Dans l'association communale il n'y a rien à retrancher de cette définition. Pourquoi alors, me dira-t-on, ne pas l'avoir désignée sous le nom de syndicat communal agricole et par suite la laisser bénéficier de la loi « qui donne tous les privilèges »? C'est que dans un pays qui se dit et s'honore d'être le pays démocratique par excellence, il m'a paru que la loi devait être la même pour tous les citoyens, et il n'est pas douteux qu'entre les ouvriers et les agriculteurs la balance n'est pas égale. La loi de 1884 est interprétée *stricta sensu* pour les uns et *lato sensu* pour les autres. J'ai donc voulu éviter ce que j'appellerai un scandale juridique. Mais une non moins importante raison m'a suggéré l'idée de placer mon association communale sous la loi organique du 1^{er} juillet 1901 sur la liberté des associations, c'est que la personnalité civile ne nous est pas du tout nécessaire, qu'il n'est même pas désirable de la rechercher comme le permet la loi, afin d'éviter toutes les difficultés de jurisprudence auxquelles se sont heurtés les syndicats et surtout de conserver à l'institution son véritable rôle, celui de représenter une idée et non de l'argent (2).

(1) LAUNAY, *op. cit.*, p. 169.

(2) On sait d'ailleurs que le législateur de 1884 s'est refusé à donner aux syndicats mixtes les privilèges réclamés par M. de Mun et son école, qui eussent facilité la reconstruction de l'ancien régime corporatif, « qu'il serait, dit avec raison M. Pic, tant au point de vue politique qu'au point de vue économique, périlleux de faire revivre comme l'ont tenté l'Autriche et l'Allemagne ». (Préface *Caractères généraux de la loi de 1884*, par R. GONNARD.)

Ainsi je ne crois pas m'écarter de l'esprit de la loi de 1884, du véritable esprit dans lequel le législateur l'a votée (1).

(1) En me remettant mon manuscrit avec le visa réglementaire, mon excellent maître et président, M. Pic, me signale un article de la *Revue politique parlementaire* « De la Représentation professionnelle » (t. V, 1895), où M. Raoul de la Grasserie propose précisément la création de syndicats communaux pour chaque profession avec l'idée d'universalité que j'ai donnée à l'association communale agricole. Il en fait la base de la représentation nationale existante. Il me suffira de citer quelques passages de son article pour marquer les différences essentielles qui nous séparent et dont la plus importante est dans ce qui fait le fond même de l'article, c'est-à-dire une représentation professionnelle et par conséquent proportionnelle se juxtaposant au suffrage universel, idée que je ne partage pas, comme j'ai repoussé, suivant en ceci M. Esmein, la représentation des intérêts. C'est donc pour un but tout à fait différent que nous voulons grouper tous les agriculteurs, avec cette différence encore essentielle que je fais rentrer dans mon association tous les citoyens dont M. de la Grasserie fait trois syndicats distincts.

« Selon nous, dit-il (p. 264), après avoir permis et même organisé ces syndicats, on leur a refusé le souffle de vie. C'est en vain qu'on leur permet de travailler *intérieurement* à l'amélioration du sort de leurs membres, *extérieurement* à la défense de leur corporation, *supérieurement* à la réalisation, par leurs vœux, d'une législation plus parfaite. L'institution est bonne, mais sans issue à l'air extérieur, sans respiration et sans vie, tant qu'elle demeure séparée du gouvernement du pays, qu'elle n'y prend aucune part, qu'elle demeure essentiellement *privée*.

« La représentation professionnelle agricole consistera donc : 1° en un conseil de propriétaires, correspondant aux patrons ; 2° en un conseil de fermiers ; 3° en un conseil d'ouvriers agricoles (p. 270). La base de l'organisation future doit s'emparer des éléments existants, car l'évolution n'est que le développement plus ou moins rapide du passé et du présent. En vertu de cette idée, la représentation professionnelle prendrait pour base les syndicats professionnels, mais ces syndicats seraient étendus. A côté de ceux industriels répondant à chaque industrie, il y aurait, dans chaque commune, un syndicat agricole, puis dans les localités qui le comporteraient, le syndicat des fonctionnaires, celui des avocats, des avoués, des notaires, et enfin ceux des diverses branches de commerce. Ces syndicats se composeraient de tous ceux de telles professions qui vou-

Mais j'ai donné une forme nouvelle à l'association professionnelle, j'y ai introduit deux choses principales,

draient y prendre part. Ils ne seraient pas forcés, on y entrerait et on en sortirait librement, mais en fait, *tout le monde en ferait partie !* Dans chaque syndicat il y aurait deux classes, celle des patrons et celle des ouvriers formant deux syndicats distincts ; dans l'ordre de l'agriculture il y aurait de plus la classe des propriétaires. Chaque syndicat nommerait un conseil syndical au suffrage direct. Ces conseils seraient par commune ou par canton, ou même par circonscription plus étendue suivant les cas ; ils auraient pour attributions intérieures celles que nous avons énumérées tout à l'heure, judiciaires et administratives, et pour attributions extérieures, celles de représenter la corporation et de la défendre contre les tiers (p. 275). Tel serait le premier degré de représentation professionnelle. Le second degré serait celui du conseil professionnel départemental, les membres en seraient élus par les membres des conseils syndicaux de chaque commune ou canton et l'organisation distincte continuerait par groupes de métiers. Le troisième degré constituerait la Chambre professionnelle nationale. Cette Chambre, qui aurait un rang égal à celui de la Chambre des députés et du Sénat et qui remplacerait le Conseil d'État dans ses anciennes attributions législatives aurait : 1° l'initiative, des lois ; 2° la préparation de celles émanant de l'initiative parlementaire qui devraient lui être renvoyées ; 3° la défense de ces lois devant le Parlement. La Chambre professionnelle nationale renfermerait autant de sections qu'il existerait de chambres syndicales distinctes et chacune de ces sections élaborerait les lois qui la concernent particulièrement (p. 277) .»

A la date du 17 février 1902, c'est-à-dire pendant que ce travail est sous presse, le *Lyon Républicain* publie un article, « Les Trusts du vin », de Maître Jacques, qui a consulté un grand propriétaire du Midi, M. Bartissol. Cet ancien député, après avoir exposé les misères, « la déroute » qu'a amenée la mévente des vins, lui indique la solution suivante :

« Les Américains, qui sont des hommes d'affaires pratiques, savent limiter de telles crises par des coalitions de producteurs qui s'appellent des trusts.

« Le trust monopolise les stocks existants, raréfie autant que de besoin la production et, maître du marché, fait remonter les cours.

« Il ne sera pas plus difficile de relever les cours du vin à leur valeur, mais à la condition absolue que les producteurs, au lieu de tenir le

l'élection et la gratuité, deux choses absolument démocratiques et auxquelles commencent bien de s'habituer nos

marché à la débandade et chacun pour soi, l'organisent coude à coude, avec une discipline rigoureuse en deux ou trois puissantes coalitions : un trust pour les vins du Midi, un trust pour les vins de la haute et basse Bourgogne, un trust pour les vins de la région bordelaise, et sur le même plan, quelques trusts moins importants dans les autres quartiers viticoles.

« Ce n'est pas une grande affaire d'établir ces coalitions. Il y a une division toute faite, la commune. Rien de plus aisé que de syndiquer tous les propriétaires de la commune et d'encadrer tous les syndicats communaux d'un département ou de plusieurs départements de production plus ou moins similaire dans un syndicat régional. Voilà le trust.

« Le syndicat communal détermine le prix de revient de la récolte. Engagement absolu et solidaire avec sanction pécuniaire pour tous les membres du syndicat et pour tous les syndicats de ne pas vendre du vin au-dessous du prix de revient.

« S'il est des vins sans qualité et de valeur inférieure à leur prix de revient, le syndicat peut prendre charge, pour court ou long terme, de tout ou de partie pour la chaudière.

« Le syndicat consent des avances sous forme de *Bons* aux particuliers pressés par le besoin, jusqu'à concurrence d'un tiers de la valeur, — prix de revient, — des vins en cave. Ces Bons sont réalisables près du syndicat régional.

« Le syndicat communal dispose de toutes les ventes dans la commune, retient un ou plusieurs dixièmes des réalisations à la disposition du syndicat ou trust régional pour l'établissement de son crédit.

« M. Bartissol ne doute pas que le syndicat régional, maître souverain de toute la production de la région, pouvant limiter par saison les quantités à vendre par les syndicats communaux, de façon à éviter l'encombrement du marché, et même décider, en cas de très grande abondance, qu'un tiers de la récolte sera gardé en cave pour l'année suivante ou brûlé, n'ait un assez large crédit pour satisfaire les besoins les plus urgents. Et il est convaincu qu'il imposerait efficacement des cours normaux au commerce des vins.

« Vous avez, me dit-il, patronné l'exportation par des conventions libérales entre la France et la Russie et d'autres pays. Cela, c'est l'avenir. Mais c'est le présent qu'il faut sauver, le feu est à la maison. Les ordonnateurs de la politique internationale ne sont jamais pressés

campagnards. Il y a toutefois une réserve à faire sur la gratuité, elle a été éclaircie, il est inutile d'y revenir. En résumé, nous voyons que par le fond comme par la forme je n'introduis rien qui soit contraire à nos mœurs, en supposant que les syndicats soient aussi florissants que le disent les promoteurs de ces institutions. Eh bien, ce n'est pas tout à fait exact, je crois répandre dans nos campagnes quelque chose qui n'y existe pas et où ont échoué presque totalement les syndicats, c'est l'esprit d'association. Sur les 350.000 paysans syndiqués, il y en a 200.000 environ qui sont quelque peu groupés, mais il en reste disséminés, par un ou deux dans chaque commune, 150.000 qui pour la plupart seraient bien embarrassés de vous dire ce que c'est qu'un syndicat et ce qu'on y fait ; c'est le maire, c'est l'adjoint de la commune, un riche conseiller municipal qui sont venus à la conférence cantonale de M. le

d'arriver. S'adresser au gouvernement, s'adresser aux Chambres pour se tirer d'affaire, c'est perdre inutilement son temps.

« Quand on a le moyen de se sauver soi-même, c'est de son propre effort qu'il faut attendre le salut. Je ne le vois que dans une vaste association de tous les producteurs, donnant tous leurs pouvoirs à une direction unique, compétente naturellement, un trust énergique, maître absolu de toute la production, sans la permission duquel il ne doit pas sortir de la région une barrique de vin.

« Mais, lui dis-je, il y a déjà des syndicats sporadiques. Il faudrait les agréger, en créer partout où il n'y en a pas. Grosse initiative à prendre, pourquoi ne la prenez-vous pas ?... »

Dans cet article, il faut distinguer l'idée fondamentale qui est excellente et l'application très mauvaise qui en est faite. Il confirme néanmoins cette opinion chaque jour grandissante de l'insuffisance de nos syndicats agricoles pour vaincre les difficultés du présent et *a fortiori* de l'avenir, et de la nécessité d'une meilleure organisation de notre industrie agricole, laquelle ne pourra, à mon avis, s'obtenir que par le groupement *libre de tous* nos paysans dans *chaque commune*.

professeur d'agriculture et à qui ce fonctionnaire a fait entendre que par leur qualité ils ne pouvaient se refuser à faire partie du syndicat régional. Et comme noblesse oblige et qu'il y a encore chez nos gros paysans un petit fond d'orgueil, ils ont donné leur nom tout fiers de cette nouvelle distinction. On pourrait appeler cela la caricature de l'association. Aussi importe-t-il de ne pas laisser se perpétuer plus longtemps ce préjugé que nos paysans sont réfractaires à l'association. Là où elle a été introduite réellement, même par les syndicats, elle a porté ses fruits, Et je suis convaincu que l'association communale est non pas la seule, mais une des formes sérieuses qui puissent arriver à notre but. Je souhaite du moins qu'elle suggère d'autres idées meilleures qui nous donnent des résultats non apparents mais réels.

L'association communale correspond-elle aux besoins du pays ? Question complexe qui comporte une distinction, mais une distinction fictive, car le bien-être et la culture de nos paysans font bien partie du problème social ; cette distinction n'a d'autre but que de rappeler comment notre institution pourra se faire « le promoteur et le patron de toutes les œuvres rurales », comme le recommandait aux syndicats M. Boissard dans le *Compte rendu* du Congrès national des syndicats agricoles de Lyon en 1894. C'est précisément ce qui a fait l'objet de toute cette étude. Il nous faut maintenant envisager la question sous un point de vue plus général. Dans l'introduction de cette étude, nous avons noté au passage les cas où l'association communale pouvait intervenir ou se

substituer à l'État (1). Nous y avons montré comment la plupart des questions d'économie politique rurale, pour être résolues dans l'intérêt général, ne demandaient que plus d'instruction, plus de connaissances économiques et professionnelles. Nous y avons vu que la dépopulation des campagnes provenait, en somme, du manque de vie locale. Nous y avons établi que la crise agricole ne finirait qu'avec un accroissement de production correspondant d'abord à un maximum de revenu net pour arriver à une culture de plus en plus intensive. Nous y avons donné les indications que nous avons cru utiles pour l'amélioration du fermage et du métayage. Or, dans toutes ces questions le rôle de l'association communale peut être très grand : insensiblement son influence s'y fera sentir et apprécier. Elle sera, en un mot, une unité économique nouvelle non spécialisée à une question d'économie sur tel ou tel achat d'outils ou de denrées agricoles, mais embrassant toutes les questions d'économie rurale; elle constituera un immense traité d'agriculture joignant l'application à la théorie et s'augmentant chaque jour de nouvelles expériences, qu'elle mettra à la portée de tous les agriculteurs de la commune. Mais en poussant plus loin

(1) L'autorité politique, dit M. Worms, n'étant pas chargée en principe du gouvernement économique de la nation, ne doit s'en occuper qu'en cas d'extrême nécessité et d'urgence absolue, si l'intérêt commun l'exige et s'il est clair que la situation économique ne peut se rétablir autrement. (*Op. cit.*, 349.)

M. Renouvier veut aussi substituer autant que possible « l'association volontaire et limitée à la « société fatale » pour rendre « les hommes agents réfléchis de leurs actes et auteurs de leurs coutumes », et l'on sait que ce philosophe se recommande des principes de notre Révolution. (*Science de la morale*, t. II, p. 186.)

notre raisonnement, que constaterons-nous dans toute la France ? Une nouvelle unité économique, l'unité agricole, qui, pour diriger sa production, pour tirer de la vente de ses produits les meilleurs profits, prendra ses renseignements à l'Office du travail ou à l'Office des renseignements agricoles du ministère de l'agriculture, et par le canal des associations communales, les fera parvenir à tous les intéressés (1). Nous réaliserons ainsi cette synthèse de l'un et du multiple qui est la loi de tout organisme vivant. « L'objet des aspirations universelles, dit M. Secrétan, le sincère idéal, la vérité, c'est l'unité du multiple, l'unité de l'être, l'unité des volontés par la liberté, l'amour dont la liberté forme la base et l'indispensable condition (2). » Écoutons encore M. Fouillée : « L'idéal social le plus compréhensif est évidemment celui qui concilierait à la fois la plus grande individualité de chaque membre et la plus grande solidarité de tous les membres. Un et tous, voilà la vraie formule de la société (3). » Mais, m'objectera-t-on, cette unité agricole n'est pas l'unité sociale, et si l'industrie, le commerce... forment d'autres unités, ce sera la lutte des groupements

(1) M. Dupuy, ministre de l'agriculture, vient d'adresser aux présidents des sociétés d'agriculture, des comités et des syndicats agricoles une circulaire relative à l'établissement de notices destinées à faire connaître à l'étranger les produits de l'agriculture française. Sans mettre en suspicion la capacité et le dévouement de ces correspondants officieux, je me demande si ces notices ne seraient pas plus complètes avec le concours des associations communales, des unions d'associations communales et des chambres d'agriculture, ces dernières vérifiant au besoin et centralisant tous les renseignements.

(2) *Mon Utopie*, p. 65.

(3) *La Science sociale contemporaine*, p. 247.

sociaux autrement funeste que celle des individus. C'est pour éviter cette erreur qui serait grosse de conséquences, comme on commence de s'en apercevoir avec l'Union centrale des Syndicats, que je me suis déclaré contre le fédéralisme des associations communales. C'est l'idée directrice qui sera commune à toutes nos associations, qui formera la véritable unité économique agricole. Existe-t-elle actuellement, alors que nous avons un fédéralisme? Non, parce que, nous l'avons vu, ce fédéralisme ne représente pas une idée, et ne peut prétendre parler pour la population agricole dont plus des 19/20 ne lui ont donné aucun mandat.

L'unité, nous la rencontrerons encore avec la création des chambres d'agriculture. Ces assemblées départementales (car je n'admets pas les conseils agricoles d'arrondissement) ne seront-elles pas un nouveau pas vers l'unité économique, n'auront-elles pas pour but essentiel de donner, comme nous l'avons fait dans la commune, un corps, un organisme à cette idée du progrès? Et comme la tâche des membres de ces assemblées sera facile! ils n'auront qu'à se rendre à la maison agricole de chaque commune et ils y trouveront tous les éléments de leurs travaux pour les délibérations du conseil départemental. Il y aura une telle analogie entre ces deux institutions que je ne serais pas éloigné d'affirmer que l'une amènera la création de l'autre.

Enfin l'association communale contribuera fortement à former, à développer cette unité morale du pays fortement ébranlée par la crise qui transforme de nos jours les vieux dogmes en une religion nouvelle et plus conforme

à la raison (1). « La civilisation, dit M. Paul Leroy-Beaulieu, c'est-à-dire le développement presque ininterrompu dans les sociétés humaines du bien-être, des connaissances scientifiques, de la liberté et de la justice, ne peut être sauvegardée et accrue que par les moyens qui l'ont fait naître : à savoir la liberté personnelle, l'initiative individuelle, la fécondité des associations privées civiles et commerciales (2). » Je ne pouvais m'abriter sous une plus grande autorité pour justifier notre association communale : cette citation est l'expression exacte des conditions que remplira cette institution. L'esprit d'association qu'elle fera naître permettra peu à peu à nos paysans de s'associer pour des objets étrangers à l'agriculture et par conséquent avec des personnes de toutes professions. Ainsi s'opérera cette complication d'associations que désire M. Bouglé (*op. cit.*) et qui, dit-il, « aidera chaque paysan à se poser comme le centre du droit » (p. 102), chose très propre « à embrouiller les distinctions des classes et qui invite l'esprit à en faire abstraction pour mesurer la valeur propre aux individus » (p. 196), et chose aussi très favorable à détruire ces querelles de clocher et ces rivalités de famille, dont on ne voit que trop souvent des exemples dans nos salles de justice.

Mais l'association communale fera cette unité morale au delà de son étendue territoriale. Nous avons dit qu'elle

(1) Le temps présent, dit M. H. Michel, est en mal d'une philosophie de l'État, comme il est en mal d'un système d'éducation, d'une croyance, d'une doctrine de la vie ; et il ne résoudra chacun de ses problèmes que solidairement avec les autres. (*Op. cit.*, p. 637.)

(2) *L'État moderne*, p. 385.

était ouverte à toutes les bonnes volontés, et nul doute que les concours ne lui manquent. Les hommes dévoués à l'agriculture sont plus nombreux qu'on ne pense. Combien en est-il qui ne font rien pour elle parce qu'ils n'en trouvent pas le moyen pratique ? L'association communale instituée, ils trouveront dans cette nouvelle entité la base et la réalisation de leurs efforts. Ils apporteront aux travailleurs du sol la force et la lumière. Notre institution sera ainsi l'instrument même de la civilisation, celle-ci, dit V. Cousin, étant un composé de force et de lumière. Bien mieux, cette bibliothèque, cette presse économique et agricole, qui se répandra à profusion dans tous les villages, ne sera-t-elle pas un lien de rapprochement entre les habitants de nos campagnes et les économistes, hommes politiques, savants, hommes de lettres même, non seulement de France mais du monde entier ? Aussi crois-je que l'association communale, en obligeant les classes dirigeantes à ne plus se contenter de beaux discours sur les plaintes légitimes des paysans, sur la fâcheuse résistance qu'ils mettent à s'associer, mais à correspondre avec eux, à examiner ensemble les moyens d'établir « l'organisation nouvelle du travail » et au besoin à les aider dans l'exécution de leurs projets, sera un puissant auxiliaire de l'État pour mettre un frein à ces divisions politiques et religieuses qui nous rendent absolument injustes envers nous-mêmes et font voir la France plus belle à l'étranger que chez nous. J'ose donc espérer qu'elle contribuera, pour une grande part, à réaliser l'unité morale de notre cher pays. J'irai même plus loin. Pourquoi ne verrions-nous pas dans cette coopération sociale, se développant chaque jour grâce à l'asso-

ciation communale agricole, le germe de la paix universelle qui ne demande qu'une union plus intime et plus éclairée de tous les citoyens travaillant sous la même bannière avec cette devise : *Science, Patrie, Humanité*.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
P. PIC.

Vu :

LE DOYEN,
E. CAILLEMER.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 15 février 1902.

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE,
Président du Conseil de l'Université,
G. COMPAYRÈ.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

- D. ZOLLA. — Études d'économie rurale, 1896.
- DE FOVILLE. — Le Morcellement, 1885.
- La France économique, statistique raisonnée et comparative, 1890.
- G. GUÉRY. — Mouvement et diminution de la population agricole en France, thèse Paris, 1894.
- GLOTIN. — Étude historique, juridique et économique sur les syndicats professionnels, 1892.
- G. MAURIN et BROUILHET. — Manuel pratique de crédit agricole, 1900.
- ROGER D'ANGLADE. — Du Crédit agricole, personnel et mobilier, thèse Bordeaux, 1896.
- SOUCHON. — La Propriété paysanne, étude d'économie rurale, 1899.
- G. BLONDEL. — Étude sur les populations rurales de l'Allemagne et la Crise agricole, 1897.
- C. DE ROCQUIGNY. — Les Syndicats agricoles et leur œuvre, 1900.
- ÉLIE COULET. — Le Mouvement syndical et coopératif dans l'agriculture française. La Fédération agricole, th. Montpellier, 1898.
- ED. LECOUTEUX. — Cours d'économie rurale, 2^e édition, 1889.
- M. GÉNIN. — Les Associations agricoles dans l'ancienne France et sous le régime de la loi du 21 mars 1882, th. Lyon, 1893.

- P. BUREAU. — Le Homestead ou l'insaisissabilité de la petite propriété foncière, 1895.
- Ed. COHEN. — Réformes pratiques dans le régime des impôts, 1895.
- J. JEANNENEY. — Du crédit agricole mobilier, th. Paris, 1888.
- M. TAILLANDIER. — Les Assurances agricoles en France, thèse Paris, 1899.
- P.-F. LE PLAY. — La Constitution essentielle de l'humanité, 1893.
- E. HOGRELL. — Des warrants agricoles. Commentaire théorique et pratique de la loi du 18 juillet, 1898.
- J. PAUL-BONCOUR. — Le Fédéralisme économique, 1900.
- G. ROSCHER. — Traité d'économie politique, trad. par Vogel, 1888.
- BATBIE. — Mélanges d'économie politique.
- Cl. JANNET. — Le Capital, la Spéculation et la Finance au XIX^e siècle, 1892.
- Léopold MABILLEAU. — La Prévoyance sociale en Italie, 1892 (Ch. Raynerie et de Rocquigny).
- DUPORT. — Essai historique de l'esprit d'association au moyen âge, 1873.
- Paul ROUGIER. — Précis de législation et d'économie coloniale, 1895.
- R. DE LA SAUSSAYE. — De l'extinction du paupérisme et de l'avenir du travail dans les sociétés modernes, 1870.
- CONVERT. — Les Entreprises agricoles. Organisation, direction, 1890.
- Centre fédératif du Crédit populaire en France.
- Congrès d'Angoulême, 3-9 novembre 1898.
- V. REBOUL. — Étude sur la crise agricole, th. Paris, 1898.
- R. HENRY. — La petite Propriété rurale en France, th. Paris, 1895.
- Ch. BROUILHET. — Les Fonctions sociales des caisses d'épargne et la loi du 20 juillet 1895-1897.
- DARRESTE DE LA CHAVANNE. — Histoire des classes agricoles en France, 1858.

F. BERNARD. — Principes d'économie rurale. Les systèmes de cultures. Les spéculations agricoles, 1898.

Paul CHOQUET. — Études sur l'organisation du crédit agricole, th. Paris, 1899.

Paul SALLES. — Du rôle économique des syndicats agricoles, th. Montpellier, 1896.

Ch. BROUILHET. — Conférence : Des principes d'équité qui doivent présider aux rapports contractuels entre les États et les particuliers, 3 décembre 1894.

L. DURAND. — Le Crédit agricole en France et à l'étranger, 1891.

Paul ROUGIER. — La Liberté commerciale, les Douanes et les Traités de commerce, 1865.

Paul ROUGIER. — Les associations ouvrières, 1864.

DE COURCY. — De l'assurance par l'État, 1894.

G. TOUILLON. — Le Crédit agricole, th. 1893.

TRIPARD. — Des associations agricoles, 1890.

Ch. RAYNERI. — Manuel des Banques populaires, 1896.

— *Le Cultivateur.*

— *Revue des Deux-Mondes.*

— *Revue bleue.*

— *Droit rural.*

— *Revue de Paris.*

— *Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale* (Revue dirigée par MM. Pic et Godard, Lyon.)

Discours de M. le procureur général Renaud.

— *La Réforme sociale.*

— *Le Journal des Économistes.*

— *La Revue d'économie politique.*

— *Le Monde économique.*

— *L'Économiste français.*

— *Le Journal officiel.*

— *Conférences exposition 1899.*

COURCELLE-SENEUIL. — Science sociale, science de l'ensemble des actes humains, 1885.

- DE TOCQUEVILLE. — De la démocratie en Amérique, 42^e édition, 4 vol., 1848.
- BAUDRILLART. — Les Principes du droit.
- A. FOUILLÉE. — La Propriété sociale et la démocratie, 1895.
- DAGANET. — Conférence : Justice et charité, 1904.
- ESPINAS. — Histoire des doctrines économiques, 1891.
- Ch. BROUILHET. — Histoire des doctrines économiques. Cours, 1900-1904.
- DE COURCY. — Les Assurances agricoles, 1857.
- H. DONIOL. — Histoire des classes rurales en France, 2^e édit., 1867.
- DOMEC. — Le Concours financier de la commune dans les services de l'assistance publique, th. Paris, 1899.
- Marcel PESCHAUD. — De l'intervention de l'État en matière d'hygiène publique, th. Paris, 1898.
- L. CHARDINY. — Commentaire de la loi du 9-40 avril 1898, concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, 1898.
- THOULON. — La Responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, 1898.
- L. GRIMAUD. — Histoire de la liberté d'enseignement en France depuis la chute de l'ancien régime jusqu'à nos jours, th. 1898.
- Marcel LECOQ. — L'Assistance par le travail en France, thèse 1898.
- DE LASSENCE. — L'Assistance dans la commune, th., 1898.
- L. PASSY. — Discours au centenaire de Chevreul, 30 août 1886.
- GOSSIN. — Introduction au cours classique d'agriculture, 1855.
- DONIOL. — Enquête sur le crédit agricole, 1884.
- PAYEN. — Rapport à la Société centrale d'agriculture à Paris, 1855.
- A. LE PLAY. — Mémoire sur le mode d'exploitation de la ferme de Ligoure, 1877.
- DE SCOTT. — Mémoire sur l'inutilité des communaux, 1775.
- H. BAUDRILLART. — Les Populations agricoles de la France, 1885.

- Vicomte d'AVENEL. — Paysans et Ouvriers depuis sept cents ans, 1899.
- Paul PIC. — Traité élémentaire de législation industrielle, 1894 et Cours de 1900-1901.
- CAUWES. — Cours d'Économie politique en 4 vol., 3^e éd., 1894.
- M. HAURIOU. — Précis de droit administratif et de droit public général, 3^e éd., 1897.
- Ch. GIDE. — Principes d'économie politique, 5^e édition, 1896.
- St. JEYONS. — L'Économie politique, 1878.
- JANET. — Origine du socialisme contemporain.
- F. PASSY. — Leçons d'économie politique, 1862, 2 vol.
- BAUDRILLART. — Économie populaire, conférences, 1883.
- Paul LEROY-BEAULIEU. — Le Collectivisme, 1884.
- Essai sur la répartition des richesses, 1881.
- ESMEIN. — Histoire du droit, 1895. Droit constitutionnel.
- GUIZOT. — Histoire de la civilisation.
- BEAUREGARD. — Éléments d'économie politique, 1894.
- FUNCT-BRENTANO. — La Politique, 1892.
- Daniel ZOLLA. — Les Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui, 1894, 2 vol.
- GONNARD. — La Dépopulation en France, 1898.
- Ch. SECRÉTAN. — Études sociales, 1889.
- VILLEY. — Du rôle de l'État dans l'ordre économique, 1882.
- Ch. SECRÉTAN. — Mon Utopie, 1892.
- Paul LEROY-BEAULIEU. — Traité de la science des finances, 1899, 2 vol.
- J. PIRET. — Traité d'économie rurale, 4 vol., 1889.
- MICHELET. — Le Peuple.
- DE FONTENAY. — Du revenu foncier, 1886.
- DE LAVERGNE. — Cours d'économie rurale, 1892.
- CHAILLEY. — L'Impôt sur le revenu, 1884.
- LAGARDE. — De l'extinction du droit de pâturage, thèse 1893.
- Paul LEROY-BEAULIEU. — Traité théorique et pratique d'économie politique, 4 vol., 3^e éd., 1900.
- ROUX. — Les Assurances mutuelles agricoles, thèse 1900.
- THALLER. — Droit commercial, 1898.

- Karl KAUTSKY. — La Question agraire. Étude sur les tendances de l'agriculture moderne, 1900.
- M. LAUNAY. — Étude sur les Unions des syndicats agricoles, th. 1900.
- Joseph GAIRAL. — Les Droits et les Devoirs des Syndicats agricoles, th. 1900.
- BOULLAIRE. — Manuel des Syndicats professionnels.
- DE ROCQUIGNY. — Les Syndicats agricoles et le Socialisme agraire.
- V. CONSIDÉRANT — Destinée sociale, 3 vol., 1849.
- R. WORMS. — Organisme et Société, 1895.
- Jean IZOULET. — La Cité moderne et la Métaphysique de la sociologie, 1894.
- Eugène ROSTAND. — L'Action sociale par l'initiative privée, éditions 1892 et 1895.
- Léon BOURGEOIS. — (Solidarité) A. Colin.
- BOUGLÉ. — Les idées égalitaires, étude sociologique, 1899.
- FOUILLÉE. — La Science sociale contemporaine, 1885.
- H. MICHEL. — L'Idée de l'État, 1899.
- Paul PIC. — La Question des salaires devant le Parlement, conférence, 1895.
- EYMARD. — Les Syndicats agricoles, 1898.
- MANGINI. — Les petits Logements à Lyon.
- Congrès international des Habitations à bon marché, 1889.
- BOLOT. — Les Sociétés de crédit agricole et la Loi du 5 novembre 1894, 1898.
- VATHAIRE. — Les Habitations à bon marché, 1897.
- Pierre DURAN. — Des sociétés coopératives de crédit agricole, 1900.
- CHAUFLON. — Des Assurances.
- Eug. ROCHETIN. — Les Assurances ouvrières, mutualistes contre la maladie, l'incendie et le chômage, 1896.
- Aug. OLIVIER. — Le Bail à ferme et la Crise agricole, 1899.
- CHOREL. — De l'assurance par l'État, 1897.
- FALOT. — De l'emploi des fonds des Caisses d'épargne, 1900.
- DE MOLINARI. — L'Évolution économique du XIX^e siècle. Théorie du progrès, 1880.

- GEFFRIAND. — Les Caisses régionales de crédit agricole mutuel et la Loi du 31 mars 1899, 1900.
- SAMBUC. — Le Socialisme de Fourier, 1899.
- RENOUVIER. — Science de la morale.
- COURCELLE-SENEUIL. — Préparation à l'étude du droit.
- NOVICOW. — Les Gaspillages des sociétés modernes, 1894.
- PROUDHON. — Système des contradictions économiques ou philosophiques de la misère, 2 vol., 1872, 4^e édit.
- LOUIS CHARDINY. — Commentaire de la loi des 9-10 avril 1898 (1898).
- Congrès de Rouen sur l'assistance, 1897.
- J. THIERS. — De la Propriété.
- DE SISMONDI. — Étude sur les sciences sociales.
- R. GONNARD. — L'Assurance sociale contre la vieillesse et l'invalidité. Étude de législation industrielle, 1898.
- CAIRNES — Le Caractère et la Méthode logique de l'économie politique, 2^e éd., 1902.
- THONNISSEN. — La Loi salique, 2^e éd., 1882.
- GLASSON. — Histoire du droit et des institutions politiques, civiles et juridiques de l'Angleterre, 1882.
- FUSTEL DE COULANGE. — Nouvelles recherches sur quelques problèmes d'histoire, 1894.
- HABIER. — Le Métayage, 1900.
- CATENAC. — Juges et Tribunaux agricoles, 1899.
- AUGUSTIN THIERRY. — Récits des temps mérovingiens, 2^e éd., 2 vol., 1842.
- René GONNARD. — Caractères généraux de la loi de 1884 sur les syndicats professionnels, avec préface de M. Pic, 1898.
- Les Accidents agricoles en France, 1901.
- GARSONNET. — Histoire des locations perpétuelles et des baux à longue durée, 1879.
- PARDESSUS. — Loi salique, 1843.
- GAUWAIN. — Législation rurale, 1890.
- Paul PIC. — Introduction du système des livres fonciers dans les colonies ou protectorats français, 1894.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
Plan. — Agriculture et paysans. — Propriété paysanne. — Dépopulation des campagnes. — La crise agricole. — L'État et l'agriculture. — La production, les systèmes de culture, les engrais, les salaires, la petite culture, le fermage, le métayage. — Organisation nouvelle du tra- vail.	
LIVRE PREMIER — L'Association communale agricole	
CHAPITRE PREMIER. — <i>De l'utilité de l'association communale agricole</i>	83
De l'association. — Historique. — Des syndicats. — L'association communale.	
CHAPITRE II. — <i>Organisation de l'association communale. . . .</i>	117
Le comité agricole. — Le président agricole. — Fonction- nement de l'association communale.	
CHAPITRE III. — <i>L'association communale éducatrice et répara-</i> <i>trice</i>	131
L'association communale développera les facultés indivi- duelles. — L'association communale complétera l'ins- truction professionnelle. — L'association communale et la famille. — L'association communale et la terre. L'association communale au point de vue social. — L'as- sociation communale et la justice. — L'association communale fera l'éducation politique de nos paysans. — L'association communale réparatrice.	

**LIVRE II. — Institutions agricoles à fonder
par l'association communale.**

CHAPITRE PREMIER. — <i>La Coopération.</i>	165
But de la coopération. — La coopération dans l'agriculture. — Le crédit rural. — L'épargne. — Le crédit foncier. — Le crédit agricole. — Banque populaire.	
CHAPITRE II. — <i>La Mutualité.</i>	215
Avantages de la mutualité. — La mutualité en nature et services. — L'assurance. — Le principe de l'obligation en assurance doit être repoussé. — Les différents assureurs. — Les sociétés de secours mutuels. — Assurances mutuelles contre les risques.	
CHAPITRE III. — <i>L'Assistance</i>	241
Nécessité de l'assistance. — L'assistance a pour fondement la justice réparative. — L'assistance publique. — Le droit à l'assistance. — L'assistance doit être surtout sociale. — La charité guidée par la justice. — L'assistance réparatrice. — L'assistance éducatrice. — L'assistance par l'association n'exclut pas une certaine charité privée. — La mendicité doit être rigoureusement interdite. — Organisation de l'assistance par l'association communale.	
CONCLUSION.	267
NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE.	281

ERRATA

Page	40,	ligne	49,	lire :	et son passage (enlever de).
—	45,	—	7,	—	la <i>petite</i> propriété.
—	27,	—	43,	—	En voyant que (nouvel alinéa).
—	51,	—	26,	—	absolue, <i>de</i> libre échange.
—	64,	—	46,	—	la thèse <i>du</i> maximum.
—	68,	—	8,	—	l'élevage du bétail à rente.
—	70,	—	40,	—	a vu naître et mourir <i>les</i> aïeux.
—	77,	—	47,	—	l' <i>objet</i> de débats.
—	88,	—	14,	—	des 28 sept.-6 oct 1791.
—	106,	—	26,	—	une image <i>sensible</i> .
—	106,	—	27,	—	cette idée <i>vivante</i> .
—	123,	—	14,	—	qu'ils <i>auront</i> fait.
—	143,	—	5,	—	s'efforcer de crier quelque chose qui soit en même temps.
—	154,	—	9,	—	éducatrice.
—	154,	—	11,	—	persuasion.
—	162,	—	9,	—	qui doit être prépondérante (enlever toujours).
—	204,	—	28,	—	loi de 1894.
—	236,	—	29-31	et page 237, ligne 4-6.	Cette nomenclature des lois d'assurance préventive devrait être en note.

LYON

IMPRIMERIE A. STORCK & C^{ie}

8, Rue de la Méditerranée.
